L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 32

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule est consacré à la brochure d'Engels parue en avril 1859 sous le titre **Le Pô et le Rhin**.

Il comprend les **cinq cahiers** suivants :

Introduction

1. Histoire du manuscrit, paginé HdM de 1 à 4.

2. Fr. Engels, *Le Pô et le Rhin*, paginé P&R, de 1 à 35.

3. F. Lassalle : *La guerre d'Italie et de devoir de la Prusse*, paginé L, de 1 à 42.

4. La controverse avec Ferdinand Lassalle, paginé C de 1 à 13.

5. Documents

5.1. Les relations entre Marx et Ferdinand Lassalle au cours des années 1850-1859, paginé ML, de 1 à 24.

5.2. *La Confédération germanique* : dates remarquables, paginé CG. de 1 à 11.

Table générale

Introduction

La brochure d'Engels présente **un double intérêt**.

D'abord, pour elle-même, certes. Pour ses apports en matière de stratégie militaire et d'analyse politique.

En raison, ensuite, de la controverse qu'elle a suscitée avec Ferdinand Lassalle.

Soyons attentifs à ces deux aspects.

*

Sous l'angle militaire, l'écrit d'Engels est plutôt **complexe**.

Il l'est, d'une part, en raison de la précision topographique de ses analyses. Une minutie qui réclame de son lecteur qu'il se munisse d'un atlas de cartes précises, et parfois même d'une loupe.

Complexe, il l'est, d'autre part, en raison des rappels historiques aux multiples conflits qui ont eu pour théâtre la plaine du Pô depuis le 15^e siècle. Nous nous sommes efforcés d'éclairer autant que possible l'érudition d'Engels par un jeu de notices extraites, pour la plupart, de l'édition de Roger Dangeville, mais aussi de la version originale allemande (aux pages 225-268 du volume 13 des *Marx Engels Werke*) et de la traduction anglaise (aux pages 211-255 du volume 16 des *Marx Engels Collected Works*) de la brochure, des notes vérifiées et complétées par nos soins en référence avec les encyclopédies *Universalis* et *Wikipédia*.

La démonstration d'Engels, sous cet angle, n'est pas moins claire. Rien, affirme-t-il, ne justifie, du moins pour la composante allemande de la *Confédération germanique*, le maintien de la domination autrichienne sur la Haute Italie.

Sous l'angle politique, l'écrit d'Engels est plutôt **compliqué**.

La difficulté appartient à la remarquable discrétion d'Engels sur la question pourtant centrale de l'unification allemande qui fera bientôt l'objet de la controverse avec Ferdinand Lassalle. La brève évocation, dans son dernier paragraphe, de cette *unité allemande* ne s'accompagne, en effet, d'aucune analyse qui précise cette perspective.

Cette réserve s'explique, pensons-nous, pour **deux raisons**, l'une pragmatique et l'autre théorique.

Elle résulte, d'une part, de l'ignorance où Marx et lui se trouvent des forces réelles du mouvement ouvrier allemand et de sa capacité d'intervention dans le cadre d'une *Confédération germanique* dominée par l'Autriche et la Prusse.

Elle traduit, par ailleurs, un certain embarras devant la catégorie elle-même de *nation*¹ au regard des objectifs de l'internationalisme prolétarien. On se rappellera, certes, le célèbre énoncé du *Manifeste* selon lequel « Les ouvriers n'ont pas de patrie² », mais les complexités liées à la question nationale vont se manifester dès l'échec des révolutions de 1848-1849.

¹ Il existe sur cette question une abondante littérature marxiste que l'on ne peut évoquer ici. Ne citons, pour seul exemple, que le numéro 68 de la revue *Actuel Marx*, en particulier l'article de Jean-Numa Ducange « Faut-il défendre la nation ? Marx et les marxistes et la question nationale des origines à nos jours ».

² Un énoncé à vrai dire plus complexe si l'on relit la séquence entière : « En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. ».

*

La publication par Ferdinand Lassalle, en mai 1859, de sa brochure intitulée *La guerre italienne et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie* va provoquer une **intense polémique entre Marx et lui**.

Nous avons réservé à cette controverse trois **dossiers complémentaires** :

- Un rappel, d'une part, des relations entre Lassalle et Marx au cours des années 1850-1859¹.
- Le recensement, d'autre part, de leur correspondance entre mai et novembre 1859 : ces échanges exposent l'essentiel de la controverse qui les a opposés.
- La traduction, enfin, de la brochure de Lassalle : une pièce indispensable, en effet, pour la compréhension des enjeux de cette dispute.

La lecture de ces échanges fait apparaître un remarquable **contraste** entre l'expressive **clarté** des positions défendues par Lassalle et la singulière **discrétion** de Marx dans son désaccord avec les thèses de son interlocuteur.

La question centrale de cette controverse concerne à la fois la possible alliance de la Prusse avec l'Autriche lors de la guerre d'Italie et la menace d'une guerre menée par Napoléon III sur les rives du Rhin, une éventualité qu'Engels n'écarte pas dans les conclusions de sa brochure.

La position de Marx est déterminée par **deux facteurs** : son hostilité à l'égard du régime de Napoléon III et l'alliance signée par ce dernier avec le pouvoir russe² que Marx considère comme le principal ennemi du prolétariat européen. Or une défaite de l'Autriche aurait pour conséquence d'assurer une hégémonie russe sur l'Europe. Marx est-il pour autant favorable à une intervention de l'armée prussienne aux côtés de l'Autriche ? Rien ne permet de l'affirmer, mais sa position est toutefois plutôt embarrassée³.

La position de Lassalle est en revanche plus claire. Le pouvoir impérial français est assurément détestable à ses yeux, mais Napoléon III a pris en charge une juste cause en Italie, en plein accord avec les acquis démocratiques de la Révolution française. De son point de vue, l'ennemi principal à vaincre est l'hégémonie féodale de l'Empire autrichien qu'il considère comme l'expression même du principe réactionnaire et comme l'ennemie de toutes les libertés. La pire éventualité serait le déclenchement d'une guerre *populaire* de la Prusse contre la France. Au contraire, la défaite de l'Autriche est la condition indispensable d'une unification de l'Allemagne sous la conduite de la Prusse. Et d'évoquer au final la perspective d'une offensive prussienne dans les duchés de Schleswig-Holstein.

Un signe de son alliance *objective* avec la politique de Bismarck ? La question est très délicate, au regard de la stratégie bismarckienne qui conduira, en 1866, à l'invasion par la Prusse du Holstein et au déclenchement de la guerre contre l'Autriche. Le point de vue de Lassalle, en 1859, demeure, en effet, celui de la cause prolétarienne allemande, associée, il est vrai, à celle de l'unité nationale.

*

Nous reproduisons l'écrit d'Engels à partir de la traduction de Roger Dangeville publiée dans le volume intitulé *Marx Engels, Ecrits militaires*, paru en 1970 aux éditions de L'Herné et disponible sur le site « Les classiques des sciences sociales » à l'adresse <http://classiques.uqac.ca>⁴.

La traduction de la brochure de Ferdinand Lassalle **est due à nos soins**. Nous avons traduit à partir de la version allemande publiée par Eduard Bernstein sous le titre « Ferdinand Lassalle *Gesammelte Reden und Schriften* », Erster Band et parue, en 1919, à Berlin, aux éditions Paul Cassirer⁵.

*

¹ Cette note prend la suite de la précédente séquence que nous avons consacrée aux relations entre Marx et Lassalle au cours des années 1848-1849 et qui a paru au chapitre 2.8 de notre fascicule 18.

² Le 3 mars 1859 la Russie tsariste a signé à Paris un traité secret qui assurait à la France sa neutralité en cas de conflit avec l'Autriche (Cf. sur ce sujet l'article de Victor-L. Tapié « Le traité secret de 1859 entre la France et la Russie » *Etudes d'histoire contemporaine*, V, 1953, pp. 116-146 – en ligne sur Gallica).

³ Un signe de ses hésitations : le projet qu'il évoque dans sa lettre à Engels du 18 mai 1859 de publier « tous deux un manifeste du parti » n'aboutira pas.

⁴ La version originale allemande se trouve aux pages 225-268 du volume 13 des *Marx Engels Werke*.

⁵ En ligne sur le site de [archiv.org](http://www.archiv.org).

La complexité des événements historiques évoqués par Fr. Engels et F. Lassalle dans leur brochure respective justifie que nous ayons pris le soin d'ajouter au chapitre des documents une note récapitulative des principales dates qui marquent l'histoire de la *Confédération germanique* depuis ses débuts en 1815-1816 jusque son déclin en 1866.

*

Enfin, rappelons le contenu de notre précédent fascicule 31 qui reproduit l'ensemble des articles de presse publiés par Marx et Engels au cours de cette année 1859.

Etudes consultées

- César Lecat Baron de Bazancourt, *La campagne d'Italie de 1859. Chroniques de la guerre*, tomes 1 et 2, Amyot Editeur, Paris 1862 (en ligne sur Gallica)
- Richard Cortambert, *Théâtre de la guerre et de la paix en 1859, ou Géographie de l'Italie*, Paris 1859, Editions Hachette Livre (en ligne sur Gallica)
- Fr. de La Fruston, *La guerre d'Italie de 1859, considérée au point de vue de la stratégie et de la tactique*, Ch. Tanera, Editeur. Paris 1861. Editions Hachette Livre (en ligne sur Gallica)
- Victor Paulin, *Guerre d'Italie en 1859. Tableau historique, politique et militaire*, Librairie de l'Illustration, Paris 1859 (en ligne sur Gallica)
- Aristide-Michel Perrot, *Guerre d'Italie 1859. Notice géographique, topographique, statistique et historique des Etats belligérants*, Chez Léon Bady, Libraire-éditeur, Paris 1859 (en ligne sur Gallica)
- Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, Editions Syllepse, Paris 2018¹.
- Maximilien Rubel, *Karl Marx devant le bonapartisme*, Mouton & Co, 1960².

*

- J-J. Baude, « L'Autriche et sa puissance militaire en Autriche », *Revue des Deux Mondes*, XXIXe année, seconde période. Tome vingtième. Paris 1859.
- Jean Bérenger, *Histoire de l'empire des Habsbourg 1273-1918*, Editions Fayard, Paris 1990.
- Jean Bérenger, *Histoire de l'Autriche*, PUF, Coll. Que sais-je ?, Paris, 1994.
- Aurélien David, « Les complots contre la vie du chef de l'Etat, Louis-Napoléon Bonaparte – Napoléon III (1849-1860) », *Faculté des Lettres de Sorbonne, Mémoire de M2*, juillet 2020.
- Jean-Numa Ducange, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialisme à la belle époque*, Fayard, Paris 2021.
- Jean-Claude Caron & Michel Vernus, *L'Europe au 19^e siècle. Des nations aux nationalismes (1815-1914)*, Armand Colin, Coll. « U », Paris, 2015.
- Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, PUF, Paris 1957.
- Victor Fleury, « Les chefs de la Révolution, badoise en 1848. Hecker et Struve », *La révolution de 1848 et les révolutions du XIXe siècle*. Tome 22, numéro 112, octobre 1925, pp. 599-606.
- Michel Kerautret, *Histoire de la Prusse*, Editions du Seuil, Coll. *L'univers historique*, Paris 2005.
- Sándor Teleki, « Les suppliciés d'Arad », *La Révolution de 1848 et les révolutions du XIXe siècle*, tome 28, numéro 138, septembre octobre novembre 1931, pp. 139-154 (en ligne sur le site de Persée).

¹ En particulier le chapitre 10, sections 1 (La guerre d'Italie) et 2 (« Querelle avec Lassalle ») du tome 2.

² En particulier les chapitres V (« La guerre italienne ») et VI (« Une controverse »).

1. Histoire du manuscrit

Dans une lettre de février 1859 qui n'a pas été conservée, Engels annonce à Marx son intention de rédiger un ouvrage intitulé *Le Pô et le Rhin* dans lequel il envisage d'étudier les aspects stratégiques de la guerre qui s'annonce entre la France et le Piémont contre l'Autriche.

25.02.59 Marx lui répond sans tarder : « *Le Pô et le Rhin*, c'est une riche idée qu'il faut mettre à exécution sur-le champ. Il faut que tu t'y mettes SANS DELAI car là *tout* est une question de temps. J'ai écrit à Lassalle aujourd'hui même et je suis sûr que le Youpin Braun¹ va faire accepter le truc. Il ajoute : « Dans ma « préface³ » je t'ai rendu quelques honneurs; ce sera d'autant mieux si, immédiatement après, tu entres toi-même en scène. Ces chiens de démocrates et ces canailles de libéraux vont voir que nous sommes les seuls à ne pas nous être abêtis pendant cette affreuse période de paix⁴. ».

Dans un premier temps, il faut que ce pamphlet (combien de feuilles ? réponds-moi sur ce dernier point *par retour du courrier*) paraisse *anonymement*, afin que le public se figure que l'auteur est un grand général². Lors de la *seconde* édition, qui se fera, cela ne fait aucun doute, à condition que ça paraisse en temps voulu, tu te feras connaître dans un avant-propos de 6 lignes. Ce sera alors un triomphe pour notre parti. ».

Ce 25.02.59, Marx écrit à Ferdinand Lassalle :

« Engels songe à publier, *de manière anonyme* d'abord, une petite brochure qui aurait pour titre : **Po und Rhein**.

Sujet principal : démontrer militairement, c'est-à-dire au plan de la science militaire, que tous les arguments avancés tendant à prouver que les Autrichiens doivent tenir la ligne du Mincio, afin protéger l'Allemagne, s'appliquent à la France qui doit avoir le Rhin pour frontière afin de se protéger elle-même; en outre démontrer que, s'il est vrai que l'Autriche a fortement intérêt à tenir la ligne du Mincio, l'Allemagne, elle, en tant que puissance unie, n'en a aucun, et que l'Italie sera constamment dominée par l'Allemagne aussi longtemps que la Suisse ne sera pas française. Le tout principalement dirigé contre les stratèges de l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg et par ailleurs, bien sûr, d'un point de vue national, contre Bonaparte.

Je parie tout mon « jugement critique » que la publication de cette brochure, dont le coût sera des plus réduits parce qu'elle ne fait que quelques placards, peut même, en ce moment précis, faire l'objet d'une spéculation de la part d'un libraire au sens noble du terme.

Depuis qu'il a participé à la campagne de Bade⁵, Engels a fait des questions militaires sa spécialité. Tu sais par ailleurs combien il sait présenter les choses de façon extraordinairement éclairante.

Mais il faudrait que le libraire s'abstienne de dévoiler le nom de l'auteur, jusqu'à ce que celui-ci jette lui-même le masque. Tu peux être sûr qu'en Prusse on soupçonnera les plus éminents écrivains militaires d'en être les auteurs.

Dans ce genre d'histoire, le jour de la publication est déterminant, puisque c'est une ques-

¹ Une manière de nommer Ferdinand Lassalle entre les deux amis.

² En 1853, on attribuait au général américain Winfried Scott, commandant en chef, à cette époque, de l'armée des Etats-Unis, la paternité des articles militaires publiés par Engels dans le *New-York Daily Tribune* sur la guerre de Crimée. Marx lui écrivait le 5 janvier 1854 : « Reçu lundi une lettre de Dana (...) Tes articles militaires ont fait sensation. Le bruit court à New York que le général Scott en serait l'auteur. » (C4, p. 71).

³ La préface de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*.

⁴ C5, p. 273.

⁵ Pour rappel, Engels avait participé en juin-juillet 1849 aux soulèvements révolutionnaires en pays de Bade et au Palatinat. Il était alors l'aide de camp d'August Willich.

tion d'actualité. Il faudrait donc opérer très rapidement. Crois-tu que Duncker sera d'accord ? (...) Si Duncker était d'accord, Engels te mandate pour conclure l'affaire en son nom, aux conditions que tu voudras¹. ».

Ce même 25.02.59, Marx écrit à Engels :

« Je t'écris encore une fois ce soir, car le temps presse. Je suis moralement sûr que Duncker, après ma lettre à Lassalle, prendra ta brochure². ».

Il termine sa lettre en insistant : « Je considère donc *comme certain* que Duncker prendra ta brochure et il ne reste plus qu'une chose essentielle, c'est que tu t'attelles à la tâche *tout de suite*, car cela, c'est comme un article de journal. Il n'y a pas de temps à perdre. Pour la même raison, était donné que l'impact doit être immédiat, j'estime que tu ne dois pas dépasser 4 à 5 placards (s'il est nécessaire d'en faire tant). Considère-toi donc (à moins que, hypothèse bien improbable, quelque événement militaire ne vienne devancer ta brochure) comme totalement dispensé de ta collaboration au *Tribune* jusqu'à l'achèvement de ton travail. *Le plus raisonnable* serait que tu tombes brusquement malade et restes absent du comptoir pour rédiger cela d'une traite³. ».

Fin
février

Ferdinand Lassalle annonce à Marx que Duncker est prêt à publier la brochure d'Engels. « Pour Engels, c'est décidé ! », lui écrit-il. « Les conditions sont à son choix : ou bien 50 % du produit net, ou bien un friedrichsdor par placard et par milliers d'exemplaires; donc, comme Duncker va immédiatement imprimer 2.000 exemplaires, 2 friedrichsdors par placard. Les rééditions se feront aux mêmes conditions. Télégraphie tout de suite à Engels aux frais de Duncker, afin qu'il envoie immédiatement le manuscrit à l'adresse que j'indique ci-dessous. ». Il ajoute : « En outre, j'ai eu une autre idée. La brochure doit - cela serait très avantageux - paraître en traduction française (Ferdinand Wolff ! ou un autre) 10 à 15 jours après sa parution en Allemagne; naturellement cette traduction doit paraître à Londres. Vous mènerez cela à bien aisément. Non seulement la traduction se vendrait bien en France, en Belgique, en Italie, mais cela serait très profitable à la vente du texte allemand⁴. ».

03.03.59

Marx informe Engels de la réponse positive de Lassalle : « Il faut effectivement que tu suives maintenant mon conseil et que tu délaisses complètement le comptoir durant quelques jours. J'ai présenté les choses, cela va de soi, en faisant croire que j'avais déjà lu ton manuscrit. Ce n'est pas à quelques jours près, mais si tu te contentes de

Il ajoute : « Il faut absolument que tu y glisses quelques idées nationales et anti bonapartistes, mais avec prudence et en conservant une certaine hauteur de vue. Tu peux d'autant mieux te parer de ces couleurs que la tendance de ta brochure est en fait une grande victoire de Mazzini contre l'Assemblée nationale de 1848 (Radowitz-

¹ C5, pp. 274-275. Il termine sa lettre en invoquant « l'intérêt général du parti ».

² C5, p. 275.

³ C5, p. 280.

⁴ *Correspondance Marx Lassalle 1848-1864*, PUF, Paris 1977, p. 183.

travailler le soir, tu n'auras pas fini en temps voulu. ».

Mincio¹) et que tu mets pour la première fois les Allemands à même de s'intéresser à l'émancipation de l'Italie avec bonne conscience². ».

04.03.59 Engels à Marx : « Le petit Youpin Braun a bien mené l'affaire, je suis d'accord pour la moitié du bénéfice net. Le travail avance assez rapidement, 9 de mes longues pages recto verso, comme celles que je t'adresse pour le *Tribune*, sont terminées, encore 2 ou 3 et j'en aurai fini avec le Pô, puis ce sera le tour du Rhin, qui ne sera pas aussi long. En tout à peine 3 placards. Le plus gros doit être fait ce soir, samedi et dimanche; d'ici mercredi je t'enverrai le truc, si tout marche comme sur des roulettes. Il faut cependant prendre garde, car je vais avoir toute la littérature militaire officielle contre moi et s'ils peuvent me chercher des poux dans la tête, ils le feront certainement. C'est pourquoi le plus court sera le mieux, les exemples historiques peuvent être rédigés de manière succincte. Du reste, pourvu que le manuscrit soit à Berlin à la fin de la semaine prochaine, ce sera assez tôt, c'est sûr qu'on aura la guerre³. Ne t'inquiète donc pas pour le temps. Il m'est en ce moment *impossible* de m'éloigner quelques jours du magasin, c'est d'ailleurs inutile, cela ne m'avancerait pas à grand-chose. Ce qui prend du temps, c'est de se creuser la cervelle, penché sur la carte, et il faut y aller staccato, sans quoi on s'y abrutit. Pas question de faire de préface, il ne manquerait plus que ça⁴. ».

10.03.59 **Marx accuse réception de la brochure d'Engels** : « Brochure reçue. Ça fera environ 4 placard, sinon plus, vu la façon dont on imprime les brochures. L'ai lue en entier, suprêmement habile; le côté politique traité lui aussi de main de maître, ce qui était bigrement difficile. La brochure rencontrera un grand succès⁵. ».

Je n'ai rayé qu'une seule petite phrase, à propos de Reuss-Shleiz⁶; non pas là où il est question des « frontières naturelles » de cet Etat, mais dans le premier passage, où elle faisait double emploi et affaiblissait l'idée. Je te conseille de supprimer le sous-titre « Etudes militaires » qui affaiblit le sens⁷. ».

14.03.59 Engels remercie Ferdinand Lassalle pour ses *bons offices* : « qui m'ont redonné l'occasion, pour la première fois, depuis bientôt dix ans, de réapparaître devant le public allemand. (...) Marx et moi-même pensons tous deux qu'il est préférable dans un premier temps de faire paraître la chose anonymement, étant donné le caractère spécifique du sujet, le nom d'un civil ne pouvant que nuire au départ d'un écrit militaire. Si l'affaire marche, comme je l'espère, il sera toujours assez tôt pour mettre le nom !⁸ ».

16.03.59 Marx à Lassalle à propos du manuscrit d'Engels : « S'il est encore temps, fais imprimer sur le dernier manuscrit que tu as reçu : « Droit de traduction réservé ». Sinon certains clowns allemands d'ici seraient bien

¹ En référence à l'intervention du général Joseph von Radowitz à l'Assemblée nationale de Francfort en 1848 au nom de l'extrême-droite prussienne. Radowitz soutenait que la frontière autrichienne du Mincio constituait pour l'Allemagne une frontière naturelle contre une invasion française.

² C5, pp. 281-282.

³ La guerre entre France et le Royaume de Piémont Sardaigne contre l'Autriche éclatera le 29 avril prochain.

⁴ C5, pp. 282-283.

⁵ C5, p. 283.

⁶ Un des minuscules Etats allemands au sein de la *Confédération germanique*.

⁷ C5, p. 283.

⁸ C5, p. 285.

capables de me saboter le truc¹. ».

08.04.59 Lassalle confirme à Marx la parution de la brochure d'Engels : « La brochure d'Engels est parue depuis trois jours. Je lui envoie par le même courrier deux exemplaires sous double bande, et je le ferai ainsi quotidiennement six jours de suite. C'est vraiment la seule manière que nous avons pu inventer d'éviter à la fois de gros frais de port, et que d'autre part certaines personnes ne deviennent le nom de l'auteur de la brochure. Ecris-le lui. La brochure en impose vraiment, par sa pénétration et par la solidité des connaissances stratégiques qu'elle renferme². ».

11.04.59 Engels s'énerve de ne recevoir aucune information sur la publication sa brochure. A Marx : « Quelle bande de lambins roublards à Berlin. Même pas fichus d'imprimer une malheureuse brochure. Je n'ai plus eu d'écho depuis, il y a de quoi devenir fou³. ».

En vérité, **la brochure a paru à Berlin vers le 5 avril 1859** comme Ferdinand Lassalle en informe Marx dans sa lettre du 8 avril.

12.04.59 Marx informe Engels de la lettre de Lassalle⁴.

19.04.59 Marx à Engels : « J'ai lu hier dans le *Hamburger Correspondent* une annonce de *Po und Rhein* faite par Duncker⁵ ».

Mai 59 Marx et Engels estiment que le moment est venu de révéler au grand public quels sont le nom et les idées politiques de l'auteur. Ils communiquèrent l'information au journal londonien *Das Volk*, qui citera le nom d'Engels dans son numéro du 4 juin.

*

Au début de mai 1859 paraît à Berlin, de façon anonyme, le pamphlet de Ferdinand Lassalle intitulé *La guerre d'Italie et la mission de la Prusse. Une voix de la démocratie*. Il y justifiait la politique de Napoléon III et estimait que la Prusse devait profiter de la défaite de l'Autriche pour unifier l'Allemagne sous son hégémonie.

¹ C5, p. 287.

² *Correspondance Marx Lassalle*, PUF, p. 209.

³ C5, p. 298.

⁴ C5, p. 298.

⁵ C5, p. 301.

2. Fr. Engels, Le Pô et le Rhin

I

Il convient de prendre d'entrée quelque précaution sur l'emploi cursif du vocable *Allemagne*, laquelle Allemagne, en effet, **n'existe pas en tant qu'Etat Nation à cette date de 1859.**

Sous l'angle institutionnel et politique, l'espace germanique constitue une composante de la *Confédération germanique* (le *Deutscher Bund*) fondée lors du Congrès de Vienne de juin 1815 sur le territoire de 39 Etats, dont le royaume Prusse et l'empire d'Autriche, avec pour organe central le Bundestag de Francfort-sur-le Main.

L'échec du parlement de Francfort après les événements de 1848-49 entrainera le maintien formel de la *Confédération* au sein de laquelle vont alors s'opposer la Prusse et l'Autriche.

Cette précision éclaire l'importante, même si brève, remarque d'Engels en fin de ce premier chapitre : « lorsqu'on parle de l'Allemagne, *observe-t-il*, il faut entendre une puissance unique, dont l'action et les forces militaires sont dirigées à partir d'un centre; autrement dit, un corps politique véritable, et non pas une Allemagne idéale. En dehors de cette hypothèse, il n'est pas possible de parler des besoins politiques et militaires de l'Allemagne. ».

« Une puissance unique » ? « Un corps politique véritable » ? Engels n'en dit pas davantage. Or, derrière ces interrogations se profile la question délicate de l'unification allemande sous l'hégémonie de la Prusse, une perspective à laquelle Marx et lui étaient opposés¹.

*

Son propos débute par une dénonciation des ambitions politiques de Napoléon III et tout particulièrement de ses visées de conquête sur la rive gauche du Rhin.

Depuis le début de l'année, une grande partie de la presse allemande affirme qu'il faut défendre le Rhin sur le Pô.

Ce mot d'ordre est parfaitement justifié² étant donné les menaces et les mesures de mobilisation de Bonaparte. C'est grâce à son instinct juste que l'Allemagne a pressenti que si, pour Louis Napoléon, le prétexte c'est le Pô, l'objectif final est et demeure le Rhin.

Seule une guerre pour la frontière du Rhin peut, en effet, faire office de paratonnerre contre les deux forces qui menacent le régime bonapartiste en France même : l'« exubérance patriotique³ » des masses révolutionnaires, et le mécontentement croissant de la « bourgeoisie ». Les premières y trouveraient une mission nationale, et la seconde la perspective d'un marché plus grand.

Le bavardage sur la libération de l'Italie, grâce à Napoléon III, ne pouvait donc abuser quiconque en Allemagne. Voilà bien le moment de dire, avec le vieux proverbe : on tape sur le sac, mais on en veut à l'âne⁴. Si l'Italie en est venue à jouer le rôle du sac, l'Allemagne, pour sa part, n'a aucune envie de prendre la place de l'âne, du moins cette fois-ci.

¹ Et qui constituera bientôt l'un des principaux motifs de leurs désaccords avec Ferdinand Lassalle.

² Entendons : il a toute sa raison d'être (« seine volle Berechtigung »). Soit l'indication d'une cause.

³ Une citation par Engels du poème de Heinrich Heine « Bei des Nachtwächers Ankunft zu Paris » (« A l'arrivée du veilleur de nuit », vers 28. (Cf. Heinrich Heine, *Nouveaux poèmes*, NRF Gallimard, Paris 1998.)

⁴ Nous avons modifié la traduction de Roger Dangeville. En écrivant, en effet, « on en veut à l'âne qui s'y trouve enfermé », il commet manifestement une inadvertance, l'âne ne se trouvant pas *dans* le sac qu'il porte. Le texte allemand donne à lire : « Es war der Fall des alten Sprichworts: Man schlägt den Sack und meint den Esel ». (MEW, vol. 13. p. 225). L'expression proverbiale allemande fait ici référence à un coup détourné.

Dans la présente conjoncture, la défense de la ligne du Pô ne peut se justifier¹ cependant que pour une seule raison : menacée d'une attaque qui, en dernière analyse, vise plusieurs de ses meilleures provinces, l'Allemagne ne peut pas envisager l'idée d'abandonner sans coup férir l'une de ses plus puissantes, voire la plus puissante de ses positions militaires. Mais, c'est uniquement en ce sens que l'Allemagne est intéressée à la défense du Pô : à la veille ou en plein cours d'une guerre, il convient certes d'occuper toute position avantageuse d'où l'on puisse menacer l'ennemi et lui nuire, sans considérer les arguments d'ordre moral, c'est-à-dire sans se demander si cela est conciliable ou non avec la justice éternelle ainsi qu'avec le principe des nationalités. Il s'agit tout bonnement de défendre sa peau².

Cette perspective ne justifie toutefois pas aux yeux d'Engels les théoriques militaires dominantes en Allemagne sur la nécessité d'occuper les territoires du nord de l'Italie.

Mais, cela n'a rien à voir avec la conception en honneur parmi de très nombreux militaires et politiciens allemands, pour lesquels le Pô — autrement dit, la Lombardie et la Vénétie — est une sorte de complément stratégique indispensable, et pour ainsi dire une partie intégrante de l'Allemagne.

Cette théorie a été conçue essentiellement depuis les campagnes d'Italie des années 1848 et 1849. Elle a été défendue, entre autres, par le général von Radowitz à l'Eglise Saint-Paul³, ainsi que par le général von Willisen⁴ dans sa « Campagne italienne de 1848 ». Dans la partie méridionale joutant l'Autriche, c'est le général bavarois von Hailbronner⁵ qui s'est attaché à ce thème avec un certain brio.

Or, à partir de cela, l'argument devient purement politique : l'Italie étant absolument incapable de préserver son indépendance, c'est ou bien l'Allemagne, ou bien la France, qui doit la dominer. Ainsi donc, si les Autrichiens abandonnent aujourd'hui la péninsule, les Français seront demain dans la vallée de l'Adige et aux portes de Trieste, de sorte que tout le flanc méridional de l'Allemagne sera découvert, et livré à l'« ennemi héréditaire ».

C'est pour l'empêcher, et donc au nom et dans l'intérêt de l'Allemagne, que l'Autriche prétend dès lors se maintenir en Lombardie. Comme nous l'avons dit, des autorités militaires de tout premier plan défendent cette conception.

Nous devons néanmoins les contester résolument.

Cette vision est devenue une sorte d'article de foi, défendu avec un véritable fanatisme par la *Gazette Générale d'Augsbourg*, qui se guinde au rôle de « Moniteur⁶ » des intérêts allemands en Italie. Cette feuille germano-chrétienne, en dépit de sa haine des Juifs et des Turcs, se ferait circonscire elle-même plutôt que de laisser perdre un bout de territoire « allemand » en Italie !

¹ Entendons : « ne peut s'expliquer » (« die Bedeutung », lit-on dans le texte allemand).

² Nous verrons que cette perspective d'une menace française sur les rives du Rhin sera fermement contestée par Ferdinand Lassalle et constituera l'un des points de désaccord dans la polémique de ce dernier avec Marx et Engels.

³ En référence au discours prononcé, le 12 août 1848, par le général Joseph von Radowitz devant l'Assemblée nationale de Francfort qui siégea du 18 mai 1848 au 30 mai 1849 à l'église Saint-Paul de Francfort-sur-le-Main. Chef de la droite conservatrice au parlement de Francfort, Radowitz était un ardent partisan de l'hégémonie prussienne.

⁴ Karl Wilhelm von Willisen. Général prussien et théoricien militaire, il est l'auteur de l'ouvrage « La Campagne d'Italie de 1848 » (« Der italienische Feldzug des Jahres 1848 ») qui constitue la troisième tome de son étude « Théorie de la Grande Guerre », laquelle paraîtra à Berlin en 1868.

⁵ Karl von Hailbronner. Engels ne précise pas davantage. Cet officier bavarois est surtout connu pour ses récits de voyage.

⁶ En référence au *Moniteur universel*, qui était le journal officiel du régime de Napoléon III.

Engels entreprend de dénoncer l'idéologie pangermaniste¹ partagée par les classes dominantes prussiennes.

Ce qui, chez les généraux, n'a qu'une apparence politique puisque ce n'est en fait qu'une position de bonne guerre pour l'Allemagne, cela devient le fondement d'une théorie politique dans la *Gazette Générale d'Augsbourg*, et porte alors le nom de « théorie de la Grande Puissance du Centre de l'Europe ». On cherche ainsi à constituer une Fédération entre l'Autriche, la Prusse et le reste de l'Allemagne sous l'influence hégémonique de l'Autriche, afin de germaniser la Hongrie et les Principautés danubiennes, slaves et roumaines, en les colonisant, en les scolarisant et en leur appliquant une douce violence.

Cela reviendrait à déplacer de plus en plus le centre de gravité vers le Sud-Est, en direction de Vienne, mais n'empêcherait pas de reconquérir à l'occasion l'Alsace et la Lorraine².

Cette « Grande Puissance du Centre de l'Europe » serait une sorte de réincarnation du Saint-Empire romain de la Nation Allemande et aurait également pour mission de s'incorporer des Etats vassaux tels que les Pays-Bas jadis autrichiens³, ainsi que la Hollande. La patrie allemande s'étendrait ainsi à un territoire deux fois plus étendu que celui de langue allemande, et lorsque tout cela aura été accompli, alors l'Allemagne jouera le rôle d'arbitre et de maître de l'Europe. Et déjà l'on a pensé à tout pour que ce projet se réalise. Les peuples latins connaissent une entière décadence; les Italiens et les Espagnols sont déjà au fond de l'abîme, et les Français sont en ce moment même en pleine dégénérescence. Sur l'autre bord, il y a les Slaves, impuissants à former de véritables Etats modernes et dont la mission historique est de se laisser germaniser : dans cette mission providentielle, l'instrument choisi est encore et toujours l'Autriche régénérée.

Le seul rameau humain qui ait su conserver sa force morale et ses capacités historiques est donc celui des Germains, parmi lesquels pourtant les Anglais sont tombés si bas dans leur égoïsme insulaire et leur matérialisme qu'il faut soustraire le continent européen à leur influence, à leur commerce et à leur industrie grâce à de hauts tarifs protectionnistes, et à une sorte de système rationnel de blocus continental.

Ainsi, étant donné le sérieux des Allemands, il ne peut manquer d'advenir que, sous peu, la juvénile Grande Puissance centrale ne conquière la domination mondiale, et sur mer et sur terre, en même temps que s'ouvre une nouvelle ère historique, où l'Allemagne, après une longue éclipse, jouerait enfin les premiers violons, tandis que les autres nations danseraient à sa musique.

« La terre appartient aux Russes et aux Français,
La mer est aux Britanniques ;
Mais nous possédons,
Aux royaumes aériens du rêve,
Une domination incontestée⁴. »

« Ces chimères patriotiques » une fois dénoncées, Engels revient à la question centrale, **d'ordre militaire**, qu'il envisage de traiter.

¹ Sur ce sujet, nous renvoyons à l'ouvrage publié sous la direction de Charles Andler, *Les origines du pangermanisme (1800 à 1888)*, Louis Conard, Libraire-Editeur, Paris 1915.

² Avec le traité de paix de Westphalie de 1648, qui mit fin à la guerre de Trente Ans, l'Alsace et une partie de la Lorraine, qui avaient appartenu jusqu'alors aux Habsbourg, revinrent à la France. La Lorraine sera annexée dans son ensemble à la France en 1766.

³ Les Pays-Bas autrichiens (la Belgique et le Luxembourg) ont appartenu aux Habsbourg de 1714 à 1797, succédant aux Pays-Bas espagnols de 1516 à 1714.

⁴ Engels cite un extrait du poème de Heinrich Heine, *Deutschland. Ein Wintermärchen*, (Allemagne, un conte d'hiver), chap. VII, strophe 6.

Nous ne sommes vraiment pas tentés de nous arrêter à l'aspect politique de ces chimères patriotiques¹. Si nous les avons mentionnées ici, ce n'est guère que pour qu'on ne nous oppose pas, par la suite, toutes ces grandes trouvailles afin de justifier le maintien d'une domination « allemande »² en Italie. Seule nous intéresse ici la question d'ordre militaire : pour sa défense, l'Allemagne a-t-elle besoin de dominer en permanence l'Italie, et notamment d'occuper militairement tout le territoire de la Lombardie et de la Vénétie ?

Réduite à sa plus pure expression militaire, la question est la suivante : pour défendre sa frontière méridionale, l'Allemagne doit-elle posséder l'Adige, le Mincio, le cours inférieur du Pô, ainsi que les têtes de pont de Peschiera et de Mantoue ?

Avant de nous efforcer de répondre à cette question, faisons une brève remarque : lorsqu'on parle de l'Allemagne, il faut entendre une puissance unique, dont l'action et les forces militaires sont dirigées à partir d'un centre; autrement dit, un corps politique véritable, et non pas une Allemagne idéale. En dehors de cette hypothèse, il n'est pas possible de parler des besoins politiques et militaires de l'Allemagne.

II

Engels débute son analyse par un rappel de l'importance stratégique du champ de bataille que constitue la vallée du Pô : « si l'on possède l'ancienne Gaule cisalpine, *note-il*, on domine du même coup toute la longue et étroite péninsule. ».

Plus encore que la Belgique, l'Italie du Nord est, depuis de longs siècles, le champ de bataille où Allemands et Français vident leurs querelles. Que les Allemands envahissent la France, ou les Français l'Allemagne, la possession de la Belgique et de la vallée du Pô est nécessaire à l'attaquant. En effet, seule cette possession assure complètement les flancs et les arrières de l'envahisseur. Certes, une neutralité absolument certaine pourrait constituer l'exception à cette règle; mais cela ne s'est jamais trouvé jusqu'ici.

Si, depuis Pavie, le destin de la France et de l'Allemagne s'est joué de façon indirecte et médiate sur les champs de bataille de la vallée du Pô, celui de l'Italie s'y est décidé de manière directe et immédiate. Etant donné les grandes armées régulières de l'époque moderne, la puissance croissante de la France et de l'Allemagne, et la décadence politique italienne, la vieille Italie, située au Sud du Rubicon, a perdu toute importance militaire : si l'on possède l'ancienne Gaule cisalpine, on domine du même coup toute la longue et étroite péninsule.

C'est dans le bassin du Pô et de l'Adige, sur la côte génoise, vénitienne et romagnole que l'on trouve la population la plus dense, l'agriculture la plus concentrée et la plus florissante, l'industrie la plus active et le commerce le plus animé d'Italie. La péninsule, Naples et l'Etat pontifical restèrent stationnaires dans leur développement historique; comme puissances militaires, ils n'ont plus aucun poids depuis des siècles. En occupant la vallée du Pô, on coupe les communications terrestres de la péninsule avec le reste du continent et on peut, à l'occasion, la dominer tout entière, en

¹ Une référence discrète à l'ouvrage du juriste et historien allemand Justus Möser qui est l'auteur, en 1775, d'un ouvrage précisément intitulé *Patriotische Phantasien*. Möser est connu pour avoir été l'un des fondateurs du courant romantique conservateur en historiographie.

² Observons ces guillemets significatifs. Ils appartiennent au texte original d'Engels (MEW, vol. 13, p. 229).

ne se donnant que peu de peine. C'est ce que firent, par deux fois, les Français au cours des guerres de la Révolution, et les Autrichiens, par deux fois, au cours de ce siècle¹. Voilà pourquoi seul le bassin du Pô et de l'Adige a une importance militaire.

Il procède à cette fin par une description détaillée du site frontalier.

Délimité de trois côtés par la chaîne ininterrompue des Alpes et des Apennins, et du quatrième côté, d'Aquilée à Rimini, par la Mer Adriatique, ce bassin constitue un morceau de territoire fortement marqué par la nature et traversé d'Ouest en Est par le Pô. Si la frontière du Sud ou des Apennins n'a ici aucun intérêt pour nous, celle du Nord ou des Alpes en a beaucoup. Or, cette chaîne, couverte de neige, ne peut être traversée qu'en peu d'endroits par des routes carrossables. Même le nombre des chemins muletiers ou autres passages étroits est fort limité; de longs défilés mènent des vallées aux cols à travers la haute montagne.

La frontière allemande contourne l'Italie du Nord depuis la source de l'Isonzo jusqu'au col du Stelvio, de là c'est la frontière suisse jusqu'à Genève, où la France confine avec la Suisse jusqu'à la source du Var. De la Mer Adriatique au col du Stelvio, plus on va vers l'Ouest, plus chaque col s'enfonce profondément au cœur du Bassin du Pô, et contourne donc toutes les positions prises plus à l'Est par une armée italienne ou française.

La ligne frontière de l'Isonzo est aussitôt contournée par un premier col, allant de Karfreit (Caporetto) à Cividale. Le col de Pontebba contourne la ligne du Tagliamento, qui peut en outre être prise de flanc par deux sentiers non carrossables de Carinthie et de Cadore. Le col du Brenner contourne la ligne du Piave grâce au col de Pentelst menant de Brunico à Cortina d'Ampezzo et Belluno, la ligne de la Brenta par le Val Sugana vers Bassano, la ligne de l'Adige par la vallée de l'Adige, le Chiese par le Val Giudicarie, l'Oglio par des chemins non carrossables à travers le col de Tonale, et enfin tout le territoire à l'Est de l'Adda grâce au col du Stelvio et la Valteline.

Avec cette première observation :

Cette position stratégique est si favorable, qu'on est presque tenté de dire que les Allemands n'ont pas grand intérêt à posséder la plaine menant au Pô. Dès lors que les forces sont égales, on peut se demander où l'armée ennemie peut bien trouver une position pour les arrêter à l'Est de l'Adda ou au Nord du Pô. On peut contourner toutes les positions de l'armée italienne : dès lors qu'elle traverse le Pô ou l'Adda, son flanc se trouve menacé; se replie-t-elle au Sud du Pô, elle compromet ses liaisons avec Milan et le Piémont; se retire-t-elle au-delà du Tessin, elle expose ses communications avec la péninsule entière. Si elle est assez téméraire pour tenter une offensive en direction de Vienne, elle peut à tout moment être taillée en pièces et contrainte à livrer bataille, le dos tourné vers le territoire ennemi et le front vers l'Italie. Si elle

¹ De 1494 à 1559, la France, l'Espagne et l'Empire germanique ont mené toute une série de guerres en Italie. Les 13 et 14 septembre **1515**, l'armée du roi de France François Ier remporte, à **Marignan**, une grande victoire sur les mercenaires suisses qui défendaient le duché de Milan. Le 24 février **1525**, les troupes de François Ier sont vaincues à **Pavie** par une armée de mercenaires au service de l'empereur allemand Charles-Quint. Le 7 septembre **1706**, lors de la bataille de **Turin**, les Italiens, sous la direction du prince Eugène de Savoie, battent les Français, qui avaient assiégé la ville pendant 117 jours. Lors de la bataille de **Novi**, le 15 août **1799**, l'armée française, sous le commandement de Joubert, est vaincue par les troupes russo-autrichiennes sous la direction du Feld-Maréchal Alexander Vasilevitch Souvorov. Bonaparte triomphe des Autrichiens le 14 juin **1800** à **Marengo**. Le maréchal autrichien Joseph Radetzky inflige aux Piémontais deux lourdes défaites à **Custoza** le 25 juillet **1848** et à **Novara** le 23 mars **1849**.

est alors battue, c'est un second Marengo¹, les rôles étant interchangés; en revanche, si les Allemands sont battus, il faudrait qu'ils soient bien sots pour manquer leur retraite vers le Tyrol.

avant de poursuivre :

La construction de la route passant par le col du Stelvio prouve que les Autrichiens ont tiré la leçon de leur défaite de Marengo. Napoléon avait construit la route du Simplon pour se ménager un accès sûr au cœur de l'Italie; en Lombardie, les Autrichiens complétèrent leur système de défense qu'ils mènent de manière offensive, grâce à la route menant du Stelvio à Bormio. On dira que le col du Stelvio est trop élevé pour être praticable en hiver, que toute cette route est trop difficile puisqu'elle traverse sans discontinuer une zone inhospitalière de haute montagne longue d'au moins cinquante milles allemands² (de Füssen en Bavière à Lecco sur le lac de Côme), et passe sur ce trajet par trois cols de montagne, et qu'enfin elle peut être facilement bloquée, non seulement dans le long défilé vers le lac de Côme, mais encore dans la haute montagne elle-même.

Mais, voyons les choses de plus près.

Ce col est certainement le plus élevé de ceux qui traversent la chaîne des Alpes; il a en effet 8.600 pieds³, et en hiver il peut être couvert d'une très épaisse couche de neige. Cependant, il suffit d'évoquer les campagnes de l'hiver 1799-1800 de Macdonald⁴ sur le Splügen et le Tonale, pour ne pas attacher trop de valeur à de tels obstacles. Tous les cols alpins sont enneigés l'hiver, et on les passe tout de même. Après l'innovation technique d'Armstrong⁵, qui permet la fabrication d'un canon maniable, chargé par la culasse et tracté, il sera difficile de différer plus longtemps la transformation de toute l'artillerie. L'introduction d'un canon encore plus léger dans l'artillerie de campagne favorisera considérablement la mobilité de celle-ci.

La longue marche en haute montagne et le multiple passage des crêtes représentent des obstacles plus sérieux. Le col du Stelvio ne se situe pas sur la ligne de partage des eaux des fleuves du Nord et du Sud, mais entre les cours d'eau qui se jettent dans l'Adriatique : l'Adige et l'Adda. Il suppose donc que l'on ait au préalable traversé la chaîne principale des Alpes au col du Brenner ou de Finstermünz, pour passer de la vallée de l'Inn à celle de l'Adige. Or, comme l'Inn traverse le Tyrol à peu près d'Ouest en Est, entre deux chaînes de montagne, il faut en outre que les troupes venant du lac de Constance et de Bavière passent par la plus septentrionale de ces chaînes, si bien que nous avons en tout deux ou trois cols à passer sur cette seule route. Même si cette entreprise est difficile, elle ne constitue pas pour autant un obstacle insurmontable pour une armée résolue à entrer en Italie par ce chemin. Cet inconvénient sera réduit au minimum grâce à la voie ferrée dont la construction est déjà achevée dans la vallée de l'Inn, et projetée dans la vallée de l'Adige.

¹ La campagne d'Italie de 1799-1800 avait commencé par plusieurs victoires de l'armée autrichienne (sous le commandement du général Michael von Melas) et russe (sous le commandement de A.V. Souvorov). Vers la fin du mois de mai, Bonaparte fit traverser les Alpes à son armée et prit l'armée autrichienne à revers. Après la prise de Milan, le 2 juin, et le passage des Français sur la rive du Pô, l'armée autrichienne fut écrasée à Marengo le 14 juin 1800.

² Un mille allemand correspond à 7.420 mètres.

³ Un pied correspond à environ 30 centimètres.

⁴ Etienne Macdonald, duc de Tarente, général français et maréchal d'Empire : il participe, le 17-19 juin 1799, à la bataille de la Trebbia face aux troupes austro-russes qui lui infligent une lourde défaite. Il entrera au service des Bourbons après l'abdication de Napoléon Ier.

⁵ L'industriel britannique William George Armstrong (1810-1900) a été l'un l'inventeur en 1854, lors de la guerre de Crimée, d'un canon de campagne d'une grande précision : muni d'un canon rayé et chargé par la culasse, il était en outre particulièrement mobile.

Le chemin qu'emprunta Napoléon par le Saint-Bernard, de Lausanne à Ivry, ne parcourait en fait la haute montagne que sur une trentaine de milles. En revanche, le chemin reliant Udine à Vienne, dont usa Napoléon en 1797, et où en 1809 Eugène de Beauharnais et Macdonald firent leur jonction avec Napoléon, parcourt environ 60 milles de haute montagne et passe également par trois cols alpins. La route de Pont-de-Beauvoisin par le Petit-Saint-Bernard en direction d'Ivry, qui est la plus directe pour pénétrer profondément de France en Italie en évitant la Suisse, et qui est donc la plus commode pour contourner l'adversaire, se déroule sur 40 milles de haute montagne. Il en va de même de la route du Simplon allant de Lausanne à Sesto-Calende.

Enfin, pour ce qui concerne le barrage de la route dans les cols mêmes ou près du lac de Côme, on n'ose plus guère croire en l'efficacité de telles opérations depuis les campagnes des Français dans les Alpes. En effet, on peut attaquer du haut des montagnes l'adversaire qui cherche à vous barrer la route et on peut, en outre, le contourner. Les Français prirent le plus souvent d'assaut les barrages dressés par l'ennemi et ne furent jamais vraiment arrêtés par les fortifications défendant l'accès des cols. Les Italiens en ont construit, mais on peut les contourner par le Cevedale, le Monte-Corno, le Gavia, le Tonale et l'Aprica. Soit par les nombreux chemins muletiers conduisant de la Valteline aux Alpes Bergamasques, soit par Dervio ou encore par Bellano à travers le Val Sassina, il est possible de contourner le long défilé menant au lac de Côme. De toute façon, dans la guerre de montagne, on fait toujours avancer plusieurs colonnes à la fois, et il suffit que l'une d'entre elles passe pour que le but recherché soit atteint.

L'argumentation demeure ferme : les cols alpins ne sont pas des sites impraticables pour les armées contemporaines et **comme tels, ne peuvent donc servir de frontières naturelles**.

Engels multiplie les exemples qui attestent cette situation, en l'occurrence ceux des conflits de la campagne d'Italie de 1799-1800.

Les campagnes menées dans les Alpes de 1796 à 1801 prouvent amplement que les cols les plus difficiles sont tous plus ou moins praticables en toute saison, à condition que l'on dispose de bonnes troupes et de généraux résolus. Elles prouvent en outre que même des cols secondaires, si minimes et si mal chaussés soient-ils, peuvent néanmoins servir d'excellentes lignes d'opération, notamment pour contourner l'ennemi; bref, elles prouvent amplement que les barrages ne sont pas efficaces.

À cette époque, aucun des cols alpins n'était revêtu d'une chaussée, et les armées n'en circulaient pas moins dans toutes les directions. En 1799, dès le début du mois de mars, à la tête d'une brigade française, Loison¹ arriva par des sentiers de montagne sur la ligne de partage des eaux de la Reuss et du Rhin, tandis que Lecourbe² passa par le Saint-Bernard et la Via Mala et, de là, franchit le col de l'Albula et du Giulio (haut de 7.100 pieds) et se rendit maître le 24 mars du défilé de Martinsbruck en le contournant. Il envoya Dessolles³ à travers la vallée de Munster et les cols de Pizzoc et de Worms (sentier haut de 7.850 pieds) dans la vallée supérieure de l'Adige et, de là, vers le col de Resia. Début mai, Lecourbe fit de nouveau sa retraite par l'Albula.

En septembre de la même année, il y eut la fameuse marche de Souvorov⁴, au cours de laquelle la baïonnette russe pourfendit les

¹ Louis-Henri Loison, général et comte d'Empire, a pris part aux guerres de la Révolution française et aux campagnes de Napoléon 1er.

² Le général français Claude-Joseph Lecourbe.

³ Le général français Jean-Joseph Dessolles.

⁴ Alexandre Vassilievitch Souvorov (1729-1800), prince et général russe. En 1799, il commanda les troupes russes en Italie aux côtés des Autrichiens contre les Français. Il remporta de nombreuses victoires à Cassano (le 27 avril 1799), à la Trebbia (les 17-19 juin 1799), à Novi (le 15 août 1799). Il occupa

Alpes, selon l'image vigoureuse de ce vieux soldat. Il expédia la plus grande partie de son artillerie par le col de Splügen, et dépêcha une colonne de contournement à travers le Val Blegno par le col du Lukmanier (sentier grim pant à 5.948 pieds) et de là par le Sixmadun (6.500 pieds environ) dans la haute vallée de la Reuss, tandis que lui-même empruntait la route, alors à peine praticable, du Saint-Gothard (6.594 pieds). Il prit d'assaut (24-26 Septembre) le barrage établi au pont du Diable; mais, arrivé près d'Altdorf face au lac des Quatre-Cantons, il se trouva cerné de tous côtés par les Français; il ne lui resta plus qu'à remonter la vallée de Schächen par le Kinsigkurm pour déboucher dans la vallée de la Muota. A ce point, et après avoir abandonné toute son artillerie et ses bagages dans la vallée de la Reuss, il trouva encore une fois les Français en nombre supérieur devant lui, tandis que Lecourbe le talonnait. Souvorov emprunta le Pragel pour entrer dans la vallée du Klön afin de rejoindre par cette voie la plaine du Rhin. Dans le défilé de Näfels, il se heurta à un barrage insurmontable, et il ne lui resta plus qu'à gagner la haute vallée du Rhin et la voie de passage au Splügen par le sentier du col de Panix à 8.000 pieds d'altitude. L'opération commença le 6 octobre; le 10, le Quartier Général était à Ilanz. Ce fut la plus grandiose de toutes les traversées des Alpes de l'époque moderne.

Nous ne dirons pas grand-chose du passage de Napoléon par le Grand-Saint-Bernard. Des opérations analogues, effectuées de nos jours, ont été plus remarquables. La saison étant propice, la seule chose qui vaille d'être notée, c'est l'habileté avec laquelle les Français contournèrent le barrage constitué par le Fort Bard.

En revanche, les opérations conduites par Macdonald au cours de l'hiver 1800-1801 méritent une mention particulière. Commandant l'aile gauche de l'armée française d'Italie, il reçut l'ordre de contourner avec ses 15.000 hommes l'aile droite des Autrichiens sur le Mincio et l'Adige et *passa au cœur de l'hiver avec armes et bagages au complet* le Splügen (6.510 pieds). Surmontant les pires difficultés et étant souvent arrêté par des avalanches et des tempêtes de neige, il passa le col à la tête de son armée du 1^{er} au 7 Décembre et remonta l'Adda et la Valteline jusqu'à l'Aprica.

Les Autrichiens ne reculèrent pas davantage devant les rigueurs de l'hiver en haute montagne. Ils continuèrent d'occuper l'Albula, le Giulio et le Braulio (col de Worms), et passèrent même finalement à l'attaque pour faire prisonnier un détachement français de hussards à pied.

Après avoir vaincu le col d'Aprica et être passé de la vallée de l'Adda à celle de l'Oglio, Macdonald traversa le très haut col de Tonale et, le 22 décembre, il attaqua les Autrichiens qui avaient barré le défilé avec des blocs de glace derrière lesquels ils s'étaient retranchés. Ce jour-là, comme lors de la seconde attaque du 31 décembre (il était donc resté neuf jours en haute montagne !), il fut repoussé et il redescendit par le Val Camonica jusqu'au lac d'Iseo. Il expédia la cavalerie et l'artillerie par la plaine et passa avec l'infanterie les trois crêtes montagneuses qui vont du Val Trompia, au Val Sabbia et au Giudicarie, où il arriva bientôt, le 6 janvier. Baraguay d'Hilliers était passé au même moment de la vallée de l'Inn à la haute vallée de l'Adige en traversant le col de Resia (Finstermünz).

Si de telles opérations étaient possibles il y a soixante ans, que pouvons-nous faire aujourd'hui où, pour la plupart, les cols disposent d'excellentes chaussées !

Cette brève esquisse suffit à montrer que, parmi tous ces points de barrage, seuls ont offert une certaine possibilité de défense ceux qui n'ont pu être contournés, soit par maladresse, soit par manque de temps. Le Tonale, par exemple, ne pouvait plus être tenu, dès lors que Baraguay d'Hilliers surgissait dans la haute vallée de l'Adige. Par la suite, toutes les campagnes ont montré qu'on

Alexandrie et chassa les Français de la vallée du Pô. Battu ensuite, il organisa une brillante retraite à travers les Alpes en direction de l'Allemagne.

pouvait les prendre, soit en les contournant, soit en leur donnant l'assaut, comme ce fut souvent le cas. Luziensteig fut deux ou trois fois pris d'assaut, ainsi que Malborghetto dans le col de Pontebba en 1797 et en 1809. Les points de barrage dans le Tyrol n'arrêtèrent ni Joubert en 1797, ni Ney en 1809. Comme on s'en souvient, Napoléon soutenait que l'on pouvait se battre jusque dans les sentiers où passent les chèvres. Et depuis que l'on fait la guerre de cette manière, on contourne tous les points de barrage.

Il n'est donc pas possible de concevoir qu'une armée italienne de force égale puisse défendre en terrain plat la Lombardie à l'Est de l'Adda contre une armée allemande avançant à travers les Alpes. Il ne lui reste donc plus qu'à prendre position dans les fortifications existantes ou à en édifier, et de chercher à y manœuvrer.

Nous considérerons plus loin cette éventualité.

L'analyse se tourne à présent vers **le point de vue français**.

Voyons à présent de quels cols dispose la France pour envahir l'Italie ? Alors que l'Allemagne contourne la moitié de la frontière septentrionale de l'Italie, la frontière française trace une ligne presque droite du Nord au Sud : elle n'entoure ni ne contourne rien. L'armée française doit conquérir la Savoie et un morceau de la Côte Ligurienne pour qu'elle puisse envisager des contournements par le Petit-Saint-Bernard et d'autres cols des Alpes-Maritimes. Mais, le rayon d'action de ceux-ci ne dépasse pas la Sesia et la Bormide, c'est dire qu'il n'atteint ni la Lombardie, ni les Duchés, ni, à plus forte raison, la Péninsule. Seul un débarquement à Gênes¹ — ce qui entraînerait à n'en pas douter de grandes difficultés pour une armée importante — permettrait aux Français de contourner tout le Piémont. Un débarquement effectué plus à l'Est, par exemple à La Spezia, ne pourrait plus s'appuyer sur les bases du Piémont ou de la France, mais uniquement sur la Péninsule : les Français seraient donc exposés à être contournés à mesure qu'ils contourneraient eux-mêmes leur adversaire.

Jusqu'ici, nous avons supposé que la Suisse restait neutre. Au cas où la France réussirait à l'entraîner dans la guerre, elle disposerait d'un col de plus : le Simplon (le Grand et le Petit-Saint-Bernard conduisant déjà à Aoste, il n'y aurait aucun avantage nouveau, sauf une ligne plus courte). Le Simplon conduit au Tessin et ouvre ainsi le Piémont aux Français. De la même façon, les Allemands auraient l'accessoire Splügen, qui domine la route du Stelvio en direction du lac de Côme, ainsi que le Saint-Bernard, dont le rayon d'action s'étend jusqu'au Tessin. Le Saint-Gothard pourrait servir, selon le cas, à l'un ou à l'autre des deux partis, mais ne leur offrirait que peu d'avantages pour des manœuvres de flanc.

Nous voyons ainsi que le rayon d'action d'un contournement français aussi bien qu'allemand par les Alpes s'étend jusqu'à l'actuelle frontière entre Lombardie et Piémont, jusqu'au Tessin. Mais, si les Allemands occupent le Tessin, et même seulement Plaisance et Crémone, ils coupent la voie de terre des Français vers la péninsule italienne. En d'autres termes : si la France domine le Piémont, l'Allemagne domine tout le reste de l'Italie.

L'avantage demeurant néanmoins **du côté allemand**.

Cependant, un autre avantage tactique revient encore aux Allemands. Sur toute la frontière allemande, le versant allemand est d'un accès facile — si l'on excepte le col du Stelvio — et le nœud hydraulique est en territoire allemand. La Fella, qui passe par le col de Pontebba, prend sa source en Carinthie; la Boite qui passe

¹ C'est effectivement ce qui s'est passé en mai 1859.

au col de Peutelst, a sa source au Tyrol. Dans cette dernière province, l'avantage est décisif. Les vallées supérieures de la Brenta (Val Sugana) et de la Chiese (Giudicarie) et plus de la moitié du cours de l'Adige appartiennent au Tyrol. Certes, il faut, dans chaque cas, étudier en détail la topographie locale pour décider si la possession des cours d'eau dans les cols de haute montagne entraîne effectivement un avantage tactique. Par contre, on peut affirmer en général qu'il est plus facile de dominer ou de contourner les cols, si l'on occupe les crêtes et une partie du versant qui donne sur le territoire de l'ennemi. Cela permet, avant le déclenchement des hostilités, d'aménager les passages les moins praticables des cols secondaires pour le transport de toutes les armes. Or, dans le Tyrol, ce fait peut avoir une importance décisive pour les communications. Lorsque le territoire allemand qui avance en pays ennemi sera devenu aussi grand que le territoire fédéral allemand au Sud-Tyrol; lorsque, là aussi, les deux cols principaux — le Brenner et le Finstermünz — se trouveront loin de la frontière adverse, et lorsque, enfin, les passages secondaires décisifs en direction du Val Giudicarie et du Val Sugana, seront entièrement en territoire allemand — les conditions tactiques d'une invasion de l'Italie du Nord seront si favorables qu'il suffira en cas de guerre d'en user avec intelligence pour s'assurer la victoire.

Pour l'armée allemande, le chemin le plus direct pour opérer contre l'Italie est le Tyrol si la Suisse reste neutre, et le canton des Grisons et le Tyrol (les vallées de l'Inn et du Rhin) dès lors qu'elle n'est plus neutre. C'est par cette dernière ligne que les Hohens- taufen pénétraient en Italie; ce n'est que par cette voie qu'une Allemagne opérant militairement comme un État *unique*¹, peut agir en Italie de manière décisive, en frappant des coups rapides. Or, la base d'opération n'est pas, dans ce cas, le centre de l'Autriche, mais la Haute-Souabe et la Bavière, du lac de Constance à Salzbourg.

On a procédé ainsi pendant tout le moyen âge. Il fallut que l'Autriche se renforçât sur le cours moyen du Danube, que Vienne devînt le point central de la monarchie, lorsque l'Empire allemand s'écroula, et qu'on ne menât plus en Italie de guerres allemandes, mais strictement autrichiennes, pour que la vieille ligne, brève et directe, d'Innsbruck à Vérone, et de Lindau à Milan, soit abandonnée.

C'est alors seulement qu'on lui substitua la ligne longue, vicieuse et difficile, qui part de Vienne, passe par Klagenfurt et Trévise pour aboutir à Vicence. Cette ligne, l'armée allemande ne l'a empruntée jadis qu'en cas extrême de retraite sous la menace de l'adversaire, mais jamais pour une attaque.

Tant que l'Empire allemand demeura une puissance militaire effective, et donc qu'il utilisait la Haute-Souabe et la Bavière comme bases pour ses attaques contre l'Italie, il lui est arrivé d'aspirer à la domination de l'Italie du Nord pour des raisons politiques, mais jamais pour des motifs purement militaires.

Au cours des longues luttes d'Italie, la Lombardie a été tantôt allemande, tantôt indépendante, tantôt espagnole, tantôt autrichienne; mais, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'elle était séparée de la Vénétie, qui, elle, était indépendante. Et, bien que la Lombardie possédât Mantoue, elle ne comprenait pas la ligne du Mincio, ni le territoire situé entre le Mincio et l'Isonzo, sans lesquels, nous assure-t-on maintenant, l'Allemagne ne saurait dormir tranquille. L'Allemagne (par l'intermédiaire de l'Autriche) n'est entrée en pleine possession de la ligne du Mincio qu'en 1814. Or, si l'Allemagne, en tant qu'organisme politique, n'a pas joué un rôle des plus brillants aux XVII^e et XVIII^e siècles, ce n'est certes pas faute de la ligne du Mincio !

Certes, le besoin stratégique d'arrondir les Etats et de les délimiter en fonction de lignes propices à la défense s'est développé depuis la Révolution française, et depuis que Napoléon, ayant créé des

¹ Observons cette hypothèse soulignée par Engels lui-même.

armées très mobiles, a parcouru l'Europe dans tous les sens. Pendant la Guerre de Sept Ans¹, le champ d'opérations se limitait encore à une seule province, et l'on manœuvrait pendant des mois pour conquérir quelques fortifications, positions retranchées ou bases d'opération. Aujourd'hui, en revanche, toute guerre prend en considération la configuration du terrain de pays entiers, et l'importance que l'on attachait autrefois à quelques positions tactiques se porte désormais sur de vastes systèmes de fortifications, de longues lignes fluviales et des chaînes de montagne élevées ou fortement tracées. C'est sous ce rapport que des lignes comme celles du Mincio et de l'Adige ont acquis de nos jours une importance bien plus grande qu'autrefois.

L'exposé procède à examen plus particulier des lignes fluviales, dont celles du Mincio et de l'Adige, et surtout des **places fortes**² qui constituent un avantage militaire de première importance pour les armées allemandes et autrichiennes.

Considérons donc ces lignes de plus près.

Tous les cours d'eau qui, à l'Est du Simplon, coulent des Alpes vers la plaine de l'Italie septentrionale jusqu'au Pô ou, directement, à la mer Adriatique, forment avec le Pô, ou à eux tout seuls, une courbe concave vers l'Est. Ils permettent donc une défense plus facile à une armée établie à l'Est qu'à l'Ouest. Observons le Tessin, l'Adda, l'Oglio, la Chiese, le Mincio, l'Adige, la Brenta, le Piave, le Tagliamento : chacun d'eux à lui tout seul, ou en débouchant sur le Pô, forme un arc de cercle, dont le centre se situe à l'Est. C'est ce qui permet à une armée se tenant sur la rive gauche (orientale) de prendre sa position centrale en retrait, de sorte qu'elle peut atteindre n'importe quel point attaqué sur le fleuve en un temps relativement court : elle tient la « ligne intérieure » de Jomini³, marche sur le rayon ou la corde, tandis que l'ennemi doit manœuvrer le long de la circonférence bien plus vaste.

Si l'armée de la rive droite est sur la défensive, cette circonstance lui sera en revanche défavorable : dans ses feintes, l'assaillant peut s'appuyer sur la topographie. En effet, les distances qui sont chaque fois plus courtes entre deux points et la circonférence, et favorisent la défense, assurent maintenant un avantage décisif à l'attaque.

On voit que les lignes fluviales de Lombardie et de Vénétie sont éminemment favorables à une armée allemande qui attaque ou se défend, tandis qu'elles sont dans tous les cas défavorables à une armée italienne ou italo-française. Ajoutons à tout cela l'avantage, déjà mentionné, que fournit la possibilité de contourner toutes ces lignes par les cols du Tyrol, et alors il n'y a vraiment aucune raison d'être inquiet pour la sécurité de l'Allemagne, même s'il ne reste plus un seul soldat autrichien en Italie. En effet, le territoire lombard nous appartient, sitôt que nous le voulons.

¹ La guerre de Sept Ans (1756-1763) fut une guerre entre les deux coalitions européennes : l'anglo-prussienne, d'une part, et la franco-russo-autrichienne, d'autre part. La guerre a été provoquée par le conflit d'intérêts des puissances féodales absolutistes (Prusse, Autriche, Russie et France) et la rivalité coloniale entre la France et la Grande-Bretagne en Amérique et en Asie. La guerre a entraîné l'expansion de l'empire colonial britannique aux dépens de la France et le renforcement de la puissance de la Russie; l'Autriche et la Prusse ont conservé pour l'essentiel leurs anciennes frontières.

² Les quatre forteresses de Peschiera, Mantoue, Legnago et Verone qui constituaient le fameux Quadrilatère autrichien dans la vallée du Pô.

³ Le général et baron Antoine-Henri de Jomini (1779-1869). Conseiller militaire de Ney et de Napoléon, il passa ensuite au service de la Russie. Il est l'auteur de divers écrits sur la stratégie et l'art militaire. En 1859, Napoléon III fit appel à lui pour la préparation de la campagne d'Italie. Dans son ouvrage *Précis de l'art de la guerre, ou Nouveau Tableau analytique des principales combinaisons de la stratégie, de la grande tactique et de la politique militaire*, Jomini parle de la « ligne intérieure d'opérations » pour définir une position permettant à une armée d'attaquer, avec toutes ses forces concentrées, les détachements ennemis arrivant les uns après les autres sur le champ de bataille avant d'avoir pu effectuer leur jonction.

De fait, les lignes fluviales lombardes sont le plus souvent sans importance et ne peuvent être adaptées à une défense sérieuse. Abstraction faite du Pô lui-même, dont nous parlerons plus loin, nous ne trouvons dans tout ce bassin que deux positions vraiment importantes pour la France ou pour l'Allemagne. Les états-majors de ces deux pays ont effectivement saisi leur portée, et elles joueront un rôle décisif dans la prochaine guerre.

Au Piémont, à un mille de Casale, le Pô qui, jusque-là, coulait en direction de l'Est, dévie vers le Sud et prend pendant trois bons milles la direction Sud-Sud-Est, avant de repartir en direction de l'Est. Dans sa courbe septentrionale, il reçoit deux confluent : au Nord, la Sesia; au Sud, venant du Sud-Ouest, la Bormide. Peu avant que cette dernière se jette dans le Pô, elle reçoit près d'Alexandrie le Tanaro, l'Orba et le Belbo, et tous ces cours d'eau forment un ensemble de lignes fluviales qui rayonnent autour d'un centre, dont le point de convergence est protégé par le camp retranché d'Alexandrie.

À partir d'Alexandrie, une armée peut se déplacer à loisir d'une rive de ces cours d'eau à l'autre : elle peut défendre la ligne du Pô en avant du front, elle peut traverser le Pô à Casale, ville fortifiée, ou bien opérer sur la rive droite du Pô en direction du cours de ce fleuve. Renforcée par un réseau approprié de fortifications, cette position est la seule qui couvre le Piémont, ou puisse servir de base pour des opérations offensives contre la Lombardie et les Duchés. Toutefois, elle souffre d'un manque de profondeur, car elle peut ou bien être contournée, ou bien être percée de front, ce qui en affaiblit considérablement la valeur stratégique. Une attaque habile et vigoureuse la réduirait bientôt au camp encore précairement fortifié d'Alexandrie; or, on manque toujours d'éléments objectifs pour apprécier si les défenseurs y trouveraient des conditions satisfaisantes, car on ignore la nature des derniers travaux de fortification et le degré de leur avancement. Napoléon avait déjà reconnu l'importance de cette position pour la défense du Piémont contre les attaques en provenance de l'Est, et, en conséquence, il avait fait construire un nouveau système de fortification à Alexandrie. Les batailles de 1814 ne confirmèrent point l'efficacité défensive de la place; nous aurons peut-être bientôt l'occasion de juger de sa valeur actuelle.

La seconde position qui, pour la Vénétie, représente la même chose et même plus qu'Alexandrie pour le Piémont, en cas d'attaque provenant de l'Ouest, c'est la ligne du Mincio et de l'Adige. Après sa sortie du lac de Garde, le Mincio coule pendant quatre milles en direction du Sud jusqu'à Mantoue, puis il s'élargit et forme une sorte de lac entouré de marais, avant de prendre la direction du Sud-Est pour se jeter dans le Pô. Le parcours du fleuve, des marécages de Mantoue au Pô, est trop bref pour servir au passage d'une armée, car l'ennemi, débouchant de Mantoue, lui tomberait dans le dos et le contraindrait à livrer bataille dans les conditions les plus défavorables. Pour réaliser un contournement par le Sud, il faudrait effectuer une manœuvre plus ample et traverser le Pô à Revere ou à Ferrare. Au Nord, la position du Mincio est largement protégée contre un contournement grâce au lac de Garde.

En conséquence, la ligne du Mincio qu'il s'agit vraiment de défendre, ne s'étend guère que sur quatre milles, de Mantoue à Peschiera, et s'appuie à chacun de ses flancs sur une forteresse assurant un débouché sur la rive droite. Le Mincio lui-même ne constitue pas un obstacle notable; les rives surplombent plus ou moins ce fleuve selon la localité. C'est ce qui, dans une certaine mesure, avait donné à cette ligne une piètre réputation avant 1848, et si elle n'avait pas été considérablement renforcée à la suite de certaines circonstances, elle n'aurait sans doute jamais acquis une grande renommée. Or, cette circonstance particulière, c'est qu'un peu à l'arrière, à quatre milles de là, se trouve le second fleuve d'Italie du Nord, l'Adige, qui décrit un arc presque parallèle au Mincio et au cours inférieur du Pô, formant ainsi une deuxième position plus puissante, renforcée encore par deux places fortes édifiées sur l'Adige, Vérone et Legnago. Or, les deux lignes fluviales, avec leurs quatre places fortes, constituent dans leur ensemble

pour une armée allemande ou autrichienne, attaquée par l'Italie ou la France, une position de défense d'une puissance sans pareille en Europe. Elle est si avantageuse qu'une armée pouvant encore entrer en action après avoir perdu sa garnison peut, dans cette position, affronter tranquillement l'assaut de forces deux fois supérieures.

Engels entreprend ici un « bref récit de la campagne de 1848 ».

Rappel des événements : du 18 au 22 mars 1848, suite à la révolte viennoise du 13 mars 1848, un soulèvement populaire a lieu à Milan. Cette lutte de cinq jours (les « Cinque Giornate » de Milan) aboutit au retrait des troupes autrichiennes de la ville et à la formation, le 22 mars, d'un gouvernement provisoire composé de représentants de la bourgeoisie libérale italienne et partisan de l'annexion au royaume de Sardaigne. Ce même 22 mars, la République se trouve proclamée à Venise. Le 20 mars, à Modène, François V a été contraint de s'enfuir et à Parme, le duc Charles II a dû accepter une Constitution. La révolution prenait ainsi une dimension nationale.

La mobilisation des troupes piémontaises fut toutefois trop lente, ce qui permit à Joseph Radetzky de se replier avec ses troupes dans les forteresses du Quadrilatère et la contre-offensive autrichienne aboutira bientôt à la victoire décisive de Custoza, les 23-25 juillet 1848. La fin du conflit sera réglée par la nouvelle victoire de Radetzky à Novare, le 23 mars 1849, qui mettra un terme à la première guerre d'indépendance italienne.

En 1848, Radetzky a démontré ce que valait cette position. Après la révolution de mars de Milan¹, lorsque les régiments italiens désertèrent et que le Tessin passa aux Piémontais, il se replia sur Vérone avec les troupes qui lui restaient, soit environ 45.000 hommes. Après le départ des garnisons, fortes de 15.000 hommes, il ne disposait donc plus que d'environ 30.000 hommes, auxquels firent face environ 60.000 Piémontais, Toscans, Modésans et Parmesans qui prirent position entre le Mincio et l'Adige. Derrière lui surgit l'armée de Durando² formée par les 45.000 hommes des troupes pontificales, napolitaines et les francs-tireurs³. Il ne restait à Radetzky qu'une communication avec le Tyrol, et encore était-elle menacée, à la vérité assez mollement, en haute montagne par des francs-tireurs lombards. Radetzky résista néanmoins. La garde de Peschiera et de Mantoue priva les Piémontais de tant d'hommes qu'ils purent se présenter seulement avec quatre divisions, soit 40 à 50.000 hommes, à l'assaut de la position de Vérone, le 6 Mai (bataille de Santa Lucia); avec la garnison de Vérone, Radetzky put disposer de 36.000 hommes. Si l'on tient compte de la puissante position tactique de défense des Autrichiens, l'équilibre était donc de nouveau rétabli sur le champ de bataille, et les Piémontais furent battus.

La contre-révolution du 15 mai à Naples⁴ débarrassa Radetzky de 15.000 Napolitains et réduisit l'armée de l'arrière-pays vénitien à environ 30.000 hommes, parmi lesquels figuraient seulement 5.000 Suisses de l'armée pontificale et à peu près autant d'Italiens faisant partie des troupes de ligne pontificales, le reste étant composé de volontaires. L'armée de réserve de Nugent⁵, qui s'était

¹ En référence aux cinq jours de Milan. Le 18 mars 1848, la nouvelle de la victoire de la révolution à Vienne a entraîné un formidable soulèvement populaire à Milan, qui a marqué le début de la révolution de 1848/49 en Italie. Après une lutte acharnée de cinq jours, les insurgés réussirent à contraindre Radetzky et ses 15.000 soldats autrichiens à quitter la ville. Le 22 mars, fut formé un gouvernement provisoire composé de représentants de la bourgeoisie libérale.

² Le général italien Giovanni Durando.

³ En mars 1848, le pape Pie IX et le roi Ferdinand II de Naples, sous la pression des masses populaires qui s'étaient soulevées dans toute l'Italie contre la domination autrichienne, durent envoyer des troupes en Italie du Nord pour participer à la lutte contre les Autrichiens. La participation de ces troupes à la guerre de libération nationale ne dura cependant pas longtemps, car Ferdinand II et Pie IX montrèrent bientôt ouvertement leur hostilité à la révolution italienne.

⁴ Le 15 mai 1848, le roi de Naples, Ferdinand II, provoqua un coup d'Etat contre-révolutionnaire et réprima cruellement le soulèvement populaire à Naples. Les troupes napolitaines, qui devaient aider l'armée révolutionnaire en Lombardie, furent rappelées à Naples par Ferdinand II, ce qui facilita la situation de Radetzky en Haute-Italie.

⁵ Le feld-maréchal autrichien Laval Nugent von Westmeath.

concentrée en avril sur l'Isonzo, se fraya aisément un chemin à travers ces troupes et fit sa jonction le 25 mai à Vérone avec Radetzky, qui disposa ainsi d'un renfort d'environ 20.000 hommes. Dès lors, le vieux feld-maréchal put enfin sortir de la défense passive. Pour libérer Peschiera, assiégée par les Piémontais, et avoir les coudées plus franches, il entreprit la fameuse marche de flanc sur Mantoue avec toute son armée (27 mai); près de cette ville, il passa sur la rive droite du Mincio, attaqua la ligne ennemie à Curtatone, et avança le 30 sur Goito, à l'arrière et sur le flanc des Italiens. Mais, le même jour, ce fut la chute de Peschiera; le temps se gâta, si bien que Radetzky ne se sentit pas encore assez fort pour engager la bataille décisive. Il marcha donc de nouveau le 4 juin sur Mantoue pour se retirer sur l'Adige, après avoir expédié un corps de réserve à Vérone. Avec le reste de ses troupes, il se dirigea à travers Legnago vers Vicence, qui avait été fortifiée par Durando et occupée par 17.000 hommes. Le 10, il attaqua Vicence avec 30.000 hommes, et le 11 Durando capitula, après une défense valeureuse. Le second corps d'armée (d'Aspre) occupa Padoue, la haute vallée de la Brenta et tout l'arrière-pays vénitien, puis il rejoignit le premier corps d'armée à Vérone; une seconde armée de réserve dirigée par Welden arriva également de l'Isonzo.

Pendant tout ce temps et jusqu'au moment décisif de la campagne, avec une obstination superstitieuse, les Piémontais concentrèrent toute leur attention sur le plateau de Rivoli, qui leur apparaissait comme la clé de l'Italie depuis la victoire de Napoléon, mais qui, en 1848, n'avait plus aucune importance du fait que les Autrichiens s'étaient ouvert une voie de communication sûre avec le Tyrol à travers la Vallarsa, ainsi qu'une liaison directe avec Vienne à travers l'Isonzo.

Mais, pendant ce temps, les Piémontais voulurent entreprendre quelque chose contre Mantoue, ce qui les amena à bloquer aussi la partie droite du Mincio. Cette opération eut pour but d'étaler au grand jour la perplexité régnant dans le camp piémontais, d'éparpiller l'armée sur tout l'espace de 8 milles entre Rivoli et Borgoforte et, qui plus est, de diviser leurs forces en deux moitiés occupant chaque côté du Mincio si bien qu'elles ne purent se porter une aide mutuelle.

Lorsqu'ils tentèrent donc de bloquer Mantoue par la rive gauche également, Radetzky, qui entre-temps avait accueilli les 12.000 hommes de Welden¹, décida de percer la ligne piémontaise, affaiblie au centre, et de battre ensuite séparément, les unes après les autres, les troupes qui allaient affluer sur lui. Le 22 juillet, il lança son attaque sur Rivoli que les Piémontais évacuèrent le 23. Le même jour, il avança lui-même avec 45.000 hommes de Vérone vers la position de Sona et Sommacampagna, défendue seulement par 14.000 Piémontais. Il lui suffit de l'occuper pour faire sauter toute la ligne adverse. L'aile gauche piémontaise fut entièrement rejetée de l'autre côté du Mincio le 24, tandis que l'aile droite, qui entre-temps s'était regroupée pour marcher contre les Autrichiens, fut battue le 25 à Custoza. Le 26 juillet, l'armée autrichienne, tout entière, traversa le Mincio et battit une nouvelle fois les Piémontais à Volta. C'est ainsi que la campagne s'acheva et ce fut presque sans résistance que les Piémontais reculèrent derrière le Tesin.

Avec cette conclusion :

Ce bref récit de la campagne de 1848 démontre de façon plus convaincante que tous les arguments théoriques l'importance de la position du Mincio et de l'Adige. Arrivés dans le quadrilatère formé par les quatre forteresses, les Piémontais durent disperser leurs troupes au point que leur force offensive en fut d'emblée brisée, comme le prouve la bataille de Santa Lucia. Radetzky, en revan-

¹ Le général autrichien Franz Ludwig von Welden.

che, sitôt qu'il obtint les premiers renforts, put se mouvoir en toute liberté entre les forteresses, en prenant comme base tantôt Mantoue, tantôt Vérone, pour menacer aujourd'hui l'arrière de l'ennemi sur la rive droite du Mincio et conquérir quelques jours après Vicence, en disposant constamment de l'initiative des opérations. Certes, les Piémontais ont commis erreur sur erreur, mais la force de la position est précisément telle qu'elle sème l'hésitation dans le camp adverse et le contraint pour ainsi dire à faire des erreurs. La garde et, plus encore, le siège des diverses forteresses l'obligent à se diviser et à affaiblir la force offensive dont il dispose; les cours d'eau l'obligent à diviser encore ses forces et mettent ses divers corps d'armée plus ou moins dans l'impossibilité de se porter mutuellement secours. Quelles forces faut-il pour assiéger Mantoue, quand une armée prête à la bataille peut à chaque instant surgir des forts avancés de Vérone ?

À elle toute seule, Mantoue¹ réussit en 1797 à bloquer l'armée victorieuse du général Bonaparte. Par deux fois seulement une place forte lui inspira le respect: Mantoue, et dix ans plus tard, Dantzig². Toute la seconde partie de la campagne de 1797 — Castiglione, Medole, Calliano, Bassano, Arcole, Rivoli — tourne autour de Mantoue. Ce n'est qu'après la chute de cette place forte que le vainqueur se hasarda vers l'Est et passa l'Isonzo. À cette époque, Vérone n'était pas fortifiée; en 1848, seul le mur d'enceinte sur la rive droite de l'Adige était achevé, et la bataille de Santa-Lucia s'engagea sur le terrain où aussitôt après furent édifiées les redoutes autrichiennes et, par la suite, les forts avancés stables. C'est alors seulement que le camp retranché de Vérone est devenu le noyau, le réduit de toute la position, qui a de la sorte gagné beaucoup en puissance.

Et cette réserve que la ligne du Mincio ne concerne, en vérité, que l'Autriche « comme Etat autonome ». Une remarque politique importante, mais formulée au passage.

L'exposé aborde à présent **le rôle du Tyrol**.

Comme on le voit, nous n'avons pas l'intention de minimiser l'importance de la ligne du Mincio. Mais, ne l'oublions pas : cette ligne a acquis son importance du jour seulement où l'Autriche a mené la guerre pour son propre compte en Italie et où la liaison Bozen-Innsbruck-Munich a été rejetée à l'arrière-plan par celle de Trévisse-Klagenfurt-Vienne. Et, effectivement, la possession de la ligne du Mincio est vitale pour l'Autriche dans sa structure actuelle. Or, cette Autriche est un Etat autonome et entend agir comme une grande puissance européenne, indépendamment de l'Allemagne, et c'est à ce titre qu'il lui faut, ou bien dominer le Mincio et le cours inférieur du Pô, ou bien renoncer à la défense du Tyrol. Le Tyrol serait autrement contourné des deux côtés et ne serait relié que par le col de Toblach avec le reste de l'Empire, la route de Salzbourg à Innsbruck passant par la Bavière.

¹ Bonaparte commença le siège de Mantoue en juin 1796, le gros de ses forces opérant contre les troupes autrichiennes qui tentaient de s'emparer de la forteresse. Le 5 août 1796, il battit l'armée autrichienne de Wurmser à Castiglione, puis à Medole et, dans la première moitié de septembre, chassa les troupes de Wurmser de la vallée de la Brenta, les Autrichiens subissant une nouvelle défaite le 8 septembre à Bassano. Grâce à la bataille de Calliano les 6 et 7 novembre, les Autrichiens repoussèrent les troupes françaises vers Rivoli. Lors de la bataille d'Arcole, du 15 au 17 novembre, les Français battirent une armée autrichienne nouvellement formée qui voulait se porter au secours de Mantoue. Le 14 et 15 janvier 1797, Bonaparte vainquit à nouveau les Autrichiens à Rivoli, après quoi Mantoue dut capituler le 2 février 1797 après un siège de neuf mois.

² Le siège de Danzig par les troupes de Napoléon, pendant la guerre contre la quatrième coalition anti-française des puissances européennes, a commencé en mars 1807. La garnison de la forteresse, composée de troupes prussiennes et d'un détachement russe allié, a opposé une résistance opiniâtre, soutenue par les tentatives répétées de désobéissance d'un autre détachement russe. Ce n'est qu'à la fin du mois de mai 1807 que la forteresse fut remise à l'ennemi, supérieur en nombre, dans des conditions honorables.

De vieux militaires estiment que le Tyrol offre de grandes possibilités de défense et qu'il domine aussi bien le Danube que le bassin du Pô. Or, cette opinion repose indubitablement sur des idées fumeuses et nullement sur des faits d'expérience, car une guerre de nature insurrectionnelle, du genre de celle de 1809¹, n'est pas probante pour juger d'opérations menées par une armée régulière.

C'est Bülow² qui, le premier, a soutenu cette opinion. Il l'exprime entre autres dans son *Histoire des campagnes de Hohenlinden*³ et de *Marengo*. L'un des exemplaires de la traduction française appartenant à un officier du génie anglais Emmett⁴, commandant de Sainte-Hélène au temps de l'exil de Napoléon, tomba entre les mains de l'Empereur captif, en 1819. Il écrivit quelques remarques en marge du texte et Emmett fit rééditer, en 1831, le livre avec les annotations de Napoléon.

Manifestement, c'est avec un préjugé favorable que l'Empereur commença sa lecture. Lorsque Bülow propose de dissoudre toute l'infanterie pour ne laisser subsister que les tirailleurs, il remarque avec bienveillance : « *De l'ordre, toujours de l'ordre — les tirailleurs doivent toujours être soutenus par les lignes*⁵ ». Puis, il écrit à plusieurs reprises : « *Bien — c'est bien* », et encore « *bien* ». Mais, à partir de la page vingt, Napoléon est excédé de voir notre pauvre Bülow se fatiguer à expliquer, avec peu de bonheur et pas mal de grossièretés, tous les hauts et les bas de la guerre à la lumière de sa théorie des retraites excentriques et des attaques concentriques, en vidant de leur signification les coups les plus géniaux avec son interprétation scolaire. Après quelques : « *Mauvais — cela est mauvais — mauvais principe* », le ton monte : « *Cela n'est pas vrai — absurde — mauvais plan, bien dangereux — restez unis si vous voulez vaincre — il ne faut jamais séparer son armée par un fleuve — tout cet échafaudage est absurde, etc.* » Et lorsqu'enfin, Napoléon trouve qu'à chaque fois Bülow loue les opérations manquées et trouve à redire sur celles qui sont habilement menées, qu'il attribue aux généraux les motifs les plus stupides et leur donne les conseils les plus aberrants et qu'enfin il veut abolir la baïonnette pour la remplacer par un second rang de lances, Napoléon s'exclame : « *Bavardage inintelligible, quel absurde bavardage, quelle absurdité, quel misérable bavardage. Quelle ignorance de la guerre !* ».

Bülow reproche à Kray⁶ d'avoir conduit l'armée autrichienne du Danube à Ulm, et non au Tyrol. En effet, le Tyrol serait un bastion inexpugnable de monts et de rochers, dominant à la fois la Bavière et une partie de la Lombardie, à condition d'être garni de troupes suffisantes. À quoi Napoléon rétorque : « *On n'attaque pas les montagnes, pas plus le Tyrol que la Suisse. On les observe, et on les tourne par les plaines* ». Puis, Bülow reproche à Moreau de s'être laissé arrêter par Kray, à Ulm, alors qu'il aurait dû la contourner pour s'emparer du Tyrol qui était faiblement occupé. En effet, selon Bülow, l'occupation du Tyrol aurait provoqué le

¹ Il s'agit de la lutte de libération nationale contre le joug napoléonien menée en 1809 par les paysans tyroliens sous la direction d'Andreas Hofer. Dans cette guerre insurrectionnelle, les Tyroliens ont largement utilisé des méthodes de guérilla dans les montagnes. En octobre 1809, le gouvernement autrichien a signé la paix avec la France napoléonienne, à la suite de quoi les paysans tyroliens, ne recevant aucun soutien de l'armée régulière autrichienne, ont été mis en déroute par les Français et les Italiens fin 1809.

² Dietrich Heinrich von Bülow est l'auteur d'ouvrages de tactique militaire qui eurent à son époque un grand succès, notamment une *Histoire de la campagne de 1800 en Allemagne et en Italie* ainsi que son volume intitulé *L'esprit du système de guerre moderne*.

³ Lors de la bataille de Hohenlinden, qui a eu lieu le 3 décembre 1800, pendant la guerre entre la France et la deuxième coalition européenne, l'armée française commandée par le général Victor Moreau a vaincu l'armée autrichienne de l'archiduc Jean-Baptiste d'Autriche. Cette victoire a conduit l'Autriche à signer la paix de Lunéville du 9 février 1801.

⁴ Le major et ingénieur militaire Anthony Emmett : officier de génie chargé en avril 1816 des fortifications de Sainte-Hélène, il eut un entretien avec Napoléon le 20 juillet 1817. C'est lui qui dirigera la construction de la tombe de Napoléon.

⁵ Les propos attribués à Napoléon Ier sont cités en français dans le texte d'Engels. Nous les signalons par l'italique.

⁶ Pál von Kray. Général autrichien, hongrois de naissance, il prit une part active aux guerres de la coalition européenne contre la République française et contre Napoléon Ier.

renversement de la monarchie autrichienne. Napoléon remarque à ce propos : « *Absurde, quand même le Tyrol eût été ouvert, il ne fallait pas y entrer* ».

Après avoir fini tout le livre, Napoléon commente comme suit le système des retraites excentriques et des attaques concentriques ainsi que la domination des plaines grâce à l'occupation des montagnes : « *Si vous voulez apprendre la manière de faire battre une armée supérieure par une armée inférieure, étudiez les maximes de cet écrivain; vous aurez des idées sur la science de la guerre; il vous prescrit le contre-pied de ce qu'il faut enseigner.* ».

Trois ou quatre fois, Napoléon donne cet avertissement : « *Il ne faut jamais attaquer les pays de montagne* ». Cette frayeur des montagnes date évidemment des dernières années de son règne, lorsque ses armées eurent atteint une ampleur colossale et furent liées aux plaines tant pour leur armement et leur ravitaillement que pour leurs évolutions tactiques. Au reste, l'Espagne¹ et même le Tyrol ont sans doute quelque peu contribué à lui faire redouter les montagnes. En effet, en d'autres temps, elles n'avaient guère rebuté Napoléon. Il mena toute la première partie de sa campagne de 1797 en montagne, et les années suivantes Masséna et Macdonald démontrèrent suffisamment qu'en montagne, plus que partout ailleurs, on peut faire beaucoup de choses avec peu de forces.

Quoi qu'il en soit, en général, il faut bien reconnaître que nos armées modernes trouvent le mieux à se mettre en valeur dans les terrains où alternent les plaines et les basses collines. Il faut donc rejeter la théorie qui prescrit de lancer une grande armée en haute montagne pour y prendre position en permanence — et non pas bien sûr pour la traverser — alors qu'elle peut trouver devant elle, à droite et à gauche, des plaines comme celles de la Bavière ou de la Lombardie où une guerre se décide. Une simple question : Combien de temps peut-on nourrir une armée de 150.000 hommes au Tyrol ? Bientôt la faim la ferait descendre dans les plaines où l'ennemi aurait aménagé ses positions à loisir et la contraindrait à se battre dans les conditions les plus défavorables. Au reste, elle ne pourrait trouver dans les vallées étroites une position lui permettant de déployer toutes ses forces.

En conséquence, à peine l'Autriche aurait-elle lâché le Mincio et l'Adige, que le Tyrol lui-même serait un poste perdu. Il lui faudrait, en effet, l'abandonner, sitôt que l'ennemi pousserait une attaque dans sa direction à partir du Nord ou du Sud. En revanche, pour l'Allemagne, le Tyrol contourne la Lombardie, grâce à ses cols conduisant à l'Adda. Agissant séparément, l'Autriche contourne la Lombardie et la Vénétie jusqu'au Brenta, grâce au Tyrol. L'Autriche peut tenir aussi longtemps seulement que la Bavière la couvre au Nord, et qu'elle possède la ligne du Mincio au Sud. La formation de la Confédération rhénane² rendit donc impossible à l'Autriche une défense sérieuse du Tyrol et de la Vénétie dans leur ensemble : Napoléon savait ce qu'il faisait lorsqu'il sépara ces deux provinces de l'Autriche au traité de Presbourg³.

¹ Il s'agit de la lutte de libération nationale du peuple espagnol contre les envahisseurs français entre 1808 et 1814, au cours de laquelle les Espagnols ont largement utilisé les méthodes de guérilla dans les montagnes.

² La Confédération du Rhin (*Rheinbund*) était une association de seize Etats du sud et de l'ouest de l'Allemagne, créée en juillet 1806 sous la protection de Napoléon Ier, après la défaite de l'Autriche en 1805. Plus tard, vingt autres Etats d'Allemagne occidentale, centrale et septentrionale ont rejoint la Confédération. Les membres de la Confédération étaient en fait des vassaux de la France napoléonienne. Elle s'est effondrée en 1813, après la défaite de l'armée de Napoléon en Allemagne.

³ En vertu du traité de Presbourg conclu le 26 décembre 1805 entre la France et l'Autriche, cette dernière, vaincue à Austerlitz le 2 décembre, reconnaît la prise de possession par la France d'une partie du territoire italien (Piémont, Gênes, Parme, Plaisance, etc.) et cède au Royaume d'Italie (c'est-à-dire à Napoléon Ier devenu roi d'Italie) la côte adriatique — la région vénitienne, l'Istrie et la Dalmatie — en ne conservant que Trieste. Le Tyrol est donné par Napoléon Ier à son allié la Bavière.

L'analyse revient sur la distinction entre l'Autriche et l'Allemagne « dans son ensemble ». On remarquera l'emploi des identifiants « nous » et « nos » : Engels adopte à présent **le point de vue allemand** dans la perspective d'une guerre contre la France... alliée à l'Italie unifiée.

La possession de la ligne du Mincio avec Peschiera et Mantoue est donc absolument nécessaire à l'Autriche. En revanche, pour l'Allemagne, dans son ensemble, elle n'est pas du tout nécessaire, bien qu'elle ne cesse de représenter un grand avantage au point de vue stratégique. En effet, cet avantage est évident. Il suffit de dire qu'elle nous procure d'emblée une position de force dans la plaine lombarde, qu'il nous faudrait autrement commencer par conquérir; en outre, elle arrondit commodément notre position de défense, tout en augmentant grandement notre capacité offensive.

Mais, si l'Allemagne n'avait pas la ligne du Mincio ?

Supposons que l'Italie entière soit indépendante, unifiée et alliée à la France pour une guerre offensive contre l'Allemagne. De tout ce qui précède on peut conclure que dans ce cas la ligne d'opérations et de retraite des Allemands ne serait pas celle de Vienne-Klagenfurt-Trévis, mais celle de Munich-Innsbruck-Bozen et Munich-Fussen-Finstermünz-Glurns, qui débouche en plaine lombarde entre le Val Sugana et la frontière suisse.

Quel est dès lors le point d'attaque décisif ? C'est évidemment la partie de l'Italie septentrionale qui fait communiquer la péninsule avec le Piémont et la France : le cours moyen du Pô entre Alexandrie et Crémone. Or, les cols situés entre le lac de Garde et le lac de Côme suffisent largement à couvrir la progression allemande dans cette région et à leur ouvrir, en cas de retraite, le même chemin, et, dans la pire hypothèse, le col de Stelvio. Dans ce cas, les forteresses du Mincio et de l'Adige, supposées en possession des Italiens, se trouveraient loin du champ de bataille décisif.

La garnison du camp retranché autour de Vérone, ainsi que les forces que l'on y tiendrait prêtes pour une offensive, ne représenteraient qu'une inutile dispersion des forces.

Il y a aussi l'hypothèse où les Italiens se masseraient sur le haut plateau de Rivoli, si cher à leur cœur, afin de barrer aux Allemands le passage de la vallée de l'Adige. Or, depuis que l'on a construit la route menant au col de Stelvio, le débouché de la vallée de l'Adige a beaucoup perdu de son importance. Mais, admettons que Rivoli représente de nouveau la clé de l'Italie et que la force d'attraction de l'armée italienne, stationnée sur ce plateau, soit suffisante pour pousser les Allemands à l'attaquer. Mais, à quoi servirait alors Vérone ? Elle ne ferme pas la vallée de l'Adige, puisque sinon la marche des Italiens sur Rivoli serait superflue.

Peschiera suffit à couvrir la retraite en cas de défaite. En effet, elle offre un excellent passage du Mincio, et couvre donc la marche ultérieure en direction de Mantoue ou de Crémone. Un déploiement massif de toutes les forces militaires italiennes entre les quatre forteresses, afin d'y attendre l'arrivée des Français en évitant donc jusque-là la bataille, diviserait, dès le début de la campagne, les forces adverses en deux moitiés, ce qui nous permettrait d'avancer jusqu'au point de leur jonction et de foncer avec toutes nos forces sur les seuls Français; ceux-ci étant défaits, il suffirait ensuite d'entreprendre les opérations, certes un peu longues, pour déloger les Italiens de leurs fortifications.

En Italie, dès lors qu'une attaque venant du Nord ou de l'Est réussit à prendre corps, l'armée nationale se trouve immédiatement placée devant le dilemme suivant : choisir comme base, ou le Piémont, ou la Péninsule. Il est évident qu'un tel pays doit avoir ses grandes installations défensives dans la région où l'armée affronte ce dilemme : aux points où le Tessin et l'Adda se jettent dans le Pô.

Dans son livre *La Campagne italienne de 1848*, le général von Willisen¹ conseille aux Autrichiens de fortifier ces deux points. En dehors du fait que ce n'est pas possible pour la simple raison que l'Autriche ne possède pas le terrain nécessaire (près de Crémone, la rive droite du Pô appartient à Parme, et à Plaisance elle ne dispose que du droit de garnison), ces deux points sont trop avancés pour constituer une importante position de défense, d'autant qu'il s'agit d'un pays où, à chaque guerre, les Autrichiens sont surpris par une insurrection.

Willisen, qui ne peut voir deux fleuves confluer sans commencer aussitôt à dresser les plans d'un vaste camp retranché, ce même Willisen oublie que ni le Tessin ni l'Adda ne sont des lignes offrant des possibilités de défense, et donc, selon sa propre opinion, elles ne protègent pas l'arrière-pays. Mais, ce qui pour les Autrichiens serait vain gaspillage, n'en serait pas moins pour les Italiens une bonne position. Pour eux, le Pô est la ligne principale de défense. Le triangle Pizzighettone-Crémone-Plaisance, flanqué d'Alexandrie à gauche et de Mantoue à droite, renforcerait efficacement cette ligne de défense et permettrait à l'armée, soit de s'abriter jusqu'à l'arrivée d'alliés éloignés, soit de passer à l'offensive dans la plaine, d'importance décisive, entre la Sesia et l'Adige.

Voici ce que disait le général Radowitz à l'Assemblée Nationale de Francfort : « Si l'Allemagne venait à perdre la ligne du Mincio, elle serait rejetée dans la position d'un pays qui aurait perdu la première campagne de la guerre. Dans ce cas, la guerre se déroulerait directement en territoire allemand. Elle commencerait sur l'Isonzo et le Tyrol italien, de sorte que l'Allemagne devrait mener la guerre sur l'Isar, et non sur le cours supérieur du Rhin² ».

Le général von Radowitz semble avoir jugé à sa valeur les connaissances militaires de son public. Il est vrai que si l'Allemagne renonçait à la ligne du Mincio, elle céderait autant de terrain et de positions que les Français et les Italiens en gagneraient s'ils avaient remporté une campagne. Pourtant, même alors, l'Allemagne est loin d'être dans la situation d'un pays qui aurait essuyé une défaite militaire. En effet, une puissante armée allemande, qui, intacte, se concentrerait au pied des Alpes bavaroises et passerait les cols du Tyrol pour entrer en Lombardie, ne peut se comparer à une armée désagrégée et démoralisée par une campagne malheureuse, battant en retraite vers le Brenner, l'ennemi sur les talons. On ne saurait comparer les chances d'une armée ayant devant elle la perspective d'une offensive à partir d'une position, qui, à beaucoup d'égards, domine le point de jonction entre les Français et les Italiens, avec celles d'une armée battue, ramenant son artillerie par-delà les Alpes. Avant de tenir la ligne du Mincio, nous avons conquis plus souvent l'Italie que depuis que nous la tenons. Qui douterait que l'on puisse, en cas de besoin, recommencer ce petit jeu ?

Le principal argument, du point de vue strictement allemand, réside, selon Engels, dans sa puissance **offensive** au regard de la ligne strictement **défensive** du Mincio.

Au reste, il est faux de dire que, sans la ligne du Mincio, la guerre se déroulerait immédiatement en Bavière et en Carinthie. Tout notre exposé tend à démontrer qu'en l'absence de la ligne du Mincio, la défense de la frontière méridionale de l'Allemagne *ne peut s'effectuer que d'une manière offensive*. S'il en est ainsi, c'est parce que les montagnes des provinces frontalières de l'Allemagne méridionale ne peuvent servir de champ de bataille décisif, et, en outre, parce que la disposition de nos cols alpins nous est favorable. En effet, ils débouchent sur le champ de bataille décisif des plai-

¹ Le général prussien Friedrich Adolf, baron von Willisen : il prit une part importante dans la répression du mouvement de libération italien en 1848-1849.

² En référence au discours prononcé par Radowitz le 12 août 1848 devant l'Assemblée nationale allemande qui siégea du 18 mai 1848 au 30 mai 1849 dans l'église Saint-Paul de Francfort-sur-le-Main.

nes, où il nous faut descendre en toute occurrence. Or, nulle puissance au monde ne pourrait nous en empêcher.

Il est difficile d'imaginer un début de campagne plus favorable à une offensive, même dans la pire hypothèse, celle d'une alliance franco-italienne. Notre position peut encore être renforcée, si nous améliorions les routes alpines et si nous fortifions les points de croisement des routes au Tyrol de manière à ce qu'en cas de retraite, nous puissions opposer une résistance suffisante, sinon pour arrêter complètement l'ennemi, du moins pour le contraindre à détacher des forces importantes pour protéger ses communications et liaisons. En ce qui concerne les routes alpines, toutes les guerres menées dans les Alpes démontrent que toutes les variétés d'armes peuvent passer sans trop de peine aussi bien par les principales voies privées de chaussée que par la plupart des sentiers muletiers. Dans ces circonstances, il faudrait qu'une offensive allemande, en Lombardie soit préparée de manière à réunir vraiment toutes les chances de succès. Certes, nous pouvons tout de même être battus ; mais c'est alors seulement que se vérifierait le cas énoncé par Radowitz. Qu'advierait-il si Vienne était découverte, et la Bavière menacée d'un contournement par le Tyrol ?

En premier lieu, il est clair qu'aucun bataillon ennemi ne peut se hasarder à traverser l'Isonzo tant que l'armée allemande au Tyrol n'a pas été repoussée entièrement et irrémédiablement au-delà du Brenner. A partir du moment où la Bavière constitue la base des opérations allemandes contre l'Italie, il devient évident qu'une offensive italo-française en direction de Vienne n'a plus en vérité aucun but et devient une inutile dispersion de forces. Mais, admettons que Vienne reste encore un centre assez important pour que l'ennemi détache le gros de ses forces, afin de s'en emparer : cela démontre simplement que nous devons fortifier Vienne.

La campagne de Napoléon en 1798, l'invasion de l'Italie et de l'Allemagne en 1805 et 1809 auraient pu finir très mal pour les Français, si Vienne avait été fortifiée. Une offensive lancée à de telles distances court toujours le danger d'épuiser ce qui lui reste de forces, s'il lui faut attaquer encore une capitale fortifiée. Au demeurant, même si nous admettons que l'ennemi a rejeté l'armée allemande au-delà du Brenner, il faudrait qu'il dispose d'une marge de supériorité pour être en mesure de distraire des forces suffisantes à une attaque lancée au cœur de l'Autriche.

Considérons le cas où les Français et les Italiens contourneraient toute l'Allemagne méridionale par l'Italie. En vérité, si la Lombardie contourne l'Allemagne jusqu'à Munich, jusqu'où l'Allemagne ne contournera-t-elle pas l'Italie ? En toute occurrence, au moins jusqu'à Milan et Pavie. Les chances sont donc jusqu'ici égales. Mais, en raison de la largeur plus grande de l'Allemagne, il ne serait pas nécessaire qu'une armée se trouvant sur le cours supérieur du Rhin et se faisant « contourner » à Munich par l'Italie, se retire pour autant sur le coup. Un camp retranché en Haute-Bavière ou une fortification temporaire de Munich pourrait accueillir l'armée battue du Tyrol et arrêter bientôt l'offensive de l'envahisseur, pendant que l'armée du Haut-Rhin aurait la possibilité de choisir comme base d'opérations la région d'Ulm ou d'Ingolstadt ou encore le Main, et, dans la pire hypothèse, changer de base d'opérations.

En revanche, il en va tout autrement de l'Italie. Dès lors qu'on a tourné une armée italienne à l'Ouest, par l'intermédiaire des cols tyroliens, il suffit qu'on déloge les Italiens du reste de leurs fortresses pour que tout le pays soit conquis. Dans une guerre contre la France et l'Italie coalisées, l'Allemagne aura toujours plusieurs armées — au moins trois — et la victoire ou la défaite dépendra du résultat d'ensemble de chacune des trois armées en campagne.

L'Italie n'offre d'espace que pour une seule armée; toute division de celle-ci serait une faute. Cette seule armée anéantie, l'Italie est conquise. Pour une armée française opérant en Italie, la liaison avec la France est essentielle. Dès lors que sa ligne de communication ne passe plus seulement par le col de Tende et Gênes, elle

prête le flanc aux Allemands stationnés au Tyrol, et ce d'autant plus dangereusement que les Français progressent davantage en Italie.

En fait, il nous faut envisager le cas d'une irruption française et italienne en Bavière à partir du Tyrol, dès lors que nous menons de nouveau des guerres *allemandes* en Italie et que nous déplaçons la base d'opérations d'Autriche en Bavière. Si nous édifions un réseau de fortifications selon le principe moderne qui veut que les forteresses servent aux armées, et non les armées aux forteresses, il sera plus facile de briser la pointe avancée de cette invasion que celle d'une invasion allemande en Italie. Il ne faut donc pas se faire un épouvantail de ce fameux « contournement » de toute l'Allemagne méridionale. Pour tourner l'armée allemande du Haut-Rhin à partir de l'Italie et du Tyrol, l'ennemi doit avancer jusqu'à la mer Baltique, s'il veut jouir des fruits de son opération. Il lui sera bien difficile de renouveler en direction de Munich et de Danzig, la marche que Napoléon a entreprise de Iéna à Stettin¹.

Nous ne contestons donc nullement que l'Allemagne renonce à une excellente position de défense, si elle abandonne la ligne du Mincio. En revanche, ce que nous contestons, c'est que cette position soit *nécessaire* à la sécurité de la frontière méridionale de l'Allemagne. Certes, si l'on part — comme semblent le faire ceux qui soutiennent l'opinion inverse — de l'hypothèse qu'une armée allemande est battue à chaque fois qu'elle se montre, alors il faut penser que l'Adige, le Mincio et le Pô nous sont absolument nécessaires. Mais, c'est alors en vérité qu'ils ne nous serviront à rien, comme ne serviront à rien toutes nos forteresses et toutes nos armées : il ne nous resterait plus qu'à passer tout de suite sous les fourches caudines² de l'ennemi.

Or, nous avons une tout autre opinion de la puissance militaire de l'Allemagne ; c'est pourquoi nous sommes tout à fait satisfaits de ce que notre frontière du Sud offre les meilleurs avantages pour une offensive en territoire lombard.

Le chapitre se termine par un exposé de **la domination politique autrichienne sur le peuple italien** avec cette sentence **politique** importante : l'Allemagne n'a aucun intérêt à cette domination. La perspective de l'Allemagne est plutôt celle de son **unification**.

Mais, c'est ici qu'interviennent des considérations politiques que nous ne pouvons laisser de côté. Depuis 1820³, le mouvement national en Italie sort rajeuni et plus puissant de chaque défaite. Il n'y a guère de pays où ce que l'on appelle les frontières naturelles correspond aussi fidèlement aux frontières de la nationalité, et sont toutes deux aussi nettes. À partir du moment où dans un tel pays qui, ne l'oublions pas, compte dans les vingt-cinq millions d'habitants, le mouvement national s'est renforcé, il ne peut plus avoir de cesse tant que l'une de ses provinces les plus riches et les plus importantes politiquement, économiquement et militairement, avec environ le quart de sa population totale, reste asservie à une domination étrangère et antinationale.

¹ La référence est la marche rapide et pratiquement sans entrave de l'armée de Napoléon Ier en Prusse après sa victoire sur les Prussiens à Iéna et Auerstädt le 14 octobre 1806; le 29 octobre, les Français sont entrés dans Stettin (Szczecin).

² En 321 avant J.-C., lors de la deuxième guerre samnite, les Samnites vainquirent les légions romaines dans le col de Caudine, près de l'ancienne ville romaine de Caudine, et les obligèrent à passer sous les « fourches », ce qui était la plus grande honte pour l'armée vaincue. D'où l'expression « passer sous les fourches de Caudine », c'est-à-dire subir une humiliation extrême.

³ En juillet 1820, des carbonari dirigèrent un soulèvement à Naples contre le régime absolutiste et obtinrent une Constitution relativement libérale. En mars 1821, un soulèvement éclata au Piémont. Ses chefs libéraux proclamèrent une Constitution et tentèrent d'exploiter la lutte contre la domination autrichienne en Haute-Italie pour obtenir l'unification italienne sous la direction de la maison de Savoie qui régnait au Piémont. Les États de la Sainte-Alliance intervinrent alors et firent occuper Naples et le Piémont par des troupes autrichiennes afin de rétablir le régime absolutiste.

Et de fait, depuis 1820, l'Autriche ne règne plus en Italie que par la force, en réprimant sans cesse de nouvelles insurrections, par un régime de terreur et l'état de siège. Pour maintenir sa domination en Italie, l'Autriche doit traiter ses adversaires politiques, c'est-à-dire tout Italien se sentant Italien, de manière plus féroce que les délinquants de droit commun. La manière dont ont été traités et sont encore traités bien souvent les prisonniers politiques italiens de la part de l'Autriche est inouïe pour des pays civilisés. Avec une particulière prédilection, les Autrichiens ont cherché en Italie à déshonorer les délinquants politiques, en les rossant à coups de bâton, soit pour leur extorquer des aveux, soit pour leur infliger de prétendues peines. On a versé des fleuves d'indignation morale sur le poignard italien servant à l'assassinat politique, mais on a complètement oublié, semble-t-il, que tout cela est provoqué par la trique autrichienne. La meilleure preuve que la domination autrichienne ne peut durer plus longtemps en Italie nous est fournie par les moyens mêmes qu'elle est contrainte d'utiliser pour s'y maintenir. Quoi qu'en disent les Radowitz, Willisen et Hailbronner, l'Allemagne n'a pas le même intérêt que l'Autriche à cette domination; on peut même se demander si cet intérêt est suffisant pour contrebalancer les nombreux inconvénients qu'elle entraîne.

La Haute-Italie est un appendice qui, de toute façon, ne sert à l'Allemagne qu'en cas de guerre, mais ne peut que lui nuire en temps de paix. Les troupes nécessaires au maintien de cette domination sont devenues de plus en plus nombreuses depuis 1820; depuis 1848, il faut, en plein cœur de la paix, 70.000 hommes pour occuper en permanence cette terre ennemie, et ils peuvent s'attendre à tout moment à être attaqués.

Les guerres de 1848 et 1849, ainsi que l'occupation de l'Italie jusqu'à ce jour, en dépit des contributions de guerre du Piémont, des contributions renouvelées des Lombards, des impôts forcés et des souscriptions obligatoires, ont certes plus coûté à l'Autriche que ne lui a rapporté l'Italie. Et, en vérité, de 1848 à 1854, ce pays a été systématiquement traité comme une possession tout à fait provisoire, dont il faut tirer tout ce que l'on peut avant de l'évacuer. Ce n'est que depuis la guerre d'Orient¹ que la Lombardie subit pour quelques années un régime moins exceptionnel. Mais, on peut se demander combien de temps cela durera, avec les complications actuelles, à un moment où le sentiment national italien commence à vibrer de toutes ses forces ?

Mais, chose plus importante encore : la possession de la Lombardie vaut-elle la haine et l'hostilité fanatique que nous voue l'Italie tout entière ? Vaut-elle que nous partagions la responsabilité des mesures punitives prises par l'Autriche — au nom et dans l'intérêt de l'Allemagne, comme on nous l'assure — afin d'y maintenir sa domination ? Vaut-elle que l'on s'immisce sans cesse dans les affaires intérieures du reste de l'Italie sans quoi, aux dires des Autrichiens, la Lombardie ne saurait être tenue, en rendant les Allemands toujours plus odieux aux Italiens ?

Dans toutes les considérations militaires que nous avons faites jusqu'ici, nous avons toujours supposé le pire des cas, celui d'une alliance de la France et de l'Italie. Tant que nous occuperons la Lombardie, il ne fait pas de doute que l'Italie restera l'alliée de la France dans toute guerre française contre l'Allemagne. A peine l'aurons-nous évacuée, que cela cessera; est-il de notre intérêt d'occuper quatre forteresses et de pousser en contrepartie vingt-cinq millions d'Italiens à une haine féroce contre nous et à une alliance avec les Français ?

Les propos intéressés sur l'incapacité politique des Italiens et la vocation qu'ils ont de vivre sous la domination allemande ou française, ainsi que les diverses spéculations sur la possibilité ou non d'une Italie unifiée, sont tout à fait surprenants dans la bouche des Allemands : y a-t-il si longtemps que nous-mêmes — et pourtant la grande nation allemande compte deux fois plus d'habitants

¹ Autrement dit la guerre de Crimée de 1853 à 1856 entre la Russie et la Turquie, soutenue par l'Angleterre, la France et la Sardaigne, qui s'est achevée par le traité de Paris du 30 mars 1856.

que l'Italie — nous avons perdu notre vocation d'être les sujets des Français ou des Russes ? Et avons-nous résolu à ce jour, dans la pratique, la question de l'unité de l'Allemagne ? Ne sommes-nous pas en ce moment, selon toutes probabilités, à la veille d'événements qui feront mûrir une décision sur les problèmes essentiels de notre avenir : l'Allemagne réussira-t-elle à s'unifier, ou n'y réussira-t-elle pas ? Avons-nous complètement oublié Napoléon à Erfurt ou l'appel des Autrichiens à la Russie lors de la conférence de Varsovie, ou enfin la bataille de Bronzell¹ ?

Mais, admettons un instant que l'Italie reste sous l'influence allemande ou française. Dès lors, outre les sympathies, c'est la situation géographico-militaire qui décide du pays exerçant cette influence. Admettons que la puissance militaire de la France soit égale à celle de l'Allemagne, bien que cette dernière puisse évidemment être bien plus forte. Nous estimons avoir prouvé que, dans le cas le plus favorable, à savoir s'ils restaient ouverts aux Français, le Valais et le Simplon ne domineraient que le Piémont, et il faudrait que nous perdions d'abord une bataille pour qu'ils leur ouvrent le territoire situé plus avant. En revanche, notre rayon d'action s'étend sur toute la Lombardie et sur le point de jonction entre le Piémont et la péninsule, et il faudrait commencer par nous battre pour nous enlever cet avantage. Etant donné que l'avantage pour l'Allemagne repose sur une disposition géographique de domination, elle n'a rien à craindre du rival français. Le général Hailbronner estimait récemment dans la *Gazette Générale d'Augsbourg*² que l'Allemagne avait une autre vocation que celle de servir de paratonnerre aux orages qui s'accumulent sur la tête de la dynastie bonapartiste. C'est avec le même droit que les Italiens peuvent dire : l'Italie a une vocation tout autre que de servir de coussin amortisseur aux coups portés par les Français à l'Allemagne et de recevoir en guise de remerciement la bastonnade des Autrichiens. Si l'Allemagne a vraiment intérêt à y conserver un tel coussin, il lui sera d'autant plus assuré qu'elle entretiendra de bons rapports avec l'Italie, en rendant justice à son mouvement national et en laissant aux Italiens le soin de régler les affaires italiennes, tant qu'ils ne se mêlent pas de celles de l'Allemagne.

Nous avons montré à l'époque, comme il y a trois mois, qu'il était faux de croire avec Radowitz que si l'Autriche abandonnait aujourd'hui la Haute-Italie, la France y régnerait demain. Mais, dans la conjoncture actuelle, il semble que l'affirmation de Radowitz devienne juste, bien que dans le sens opposé à celui qu'il lui attribuait. Si les 25 millions d'Italiens ne parviennent pas à affirmer leur indépendance, les deux millions de Danois, les quatre millions de Belges et les trois millions de Hollandais le pourront encore moins. Cela n'empêche pas les défenseurs de la domination allemande en Italie de se lamenter sur la domination que les Français ou les Suédois exercent sur ces pays. Mais, ne demandent-ils pas simplement à y substituer la domination allemande ?

Voici ce que nous pensons de la question de l'unité : ou bien, l'Italie pourra s'unifier, et elle aura alors une politique propre, qui ne sera ni allemande ni française, et ne pourra donc nuire ni à la

¹ A l'automne 1808, lorsque Napoléon Ier vint à Erfurt pour négocier avec l'empereur russe Alexandre Ier, la France dominait presque toute l'Allemagne; seule l'Autriche résistait encore à Napoléon. Les princes allemands, venus à Erfurt pour témoigner leur dévouement à Napoléon, approuvèrent des actions communes contre l'Autriche. En mai et octobre 1850, des conférences eurent lieu à Varsovie avec la participation de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Elles avaient été initiées par l'empereur russe, car la lutte entre l'Autriche et la Prusse pour la domination de l'Allemagne s'était intensifiée. Au cours de ces conférences, l'empereur russe joua le rôle d'arbitre entre l'Autriche et la Prusse et, grâce à son influence, força la Prusse à renoncer à tenter d'unifier politiquement les États allemands sous sa domination. La bataille de Bronzell fut une escarmouche insignifiante entre les avant-postes prussiens et autrichiens le 8 novembre 1850 lors de l'insurrection en province de Kurhessen. La Prusse et l'Autriche, qui luttaient pour l'hégémonie en Allemagne, se disputaient le « droit » de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Hesse et de réprimer la révolte. Le prince électeur de Hesse s'était adressé à la Diète fédérale et à l'Autriche pour obtenir de l'aide, bien que la Hesse électorale fasse partie de la soi-disant Union, qui était sous l'hégémonie de la Prusse. Dans ce conflit, l'Autriche fut à nouveau soutenue diplomatiquement par la Russie et la Prusse dut céder.

² Un article paru le 22 février 1849 « Sur la politique intérieure de l'Empire français »

France ni à l'Allemagne; ou bien, elle restera divisée, et alors cette division nous procurera des alliés en Italie dans chaque guerre avec la France.

De toute façon, une chose est certaine : *aussi longtemps que nous serons forts dans notre propre maison*, nous disposerons d'une puissante influence en Italie, que nous tenions ou non la Lombardie. Si nous laissons à l'Italie le soin de régler ses propres affaires, la haine qu'éprouvent à notre égard les Italiens s'éteindra d'elle-même; notre influence naturelle sur eux n'en sera que renforcée et pourra même se développer, dans certaines circonstances, en véritable hégémonie. Au lieu donc d'asseoir notre force sur la possession de territoires étrangers et sur l'oppression d'une nationalité, à laquelle seul le préjugé peut dénier la possibilité d'un avenir, nous ferions mieux de nous préoccuper d'être *unis et forts dans notre propre maison*.

III

En adoptant dans ce chapitre **le point de vue militaire français**, Engels se place dans la perspective d'une offensive visant la conquête des bords du Rhin, avec pour nécessaire préalable l'occupation de la Belgique.

Ce sont, cette fois, les Etats *allemands* qui se trouvent directement concernés.

Ce qui vaut pour l'un doit valoir aussi pour l'autre. Si nous réclamons le Pô et le Rhin pour nous défendre — non pas tant contre les Italiens, mais contre les Français — nous ne devons pas nous étonner si les Français revendiquent à leur tour la ligne de certains fleuves pour se défendre contre nous.

Il se trouve que le centre de gravité de la France ne se situe pas au milieu du pays, sur la Loire près d'Orléans, mais dans le Nord, sur la Seine à Paris. Par deux fois, l'expérience a montré qu'avec Paris, c'est toute la France qui tombait¹. L'importance militaire de la configuration des frontières françaises varie donc en fonction de la défense qu'elle procure à Paris.

Entre Paris et les villes de Lyon, Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, la distance est à chaque fois à peu près égale, soit environ cinquante-cinq milles. Toute invasion de la France à partir de l'Italie et visant Paris, doit nécessairement passer par la région lyonnaise, entre le Rhône et la Loire ou plus au Nord, si elle ne veut pas mettre en danger ses communications. La frontière alpine au Sud de Grenoble ne doit donc pas être prise en considération lors d'une telle attaque sur Paris, qui est entièrement à couvert de ce côté-là.

À partir de Lauterbourg, la frontière française s'éloigne du Rhin et trace par rapport à lui un angle droit en direction du Nord-Ouest; elle suit une ligne presque droite de Lauterbourg à Dunkerque. L'arc de cercle que nous avons pu décrire avec le rayon Paris-Lyon, atteint également Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, mais se trouve brisé au-delà. La frontière septentrionale de la France constitue plutôt la corde de cet arc, et le segment du cercle au-delà de cette corde n'appartient pas à la France. Ainsi, la ligne de communication la plus courte entre Paris et la frontière septentrionale — la ligne Paris-Mons — est longue seulement de la moitié du rayon Paris-Lyon ou Paris-Strasbourg.

¹ Les 30 et 31 mars 1814 et les 6, 7 et 8 juillet 1815, les troupes de la Coalition des Etats européens s'emparèrent de Paris contre Napoléon Ier.

Ces simples rapports géométriques expliquent pourquoi la Belgique doit être le champ de bataille de toutes les guerres menées dans le Nord entre l'Allemagne et la France¹. La Belgique contourne toute la partie orientale de la France, depuis Verdun et la Haute-Marne jusqu'au Rhin. Cela signifie qu'une armée entrant en France par la Belgique peut arriver à Paris avant qu'une armée française, stationnée sur le Rhin, puisse y refluer en passant par Verdun ou Chaumont. L'armée qui avance par la Belgique peut donc, si elle mène une offensive efficace, s'intercaler entre Paris et l'armée française de la Moselle ou du Rhin. Cela est d'autant plus facile que la route menant de la frontière belge aux points névralgiques de la Marne (Meaux, Château-Thierry, Epernay) est plus courte encore.

Mais, ce n'est pas tout. Sur toute la ligne allant de la Meuse à la mer, l'ennemi avançant en direction de Paris ne rencontre pas le moindre obstacle de terrain jusqu'à ce qu'il ait atteint l'Aisne et le cours inférieur de l'Oise, qui suivent au Nord un tracé plutôt défavorable à la défense de Paris; en 1814 et en 1815, ces rivières n'opposèrent pas de difficultés sérieuses aux assaillants. Mais, même si nous admettons que ces cours d'eau soient inclus dans le système de défense constitué par la Seine et ses affluents, et en 1814 ils y étaient déjà en partie incorporés, cela ne fait que confirmer le fait que la défense de la France septentrionale ne commence véritablement qu'à Compiègne et à Soissons, et que la première ligne de défense couvrant Paris au Nord se trouve à douze milles seulement de la capitale.

La Belgique, oui, car elle expose dangereusement la France à une agression étrangère venue du Nord vers Paris.

Il est difficile d'imaginer un Etat, dont la frontière soit plus vulnérable que celle de la France en face de la Belgique. On sait quels efforts Vauban déploya pour pallier la faiblesse des moyens de défense naturels par un système défensif, édifié avec les moyens de l'art. Mais, on sait aussi que la triple ceinture de fortifications fut percée en 1814 et 1815 par les assaillants qui n'y trouvèrent pas d'obstacle notable. En effet, en 1815, un seul corps d'armée prussien s'empara d'une forteresse après l'autre, à la suite d'un siège et d'un bombardement extrêmement rapides. Avesnes capitula le 22 juin 1815, après avoir reçu pendant quelques heures une dizaine d'obus de campagne. Guise se rendit après dix coups de canon, sans avoir tiré elle-même un seul obus. Maubeuge capitula le 13 juillet après un siège de deux semaines. Landrecies ouvrit ses portes le 21 juillet, après un siège de trois heures, après que la garnison assiégée ait reçu à peine 126 obus et 52 grenades. Mariembourg n'exigea que pour la forme l'honneur d'un assaut, et il suffit d'un seul obus de 24 livres pour l'amener à capitulation le 28 juillet. Philippeville résista à un siège de deux jours et à un bombardement d'une heure. Les assaillants creusèrent quelques tranchées autour de Rocroy qu'ils bombardèrent pendant deux heures. Mézières fut seule à tenir pendant dix-huit jours après qu'elle eut été entourée de tranchées. Il sévissait une véritable épidémie de capitulation parmi les commandants, et elle ne le cédait en rien à celle qui s'était répandue en Prusse après la bataille de Iéna. Lorsqu'on avance l'argument que les places fortes enlevées en 1815 n'étaient pourvues que d'une faible garnison et d'un mauvais armement, il ne faut pas oublier toutefois que, sauf exceptions rares, ces forteresses ne peuvent pas ne pas être négligées. La triple ceinture fortifiée de Vauban a perdu toute valeur de nos jours; qui plus est, elle est positivement dommageable à la France.

Aucune des forteresses à l'Ouest de la Meuse ne couvre par elle-même un quelconque morceau de terrain, et nulle part on ne peut en trouver quatre ou cinq pour former un groupe fortifié au sein duquel une armée puisse à la fois s'abriter et manœuvrer. Cela

¹ Le passage est souligné par l'italique dans la traduction de Roger Dangeville.

provient de ce qu'aucune d'elle ne trouve à s'appuyer sur un grand fleuve. La Lys, l'Escaut et la Sambre n'acquièrent d'importance militaire qu'en territoire belge. C'est ainsi que le champ de forces des fortifications françaises, éparses en terrain ouvert, ne dépasse pas la portée de leurs canons.

Abstraction faite de quelques rares dépôts importants qui, à la frontière, servent de base à une offensive en direction de la Belgique, et de quelques points qui, sur la Meuse et la Moselle, ont une importance stratégique, toutes les autres places fortes et fortifications édifiées sur la frontière septentrionale de la France ne font que disperser inutilement les forces disponibles. S'il se trouvait un gouvernement pour les raser, il rendrait service à la France; mais cela heurterait tous les préjugés traditionnels français.

La frontière septentrionale de la France est donc éminemment défavorable à la défense. En fait, elle est indéfendable; la ceinture des fortifications de Vauban, au lieu de la renforcer, ne fait que témoigner de sa faiblesse à l'heure actuelle.

Or, la seule ligne fluviale qui puisse offrir aux Français une position défensive sûre n'est autre que **le Rhin**.

Comme les théoriciens de la Grande Puissance du Centre de l'Europe, il est des Français qui cherchent une ligne fluviale au-delà de leur frontière septentrionale pour s'assurer une bonne position défensive. Où peut-on donc la trouver ?

La première ligne qui s'offre à eux, c'est celle du cours inférieur de l'Escaut, puis celle de la Dyle prolongée jusqu'à l'embouchure de la Sambre dans la Meuse. Cette ligne donnerait à la France la moitié — la meilleure — de la Belgique. Elle engloberait pratiquement tous les célèbres champs de bataille belges, où se sont heurtés Français et Allemands : Audenarde, Jemappes, Fleurus, Ligny, Waterloo¹. A vrai dire, elle ne constitue pas encore une ligne défensive, car elle laisse ouverte une grande brèche entre l'Escaut et la Meuse, par laquelle l'ennemi peut s'engouffrer sans rencontrer d'obstacles.

La seconde ligne serait formée par la Meuse. Cependant, même si la France possédait la rive gauche de la Meuse, elle n'aurait pas encore une position aussi favorable que celle dont l'Allemagne dispose en Italie sur la seule ligne de l'Adige. En effet, celle-ci fait un contour presque entier, alors que la Meuse ne trace qu'un contour imparfait. En vérité, elle constituerait une ligne frontière bien meilleure, si elle coulait de Namur à Anvers, au lieu de se diriger vers le Nord-Est après Namur et de dessiner un grand arc après Venloo lorsqu'elle coule vers la Mer du Nord.

Tout le territoire situé au Nord de Namur — entre la Meuse et la mer — ne pourrait être protégé en temps de guerre que par un système de fortifications; en effet, si l'ennemi traversait la Meuse, il trouverait devant lui l'armée française déployée dans la plaine du Brabant méridional. Même si une offensive française se dessinait en direction de la rive gauche du Rhin, elle se heurterait bientôt à la forte ligne du Rhin et au camp retranché de Cologne. L'angle saillant, formé par la Meuse entre Sedan et Liège, bien qu'il soit couvert par les Ardennes, contribue encore à affaiblir cette ligne. La ligne de la Meuse donne donc trop d'un côté, et pas assez

¹ La bataille d'Audenarde a eu lieu le 11 juillet 1708 pendant la guerre de succession d'Espagne. L'armée française succomba aux troupes alliées anglo-autrichiennes. Lors de la bataille de Jemappes, le 6 novembre 1792, l'armée révolutionnaire française sous Dumouriez remporta une victoire importante sur les Autrichiens. A Fleurus, le 26 juin 1794, l'armée française battit les troupes du duc de Cobourg. Cette victoire permit aux Français d'occuper la Belgique. A Ligny, le 16 juin 1815, l'armée française de Napoléon Ier l'emporta sur les troupes prussiennes de Blücher. Ce fut la dernière bataille remportée par Napoléon. Lors de la bataille de Waterloo, le 18 juin 1815, Napoléon fut battu par les troupes prussiennes et anglaises commandées par Blücher et Wellington.

de l'autre pour assurer une bonne ligne de défense à une frontière française. Mais, poursuivons notre analyse.

Si nous posons de nouveau la pointe de notre compas sur Paris pour décrire, avec le rayon Paris-Lyon, un arc allant de Bâle à la mer du Nord, nous trouvons que le cours du Rhin, *de Bâle à la source du Rhin, suit cet arc* avec une précision remarquable. À quelques milles près, tous les points importants du Rhin sont à une égale distance de Paris. *Telle est la véritable raison des visées françaises sur la frontière du Rhin*¹.

Si la France tient le Rhin, Paris devient vraiment, par rapport à l'Allemagne, le centre de la France. Dès lors, tous les rayons partant de Paris pour aboutir à une frontière attaquée, fût-elle sur le Rhin ou sur le Jura, auraient la même longueur. Partout, ce tracé présenterait à l'ennemi une périphérie circulaire convexe, derrière laquelle il doit manœuvrer par des détours, alors que l'armée française peut se déplacer sur la corde plus brève et donc prévenir l'ennemi. Les lignes d'opérations et de retraite seraient ainsi également longues pour toutes les armées françaises, ce qui faciliterait considérablement une retraite en direction du centre et, en conséquence, la possibilité de rassembler à un point donné deux de ces armées en vue de porter un coup décisif à un adversaire encore divisé.

En occupant la frontière du Rhin, la France disposerait d'un système de défense qui, du point de vue des conditions *naturelles*, représenterait l'un des cas « idéaux » dont parle le général Willisen, c'est dire qu'il ne laisserait rien à désirer. Le puissant système de défense interne du bassin parisien, avec les fleuves confluant dans la Seine en forme d'éventail — l'Yonne, l'Aube, la Marne, l'Aisne et l'Oise — serait alors uniformément protégé dans toutes les directions. Et l'on sait quelles dures leçons de stratégie Napoléon a su y donner aux Alliés en 1814². L'ennemi, arrivant à peu près au même moment de tous les côtés, peut être arrêté sur les fleuves jusqu'à ce que l'armée française, ayant réuni toutes ses forces, attaque l'une après l'autre les colonnes encore isolées de l'adversaire.

En revanche, sans la ligne du Rhin, la défense ne peut commencer qu'à 12 milles environ de Paris, au point décisif qui se situe entre Compiègne et Soissons. Il n'est aucun territoire en Europe où les chemins de fer n'appuieraient autant la défense en permettant de concentrer rapidement des forces importantes, qu'entre la Seine et le Rhin.

Depuis le centre — Paris — les lignes de chemin de fer rayonnent en direction de Boulogne, Bruges, Gand, Anvers, Maëstricht, Liège et Cologne, en direction de Mannheim et Mayence par Metz, et en direction de Strasbourg, Bâle, Dijon et Lyon. A quelque point que l'ennemi surgisse en force, on peut lancer contre lui toute l'armée de réserve amenée de Paris en chemin de fer. La défense interne du bassin de la Seine pourrait être encore renforcée, si tous les rayons du chemin de fer y suivaient la vallée des diverses rivières (Oise, Marne, Seine, Aube, et une partie du cours de l'Oise).

Mais, ce n'est pas tout. Trois arcs concentriques de chemins de fer forment, dans la longueur du moins, un cadran autour de Paris, à des distances à peu près égales : le premier est formé par les lignes ferroviaires de la rive gauche du Rhin, qui vont presque sans interruption de Neuss à Bâle; le second part d'Ostende ou d'Anvers et continue par Namur, Arlon, Thionville, Metz et Nancy jusqu'à Epinal (il est pour ainsi dire tout aussi achevé que le premier); le troisième part de Calais, et passe par Lille, Douai, Saint-Quentin, Reims, Châlons-sur-Marne et Saint-Dizier pour aller jusqu'à Chaumont. Ce réseau fournit donc, en tous lieux, les moyens de concentrer des troupes importantes à un point quelconque et dans les délais les plus brefs. Grâce à la nature et à l'art, sans aucune fortification, la défense y serait si puissante étant donné les

¹ Souligné par Engels.

² Engels fait allusion aux batailles de Montmirail, Château-Thierry, Reims, etc. de février et mars 1814, où Napoléon Ier battit les troupes supérieures en nombre de la sixième coalition anti-française.

moyens de manœuvrer, qu'une invasion de la France se heurterait indubitablement à une résistance tout autre qu'en 1814-1815.

Avec cette restriction toutefois : il s'impose de surcroît que les Français disposent de diverses têtes de pont sur la rive droite du Rhin.

Il manquerait cependant quelque chose pour que le Rhin constitue un bon fleuve frontière. Tant qu'une rive est entièrement allemande et l'autre entièrement française, aucun des deux peuples ne domine l'autre. Nul ne pourrait empêcher que l'armée qui est la plus forte — à quelque nation qu'elle appartînt — ne passe le Rhin, comme l'expérience l'a montré cent fois et comme la stratégie l'explique amplement. Si les Allemands lançaient une offensive avec des forces supérieures, les Français ne pourraient l'arrêter que loin en arrière : l'armée du Nord sur la Meuse, entre Venloo et Namur; l'armée de la Moselle, à l'embouchure de la Sarre par exemple; l'armée du Haut-Rhin par le cours supérieur de la Moselle et de la Meuse. Pour dominer complètement le Rhin, pour être en mesure de contrer énergiquement tout passage du Rhin par l'ennemi, il faudrait que les Français disposent de têtes de pont sur la rive droite du Rhin. (C'est dans cette logique que Napoléon a, sans autre forme de procès, incorporé Wesel, Castell et Kehl à l'Empire français¹.) Dans l'état actuel des choses, pour compléter les belles forteresses que les Allemands lui ont construites sur la rive gauche du Rhin, son neveu² réclamerait Ehrenbreitstein, Deutz et, faute de mieux, la tête de pont de Germersheim. Dès lors, le système géographico-militaire de la France serait parfait pour l'offensive comme pour la défensive, et tout nouvel appendice ne lui serait que nuisible.

Les Alliés de 1813 ont démontré avec éclat qu'ils estimaient qu'un tel système avait une base naturelle et allait de soi. En effet, il y avait à peine dix-sept ans que la France s'était aménagé ce système et il semblait déjà si normal que les augustes Alliés tremblèrent à l'idée sacrilège d'y toucher : si des Allemands attachés à leur nation n'avaient osé l'arracher à la France, le Rhin serait aujourd'hui encore un fleuve français.

Si nous cédions aux Français non seulement le Rhin, mais encore les têtes de pont sur la rive droite, alors les Français auraient rempli leur devoir vis-à-vis d'eux-mêmes (au sens, bien sûr, où l'entendent les Radowitz, Willisen et Hailbronner qui réclament des Allemands qu'ils occupent la ligne de l'Adige et du Mincio ainsi que les têtes de pont de Peschiera et de Mantoue). Dans ce cas, l'Allemagne serait aussi impuissante vis-à-vis de la France, que l'Italie l'est aujourd'hui vis-à-vis de l'Allemagne. Et alors, comme en 1813, la Russie apparaîtrait comme le « libérateur » naturel de l'Allemagne (comme la France ou plutôt le gouvernement français apparaît aujourd'hui comme le « libérateur » de l'Italie). Comme salaire de ses efforts désintéressés, la Russie demanderait seulement quelques lambeaux de territoire pour arrondir ses possessions polonaises, par exemple la Galicie et la Prusse. Ces provinces ne « contournent »-elles pas justement la Pologne !

Le Rhin est pour la France ce que sont pour nous l'Adige et le Mincio, et même quelque chose de plus. Si la Vénétie entre les mains des Italiens — et éventuellement des Français — contourne la Bavière et le Haut-Rhin et ouvre la route en direction de Vienne, la Belgique — et l'Allemagne au travers de la Belgique — contourne tout l'Est de la France et ouvre encore plus directement la route en direction de Paris. De l'Isonzo à Vienne, il y a tout de même l'espace d'une soixantaine de milles en un terrain où la défense peut toujours finir par stopper l'avance ennemie. De la Sambre à Paris,

¹ Wesel, Kastel et Kehl furent rattachées à la France en 1806 et 1808; après l'écrasement de la France napoléonienne par les troupes de la coalition des Etats européens, l'Allemagne récupéra ces forteresses rhénanes.

² Napoléon III.

il n'y a que trente milles et ce n'est qu'à une douzaine de milles de Paris — près de Soissons ou de Compiègne — que la défense trouve une ligne fluviale pour se retrancher tant bien que mal.

Si, selon Radowitz, l'Allemagne, en cédant l'Adige et le Mincio, se place d'emblée dans la situation d'un pays qui aurait perdu une campagne militaire, la France, dans ses frontières actuelles, est dans la situation d'un pays qui, après avoir tenu la frontière du Rhin, aurait perdu deux campagnes, la première sur la ligne fortifiée du Rhin et de la Meuse, et la seconde en rase campagne, dans la plaine belge.

En conséquence, les Allemands retrouvent, d'une certaine manière, la puissante position des forteresses de Haute-Italie dont ils disposent sur le cours inférieur du Rhin et sur la Meuse. Ne pourraient-ils pas facilement faire de Maëstricht, Cologne, Juliers, Wessel et Venloo avec deux ou trois points fortifiés intermédiaires à peine, un puissant réseau retranché couvrant la Belgique et le Brabant septentrional. Tout cela permettrait à une armée française, trop faible pour affronter une bataille en rase campagne, de retenir un moment sur les rivières un adversaire plus fort grâce à des manœuvres, avant de se retirer finalement par le moyen des chemins de fer dans la plaine belge ou vers Douai.

Tout au long de notre analyse, notre hypothèse était que la Belgique demeurerait complètement ouverte à une attaque allemande contre la France et ses alliés. Comme nous devions argumenter du point de vue français, nous avons autant le droit de faire cette hypothèse que nos adversaires à propos du Mincio, lorsqu'ils pré-supposent qu'en toute occurrence l'Italie — même si elle est unifiée et libérée — doit être hostile aux Allemands. Dans tous les cas de ce genre, il est de règle que l'on envisage tout d'abord la pire hypothèse, afin de s'y préparer. Les Français doivent procéder ainsi, lorsqu'ils recherchent quelles sont la capacité de défense et la configuration stratégique de leur frontière septentrionale. Nous n'avons donc pas à tenir compte ici du fait qu'en vertu des traités européens, la Belgique est un pays neutre comme la Suisse. L'expérience historique a encore à démontrer qu'en cas de guerre européenne cette neutralité représente plus qu'une feuille de papier. Quoi qu'il en soit, la France ne pourra jamais y compter au point de considérer, du point de vue militaire, que toute sa frontière avec la Belgique est aussi sûre que si ce pays constituait un bras de mer séparant la France de l'Allemagne. En conclusion, la faiblesse de la frontière reste la même, qu'on la défende d'une manière vraiment active, ou qu'on y détache quelques troupes pour la défendre contre d'éventuelles attaques.

Engels aborde sa conclusion en confirmant le parallélisme entre les exigences autrichiennes sur le Pô et les possibles visées françaises sur les rives du Rhin. Il insiste sur l'importance des fortifications citadines, comme celles de Paris. Le propos s'adresse directement aux Allemands.

Nous avons ainsi tracé pour l'essentiel le parallèle qui s'établit entre le Pô et le Rhin. Hormis les dimensions plus considérables du Rhin, qui ne sauraient que renforcer les prétentions françaises, l'analogie est aussi complète que possible. Il ne reste qu'à souhaiter qu'en cas de guerre, les soldats allemands défendent, en pratique, le Rhin sur le Pô avec plus de succès que ne le font, en théorie, les partisans de la Grande Puissance du Centre de l'Europe. En effet, si ceux-ci défendent le Rhin sur le Pô, *c'est uniquement pour les Français.*

Au reste, pour le cas où les Allemands auraient l'« infortune » de perdre leur « frontière naturelle » du Pô et du Mincio, pour ce cas, nous voulons pousser l'analogie encore un peu plus loin. Les Français n'ont possédé leurs « frontières naturelles » que pendant dix-sept ans et ont dû se tirer d'affaire sans elles depuis presque quarante-cinq ans. Durant ce laps de temps, leurs meilleurs théoriciens militaires ont reconnu que les lois modernes de la guerre avaient rendu inutile la ceinture fortifiée de Vauban en cas d'inva-

sion, et donc qu'en 1814 et 1815 ce ne fut ni le hasard ni la fameuse « trahison » qui permit aux Alliés de passer à travers la ligne des forteresses sans le moindre effort. Quoi qu'il en soit, il fallait absolument faire quelque chose pour protéger la frontière septentrionale trop exposée, d'autant qu'il était clair qu'il n'existait aucune perspective de récupérer bientôt la frontière du Rhin. Comment fallait-il s'y prendre ?

Les Français recoururent à un moyen qui fait honneur à un grand peuple : ils fortifièrent Paris. Ils furent les premiers, dans l'histoire moderne, à faire de leur capitale un gigantesque camp retranché. Les experts militaires de la vieille école hochèrent la tête devant cette invraisemblable entreprise. C'était de l'argent jeté par les fenêtres, simplement pour satisfaire la vanité française ! Derrière cette façade, il n'y avait que du vent ! A-t-on jamais vu une forteresse ayant une circonférence de neuf milles et renfermant un million d'habitants ! Comment la défendre sans y tenir en garnison la moitié de l'armée ? Et comment ravitailler tout ce monde ? C'était pure folie, présomption bien française, sacrilège, retour à la tour de Babel ! Tel était le jugement des perruques de la science militaire qui en sont toujours encore à l'étude de l'hexagone de Vauban et qui, dans l'art de la défense, ne connaissent que la contre-attaque au moyen d'une sortie du peloton d'infanterie entre le chemin couvert et le pied de l'enceinte.

Mais, les Français continuèrent tranquillement à fortifier et, bien que Paris n'ait pas encore eu à affronter l'épreuve du feu, les experts militaires qui ne portent pas perruque, leur ont donné raison. Wellington se mit à dresser des plans pour fortifier Londres, et, si nous sommes bien renseignés, on a commencé à construire des forts avancés autour de Vienne, tandis qu'on discute de la fortification de Berlin. N'a-t-il pas fallu en revenir à l'étude de l'exemple de Sébastopol pour se rendre compte de la force énorme que représente un gigantesque camp retranché, s'il est occupé par une armée entière, sachant mener de manière offensive une défense sur une grande échelle. Or, Sébastopol n'avait qu'un mur d'enceinte et quelques ouvrages de campagne, et ne disposait d'aucune escarpe !

Depuis que Paris est fortifié, la France peut se passer de la frontière du Rhin. Comme l'Allemagne en Italie, elle devra mener sa défense sur la frontière septentrionale de manière tout d'abord offensive. La disposition du réseau ferroviaire prouve que les Français l'ont compris. Si cette offensive est repoussée, l'armée pourra s'arrêter sur l'Oise et sur l'Aisne. Or, cet arrêt a toutes les chances d'être définitif, car une progression ultérieure de l'ennemi serait aventureuse, puisqu'après avoir traversé la Belgique, l'armée d'invasion risque fort de ne plus avoir les moyens d'opérer contre Paris. À l'abri de l'Aisne, en solide liaison avec Paris, et dans le pire des cas, derrière la Marne, l'aile gauche appuyée sur Paris, en position de flanc offensive, l'armée française du Nord pourrait attendre l'arrivée des autres armées. L'envahisseur n'aurait plus d'autre solution que d'avancer sur Château-Thierry et d'opérer contre les communications des armées françaises de la Moselle et du Rhin. Mais, cette action n'aurait plus l'importance décisive qu'elle avait avant la fortification de Paris. Dans le pire des cas, on ne saurait empêcher que les restes de l'armée française ne se replient derrière la Loire ; dès qu'ils s'y regrouperaient, ils seraient toujours encore assez forts pour mettre en danger l'armée d'invasion, affaiblie et divisée par l'encerclement de Paris, ou même pour s'ouvrir un chemin vers Paris. En un mot : le contournement par la Belgique a perdu de son efficacité depuis que Paris est fortifié. Il n'est plus décisif : il est facile de faire le compte des inconvénients qui en découlent, et des moyens dont les Français disposent pour y parer.

Nous ferions bien d'imiter l'exemple des Français, et de ne pas nous laisser assourdir par les clameurs de ceux qui prétendent que les possessions hors d'Allemagne nous sont indispensables alors qu'en fait elles sont chaque jour plus précaires. Il faudrait donc nous préparer au moment inéluctable où nous devrions renoncer à l'Italie. Plus vite nous commencerons à édifier les fortifications né-

cessaires, mieux cela vaudra. Notre tâche n'est pas ici d'indiquer précisément où et comment il faudra les édifier. Mais, évitons de dresser des points de barrage illusoires et de négliger ensuite les diverses fortifications qui peuvent permettre à une armée en retraite de s'arrêter : il faut des camps retranchés et des groupes de forteresses sur les fleuves.

IV

L'exposé se termine par une vive critique de la théorie des frontières naturelles **au regard de leur efficacité militaire.**

Nous venons de voir où aboutissait la théorie des frontières naturelles des théoriciens de la Grande Puissance du Centre de l'Europe. La France a le même droit sur le Rhin, que l'Allemagne sur le Pô. Si nous voulons éviter que, pour l'amour d'une bonne position militaire, la France ne s'incorpore neuf millions de Wallons, de Hollandais et d'Allemands, il nous faut renoncer nous-mêmes au droit de tenir sous le joug six millions d'Italiens pour l'amour d'une position militaire. En effet, cette frontière naturelle — le Pô — est-elle autre chose qu'une position militaire ? N'est-ce pas à ce seul titre qu'on demande à l'Allemagne de s'y tenir ?

Avec pour exemples de cette théorie « obtuse » des frontières naturelles, de possibles revendications du Danemark au Portugal.

La théorie des frontières naturelles met également fin à la question du Schleswig-Holstein avec ce seul cri : Danmark til Eideren ! (Le Danemark jusqu'à l'Eider !¹). Les Danois demandent-ils autre chose que leur Pô et leur Mincio, qui s'appelle l'Eider, leur *Mantoue* qui s'appelle Friedrichstadt !

Avec le même droit que l'Allemagne revendique la ligne du Pô, la théorie des frontières naturelles réclame pour la Russie la Galicie et la Bukovine et un arrondissement de frontière sur la Baltique jusqu'au moins la rive droite prussienne de la Vistule. Quelques années après, elle pourra, en se fondant sur le même droit, prétendre que l'Oder est la frontière naturelle de la Pologne russe.

Appliquée au Portugal, la théorie des frontières naturelles exige que ce pays s'étende jusqu'aux Pyrénées, le Portugal s'assimilant toute l'Espagne.

La frontière naturelle de la petite principauté allemande de Reuss-Greiss-Schleiss-Lobenstein² devra également être élargie jusqu'aux frontières du territoire fédéral allemand, et même jusqu'au Pô et peut-être jusqu'à la Vistule, si l'on veut respecter les lois de

¹ *Le Danemark jusqu'à l'Eider !* - slogan avancé par les membres du parti libéral danois des années 1840 à 1860 (les Danois de l'Eider) qui soutenaient l'union du Schleswig (jusqu'à la rivière Eider), peuplé principalement d'Allemands, avec le Danemark. Pour rappel : en mars 1848, les deux duchés de Schleswig et de Holstein avaient fait sécession avec le soutien de la Prusse et de l'Autriche, mais la Russie et l'Angleterre imposèrent une suite de traités, le 26 août 48 à Malmö, d'abord, puis à Londres en 1852. La seconde guerre des Duchés reprendra en 1864 avec, cette fois, une nette victoire austro-prussienne qui aboutira au traité de Vienne du 30 octobre 1864. Après la guerre austro-prussienne de 1866, les duchés seront annexés par la Prusse.

² Sous ce nom, Engels réunit ici ironiquement deux Etats allemands nains, Reuss-Greiz et Reuss-Gera-Schleiz-Lobenstein-Ebersdorf, appartenant aux branches aînée et cadette de la dynastie des Reuss.

la justice éternelle. Bref, Reuss-Greiss-Schleiss-Lobenstein peut revendiquer comme l'Autriche qu'on lui rende justice.

Si la théorie des frontières naturelles, déterminées uniquement par des considérations militaires, est juste, de quels noms faut-il alors appeler les diplomates allemands qui, au Congrès de Vienne, nous amenèrent au bord d'une guerre d'Allemands contre Allemands, laissèrent échapper de nos mains la ligne de la Meuse, et permirent que l'on découvre notre frontière orientale, en abandonnant à l'étranger le soin de fixer la configuration de l'Allemagne ? Quelle sera la renommée des hommes d'État de l'Allemagne de cette époque, si nous jugeons de leur œuvre d'après l'étalon des frontières naturelles ? Or, ce sont précisément ceux qui vivent de la succession de la diplomatie de 1815 et perpétuent la tradition du Congrès de Vienne, qui défendent la théorie des frontières naturelles sur le Pô.

Et celui de la Belgique.

En voulez-vous un exemple ?

Lorsqu'en 1830 la Belgique se détacha de la Hollande¹, ceux-là mêmes qui font aujourd'hui du Mincio une question de vie ou de mort poussèrent les hauts cris. Ils lancèrent l'anathème contre le morcellement, à nos frontières, de la forte puissance hollandaise, dont ils auraient voulu qu'elle serve de rempart contre la France. Ils demandèrent que la Hollande s'engageât à s'entourer d'un mince ruban de forteresses, afin d'imiter aujourd'hui ce qui fut à l'époque de Vauban une magnifique ceinture fortifiée. Croire en l'effet de tels engagements, après l'expérience de ces vingt dernières années, relève de la superstition pure et simple ! Comme si les grandes puissances craignaient qu'un beau matin Arras, Lille, Douai et Valenciennes, avec tous leurs bastions, demi-lunes et lunettes puissent envahir la Belgique pour s'y installer à demeure ! À cette époque, les représentants de la tendance obtuse que nous combattons ici pleurnichaient, parce que, considérant la Belgique comme un appendice aboulitique de la France, ils y voyaient un ennemi de l'Allemagne : les chères forteresses construites avec l'argent allemand (enlevé aux Français) pour servir de protection contre la France, allaient passer aux ordres des Français et être dirigées contre nous ! Déjà, la frontière française était avancée jusqu'à la Meuse et l'Escaut, et même au-delà, et avant longtemps elle serait installée sur le Rhin. Nombreux sont ceux qui se souviennent encore de ces jérémiades.

Or, qu'est-il advenu ? Depuis 1848 et surtout depuis la restauration bonapartiste, la Belgique s'est détournée de plus en plus nettement de la France, et s'est rapprochée de l'Allemagne. On peut presque la considérer aujourd'hui comme un membre extérieur de la Confédération allemande. Que firent les Belges, lorsqu'ils commencèrent à entrer en une sorte d'opposition avec la France ? Ils rasèrent toutes les fortifications que la sagesse du Congrès de Vienne avait octroyées à leur pays, parce qu'elles étaient tout à fait inutiles contre la France. Ils édifièrent autour d'Anvers un camp retranché, suffisamment grand pour contenir toute l'armée afin de pouvoir y attendre le secours anglais ou allemand, en cas d'invasion française. C'est ce qu'il fallait faire du point de vue militaire.

Ces mêmes sages politiciens voulurent en 1830 que la Belgique catholique et parlant surtout français demeurât enchaînée à la Hollande protestante et parlant hollandais. Depuis 1848, ils veulent que l'Italie reste soumise de force au régime autrichien et ils cherchent à faire endosser aux Allemands la responsabilité des

¹ Par décision du Congrès de Vienne de 1815, la Belgique et la Hollande ont été incorporées dans le Royaume uni des Pays-Bas, la Belgique étant en fait sous le contrôle de la Hollande. La Belgique est devenue une monarchie constitutionnelle indépendante à la suite de la révolution de 1830.

forfaits de l'Autriche en Italie. Et tout cela simplement parce qu'ils craignent la France !

Tout le patriotisme de ces messieurs semble consister à entrer en transes dès qu'il est question de la France. Il semble qu'ils ne soient pas encore remis des coups que leur a portés le vieux Napoléon, il y a cinquante et soixante ans.

Nous ne sommes vraiment pas de ceux qui sous-estiment les capacités militaires de la France. Ainsi, nous savons fort bien qu'aucune armée d'Allemagne ne peut rivaliser avec l'armée française, en ce qui concerne l'infanterie légère, l'expérience et l'habileté dans la petite guerre et certaines branches de la science de l'artillerie. Mais, nous ne pouvons admettre que ces messieurs disposent comme ils l'entendent d'un million deux cent mille soldats allemands au garde à vous, comme des figures d'échec, avec lesquels monsieur le Dr. Kolb jouerait une partie contre la France dont l'enjeu serait l'Alsace et la Lorraine¹; et moins encore, qu'à la première occasion ils prennent peur, comme s'il allait de soi que ce million deux cent mille soldats allemands se fassent toujours rosser par un nombre moins grand de Français, à moins que toute cette masse de soldats allemands ne se retranche dans des positions qui doivent toutes être inexpugnables.

Il serait bon de rappeler à ceux qui prônent une politique de défense toute passive que, même si l'Allemagne devait mener une défensive avec des contre-coups offensifs, la défensive la plus efficace est celle que l'on mène activement et en sens offensif. Il est temps de rappeler à ce propos que nous avons prouvé assez souvent aux Français et à d'autres notre supériorité dans l'attaque. « Au reste, le génie de nos soldats se manifeste dans l'attaque, et nous en sommes fort aise », disait Frédéric le Grand de son infanterie². Rossbach, Zorndorf et Hohenfriedberg³ peuvent témoigner des capacités d'attaque de la cavalerie. Le fameux ordre du jour de Blücher au début de la campagne de 1815 nous rappelle que l'infanterie de 1813 et de 1814 avait coutume d'attaquer : « Comme l'expérience a montré que l'armée française ne tient pas devant l'attaque à la baïonnette de nos bataillons massés, nous établissons comme règle d'utiliser cette méthode chaque fois qu'il faut buter l'ennemi hors de ses positions ou conquérir un poste de combat. »

Nos plus belles batailles, nous les avons menées offensivement. S'il est une qualification qui manque au soldat allemand, mais qui appartient bien au soldat français, c'est sans aucun doute l'art de se nicher dans les villages et les maisons pour se défendre. Dans l'attaque, l'Allemand peut se mesurer au Français, et il l'a souvent démontré.

Pour en revenir à la politique que nous critiquons, voici ce qui la caractérise : en premier lieu, sous prétexte de défendre des intérêts allemands prétendument essentiels, ou poussés jusqu'aux limites de l'absurde, nous nous faisons haïr de tous les petits pays limitrophes, et nous nous indignons ensuite de ce qu'ils se rapprochent trop de la France. Il a fallu cinq années de restauration bonapartiste pour détacher la Belgique de l'alliance française, à laquelle l'avait poussée la politique de 1815, poursuivie en 1830 : la politique de la Sainte-Alliance⁴.

¹ *L'Augsburg Allgemeine Zeitung*, dont le rédacteur en chef était le Dr Gustav Kolb, était à l'époque favorable à la reconquête de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne.

² Friedrich II « Aus der Instruction für die Generalmajors von der Cavallerie », 14 août 1748.

³ Au cours de la guerre de Sept Ans (1756-1763), les troupes de Frédéric II battirent à Rossbach, le 5 novembre 1757, la coalition de la France et des Etats allemands antiprussiens. Le 25 août 1758, Frédéric II livra bataille aux Russes à Zorndorf. De part et d'autre, les pertes furent très lourdes, et la victoire resta indécise. Au cours de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748), les Prussiens, commandés par Frédéric II, battirent les Autrichiens et les Saxons à Hohenfriedberg, le 4 juin 1745. La cavalerie prussienne a joué un rôle important dans toutes ces batailles.

⁴ La Sainte-Alliance : une association de monarques européens fondée en septembre 1815 à l'initiative du tsar russe Alexandre Ier et du chancelier autrichien Metternich pour supprimer les mouvements révolutionnaires et préserver les monarchies féodales dans les pays européens.

En Italie, nous avons préparé aux Français une position qui contrebalance indubitablement les avantages que nous procure le Mincio. Et pourtant la politique française vis-à-vis de l'Italie est obtuse, égoïste et exploiteuse, si bien qu'il suffirait de traiter tant soit peu loyalement les Italiens, pour que ceux-ci veuillent se ranger de notre côté, plutôt que de celui de la France.

De 1796 à 1814, Napoléon, avec ses généraux et ses gouverneurs, ont vidé l'Italie de son argent, de ses biens, de ses trésors artistiques et de ses hommes, si bien qu'en 1814, les Autrichiens furent accueillis en « libérateurs » (la haine que tout Italien porte aujourd'hui aux Allemands montre comment ils ont libéré l'Italie !). Voilà pour ce qui est de la pratique française en Italie. Pour ce qui est de la théorie, il suffit de dire qu'elle obéit à un seul principe : la France ne peut tolérer ni l'indépendance, ni l'unité de l'Italie. Ce principe est resté invariablement fixe du haut en bas de l'histoire française, c'est-à-dire jusqu'à Louis Napoléon, et pour éviter tout malentendu, La Guéronnière¹ vient encore tout récemment de proclamer qu'il s'agit d'une vérité éternelle.

Il est clair qu'une politique française aussi obtuse et mesquine se fonde sans pudeur sur le droit de la France à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Italie. En présence d'une telle politique, nous n'avons vraiment pas à craindre que l'Italie continue de rester au service de la France contre nous, dès lors qu'elle n'est plus sous le joug allemand. Supposer le contraire serait ridicule. En dépit des craintes des années 1830 relatives à la Belgique, celle-ci est venue à nous sans se faire prier. Il en serait de même de l'Italie.

Au demeurant, il ne faut pas oublier que la question de la possession de la Lombardie se pose entre l'Italie et l'Allemagne, et non pas entre Louis-Napoléon et l'Autriche. Par rapport à Louis-Napoléon qui, en Italie, n'a en vue que ses propres intérêts et se mêle d'y soutenir des intérêts antiallemands, la question pour nous est simplement celle d'une province que l'on ne cèdera que contraint et forcé, d'une position militaire que l'on n'évacuera que si l'on ne peut plus la tenir. La question militaire prend, dans ce cas, le pas sur la question politique, et si nous sommes attaqués, nous nous défendrons.

Si Louis-Napoléon veut se prendre pour le paladin de l'indépendance italienne, il peut s'épargner une guerre contre l'Autriche. *Charité bien ordonnée commence chez soi-même*. Le « département » de la Corse est une île italienne, italienne même si elle est la patrie des Bonaparte. Qu'il commence donc à rendre la Corse à son oncle Victor-Emmanuel ! Peut-être même pourra-t-il ensuite s'arranger avec nous. Tant qu'il n'aura pas fait ce geste, il ferait bien de ne pas trop manifester son enthousiasme pour l'Italie.

Dans toute l'Europe, il n'est pas une seule grande puissance qui n'ait incorporé à son territoire des parties d'autres nations. La France a des provinces flamandes, allemandes, italiennes. L'Angleterre, seul pays à posséder vraiment des frontières naturelles, déborde dans toutes les directions : elle a réalisé des conquêtes dans tous les pays et, en ce moment même, elle se trouve, elle aussi, en conflit avec l'une de ses possessions — les Iles Ioniennes² — juste après avoir réprimé une gigantesque rébellion en Inde³, avec

¹ La Guéronnière soutient ce point de vue dans une brochure anonyme, intitulée *l'Empereur Napoléon III et l'Italie*, Paris, 1859.

² Fin 1858 et début 1859, les îles Ioniennes, sur lesquelles le protectorat britannique avait été établi en 1815, virent s'intensifier le mouvement de libération nationale de la population locale qui réclamait l'abolition des pleins pouvoirs du Lord Commissaire britannique et le rattachement à la Grèce. La lutte, qui a débuté en 1815, s'est terminée en 1864 par le rattachement des îles Ioniennes à la Grèce.

³ De 1857 à 1859, l'Inde a connu un grand soulèvement populaire contre la domination coloniale anglaise. La révolte a éclaté au printemps 1857 parmi les unités indiennes de l'armée du Bengale, appelées Sepoy, et a touché les principales régions du nord et du centre de l'Inde. Les principaux moteurs de l'insurrection étaient les paysans et les artisans pauvres des villes. L'insurrection, dirigée par les seigneurs locaux, a échoué principalement en raison de l'absence d'une direction unifiée et d'un plan d'action commun des insurgés, en raison de la fragmentation féodale de l'Inde, de la diversité ethnique de

des méthodes tout à fait autrichiennes. L'Allemagne a des provinces semi-slaves, des appendices slaves, magyars, valaques et italiens. Et sur combien de langues le tsar blanc de Petersburg ne règne-t-il pas ?

Personne ne soutiendra que la carte de l'Europe soit définitivement tracée. Mais, tous les changements, pour être durables, doivent tendre dans l'ensemble à rendre de plus en plus aux grandes nations européennes, douées de vitalité, leurs frontières naturelles, fixées d'après la langue et les sympathies. En même temps, les fragments de peuple, que l'on trouve encore çà et là, et qui ne sont plus capables de mener une existence nationale, restent incorporés aux grandes nations, soit en s'y dissolvant, soit, en se conservant comme de simples monuments ethnographiques sans importance politique. Les considérations militaires n'interviennent qu'en second lieu¹.

Mais, si la carte de l'Europe doit être révisée, nous autres Allemands nous avons le droit de demander que l'on procède à fond et impartialement, et que l'on ne demande pas, comme de coutume, que l'Allemagne seule fasse des sacrifices, alors que toutes les autres nations n'en tirent que des avantages et ne renoncent à rien. Nous pouvons nous passer de pas mal de choses qui traînent aux frontières de notre pays et qui nous entraînent dans des affaires où nous ferions mieux de ne pas nous immiscer. Mais, cela vaut aussi pour les autres. Qu'ils nous donnent l'exemple du désintéressement, ou qu'ils se taisent !

La conclusion de toute cette analyse, c'est que les Allemands feraient une excellente affaire s'ils pouvaient échanger le Pô, le Mincio, l'Adige et tout le fatras italien contre l'unité allemande, qui nous protégerait de nouveaux Varsovie et Bronzell et qui, seule, nous rendrait forts à l'intérieur comme à l'extérieur. Si nous avons cette unité, nous pourrions cesser de nous préoccuper de notre défense. Nous n'aurons plus besoin alors d'aucun Mincio; « notre génie » sera de nouveau « dans l'attaque ». Or, il reste encore quelques points pourris, où il serait nécessaire de l'appliquer.

sa population et des divisions religieuses et de caste du peuple indien. Une autre cause de la défaite était la grande supériorité des Anglais en matière de technologie militaire. Sur ce point, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 24.

¹ Engels soutenait qu'en règle générale, les petites nations n'étaient pas capables d'une existence nationale indépendante et qu'elles étaient vouées à être absorbées, au cours de la centralisation, par des nations plus grandes. Notant la tendance inhérente au capitalisme à la centralisation et à la création de grands Etats, il ne tenait pas compte de la lutte des petites nations contre l'oppression nationale, pour leur indépendance et la création de leurs propres Etats. Sur cette question délicate des « peuples sans histoire », nous renvoyons à l'important dossier que nous lui avons consacré au chapitre 5.2 de notre fascicule 14.

3. Ferdinand Lassalle, *La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie*

L'ouvrage se compose des 7 chapitres suivants :

- Introduction

1. La guerre d'Italie, p. 29-46¹.
2. La haine contre Louis Napoléon. La situation, pp. 46-52.
3. Les conséquences politiques de la guerre d'Italie pour l'Allemagne, pp. 53-64.
4. La conquête de l'Italie. Les motifs et la situation de Louis Napoléon, pp. 64-83.
5. Les craintes allemandes. La conquête des rives du Rhin, pp. 83-92.
6. Les conséquences de la guerre offensive contre la France, pp. 92-102.
7. Le programme. La tâche de la Prusse, pp. 103-112.

*

Introduction

Les faits sont pressants.

Les armées franco-italienne et autrichienne se font face, une agitation fébrile s'empare des spectateurs de la grande lutte, l'état de préparation à la guerre s'est étendu en Prusse à tous les corps d'armée, et tandis que les cabinets hésitent encore, visiblement incertains de la position qu'ils doivent prendre, on tente, d'un côté dont nous ne voulons pas douter du patriotisme, mais dont le patriotisme, en tout cas, est largement dépassé par son aveuglement, on essaie de provoquer, dans des journaux influents et très lus, un courant d'opinion publique qui, d'une part, peut exercer une pression considérable sur la résolution du gouvernement, et qui, d'autre part, ce qui nous paraît plus dangereux encore, est susceptible de produire au plus haut degré la plus irrémédiable confusion dans le cœur des masses, au sein même de la démocratie. Ce qui rend cette tentative si dangereuse, c'est qu'on l'entreprend dans des journaux qui, jusqu'à présent, se prétendaient les défenseurs de la démocratie et qui, quoi qu'il faille penser de cette prétention en soi, étaient parmi les journaux existants ceux qui pouvaient le mieux s'en prévaloir. Ce qui rend cette tentative si dangereuse, c'est qu'on met en branle pour elle tous les leviers d'un faux patriotisme, tous les ressorts d'un sentiment national fourvoyé, toutes les convulsions passionnées d'une juste haine personnelle, toutes les ressources d'une politique sentimentale trouble et obscure, à la fois craintive et violente, sans principes. Le bonapartisme est ressuscité, nous crient-on, il étend son bras sur l'Europe, les journées d'Iéna² sont devant nous pour la seconde fois, si nous tergiversons ! Et, s'appuyant sur des réminiscences aussi frappantes, renforcées par l'horreur

¹ Cette pagination correspond à l'édition allemande publiée en 1919 par Eduard Bernstein sous le titre *Ferdinand Lassalle Gesammelte Reden und Schriften, Erster Band*, à Berlin, aux éditions Paul Cassirer.

² En référence à la défaite prussienne lors de la double bataille d'Iéna et d'Auerstädt, le 14.10.1806, devant les armées de Napoléon Ier. Cette défaite avait entraîné en Prusse un fort sentiment d'humiliation et la montée d'un intense nationalisme anti-français. La guerre avait été déclenchée par l'ultimatum du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III qui, le 1er octobre 1806, avait enjoint la France de retirer ses troupes de la rive droite du Rhin. Le traité de Tilsit du 9.7.1807 mettra fin au conflit, entraînant pour la Prusse une importante perte de son territoire.

qu'éprouvent à juste titre les peuples contre la personne de Louis Bonaparte, on veut, sous prétexte de cette haine, nous pousser à rien de moins qu'à une guerre contre le peuple français, à une guerre pour l'Autriche, déguisée sous le nom de « guerre contre Napoléon ».

Si la *Neue Preußische Zeitung*¹ lance ce cri de guerre avec le sentiment instinctif que la chute de l'Autriche marque la fin du principe réactionnaire en général, nous n'avons rien contre. Au contraire. Nous ne trouvons rien de plus simple, rien de plus conforme à l'ordre des choses. Mais si même des feuilles populaires font leur ce cri de guerre - à une heure si grave et si lourde de sens, il est temps que la vraie démocratie, depuis si longtemps absente de la scène publique, y réapparaisse, qu'elle examine la situation d'un regard calme et ferme, à l'aune de ses principes immuables, qu'elle détruise l'illusion que ces porte-parole libéraux constituent l'expression des couches démocratiques de la population, qu'elle délivre le gouvernement lui-même de la pression que peuvent exercer sur lui ces *Faiseurs*² d'opinion publique, ou qu'elle la prive de l'excuse d'avoir cédé à cette pression; surtout, qu'elle s'entende avec elle-même, afin que le peuple soit clair et conscient de la position qu'il doit prendre, en accord avec lui-même sur le côté vers lequel il doit se tourner, si les événements évoluent de telle sorte qu'il soit appelé sur la scène ou y apparaisse de lui-même.

Examinons donc froidement où les principes et les intérêts doivent conduire les sympathies du peuple allemand dans cette lutte, quelles en seront les conséquences, et quels seraient les résultats de la politique qu'on nous prêche; enfin, quel est le rôle que la Prusse doit assumer dans ce conflit.

En abordant cette étude, nous voulons rendre le terrain aussi favorable que possible à nos adversaires. En examinant les faits, nous voulons faire entièrement abstraction du volet diplomatique au sens strict, des négociations qui ont précédé le déclenchement de la guerre; nous nous passerons de l'habile semblant de complaisance avec lequel M. Bonaparte a également accepté la proposition émanant de l'Angleterre, acceptée par la Prusse et la Russie, et qui ne demandait pour le désarmement de la Sardaigne que l'admission au Congrès³ non seulement de la Sardaigne, mais de tous les États de l'Italie centrale, dont l'Autriche avait presque tous les votes de son côté; nous renoncerons à la maladresse agressive avec laquelle l'Autriche, se jetant sur le baïonnette qu'on lui tendait, rejeta cette proposition et imposa la guerre par un ultimatum à la Sardaigne⁴, un ultimatum dont l'exécution était impossible.

Nous laisserons de côté le fait que même lord Derby, qui était favorable à l'Autriche, au moment où l'Autriche avait accepté sa dernière proposition de se reporter à l'état des choses lors de la mission de Cowley⁵, mais où la réponse de Bonaparte n'était pas encore arrivée, qualifia cette démarche de l'Autriche de « criminelle » et déclara expressément que si la France refusait maintenant d'accepter, la responsabilité de la guerre qui allait éclater retomberait purement

¹ La *Neue Preussische Zeitung Organ der Demokratie* était l'organe berlinois des hobereaux prussiens et le porte-parole de l'extrême-droite. Elle est aussi connue sous le nom de *Kreuz-Zeitung* en raison de la croix de fer qui figurait au milieu de son titre. Bismarck en a été l'un des fondateurs.

² En français dans le texte de Lassalle.

³ Cette proposition émanait en vérité du gouvernement russe qui, le 21 mars 1859, avait proposé de débattre de la question italienne lors d'un congrès international. La Grande-Bretagne, la France, la Prusse et le Piémont avaient appuyé cette initiative, mais le Congrès n'eut pas lieu en raison de l'exigence de l'Autriche d'exclure la participation du Piémont si ce dernier ne désarmait pas d'abord.

⁴ L'ultimatum autrichien date du 23 avril 59. L'ambassadeur autrichien à Turin remet à Cavour une note du comte Buol, l'intimant à cesser son réarmement et à licencier les volontaires italiens. Il lui donne trois jours pour répondre. Le 28 avril 59, l'empereur d'Autriche François-Joseph publie dans la *Gazette de Vienne* un *Manifeste impérial* dans lequel il annonce l'entrée en guerre de son pays contre le Piémont Sardaigne.

⁵ Henry Richard Cowley, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, avait été dépêché à Vienne du 27.02 au 10.03.1859 avec l'accord de Napoléon III et du duc de Derby, alors Premier Ministre anglais, pour négocier la crise italienne.

et simplement sur l'Autriche et sur elle seule. Nous y renonçons, bien que nous ayons de bonnes raisons de l'invoquer. Car la seule réponse que l'on puisse faire à cette question, à savoir que l'Autriche se trouvait de par sa situation financière dans l'impossibilité de rester plus longtemps l'arme au pied, ne manque pas, pour sa part, de mettre la situation en pleine lumière.

Cette dénonciation de l'Autriche, « un Etat coercitif, si impossible en lui même et si invivable », sera l'un des leitmotivs principaux de la démonstration de Lassalle.

Si l'Autriche est un pays si mal gouverné qu'après dix ans de paix, pendant lesquels la France a fait la guerre d'Orient¹, elle ne peut même pas maintenir ses armées en état de guerre aussi longtemps que ne l'a fait l'homme du 2 décembre, dont les régiments ne peuvent vraiment pas prétendre à la popularité en France, si la pression et l'effort que l'Autriche doit exercer sur ses peuples pour les maintenir unis par la force sont si inouïs que la moindre augmentation de celle-ci menace de faire éclater tout cet édifice artificiel, - eh bien, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions défendre les armes à la main la survie d'un Etat coercitif, si impossible en lui-même et si invivable.

Mais nous laissons de côté les manœuvres diplomatiques, parce qu'elles perdent la plus grande partie de leur intérêt quand le temps des faits est venu. Nous les laissons de côté parce que nous sommes intimement convaincus - et l'avenir nous dira si nous avons raison - qu'il existait déjà dans le traité conclu entre la Sardaigne et Louis Bonaparte lors du mariage sarde² un article par lequel ce dernier s'engageait, une fois la guerre commencée, à ne pas la terminer autrement que par l'expulsion des Autrichiens de la péninsule italienne. Si cela est vrai, la question ne pouvait dès lors être que formelle : comment pousser l'Autriche le plus habilement possible à prendre des mesures agressives ? Nous considérons donc également Bonaparte comme le provocateur de cette guerre. Nous irons même jusqu'à supposer que l'affaire elle-même est telle que Bonaparte a commencé la guerre sans cet ultimatum autrichien à la Sardaigne, et qu'il est entré dans ce pays avec rien d'autre que la déclaration ouvertement exprimée d'expulser les Autrichiens d'Italie. En d'autres termes, nous nous proposons d'élever la dispute des points de vue diplomatiques mineurs et formels à la hauteur des grands points de vue et intérêts politiques, les seuls auxquels revient la décision en dernière instance.

*

I.

La guerre d'Italie.

Lassalle énonce d'emblée **les trois thèses qui vont structurer son argumentation** : 1. La guerre que mène l'Italie est *la plus juste et la plus sainte* qu'une nation puisse mener pour son indépendance; 2. L'empire autrichien représente en Europe l'Etat de contrainte *le plus hostile à la culture*, et 3. Quels que soient les motifs personnels, détestables, certes, de Napoléon III, son engagement aux côtés des Italiens doit être soutenu, dans la situation objective, comme une juste cause.

¹ Autrement dit la guerre de Crimée.

² En référence au mariage, le 30.01.59, à Turin, du prince Napoléon-Jérôme Bonaparte (dit Plon-Plon), cousin de Napoléon III, avec Marie-Clotilde de Savoie, la fille aînée du roi du Piémont, Victor-Emmanuel II.

Si donc l'affaire elle-même est telle que nous venons de la présenter, comment, demandons-nous, pourrait-on douter ne fût-ce qu'un seul instant du côté vers lequel doivent se tourner les sympathies de la démocratie allemande ? L'Italie mène la guerre la plus juste et la plus sainte qu'une nation puisse mener, elle se bat pour son indépendance nationale et son existence. Elle mène cette guerre avec exaltation contre l'adversaire le plus puissant, contre la conception de l'Etat la plus hostile à la culture que l'on puisse trouver en Europe, contre l'Etat par contrainte qu'est l'Autriche. Quoi de plus simple et de plus légitime que de se servir de l'aide de la nation française dans cette lutte inégale, si elle pouvait l'obtenir ? La Sardaigne n'a-t-elle pas déjà suffisamment appris, en 1849, sur les champs de bataille de Novare¹, où l'« Italia fara da se » de Karl Albert² devait la conduire ? Que fait la Sardaigne, sinon ce que fit la Prusse lors de notre glorieux soulèvement de 1813 ?³ Si la Sardaigne accepte l'aide de Napoléon - n'avons-nous pas même accepté l'aide du tsar de Russie en 1813 ? Notre soulèvement était-il moins légitime parce que le signal en avait été donné par l'incendie de Moscou ? Notre combat était-il moins glorieux et moins juste parce que nous nous battions sur nos champs de bataille en union et en fraternité d'armes avec les armées russes ?

Que s'applique à nous le mot que Sieyès a crié à l'Assemblée nationale française : « *Vous voulez être libres, et ne savez pas être justes !* »⁴. Si cette cause est juste et sainte, le sera-t-elle moins parce qu'un homme mauvais la prend en mains ? Si la tâche de libérer l'Italie du joug autrichien est grande et civilisatrice, servira-t-elle moins les intérêts de la civilisation parce que c'est Louis Napoléon qui, bien que pour les motifs les plus pitoyables, a entrepris de s'en charger ? La misère de ces motifs, que nous examinerons plus tard, doit à juste titre lui ôter toute prétention au mérite, toute prétention à la reconnaissance devant le monde contemporain et devant la postérité, de la part de la France comme de l'Italie. Mais comment les motifs pour lesquels quelqu'un se décide à faire quelque chose peuvent-ils affecter la nature objective de la chose qu'il se décide à faire ? Si Louis-Napoléon prend en main une grande cause tout à fait populaire, précisément pour se procurer quelques sous de popularité par l'écho qu'elle trouve dans le cœur des peuples, - eh bien, qu'on lui refuse ces sous, et qu'on rende ainsi inutile à ces fins personnelles l'action qu'il se décide à accomplir pour des fins personnelles. Mais comment peut-on, selon le bon sens le plus commun, vouloir tirer soi-même l'épée contre cette cause ? Comment peut-on donc vouloir lutter contre ce que l'on voulait, souhaitait, recherchait jusqu'à présent ? Ou bien les politiciens de la *National-Zeitung* nous avoueront-ils qu'ils n'ont jamais aspiré à l'indépendance italienne, même avant l'ingérence napoléonienne ? Au fond de leur cœur, ils auraient toujours eu un faible pour la tyrannie autrichienne en Italie ?

D'autres points de vue peuvent donner lieu à un jugement différent. Mais ce que nous devons absolument affirmer, c'est que, du point

¹ En référence à la défaite piémontaise par les troupes autrichiennes de Joseph Radetzky lors de la bataille de Novare, le 23 mars 1849. Cette défaite avait marqué la fin de la première guerre d'indépendance italienne.

² Le roi de Sardaigne Charles-Albert, lequel avait abdicqué après la défaite de Novare en faveur de son fils Victor-Emmanuel II.

³ Après la retraite napoléonienne de la campagne de Russie de 1812, se déclenche dans le nord de l'Allemagne un intense soulèvement nationaliste contre la France. Le 17 mars 1813, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III déclare la guerre à l'Empire français en alliance avec la Russie dans le cadre de la 6^e Coalition. Le 19 octobre 1813, l'armée française subira la lourde défaite de Leipzig.

⁴ En français dans le texte de Lassalle. Un propos, devenu célèbre, tenu le 10 août 1789 par l'abbé Sieyès devant l'Assemblée Nationale Constituante lors d'un débat sur l'abolition de la dîme. D'abord opposé à la vente des biens de l'Eglise, Sieyès ne s'y ralliera qu'à la condition que l'Etat, pour « être juste », subviene au traitement des prêtres et au financement des écoles, des hôpitaux et des établissements charitables.

de vue démocratique, on ne peut pas prêcher maintenant la guerre contre l'Italie et la France sans trahir, volontairement ou involontairement, ses principes. Rien n'est plus facile à fournir que cette preuve.

Quelles que soient les divergences sur le contenu plus spécifique du concept de démocratie, toutes les fractions démocratiques s'accorderont pour dire que ce concept, réduit à une expression très générale, ne signifie rien d'autre que : autonomie, auto-législation du peuple à l'intérieur. Mais d'où viendrait ce droit à l'autonomie interne, comment pourrait-il être conçu s'il n'était pas précédé d'un droit à l'autonomie externe, à l'auto-organisation libre d'une vie nationale indépendante de l'étranger ! Le principe des nationalités libres et indépendantes est donc la base et la source, la mère et la racine du concept de démocratie en général. La démocratie ne peut fouler aux pieds le principe des nationalités sans porter atteinte à sa propre existence, sans se priver de toute base de justification théorique, sans se trahir fondamentalement et totalement.

Ce lien conceptuel interne entre le principe des nationalités libres et la démocratie s'est souvent manifesté de façon concrète dans l'histoire, et de façon double. Aussi bien en ce que la victoire d'un principe a immédiatement entraîné le développement de l'autre, qu'en ce que le renversement du second a entraîné la chute du premier. C'est ainsi que notre soulèvement enthousiaste pour l'indépendance nationale en 1813 a immédiatement engendré la lutte pour la liberté intérieure. C'est ainsi que la Révolution française de 1848 avait fait naître le soulèvement héroïque des nationalités opprimées d'Italie et de Hongrie. Ainsi, la trahison que le gouvernement républicain français a commise à l'égard de ses propres principes, en abandonnant sans soutien les nationalités qui s'étaient soulevées, a de nouveau entraîné la chute de la forme démocratique de gouvernement en France même. Si M. de Lamartine avait fait en 1848 ce que M. Bonaparte fait aujourd'hui en intervenant promptement en Italie au secours de la Lombardie, la Révolution ne pouvait plus être dépassée par la réaction à l'intérieur de la France, le peuple français ne pouvait plus être rendu indifférent et dégoûté de son gouvernement républicain; la Révolution ne pouvait plus être vaincue par la réaction sur le continent européen extra-français; la République ne pouvait pas périr. En laissant l'Italie en proie aux forces inégales de l'Autriche, M. de Lamartine admettait la possibilité du renversement de la République en France. Et par cette possibilité, il laissait à Napoléon l'héritage de la République qu'il recueille à présent. Et si M. de Lamartine doit répondre de tout cela devant sa conscience et devant sa nation, il doit en même temps répondre devant nous - bien que nous craignons que ce soit presque plus qu'il n'est juste d'imposer à un homme - de toute l'incertitude infinie qui commence maintenant à s'emparer des esprits allemands à cause de la situation devenue plus compliquée par le gouvernement de Louis Bonaparte.

La culture hégélienne de Lassalle le conduit à des considérations **singulièrement restrictives** sur les droits des peuples qui se trouvent dépourvus d'une structure d'Etat. Pour Hegel, en effet, les peuples sans Etat sont des peuples sans histoire, incapables d'accomplir organiquement leur destin¹. Cette thèse va soutenir dans le propos de Lassalle une franche justification des **pratiques colonialistes** de l'hégémonie capitaliste.

Nous le répétons, le principe de la démocratie trouve son fondement et sa source de vie dans le principe des nationalités libres. Sans lui, il reste en l'air. Ce principe subit une seule restriction, qui n'est qu'une restriction et non une exception, parce qu'elle découle du concept même dont le principe des nationalités tire sa justification. Le principe des nationalités s'enracine dans le droit de l'esprit

¹ Nous renvoyons sur ce point aux pages de *La Raison dans l'Histoire*, en particulier au chapitre 2 « La réalisation de l'esprit dans l'histoire », pp. 70-176 de l'édition traduite par Kostas Papaioannou et publiée dans la collection *Bibliothèques 10/18*, Librairie Plon 1965.

du peuple¹ à son propre développement historique et à sa propre réalisation. Or, il y a eu et il y a des peuples qui ne sont pas capables de parvenir d'eux-mêmes à une existence historique; d'autres qui y sont parvenus, mais qui ne peuvent plus aller au-delà, et qui sont maintenant considérés comme des débris statiques, d'autres enfin qui, bien qu'ils ne soient pas dépourvus d'un développement propre, sont dépassés par le processus de développement plus rapide et plus puissant de leurs voisins et leur offrent ainsi la possibilité, en période de stagnation, de s'emparer de certaines parties de leur pays et de les assimiler - à leur propre satisfaction - à l'esprit du peuple conquérant et à son développement culturel. De même que le droit de l'histoire et de son développement global est plus grand que celui de ses différentes artères - les peuples particuliers - , de même que le droit de chacune de ces artères à sa propre fonction dans l'organisme historique et à son propre développement est justement lié à la condition effective qu'elles fonctionnent, qu'elles se développent, de même le droit des esprits populaires à leur propre existence reste lié à la condition qu'il y ait un esprit populaire qui se développe de manière propre et qui suive le processus culturel de l'ensemble. Dans le cas contraire, la conquête devient un droit, soit dès le départ, soit qu'elle s'avère telle après coup. L'épreuve de ce droit, dans le cas de la conquête d'un peuple de race différente, est plutôt l'extinction, dans le cas de la conquête d'un peuple de même race, plutôt l'assimilation de ce dernier, l'élévation dans l'esprit culturel propre et supérieur.

C'est par ce droit que la race anglo-saxonne a conquis l'Amérique, la France Alger, l'Angleterre les Indes, les peuples d'origine allemande ceux de langue slave. C'est malheureusement par ce droit que la France, à l'époque de la grande prospérité française et de la profonde stagnation allemande, s'est emparée des provinces allemandes d'Alsace et de Lorraine, et a pu assimiler cette conquête par un essor plus grand encore, lors de la révolution de la fin du siècle dernier; à tel point que ces parties de pays conquises ne demandent elles-mêmes qu'à rester françaises.

Et autant il est peu probable que nous perdions à l'avenir un village allemand au profit de la France, étant donné le niveau de développement auquel nous sommes heureusement parvenus nous-mêmes, autant il serait contraire à l'histoire et impossible de vouloir récupérer ces provinces de la France.

C'est donc en tenant compte de cette seule restriction, ou plutôt de cette destinée précise, que doit être compris le principe des nationalités libres; autrement, il cesse d'être un principe et devient un non-sens. Sinon, comme je l'ai dit, nous pourrions réclamer à la France l'Alsace, comme les Slaves et les Wendes² nous revendiquer la Silésie, la Prusse, les rives de l'Elbe, etc. Oui, les tribus germaniques devraient retourner en Asie pour laisser le sol germanisé à je ne sais quels autochtones.

Mais ce droit d'une vocation historico-culturelle supérieure, que les Français ont sur Alger, les Anglais sur les Indes, quelqu'un sera-t-il assez impudent pour vouloir l'invoquer pour l'Autriche et contre l'Italie ? Les Italiens sont une nation qui, depuis quatre siècles, a contribué de la manière la plus formidable au progrès historico-culturel de l'Europe, et qui, avant tout le monde, en a donné l'impulsion. C'est à eux que nous devons le premier développement de nos sciences, de notre poésie, de notre commerce et de notre industrie. Depuis lors, ils n'ont cessé de travailler à cette œuvre civilisatrice et, jusqu'à nos jours, leur littérature compte une série de produits des plus classiques dans tous les domaines de l'esprit.

Une telle littérature n'est-elle rien ? Ou alors, à quelle aune les profonds politiciens de la *National-Zeitung* mesurent-ils la prétention d'un peuple à l'existence nationale et au titre de peuple civilisé ?

¹ Un concept hégélien tout à fait central.

² Le terme *Wendes* est la version francisée du nom germanique *Wenden* qui, en ancien allemand, désignait les peuples slaves.

Lassalle poursuit en insistant sur sa **dénonciation du caractère dictatorial, anti-culturel, barbare, écrit-il, du gouvernement de l'empire autrichien.**

Et l'Autriche ? La Russie est un empire proche de la nature et barbare, que son gouvernement despotique cherche à civiliser dans la mesure où cela est compatible avec ses intérêts despotiques. La barbarie a ici l'excuse d'être un élément national. Il en va tout autrement avec l'Autriche ! Ici, contrairement à ses peuples, c'est le gouvernement qui représente le principe barbare et qui force artificiellement et violemment ses peuples civilisés à se plier à ce principe. En 1848 et 49, elle n'a réussi à asservir trois grandes nations culturelles, les Allemands, les Italiens et les Hongrois, qu'en excitant les éléments sauvages et barbares de leur peuple, en flattant des petites nations telles que les Ruthènes¹ et les Raizes², en faisant appel à l'élément barbare et slave. L'Autriche a gagné en enflammant et en libérant la haine de ces forces naturelles brutes contre ses peuples culturels. Elle a vaincu par les baïonnettes des Croates et des Slaves, elle a vaincu en promettant aux Slaves de faire de l'Autriche un Etat slave.

Même si elle n'a pas pu tenir cette promesse et s'est ainsi privée de l'attachement des Slaves, comme on le verra plus tard, elle est restée fidèle à l'ancienne politique de la maison des Habsbourg, hostile à la culture depuis plus de trois siècles, et à son génie espagnol. Le fruit le plus récent de cette politique traditionnelle est le Concordat romain³ ! Ce que l'on avait dû considérer jusqu'alors comme les fruits imperdables de trois siècles d'évolution de toute l'Allemagne, voire de toute l'Europe, a été sacrifié d'un coup de plume ! Des dizaines de paragraphes sanctionnés, dont chacun aurait coûté dix ans de campagnes romaines sanglantes à l'époque pré-protestante des empereurs de Hohenstaufen et de Saxe ! Comme dans les légendes du Moyen-Âge l'âme dans le contrat avec le Malin, la souveraineté spirituelle de l'Etat a été sacrifiée afin de conserver d'autant plus sûrement la domination sur les corps.

L'Autriche doit-elle civiliser, assimiler l'Italie ? Nous avons un exemple frappant de la manière dont l'Autriche est capable d'assimiler. Nous en appelons à l'esprit populaire étouffé de la Bohême ! Qu'est-il advenu de ce pays, mère du protestantisme, berceau des guerres hussites, lieu de naissance de trente ans de lutte pour la foi, qu'est-il devenu après une possession pluriséculaire ? Un peuple enfoncé dans le catholicisme le plus étouffant, qui se croise à la vue d'un protestant, un pays sans littérature, sans vie spirituelle, à moins que l'on ne veuille considérer comme telle la position réactionnaire et hostile à la culture du parti tchèque à la Diète impériale de Vienne, une réserve pour les besoins d'argent et de soldats autrichiens, un esprit populaire étouffé et brisé ! Voilà comment l'Autriche civilise !

L'histoire témoigne de la manière dont l'Autriche a su assimiler ses provinces italiennes. La protestation de l'Italie contre la domination étrangère a été ininterrompue. Depuis les années vingt déjà, agitations, révoltes, conspirations, carbonarisme se sont succédé dans un ordre constant. Le Spielberg⁴ était la réponse permanente de l'Autriche. Puis le formidable soulèvement de 1848 qui, grâce aux circonstances de l'époque et aux seules forces de l'Italie du Nord,

¹ Les Ruthènes étaient les anciennes populations slavophones de l'actuelle Ukraine.

² Raizes ou Rasciens : l'ancienne Rascie a été, au VIIe siècle, la préfiguration du futur royaume de Serbie.

³ En référence au concordat conclu le 18.08.1855 entre le Saint-Siège et le pouvoir autrichien. Il sanctionnait la prépondérance absolue de la religion catholique dans tout l'empire.

⁴ Située sur les hauteurs de la ville de Brno, capitale de l'ancienne Moravie, la forteresse du Spielberg a été transformée en 1783 par l'empereur Joseph II en prison d'Etat. Surnommée la *Geôle des nations*, elle était la plus éprouvante de la monarchie autrichienne pour les prisonniers politiques des nations opposées à l'empire et notamment les militants du Risorgimento italien.

arracha à l'Autriche Venise comme Milan. Et depuis 1848, trois années à peine se sont écoulées sans que le peuple italien n'ait, par une révolte quelconque, réaffirmé par son sang sa protestation contre l'Autriche. La résistance nationale s'exaltait jusqu'au fanatisme de l'assassinat politique; les victimes de la haine nationale tombaient sans cesse sous le poignard, choisies de préférence parmi les propres compatriotes italiens qui s'étaient vendus à la cause autrichienne. L'échec des enquêtes menées dans de tels cas prouvait suffisamment la complicité de la nation dans ces actes de vengeance nationale acharnée.

Enfin, plus que tout cela peut-être, l'héroïsme inouï avec lequel les Lombards ont maintenu pendant dix ans leur protestation contre l'Autriche dans la vie sociale montre l'étonnante énergie nationale de ce peuple, qui ne peut pas s'éteindre. Pendant que les Autrichiens régnaient à Milan, distribuaient les honneurs, les dignités et les biens, la prison et le droit de cité, un uniforme autrichien ne pouvait - et cela pendant dix ans - pénétrer dans aucune société italienne, un officier autrichien était évité comme la peste à chaque café, l'élément dominant était comme mis au ban de la société par l'énergie prépondérante de l'opprimé ! De nombreux peuples se sont, lorsque l'heure de leur lutte pour la libération a sonné, vaillamment battus sur les champs de bataille, - mais de cette énergie persévérante, décennale, tenace, de cette énergie bien plus lourde, parce qu'elle est une énergie de tous les jours et de toutes les heures, nous ne connaissons guère d'exemple semblable.

Et cette nation qui se lève maintenant pour la dernière lutte de libération ne devrait compter sur aucune sympathie de la généreuse nation allemande, sur aucune approbation de la démocratie allemande ? La démocratie, qui en est vraiment une, sait au contraire s'exclamer, partout où s'engage une lutte pour la liberté du peuple : *tua res agitur*¹ !

La presse allemande a souvent péché contre la nation italienne. Depuis des mois, depuis que les préparatifs de cette guerre sont en cours, il aurait été du devoir de la presse allemande de faire de l'agitation pour la cause de l'indépendance italienne.

Au lieu de cela, même des journaux populaires comme la *Volks-Zeitung* et, malgré la lutte à mort incessante, tantôt silencieuse, tantôt ouverte, que l'Italie mène depuis dix ans contre l'Autriche, ont affirmé que la nation italienne ne voulait pas de cette guerre, qu'on l'excitait artificiellement, qu'elle ne désirait pas ardemment l'arrivée des armées françaises, que Bonaparte ne poursuit en cette occasion, qu'un « bonheur », qui trouve dans l'aversion du peuple italien un discrédit bien mérité. - Voilà ce qu'on écrivait encore, alors que déjà sous Garibaldi et Ulloa², 12.000 volontaires issus de l'élite de la jeunesse italienne, la fleur de toutes les classes et de toutes les conditions accourant de Lombardie, de Toscane, de toutes les parties de l'Italie, s'étaient rassemblés autour du drapeau de guerre des corps de volontaires qui, selon la *National-Zeitung* elle-même, sont déjà montés à 25.000 hommes.

Depuis lors, les faits ont à nouveau parlé. A peine le premier bruit de la déclaration de guerre s'était-il répandu, aucun soldat français ou sarde n'avait encore foulé le sol des duchés, que déjà, sur tant de points de l'Italie centrale, la population se soulevait et jetait ses grands-ducs et ses duchesses - ces gouverneurs autrichiens - dans une fuite éperdue. Et le soulèvement était si unanime, si infiniment national, que presque aucune goutte de sang n'a coulé, aucun coup de feu n'a été tiré. L'armée comme la nation se soulevaient.

¹ Une citation des *Epîtres* d'Horace (Livre I, Epître XVII, vers 84-85). La citation complète : « *Nam tua res agitur, paries cum proximus ardet / et neglecta solent incendia sumere vires* » se traduit par « Votre intérêt est en jeu quand la maison du voisin brûle / et les feux négligés ont l'habitude de gagner en force ».

² Le général italien Girolamo Calà Ulloa. Il est l'auteur de plusieurs essais sur les questions militaires et notamment d'une histoire de la *Guerre de l'indépendance italienne en 1848 et 1849* parue à Paris en 1859.

Et tandis que les preuves de l'incommensurable légitimité populaire de cette cause se multiplient chaque jour, un journal prétendument démocratique, la *National-Zeitung*, veut-il nous exciter à la guerre contre elle ?

Mais, franchement, nous n'avons pas été épargnés par l'incroyable crétinisme de la réponse : « Qui donc parle d'une guerre contre l'Italie ou pour l'Autriche ? Ce n'est qu'à une guerre contre la France que nous poussons ». - Si nous écrasons les armées françaises ou si nous empêchons par une attaque les Italiens de venir à leur secours contre leur ennemi surpuissant, avons-nous moins combattu les Italiens et livré l'Autriche que si nous les avons combattus avec celle-ci sur le même champ de bataille ?! La *National-Zeitung* est d'ailleurs plus ouverte. Après avoir parlé dans différents éditoriaux d'une guerre contre la France, comme si la cause italienne n'était pas du tout impliquée, elle se fait écrire ouvertement de Suisse dans le n° 206 : « La Suisse ne pourra pas s'empêcher de prendre parti, dès que l'Allemagne et l'Angleterre se lèveront pour défendre contre l'ouest et l'est, le sud et le nord, la croix sacrée de la liberté et de la civilisation, la France, la Russie, l'Italie et le Danemark, la non-révision de la carte européenne ». « Les Italiens maintenant aveuglés (!), poursuit-elle, se convaincront à cette occasion que les ennemis apparents de leur liberté sont les vrais amis de celle-ci ». Donc la « vraie » liberté, la *National-Zeitung* veut l'imposer aux Italiens, elle veut la leur apporter par le soutien des baïonnettes autrichiennes, par la continuation de la domination autrichienne. Les Italiens ont suffisamment fait l'expérience de cette « vraie » liberté qui fleurit sous le sceptre autrichien. Les tribunaux de Brescia, les femmes mises au pilori et fouettées à Milan, la séquestration administrative des biens des patriotes lombards émigrés et non poursuivis en justice, enfin le Concordat romain, - cette « vraie » liberté de l'Autriche et de la *National-Zeitung*, les Italiens en ont gardé un souvenir indélébile.

Et enfin, pourquoi, l'Italie elle-même mise de côté, faire la guerre à la France ? Mais encore une fois, uniquement parce qu'elle a pris en main la cause italienne, c'est-à-dire une cause grande et juste, une cause civilisatrice et hautement démocratique, donc une cause apparentée à tous les peuples ! Ou quel autre motif de guerre la *National-Zeitung* peut-elle inventer actuellement contre la France ? Quels désagréments avons-nous subis de sa part ? Quel autre grief pourrions-nous lui adresser, quel autre ultimatum pourrions-nous lui lancer que celui-ci : l'abandon du peuple italien ?

Et que l'on remarque bien ! Le cri : « Guerre à Bonaparte et au bonapartisme », avec lequel séparant d'abord en apparence la France et Bonaparte, et spéculant sur la haine de notre peuple contre ce dernier, on dissimulait ses véritables tendances, jette le masque, devient une franche francophobie, et crie à tue-tête : « Guerre à la France ». Et en effet, cette apparence ne pouvait pas être maintenue longtemps, car cette fois-ci, les choses ne sont pas provisoirement telles que les armées françaises mènent en Italie la cause de Napoléon, mais c'est l'inverse, Napoléon a cette fois réellement pris en main en Italie la cause et la volonté du peuple français, dans l'espoir illusoire de prolonger considérablement sa propre existence par l'immense popularité dont cette cause jouit dans la démocratie française. Nous y reviendrons. Il suffit de remarquer ici que la distinction entre Bonaparte et la France est donc, à l'heure actuelle, une impossibilité et un mensonge. Puisque Napoléon n'a fait jusqu'ici que défendre la volonté passionnée de la nation française, la guerre serait une guerre contre ce grand peuple de culture lui-même, contre ses buts les plus nobles, les plus légitimes et ses instincts les plus démocratiques.

Et au nom de quel principe, avec quel cri de guerre devons-nous nous engager dans cette guerre ? La *National-Zeitung* le dit ouvertement dans le passage déjà cité plus haut. Pour la « non-révision de la carte européenne », l'Allemagne doit se laisser abattre ! Ce principe stupide et réactionnaire, cette simple impuissance à com-

prendre la nécessité des changements auxquels tous les éléments démocratiques sans exception doivent pousser - ce maintien d'un statu quo pourri en bloc et jusqu'au dernier détail, au lieu d'une réorganisation raisonnable et moderne - serait-ce là le cri de guerre pour lequel la *National-Zeitung* pense enthousiasmer l'Allemagne ? C'est là le mot d'ordre qu'ose lancer un journal qui veut se réclamer de la démocratie ?

Les traités de 1815 ne peuvent même plus être diplomatiquement invoqués de manière sérieuse. Blessés par la constitution de la Belgique, foulés aux pieds et déchirés par l'Autriche elle-même, par l'occupation violente de Cracovie, contre laquelle les cabinets européens n'ont pas manqué de protester, ils ont perdu toute validité juridique pour tout membre de la famille des Etats européens.

Mais finalement, même en dehors de cela, depuis quand les traités de Vienne, les couplages de peuples opérés sous la présidence de la politique de cabinet de Metternich, sont-ils devenus *l'enfant chéri*¹, des partis démocratiques ?

Mais pourquoi s'en étonner de la part d'un organe plus autrichien que Metternich lui-même, et qui, alors que l'Acte fédéral allemand, conclu sous la présidence de Metternich, nous dispense de l'obligation de prendre part à une guerre menée par l'Autriche pour ses possessions italiennes, exige de nous l'acceptation volontaire de cette guerre au nom de son dogme de la « non-révision ».

Si donc la *National-Zeitung*, dans son fétichisme aveugle du statu quo, ne connaît pas d'expression plus profonde pour sa sagesse politique que la « non-révision de la carte », si c'est là son véritable cri de guerre, - il s'élèvera donc contre nous-mêmes, si nous cherchons à amener l'Allemagne à une unité plus réelle que celle qui était souhaitée en 1815, ou s'il devait plaire à l'Allemagne de réviser un peu la carte, là-haut dans le Schleswig-Holstein.

Trois fois aveugles et d'une pauvreté d'esprit lamentable, ceux qui croient pouvoir maintenir la non-révision et qui, quel que soit leur point de vue, ne voient pas que de grands remaniements sont inévitables dans un avenir proche ! La non-révision n'est ni possible ni dans notre intérêt.

Tout dépend de la manière dont on révisé.

*

II.

La haine contre Louis Napoléon. La situation.

Lassalle insiste dès ce deuxième chapitre sur la différence qu'il convient d'établir à ses yeux entre, d'une part, la personnalité et les pratiques despotiques, certes détestables, de Napoléon III et, d'autre part, les *principes* démocratiques, dont le suffrage universel, que sa dictature n'a pas reniés. La juste cause qu'il défend en Italie n'est donc pas contradictoire avec la préservation, sous le régime impérial, des principaux acquis *théoriques* de la Révolution française.

L'Autriche est, au contraire, l'expression politique d'un *principe* réactionnaire fondamental « ferme et cohérent en lui-même ». Elle est l'ennemie de toutes les libertés.

¹ En français dans le texte de Lassalle.

Mais la haine contre l'homme emporte même les bien-pensants.

C'est l'écueil le plus dangereux de la politique des sentiments.

Nous croyons pouvoir assurer en toute conscience que nous vouons à M. Louis Bonaparte une haine peut-être bien plus ardente encore que celle de ceux qui, à l'heure actuelle, sonnent si fort le tocsin contre lui. Quoi qu'il fasse, des fleuves de sang s'interposent entre lui et la démocratie et rendent à jamais impossible tout pardon. Loin de nous attacher à Louis Napoléon, nous préférons de beaucoup le voir lui-même se précipiter vers la fin que méritent ses actes, et le plus tôt sera le mieux, et nous espérons et croyons que, quelles que soient les illusions qu'il puisse se faire à ce sujet, sa démarche actuelle ne fera qu'accélérer la vitesse de cette course.

Mais quelle influence cette juste haine peut-elle avoir en ce moment sur nos décisions politiques ?

Ce que nous avons devant nous, c'est d'un côté un homme mauvais avec une bonne cause. Et de l'autre, une mauvaise cause et un - Eh bien, l'homme ? Qu'en est-il de l'homme ?

Nous serions curieux de savoir quels actes on peut reprocher à Louis Napoléon, à l'appel desquels l'Autriche ne devrait pas pouvoir répondre : Oui, ici ! Louis Napoléon a renversé l'Assemblée nationale de manière parjure - mais l'Autriche a-t-elle moins fait sauter la diète de Kremsier¹, dont elle n'a pas même redressé l'ombre depuis, comme Louis Napoléon lui-même ? Si Louis Napoléon a Cayenne, l'Autriche n'a-t-elle pas les noces de sang d'Arad², le gibet des généraux hongrois ? Et si le compte est à peu près égal, Louis Napoléon n'a pas conclu le Concordat romain, malgré ses faveurs au clergé.

Nous aimerions bien connaître le nègre qui, placé à côté de l'Autriche, ne se mettrait pas à briller d'un éclat blanchâtre ! Et en ce qui concerne les reproches particuliers de l'Allemagne et de la Prusse, il est dans la nature des choses de quel côté la balance doit lourdement tomber. Des Robert Blum³, Olmütz⁴, Holstein⁵, Bronzell⁶, Louis Napoléon n'a pas à en répondre !

¹ Le parlement de Kremsier a été le premier parlement élu de l'empire autrichien. Il se réunit à Kremsier (en Moravie) en raison de la révolution d'octobre à Vienne. Il ne comptait aucun représentant de la Hongrie qui était à cette époque en insurrection. Il n'a duré que peu de temps, entre le 22 juillet 1848 et le 7 mars 1849.

² Le 6 octobre 1849, après l'échec de la révolution hongroise, 13 généraux révolutionnaires hongrois sont exécutés, fusillés et pendus, dans la forteresse d'Arad (dans l'actuelle Roumanie) sur ordre du général autrichien Julius Jacob von Haynau.

³ Homme politique prussien, Robert Blum, élu au Parlement de Francfort, prendra part en octobre 1848 à l'insurrection viennoise, ce qui lui vaudra d'être exécuté le 9.11.1848 sur ordre du conseil de guerre autrichien, et cela en dépit de son immunité parlementaire.

⁴ En référence à la conférence d'Olmütz du 29.11.1850 entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Ce traité a été ressenti comme une humiliation de la part de la Prusse contrainte de renoncer à l'Union d'Erfurt (dite de la petite Allemagne) et d'accepter son retour dans le cadre de la *Confédération germanique* dominée par les Autrichiens.

⁵ La question du Schleswig-Holstein a été l'une des causes de l'aggravation des relations austro-prussiennes dans les années 1848-1850. Une guerre de libération nationale contre le Danemark était en cours dans le Schleswig-Holstein depuis mars 1848, dans laquelle la Prusse est également intervenue aux côtés des rebelles. L'Autriche, ainsi que d'autres puissances européennes, ont alors soutenu la monarchie danoise et ont contraint la Prusse à faire la paix avec le Danemark en juillet 1850. En janvier 1851, avec le consentement de la Prusse, le Holstein est occupé par les troupes autrichiennes au nom de la *Confédération germanique*; le soulèvement est alors réprimé.

⁶ La bataille de Bronzell, un village près de Cassel, est une escarmouche sans importance entre des détachements prussiens et autrichiens le 8 novembre 1850, lors d'un soulèvement dans la province de Kurhessen dans l'électorat de Hesse-Cassel. La Prusse et l'Autriche se disputaient le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de la province pour réprimer le soulèvement. Dans ce conflit avec la Prusse, l'Autriche reçut à nouveau le soutien diplomatique de la Russie et la Prusse dut céder en signant, le 29 novembre 1850, le traité d'Olmütz.

La *Volks-Zeitung* se laisse emporter par sa louable volonté de vengeance contre M. Bonaparte au point d'écrire dans le n° 102 : « Si l'Autriche était prête, l'épée à la main, à se lancer à tout prix sur Paris (!!!) pour y détruire un régime honteux et immoral, un régime né de la violation du serment, maintenu par la violence et perpétué par la corruption, nous verrions là le début d'une grande action européenne. La participation à cette action serait pour nous un acquis idéal, auquel nous aspirerions avec le plus grand zèle. ». Et maintenant, la *Volks-Zeitung* explique comment elle ne peut s'y associer uniquement parce que l'Autriche n'arbore pas ce « drapeau idéal ».

Mais outre le fait que cette « Glücklichmacherei », comme la *Volks-Zeitung* a l'habitude de nommer de telles tentatives, ne serait pas, selon ses propres théories, plus favorable à l'Allemagne vis-à-vis de la France qu'à l'inverse, et que les Français la rejetteraient poliment, - que pense la *Volks-Zeitung* d'un éventuel « drapeau idéal » dans les mains de l'Autriche ? L'Autriche doit-elle proclamer la République à Paris ? Doit-elle convoquer le peuple français dans ses comités ? Il est clair que si l'Autriche s'emparait d'un « drapeau idéal », le nom de celui-ci ne pourrait être autre que - Henri V. ! Et ce n'est quand même pas pour cela que la *Volks-Zeitung* veut pousser à la « participation » ?

Et en faisant la part des choses entre l'Autriche et Louis-Napoléon, la démocratie ne peut ignorer une autre différence de taille.

L'Autriche est un principe réactionnaire, ferme et cohérent en lui-même. C'est pourquoi il a toujours été, dès son origine, l'ennemi le plus dangereux de toutes les idées de liberté. Louis Bonaparte est personnellement un despote, un tyran. Mais les principes sur lesquels il fonde son régime, qu'il doit toujours et encore proclamer, sont démocratiques, ce sont la volonté du peuple, le suffrage universel, l'amélioration du sort des classes laborieuses. Qu'en résulte-t-il, demandera-t-on, sinon que son gouvernement n'est qu'un monstrueux mensonge haïssable ? Certes, c'est ce qui en résulte. Mais pas seulement cela. Il en résulte encore qu'un gouvernement dont les principes théoriques sont démocratiques et les moyens de gouverner réactionnaires et tyranniques ne peut avoir qu'une existence éphémère, qu'il peut être un ennemi aussi acharné, mais pas aussi dangereux de l'évolution démocratique qu'un gouvernement qui représente un principe réactionnaire fermé. Les principes théoriques qu'un Etat professe comme étant son fondement et qu'il inscrit sur son drapeau ont au moins la valeur d'exprimer la conscience de cet Etat. Il peut bien aller contre sa conscience dans la pratique - en étant obligé de les proclamer sans cesse, il répand la puissance, le prestige, la propagande de ces principes ! Louis Napoléon a beau confisquer tous les écrits qu'on cherche à colporter en France depuis Londres et Jersey, qui lui confisquera ses propres manifestes, articles du *Moniteur* et proclamations ? Chaque acte de ce gouvernement fait mentir ses professions de foi, - bien, cela invite à la comparaison ! Ce gouvernement a donc la « contradiction », la friction, en lui-même. Un gouvernement qui est la contradiction organisée en lui-même, dont l'existence est la contradiction entre son concept et son existence - un tel gouvernement n'a pas une force d'existence aussi dangereuse pour la cause de la démocratie que le gouvernement du principe réactionnaire. Il peut lui infliger des blessures momentanément plus graves que ce dernier, il peut être une maladie aiguë douloureuse - il ne peut pas devenir une maladie chronique comme l'Autriche.

Cela commence déjà à se manifester de manière tangible. Six ans seulement se sont écoulés depuis l'existence de l'Empire français, et déjà Louis Napoléon, lui qui, au début de son règne, ne désirait rien plus ardemment que la poignée de main des anciens cabinets conservateurs, se voit contraint, par la contradiction de sa position, de saisir le drapeau révolutionnaire de la liberté italienne, et de se laisser ainsi entraîner vers ce plan incliné fatal, sur lequel il doit courir sans cesse vers le précipice, - si la sottise de ses adversaires ne lui vient pas en aide !

Mieux que la presse allemande, la démocratie française a compris la position et le devoir des partis démocratiques dans cette lutte. Nous croyons que le député démocrate Jules Favre et son parti sont pénétrés d'une haine incomparablement plus forte contre Louis Napoléon que les politiciens des journaux allemands : d'abord parce qu'ils appartiennent à une tendance beaucoup plus radicale de la démocratie, et ensuite parce qu'ils ont souffert et souffrent directement de sa pression, qu'ils ont vu leurs amis, leurs parents, leurs camarades de parti envoyés en exil et être déportés.

Néanmoins, M. Jules Favre a fait la déclaration suivante à l'Assemblée législative française :

« Je dis qu'entre vous et nous, sur la politique intérieure, il n'y a aucun pacte possible. Mais si vous voulez détruire le despotisme autrichien, délivrer l'Italie de ses atteintes, mon cœur, mon sang, tout mon être sont à vous; me réservant seulement, après la victoire, de demander au triomphateur compte des principes éternels qui auront fait sa force au dehors et qui feront la nôtre contre lui, au dedans, s'il ne rend pas à son peuple la liberté qu'il aura restaurée chez une nation amie¹. ».

Dans cette déclaration exemplaire, la position non seulement de la démocratie française, mais de la démocratie tout court, vis-à-vis de la guerre d'Italie est correctement tracée. Car, même avec un microscope, on ne pourra pas déceler dans cette déclaration un pathos spécialement national et conquérant ? On ne pourra tout de même pas accuser Jules Favre et son parti de vouloir conquérir l'Italie ?

Comme les amis, les ennemis ont trahi le secret du cœur de la situation. Comme le député démocrate pour la guerre, le député orléaniste, le vicomte de Plichon², prit la parole contre celle-ci : « Cette guerre ne compromettra pas seulement la tranquillité extérieure du pays, mais aussi sa tranquillité intérieure, car on ne pourra pas impunément être révolutionnaire en Italie et conservateur en France et à Rome; au contraire, on réveillera partout l'esprit révolutionnaire. ».

Les orléanistes, craignant la chute de leur ennemi Napoléon - comme les libéraux de la *National Zeitung* celle de l'Autriche ! Il ne peut y avoir de complément plus juste ! La bourgeoisie « libérale » et réactionnaire dans l'âme, chez nous comme en France, prie pour la conservation de son « ennemi » par crainte d'un réveil de l'esprit révolutionnaire - voilà la vérité de la situation, et une indication suffisante pour que le peuple sache comment il doit se comporter quant à lui face à cette guerre.

C'est en même temps la solution de l'énigme de savoir comment le cri de guerre contre Napoléon est poussé par tant d'éléments qui, en 1854, lors de la guerre d'Orient³, qui n'avait pourtant rien de révolutionnaire, n'aspiraient à rien de plus qu'à pousser le gouvernement à « l'alliance occidentale », à l'alliance avec ce même Napoléon qu'ils haïssent maintenant si mortellement.

¹ Lassalle cite ici la conclusion du discours prononcé par Jules Favre, le 30 avril 1859, devant le Corps législatif. Le texte complet de ce discours se trouve reproduit aux pages 337-347 du volume publié par J. Favre sous le titre « Rome et la République française » paru en 1871 à Paris aux éditions Henri Plon (disponible en ligne sur le site de *Google Books*). L'extrait que nous citons reproduit la version originale de cette déclaration. Pour rappel, Jules Favre a été le défenseur d'Orsini à qui il avait conseillé d'adresser à Napoléon III sa fameuse lettre testament en faveur de l'unification italienne.

² Ignace Plichon, avocat et député du Nord. Cet ancien saint-simonien se verra éloigné en 1848 de la vie politique puis, réélu en 1857, il se fera, sous l'Empire, le champion des idées catholiques et protectionnistes. Il était particulièrement opposé à l'unité italienne et allemande. Son intervention prend place dans le même débat du 30 avril 59 devant le Corps législatif. (Le débat se trouve évoqué par Emile Olivier dans son ouvrage « *L'empire libéral, Etudes, récits, souvenirs* », tome 4, p. 98 - en ligne sur Gallica.).

³ La guerre de Crimée.

III

Les conséquences politiques de la guerre d'Italie pour l'Allemagne.

Lassalle exalte dans ce chapitre la perspective de **l'unité de l'Allemagne**, laquelle ne peut s'accomplir qu'après la rupture de la *Confédération germanique* dominée par l'Autriche. Or la guerre d'Italie crée les conditions de cette marche vers la « terre promise » : « Napoléon accomplit une tâche essentiellement allemande, il élimine par le démembrement de l'Autriche la difficulté réelle de l'unité allemande. La guerre d'Italie n'est donc pas seulement sanctifiée par tous les principes de la démocratie, mais elle est aussi au plus haut point dans l'intérêt de la nation allemande. Elle est l'intérêt vital de la politique allemande. ».

Nous avons jusqu'ici examiné l'aspect théorique et fondamental de l'affaire. Venons-en maintenant à ses conséquences pratiques et politiques pour l'Allemagne. Certes, il n'y a pas de droit contre le droit. Et une fois qu'il est établi que cette guerre est juste et qu'elle est commandée par les principes de la démocratie, cela devrait suffire. Malheur à la démocratie si elle renonçait un jour à la politique des principes. Il ne lui est pas permis, comme aux cabinets, de pratiquer la politique des circonstances, des expédients, de la violation des principes. Son immense pouvoir, mais aussi toute sa viabilité, reposent sur la politique des principes et sur la fidélité avec laquelle elle s'y tient. Une démocratie qui ne verrait pas en même temps dans la liberté qu'elle exige pour sa propre nationalité la nécessité inaliénable de laisser cette même liberté à d'autres nationalités, une démocratie qui concevrait sa nationalité dans le sens obscur, barbare, moyenâgeux, exclusif de vouloir conquérir et dominer d'autres nationalités, deviendrait très vite elle-même la proie d'un conquérant, d'un « heureux soldat¹ » qui se dresserait en elle.

Mais en définitive, ne voit-on donc pas que les conséquences politiques pratiques ne profitent à personne plus ni même autant que précisément à l'Allemagne ? Ne voit-on pas que Napoléon, maudit par l'histoire pour accomplir partout, malgré ses succès apparents, le contraire de ce à quoi il aspire, n'accomplit rien d'autre, par cette guerre, que - si paradoxal que cela puisse paraître au premier abord - l'élimination des difficultés qui ont fait périr la révolution allemande de 1848, les efforts d'unité allemande ?

S'il y a un fait établi, c'est que l'unité allemande n'a été empêchée jusqu'à présent par rien d'autre que le dualisme de la Prusse et de l'Autriche. La Confédération allemande était une création strictement logique. Elle n'était pas une réalisation de l'unité allemande; elle n'était que la forme organisée de la désunion allemande. Elle ne devait et ne pouvait être rien d'autre. L'Autriche est entrée dans la Confédération allemande avec douze millions de personnes. La Prusse, pour être sur un pied d'égalité avec l'Autriche, ne pouvait entrer qu'avec douze millions, et laissait à cet effet la Prusse orientale et occidentale en dehors de la Confédération², bien que la germanité de ces provinces soit un fait reconnu dans la conscience de la nation. L'Autriche, avec ses 25 millions d'habitants non allemands, équivalait à elle seule à toute la Confédération allemande. La Prusse, par sa population totale de 16 millions, sa position plus allemande, ses traditions plus libérales, son influence prépondérante sur la population de

¹ Une citation de Voltaire ? On peut lire dans la tragédie *Mérope* de ce dernier, acte 1, scène trois, les deux vers suivants que prononce le personnage de Polyphonte : « Le premier qui fut roi fut un soldat heureux / Qui sert bien son pays n'a pas besoin d'aïeux. ».

² Pour le détail des événements, nous renvoyons au document sur l'histoire de la *Confédération germanique* au chapitre 5.2 du présent fascicule.

l'Allemagne du Nord, donc moitié par des moyens matériels, moitié par des moyens moraux, contrebalançait à son tour l'Autriche. Comment l'unité allemande pouvait-elle alors se réaliser ? Elle était impossible en raison de la position de force réelle des deux Etats, qui se tenaient mutuellement en échec.

La révolution de 1848 vint abolir la Confédération, contre laquelle on éprouvait en Allemagne la plus grande amertume en tant que prétendue cause réelle de notre manque d'unité, c'est-à-dire que la révolution supprima les effets externes de notre manque d'unité, mais elle n'abolit pas la cause interne de celui-ci, la position de force réelle des deux Etats, l'équilibre de ceux-ci ! Cette cause réelle, véritable et persistante de la non-unité, cette cause d'où cette non-unité devait toujours resurgir, cette révolution n'avait pas la force de l'éliminer, elle n'avait même pas dans la plupart des esprits l'intelligence de la comprendre. Les plans du Gotha¹, le parti de la Petite Allemagne, n'étaient qu'une incapacité avouée, celle de ne pas pouvoir réaliser l'unité allemande, de ne pas pouvoir supprimer la position de force réelle de ces deux Etats. L'unité allemande restait un souhait et une théorie dans les esprits, la désunion restant sur le terrain des circonstances réelles, l'unité restant donc une imposture. C'est parce qu'elle n'a pas eu la force et le courage d'abolir la position de force réelle égale de ces deux Etats que la révolution allemande a périclité. La révolution n'avait donc rien changé à l'unité allemande. Pendant celle-ci, nous étions aussi bien divisés en deux et déchirés de façon dualiste qu'auparavant. La tête de Blum², le commissaire impérial envoyé à Vienne par le Reichsparlament, et que l'Autriche a jetée au Reichsparlament, le prouve suffisamment.

La contre-révolution arriva. Rien n'attisait plus la curiosité que de savoir ce que les princes allaient mettre à la place du Bundestag. Ils l'avaient si solennellement abjuré ! La Prusse en particulier semblait si engagée, si intéressée par le maintien de cette promesse. Néanmoins, ce qui s'en suivit fut la restauration de l'ancienne Confédération. Et malgré tous les tiraillements, toutes les obstructions, toutes les hésitations et toutes les réticences, malgré le collège des princes et l'union, l'alliance tantôt plus étroite et tantôt plus large, et quels que fussent les noms que l'on donnait à toutes ces tentatives laborieuses et tourmentées, rien n'y fit, la Prusse y rentra à son tour. L'indignation du peuple fut sans nom ! On n'avait pas cru que la réaction irait aussi loin.

Mais cette exaspération était des plus déraisonnables. La non-unité était restée dans les conditions réelles, dans l'égalité des positions de force réelle de la Prusse et de l'Autriche - en vertu de la nécessité, ce dualisme de fait devait entraîner à nouveau le rétablissement de son expression logique, la reconstitution de l'ancienne Diète fédérale. Les formes politiques ne peuvent pas être collées n'importe comment comme des étiquettes sur une bouteille de vin. Les formes politiques ne sont que l'expression nécessaire et particulière que se donnent les situations réelles. Chaque situation réelle se forme d'elle-même, entraîne la forme qui lui est propre et qui est la seule à lui correspondre, avec la force de la logique et de la nécessité.

L'indignation du peuple allemand n'était donc qu'un manque total de critique de son propre comportement. Pendant la révolution, il avait laissé inchangée la position de force réelle de ces deux Etats. Peut-être demandait-il maintenant à ses princes d'accomplir pour lui le

¹ Le parti Gotha a été fondé en juin 1849 par des libéraux de droite, représentants de la grande bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui avaient quitté l'Assemblée de Francfort après le refus du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne impériale des mains de l'Assemblée nationale de Francfort et après la décision de la majorité de gauche de l'Assemblée de fonder une régence impériale. Ce parti, qui craignait la victoire de la révolution, se donnait pour mission d'unifier toute l'Allemagne sans l'Autriche sous la direction d'une Prusse Hohenzollern. Les leaders de ce parti étaient Christoph Dahlmann, Eduard Simson, Friedrich Bassermann, Heinrich von Gagern, Karl Mathy et d'autres.

² Pour rappel : Robert Blum, membre depuis mai 1848 du Parlement de Frankfort, avait été envoyé par ce dernier à Vienne où il avait participé aux combats des insurgés du 6 octobre 1848. Aussitôt arrêté, il sera jugé par un conseil de guerre et condamné, en dépit de son immunité parlementaire, à être fusillé le 9 octobre 1848.

travail qu'il n'avait pas accompli lui-même, à savoir rompre l'équilibre de la position de force réelle de ces deux Etats ? Oui, ils ont failli le faire en novembre 1850, même si ce n'était pas dans l'intérêt du peuple allemand et de l'unité allemande.

Tout comme le rétablissement autrichien de la Diète fédérale n'était que la conséquence nécessaire de l'inhabilité et de la superficialité de la révolution de 1848, l'assemblée des princes de Bregenz¹, Olmütz, Bronzell, l'exécution autrichienne dans la Hesse et le Holstein, la remise des duchés allemands vaincus par les Danois au moyen d'une armée autrichienne envahissante², n'étaient également que la conséquence nécessaire et logique de ces mêmes conditions réelles, de ce dualisme insurmontable parce que profondément enraciné dans le réel.

Des souvenirs brûlants mais instructifs !

Aussi longtemps que l'équilibre des positions de force réelles entre la Prusse et l'Etat spécial autrichien existe, la non-unité est inhérente aux conditions réelles et ne peut être camouflée par aucune forme. Ou pense-t-on que le fait d'envoyer une fois de plus un parlement national à Francfort dans de telles circonstances changerait quelque chose ? Considère-t-on vraiment qu'une chambre de députés du peuple est une sorte de magicien capable de « concilier les inconciliables », d'unifier ce qui se contredit, de rendre possible l'impossible ? Considère-t-on vraiment le mot « parlement populaire » comme une formule magique qui permet de transformer à volonté le noir en blanc ? Que ce soit des députés princiers ou des députés du peuple qui siègent à Francfort, aussi longtemps que l'Autriche sera un Etat spécial de 26 millions d'habitants extra-allemands et présentant les tendances particulières que sa position mondiale lui impose nécessairement, aussi longtemps que sa position de force réelle l'emportera sur la Prusse et la Confédération, un parlement populaire ne pourra qu'offrir pour la seconde fois le spectacle déplaisant de l'impuissance des députés face à la nature concrète de leurs Etats et de leurs gouvernements, ou bien ces députés eux-mêmes, emportés par la nature concrète de leurs Etats, offriront même le spectacle bien pire de transmettre la honte de la désunion des cabinets aux populations elles-mêmes.

Comment donc parvenir enfin à la terre promise de l'unité allemande, et notre traversée du désert ne sera-t-elle jamais terminée ?

Comment y arriver ? Nous allons le dire. Et nous allons cette fois-ci nous référer à des autorités très conservatrices.

Un roi et un archiduc nous ont révélé le secret de l'unité allemande autour d'un verre de vin : « Pas d'Autriche et pas de Prusse » - tel était le toast que, bien avant 1848, un roi de Prusse et un archiduc d'Autriche portaient à Cologne. Oui, bien sûr ! Pas d'Autriche et pas de Prusse.

Lassalle fait ici très allusivement référence à un événement de l'année 1842. Le 4 septembre 1842, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV organise à Cologne de grandes cérémonies pour fêter la reprise des travaux de la cathédrale, un chantier abandonné depuis le XVIIe siècle. Des dignitaires de toute

¹ En octobre novembre 1850, le Grand-Duc de Hesse-Cassel, Frédéric-Guillaume Ier, en conflit avec son parlement, sollicite l'aide de la Confédération germanique qui charge l'armée bavaroise de le rétablir, une décision que récuse la Prusse. Le 12 octobre 1850, François-Joseph 1er d'Autriche rencontre à Bregenz les rois de Bavière et du Wurtemberg pour arrêter un plan de campagne au cas où la Prusse interviendrait, ce qui advient effectivement : dès le 25 octobre, les Prussiens occupent, en effet, le territoire de Hesse-Cassel. Soutenue par la Russie, l'Autriche adresse dès le 28 novembre un ultimatum à la Prusse qui ne tarde pas à céder en signant le lendemain 29 novembre le traité d'**Olmütz**, désormais connu sous le nom de « reculade d'Olmütz ».

² En janvier 1851, avec le consentement de la Prusse, le Holstein est occupé par les troupes autrichiennes au nom de la *Confédération germanique*; le soulèvement est alors réprimé.

l'Allemagne et de l'Autriche s'y trouvent invités, dont l'Archiduc Jean d'Autriche¹ et le chancelier Klemens Metternich. Un banquet a lieu au palais d'Augustusburg à Brühl au cours duquel divers toasts de courtoisie se trouvent prononcés, dont celui de l'Archiduc Jean qui aurait déclaré : « Tant que la Prusse et l'Autriche, et tant que le reste de l'Allemagne, partout où l'on entend la langue allemande, seront unis, nous serons inébranlables comme les rocs de granit de nos montagnes ». Or les journaux rapporteront un tout autre propos qu'évoque précisément Lassalle, l'Archiduc Jean étant censé avoir déclaré : « On ne connaîtra plus l'Autriche ou la Prusse, mais une seule Allemagne, haute et sublime, l'Allemagne unie et forte comme ses propres montagnes². ».

Mais ce toast n'était que l'expression illusoire, idéaliste, du secret. La situation réelle des choses, la base du désaccord, devait rester telle qu'elle était. Mais l'unité devait trouver son existence dans la « bonne volonté », dans l'abandon volontaire des tendances divergentes. - Il est curieux de voir l'aspect contradictoire des choses lorsqu'elles sont traduites de leur forme illusoire et utopique dans la dure réalité. Il en allait de l'unité illusoire des deux princes, basée sur la « bonne volonté », comme de l'égalité de Maximilien Robespierre, basée sur la « vertu ».

De même que Maximilien Robespierre voulait fonder l'égalité, qu'il ne parvenait pas à créer dans les conditions réelles, sur la « vertu » - sur l'abstraction volontaire des individus de leur inégalité dans la possession, etc. - donc également sur la « bonne volonté », mais que la nature des conditions réelles, qu'aucun désir utopique ne pouvait faire disparaître, avait justement pour contenu ultime de cette fraternité et de cette vertu la guillotinaie des riches, - *nous battons de la monnaie sur la place de Grève*³) disait Barère⁴ - le « ni Autriche, ni Prusse » des deux princes ne manquait pas non plus de découvrir son vrai visage.

Et ce vrai visage s'appelait - Olmütz, Bronzell, la trahison de Rendsburg, l'ignominie de l'intervention du tsar russe appelé par l'Autriche dans les affaires allemandes, l'humiliation la plus inouïe de la Prusse, une armée bavaroise lancée comme une meute au devant de l'armée prussienne, l'intervention d'une armée autrichienne dans le Holstein au profit des Danois, oui, des Danois ! La livraison des fortifications de Rendsburg⁵ au Danemark par un ministère prussien, oui, un ministère prussien ! - tels étaient les traits réels que l'unité utopiste devait prendre avec le temps et qu'elle devra toujours prendre tant que l'unité utopiste n'aura pas été écartée et transformée en unité réelle.

Pour obtenir l'unité allemande, il nous suffit de traduire le toast royal en réalité. Bien sûr ! Dans la forme utopique illusoire, tout semble beau, rose, poétique ! Dans sa réalisation réelle - sombre, dure, larmoyante, sanglante. Comme ce toast était sublime et joliment enthousiasmant au son des verres ! Traduit dans la réalité, ce « Pas d'Autriche, pas de Prusse » ne signifie rien d'autre que : l'Autriche doit être déchirée, démembrée, anéantie, écrasée - nous ne parlons bien sûr ici que de la notion d'Etat d'Autriche - ses cendres doivent être dispersées aux quatre vents ! Nous ne parlons pas ici dans un esprit spécifiquement prussien, nous parlons dans la conscience la plus purement allemande du monde. Nous parlerions de la même manière si nous étions autrichiens; nous souhaiterions la même cho-

¹ Frère de l'empereur d'Autriche François II, l'archiduc Jean-Baptiste d'Autriche sera nommé, le 29 juin 1848, régent impérial par le parlement de Francfort. Il démissionnera le 20 décembre 1849 après l'échec de la révolution de mars.

² Nous renvoyons sur ce sujet à la brochure publiée en 1849 par Xavier Boyer sous le titre « Un mot sur l'unité allemande. Jean d'Autriche et Frédéric-Guillaume de Prusse » (en ligne sur le site de books.google.be).

³ En français dans le texte de Lassalle.

⁴ En référence au révolutionnaire français Bertrand Barère de Vieuzac (1755-1841). Avocat de formation, Barère a été le président, en novembre 1792, de la Convention. C'est lui qui a présidé l'assemblée qui ordonna la condamnation à mort de Louis XVI. Membre très actif, dès avril 1793, du Comité de Salut public, il a été très proche de Robespierre avant de se distancier de lui avant la crise de Thermidor. On lui prête cette expression de « battre la monnaie sur la place de la Révolution », une manière de récupérer, grâce à la guillotine, les biens des condamnés.

⁵ Une ville située sur la rivière Eider et le canal de Kiel dans la partie centrale du Schleswig-Holstein. Elle était le site d'importantes fortifications.

se à la Prusse si les rapports étaient inversés et si celle-ci était dans la situation de l'Autriche par rapport à l'Allemagne.

C'est l'accomplissement réel de ce « ni Autriche, ni Prusse » et la seule voie vers l'unité allemande. La position mondiale indépendante que l'Autriche occupe en s'appuyant sur ses possessions extra-allemandes - c'est la cause nécessaire, qu'aucun palliatif ne peut éliminer, du dualisme allemand et de l'impossibilité de l'unité allemande. Avec le démembrement de l'Autriche, la Prusse particulière tombe d'elle-même, comme la thèse disparaît avec son antithèse. L'Autriche est détruite - et la Prusse et l'Allemagne se recouvrent ! Le jour où l'Autriche se verra arracher ses provinces extra-allemandes, l'Italie comme la Hongrie, le jour où l'Autriche sera réduite à ses 12.900.000 d'habitants appartenant à la Confédération (et la Bohême est déjà comprise dans ce chiffre), et sera ainsi poussée vers le bas, dans une position où elle ne pourra rivaliser avec la Prusse ni par sa population, ni par son intelligence, ni par son prestige, etc., le jour où l'Autriche sera tout simplement transformée en province allemande, - ce jour-là, non seulement 12.900.000 habitants, qui pourront alors se sentir allemands, seront rendus à l'Allemagne, mais le dualisme sera aboli, et l'unité allemande rendue réellement possible et donc inévitable par la position de force réelle des Etats.

Le jour où l'Etat spécial d'Autriche sera supprimé, les couleurs des arbres de la Bavière, du Wurtemberg, etc. pâliront en même temps. Ce jour-là, l'Allemagne sera constituée. Tout le reste suivra alors de lui-même, comme selon la loi de la force de gravité. Car l'unité résidera alors déjà dans les conditions réelles effectives, et celles-ci entraîneront tout aussi indubitablement et spontanément l'expression formelle qui leur convient, comme le dualisme entraîne la forme du Bundestag.

La suppression de cette position de force réelle, l'anéantissement de l'Autriche, c'est-à-dire la séparation de ses provinces extra-allemandes, est donc le travail préparatoire qui entraîne tout le reste de lui-même et qui doit être accompli, soit pendant, soit avant le mouvement qui doit façonner l'unité allemande, afin de parvenir à celle-ci.

Ce travail préparatoire doit donc être voulu par tous ceux qui souhaitent sincèrement cette unité. Quelle que soit la forme que l'on pense donner à cette unité, qu'on la conçoive comme une république allemande, comme un empire allemand, ou enfin comme une fédération stricte d'Etats indépendants, - toutes ces questions peuvent rester ouvertes pour le moment. Tous ces partis doivent en tout cas, s'ils ont l'intelligence de se comprendre, coopérer à la condition préalable indispensable à chacun de ces cas, à savoir la suppression de l'Autriche.

Eh bien, oui ! Esclave de galère, l'égoïsme sauvage au cœur, mais les boulets de la fatalité historique qui déterminent son mouvement au pied, Napoléon est sur le point d'accomplir ce travail préparatoire à la constitution de l'unité allemande, d'éliminer la seule et réelle difficulté que rencontre celle-ci et de nous épargner encore l'odium¹, le sang et la guerre civile que nous coûterait un jour inévitablement l'accomplissement de cette tâche par nous-mêmes.

En encourageant les Italiens dans leur guerre et en s'engageant dans sa proclamation à ne pas la terminer sans avoir libéré la péninsule de l'Autriche, en donnant ainsi aux Hongrois la possibilité de se soulever à leur tour par les armes, ce qu'ils feront sans doute au plus tard lors de la deuxième campagne italienne, Napoléon accomplit une tâche essentiellement allemande, il élimine par le démembrement de l'Autriche la difficulté réelle de l'unité allemande.

La guerre d'Italie n'est donc pas seulement sanctifiée par tous les principes de la démocratie, mais elle est aussi au plus haut point dans

¹ Lassalle utilise ici le vocable latin *odium*, qui signifie, la haine, l'aversion, le dégoût.

l'intérêt de la nation allemande. Elle est l'intérêt vital de la politique allemande.

Cette politique que nous avons développée ici est simple, claire, évidente. Sa force inattaquable réside dans sa logique, ainsi que dans les faits qui la démontrent à chaque étape.

En revanche, quelle est cette politique que l'on se plaît à qualifier d'« allemande » du côté de nos adversaires de la nation ? Écoutons la *National-Ztg*. Elle dit textuellement, dans le « discours indigné d'un ancien député » (n° 207) qu'elle publie comme éditorial, ce qui suit : « Avons-nous vraiment, en tant que Prussiens et Allemands, des raisons de souhaiter que l'Autriche soit durablement libérée de ses implications italiennes ? Voulons-nous que l'Autriche concentre toute son influence sur l'Allemagne seule ? (!) Qu'elle soit séparée de la France par celle-ci, qu'elle guérisse par la frontière des Alpes cette blessure qui lui rend nécessaire l'assistance allemande et surtout prussienne ? ».

Même en dehors du ridicule de ce raisonnement, nous n'en croyons pas nos yeux ! Comment ? Un peuple - le peuple italien - qui saigne constamment et qui est à terre, un autre peuple - le peuple autrichien - qui est constamment penché sur lui et qui saigne également « d'une plaie sensible » pour le maintenir à terre - comment ? cette lâche et indigne fourberie de la politique machiavélique des cabinets, comment même les cabinets auraient la décence de la présenter au moins avec une franchise aussi cynique, voilà ce qu'un journal de la grande nation allemande qui se veut démocratique ose appeler une politique démocratique, une politique populaire allemande ?!

*

IV.

La conquête de l'Italie. Les motifs et la situation de Louis Napoléon.

Lassalle envisage dans ce chapitre les raisons de Napoléon III d'intervenir en Italie.

Elles appartiennent, selon lui, aux seules conditions de l'exercice son pouvoir en France, à l'exclusion, insiste-t-il, de toute visée d'appropriation d'un territoire en Italie, la Lombardie et la Vénétie en particulier.

Son argumentation ? Rappeler d'abord les effets de l'attentat d'Orsini le 14 janvier 1858, souligner ensuite la baisse des succès électoraux du régime, évoquer aussi bien Proudhon que les pressions de son cousin Plon-Plon, insister enfin sur l'isolement politique de l'Empereur en Europe.

Ces circonstances suffisent, selon Lassalle, à expliquer l'engagement de Napoléon III pour la cause italienne.

Mais on nous dit que Napoléon ne veut arracher le sol lombardo-vénétien aux Autrichiens que pour le conquérir à son profit. En tout cas, la perte de ces provinces et l'affaiblissement de l'Autriche qui en résulterait renforcerait la France au point de constituer un danger pour l'équilibre européen et notamment aussi pour l'Allemagne.

Si l'on comprend cela en ce sens que cet affaiblissement de l'Autriche et la cession à la Sardaigne de la Lombardie-Vénétie, qui constitue

sans aucun doute le contenu principal de l'accord secret franco-sarde¹, constituent déjà un danger pour l'Allemagne, ceci est déjà totalement démenti par ce qui précède. Les tenants de ce point de vue commettent le quid pro quo comique de considérer le renforcement suprême de l'Allemagne comme son affaiblissement ! Nous avons démontré comment, précisément par ce démembrement de l'Autriche, qui doit encore être complété très prochainement par la perte de la Hongrie, aucune nation n'en retire un plus grand avantage politique que l'Allemagne. Les causes de la puissance ou de l'impuissance de l'Allemagne dans sa position politique mondiale résident dans ses relations internes. L'imposante position mondiale qui revient à la nation allemande sera le prélude nécessaire de son unité et de sa constitution internes. C'est le puits duquel elle doit aussi extraire sa grandeur extérieure.

Nous ne craignons absolument pas un renforcement considérable de Napoléon par la forme indirecte de son influence sur la Sardaigne, renforcée par la possession de la Lombardie-Vénétie. La gratitude des nations a ses limites légitimes, et si quelque part, l'égoïsme national naturel a suffisamment veillé à ce que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, c'est bien ici. Tout fin connaisseur de l'histoire ne pourra que sourire d'un danger aussi illusoire.

En outre, de même que la destruction de l'Autriche est le prélude à l'unité allemande, l'indépendance italienne est, dans la même mesure, le prélude à l'unité italienne. La Sardaigne, en possession de la Lombardie et de Venise, doit immédiatement s'efforcer de faire de toute l'Italie un seul Etat. Et que cette unification se fasse sous la bannière républicaine, qu'elle se fasse sous le sceptre royal, - en aucun cas l'Allemagne n'aurait à s'inquiéter d'un voisin hostile et d'un instrument de la France dans une nation italienne unie, qui ne serait pas poussée à la haine contre nous par une participation hostile à sa guerre d'indépendance.

Il ne reste donc qu'un cas, celui où, comme on le craint ou du moins on affecte de le craindre de certains côtés, Bonaparte ne veut chasser les Autrichiens de la Vénétie lombarde que pour la conquérir pour lui.

Et certes, si ce cas se présentait, nous n'aurions rien de plus urgent à faire que de protester les armes à la main. Nous n'insisterons pas sur le fait que Napoléon, dans ses proclamations, a déclaré avec la plus grande fermeté que l'Italie ne devait pas échanger une domination contre une autre, mais qu'elle devait être rendue à son indépendance. Nous savons le crédit qu'il faut accorder à l'homme du 2 décembre, et bien que les déclarations faites à l'étranger, lorsqu'elles sont en même temps formulées d'une manière si catégorique qu'elles ne laissent aucune issue ni aucune interprétation, soient quelque peu, et jusqu'à un certain point, différentes des assurances parjures faites à l'intérieur, parce qu'ici, une fois l'attentat réussi, il n'y a plus personne pour s'en venger, nous ne tiendrons pas compte de cette différence.

Mais, en dehors même de ses déclarations, nous ne craignons rien moins que de voir les motifs et les intentions de Louis Napoléon se résumer à des désirs de conquête aussi stupides qu'irréalisables et tout à fait inappropriés à sa position. Ses véritables motifs sont plutôt ailleurs, et nous les examinerons bientôt.

Mais si nous admettons un instant que ce sont là ses plans, rien n'est plus évident que le fait qu'il ne serait absolument pas en mesure de les réaliser.

Il est évident qu'il n'avancerait ces plans qu'après avoir vaincu et chassé les Autrichiens d'Italie. Mais quelle serait alors la situation ? Actuellement, la Sardaigne a sous les armes une armée de 85.000 hommes, plus 35.000 hommes de réserve, plus 25.000 volontaires

¹ Pour rappel : les 26/28 janvier 1859 avait été signé à Turin, en secret, un traité d'alliance entre la France et le Piémont en vue de chasser les Autrichiens d'Italie. Ce traité confortait les engagements (eux aussi secrets) de l'entrevue de Plombières, le 21 juillet 1858, entre Napoléon III et Cavour.

sous Garibaldi et Ulloa, en tout 145.000 hommes. Cette armée doit être portée à 200.000 hommes au moins, non seulement par l'apport de toutes les régions italiennes, mais surtout par les contingents lombards et vénitiens qui la rejoindront au fur et à mesure que les armées autrichiennes seront repoussées du sol lombard et vénitien.

La fin victorieuse de la guerre austro-italienne verrait donc une armée de plus de 200.000 Italiens en armes, ivres de patriotisme et d'enthousiasme pour la liberté conquise, gonflés de la fière conscience de la force développée, des victoires remportées.

Croit-on que cette patriotique armée italienne, croit-on que la Sardaigne, après ses efforts désespérés, se sera battue pour la domination de Bonaparte et voudra lui laisser la Lombardie comme butin ?

Il serait alors temps pour la Prusse d'intervenir en faveur des Italiens. Alors la Prusse et la Confédération, même en supposant à tort qu'après la défaite de l'Autriche, il ne faudrait même pas compter sur sa population allemande de 13 millions, pourraient encore, avec les forces d'une population de 31 millions, venir au secours à l'Italie. L'Angleterre se joindrait alors immédiatement à cette grande alliance des peuples, ne serait-ce que pour ses intérêts en Méditerranée, et ne serait plus empêchée de faire le moindre pas contre Napoléon par la juste popularité de la cause italienne en Angleterre. Nous ferions alors la guerre en alliance avec l'Italie et non contre elle, nous la ferions surtout en alliance avec tous les instincts démocratiques de la France et non contre eux ! Alors ce serait vraiment une guerre non plus contre la France, mais contre la seule personne de Louis Bonaparte.

Ce cas, s'il se présentait, ne serait pas du tout à craindre, et c'est précisément pour cela qu'il n'est guère dans les intentions de M. Bonaparte de le provoquer.

Mais pourquoi, demandera-t-on, s'il n'a pas pour but la conquête de l'Italie, ni celle du Rhin (sur quoi nous reviendrons), pourquoi ce tyran le plus despotique et le plus acharné contre la Révolution, a-t-il saisi tout à coup, en contradiction avec toutes ses actions passées, la bannière de la liberté populaire italienne ?

Bien que la question des motifs ne doive pas être confondue avec celle de la nature de l'affaire et de notre position à son égard, elle lui est néanmoins liée, aussi bien en ce qui concerne ce qui s'est passé jusqu'à présent qu'en ce qui concerne les craintes qui subsistent pour les bords du Rhin, et c'est pourquoi nous allons l'examiner de plus près.

On se souvient, peu après l'exécution d'Orsini, de la seconde lettre de ce dernier, que le journal officiel piémontais avait alors eu l'obligeance de publier en premier pour Napoléon.

Cette lettre était un faux. Ce qui avant tout a motivé ce faux fut le fait que de vagues rumeurs s'étaient répandues dans le public parisien au sujet de la véritable seconde lettre qu'Orsini avait écrite à Napoléon. On voulut s'accommoder de ces rumeurs en publiant une seconde lettre fictive et, pour plus de crédibilité et d'autres convenances, on choisit un journal étranger¹.

La seconde lettre authentique d'Orsini était d'un tout autre contenu que la fausse. Orsini y rappelait à Napoléon qu'il avait été carbonari, qu'il avait violé son serment, et que, d'après les statuts de la ligue, il avait mérité la mort. Il lui annonça que plusieurs centaines de membres de cette société secrète avaient juré de le tuer, et qu'il n'était que le premier désigné par le sort.

¹ Pour appel, Orsini avait adressé deux lettres à l'empereur Napoléon III. La première, datée du 11 février 1848, avait été lue par son avocat Jules Favre en séance de la Cour d'Assises et publiée dans le *Moniteur* avec l'accord de l'empereur. Le 11 mars, deux jours avant d'être guillotiné, Orsini avait adressé une seconde lettre que Napoléon III transmit à Cavour, lequel la publia dans la *Gazette piémontaise*. S'agissait-il d'un faux ? Nous ne disposons pas d'indication à ce sujet.

Rassuré d'avoir décoché cette flèche empoisonnée dans le cœur de son ennemi mortel, et criant : « Vive la république », Orsini posa sa tête sur le billot.

La flèche fit mouche, frappa profondément jusqu'au plus profond de l'âme, frappa mortellement. Napoléon avait été carbonari. Il connaissait les mystères de cette alliance, l'énergie de ses membres. La terrible détermination de ces derniers venait de se manifester de manière si terrible. Que pouvait-on faire contre des hommes capables de sécher, montre en main, au coin du feu, du fulminate d'argent¹ devenu humide, au risque de voler en éclats à la moindre erreur d'une demi-seconde ?

Plusieurs fois déjà, des attentats ont exercé une influence fatale sur la politique de dirigeants hostiles au peuple. Ils ont poussé Louis-Philippe dans la politique de la législation du 11 septembre² et ont ainsi largement contribué à sa chute. Dans un premier temps, Napoléon se laissa entraîner du même côté. La loi sur la sécurité parut. Un cri de rage, qui s'éleva du cœur de la France et trouva un écho jusque dans les Chambres de son Corps législatif, apprit à Louis Napoléon que le danger n'en était certainement pas du tout diminué. Devant ses yeux effrayés, mille poignards étincelèrent. Et si ce n'était encore que des poignards ! Mais que pouvait-on faire avec toute la police contre des bombes que n'importe quel passant pouvait lancer sous le cheval d'un homme, que n'importe qui regardant oisivement par la fenêtre pouvait lancer sur sa voiture ?

Louis Napoléon, comme on le raconte de très bonne source, se trouvait le jour de l'attentat, en entrant à l'Opéra, dans un état si épouvantable que sa mâchoire inférieure était constamment agitée de spasmes convulsifs.

Il sentait qu'il devait se décider.

Et pourtant, ce n'était qu'un aspect de la situation, même s'il y avait là une pression principale. Quelque temps auparavant, il y avait eu les élections parisiennes³. Malgré la contrainte et la falsification, malgré l'abus le plus épouvantable de la violence policière et le doigt menaçant pointé vers Lambessa et Cayenne, le résultat avait été une défaite éclatante de Louis Bonaparte. Il avait été battu par une majorité - nous écrivons le chiffre de mémoire, mais nous sommes sûrs qu'il ne contient pas d'erreur essentielle - de 112.000 voix contre 102.000 ! Et pourtant, c'est loin d'indiquer le vrai résultat de cette lutte électorale ! 100.000 voix inscrites s'étaient abstenues de voter. Ces voix pouvaient se répartir entre les partis les plus divers, mais comme les ministres et les préfets avaient battu le tambour électoral de toutes leurs forces, qu'ils avaient déclaré ennemi de l'empereur et du bien public quiconque ne votait pas, et qu'ils avaient ainsi poussé de force aux urnes toute la population qui leur était dévouée ou qui dépendait d'eux, il ne pouvait y avoir aucun doute sur le fait que ces cent mille voix appartenaient exclusivement aux ennemis du gouvernement impérial. Pas assez ! Les listes électorales de 1857 faisaient état de 50.000 voix inscrites de moins qu'en 1852. Où étaient-elles passées ? La loi était la même qu'à l'époque. Il n'y avait pas de différence dans le droit de vote. On venait d'omettre des listes électorales 50.000 voix appartenant principalement à la classe ouvrière, puis on

¹ Le fulminate d'argent est un explosif très dangereux à manipuler en raison de son instabilité et de sa sensibilité aux chocs, aux frottements et à la chaleur.

² En référence à la loi sur la presse du 9 septembre 1835, appelée aussi « la loi scélérate de 1835 ». Elle est promulguée après l'attentat commis le 28 juillet 1835 contre le roi Louis-Philippe par le conspirateur corse Giuseppe Fieschi qui avait mis en œuvre une « machine infernale » composée de 24 canons juxtaposés. L'explosion de l'engin avait fait 18 morts et 42 blessés. G. Fieschi sera guillotiné le 19 février 1836. Cette loi avait mis fin à la législation libérale de 1830 par des restrictions sévères contre les journaux dont la liberté était considérablement réduite.

³ Les 21 juin et 5 juillet 1857 ont eu lieu les élections pour le renouvellement du Corps législatif issu des élections de 1852. Elles ont été marquées par une d'abstention de plus d'un tiers des inscrits en raison du refus des républicains et des orléanistes de participer au scrutin, et par d'importantes fraudes. Ce scrutin a toutefois été un succès électoral pour l'Empire avec près de 85 % des votants. Les indications chiffrées ici fournies par Lassalle ne sont donc pas fiables.

avait renvoyé ensuite les ouvriers concernés, alors qu'ils se pressaient à l'hôtel de ville pour recevoir leurs cartes électorales, en prétextant qu'ils ne s'étaient pas présentés à temps pour s'inscrire. Faut-il préciser que l'on n'a pas agi ainsi avec les partisans du gouvernement, mais seulement contre les ouvriers sur le vote hostile desquels les rapports de police ne laissent aucun doute ? Ce n'est pas encore assez ! Quelques mois avant les élections, le *Moniteur* avait publié un article statistique ingénieux sur le mouvement de la population en France. Il y avait démontré, par les listes officielles, que, depuis 1852, 250.000 âmes étaient venues des départements à Paris. Même d'après la plus petite proportion, sur cet accroissement de 250.000 âmes, il fallait ajouter 50.000 nouveaux électeurs. Le nombre des électeurs de 1857 devait dépasser celui de 1852 au lieu d'être inférieur de 50.000 ! Donc, 50.000 électeurs ont à nouveau été escamotés. Le résultat réel de l'élection fut donc de 312.000 voix contre 102.000, et si Napoléon n'a pas cru bon de faire ce calcul dans le *Moniteur*, qui doutera qu'il ne se soit pas refusé à lui-même cet intéressant calcul ? Et ces 102.000 voix gouvernementales, à quel minimum s'effondraient-elles si l'on en déduisait celles qui étaient falsifiées et celles qui avaient été extorquées ? Si l'on déduisait donc, dans ce dernier cas, l'armée et toute l'armée des fonctionnaires de l'Etat et des communes, des imprimeurs, cafetiers, restaurateurs, aubergistes, débitants de tabac, etc. etc., bref, de tous ceux qui avaient une concession à perdre, quelle qu'elle soit ?

Une perspective réconfortante pour le jour d'une bataille de rue !

Et de plus en plus s'accumulaient les signes que ce jour approchait !

Quiconque a suivi l'évolution de la France aura lu en 1858 une brochure que Proudhon publia dès son départ pour la Belgique¹. A la fin de celle-ci, il établit une comparaison entre les principes dynastiques du bonapartisme et le testament du duc d'Orléans, comparaison qu'il fait entièrement pencher en faveur de ce dernier. A la fin de ce paragraphe il s'écrie : « *Mais que le comte de Paris adopte pour manifeste le testament de son père; qu'il y ajoute une déclaration de vingt lignes, contenant, avec l'énoncé des principes pour lesquels la France a combattu depuis 1789, avec la devise Liberté, Egalité, Fraternité, effacée par le 2 décembre, la promesse d'une Constitution représentative et parlementaire, d'après la tradition libérale de 1791, 1793, 1795, 1814 même, 1830 et 1848, et en opposition à la tradition absolutiste de 1799 et 1804 : - ou je suis grossièrement trompé, je ne sais rien de la conscience du Pays, je n'ai rien entrevu, pendant sept années d'une observation attentive, de la marche l'opinion chez le bourgeois, le paysan, l'ouvrier; ou bien, à ce cri de justice poussé par un jeune homme de race royale, un entrainement universel, irrésistible, baïonnettes en tête, montrerait bientôt, en dépit des suffrages et des serments, et à moins que l'empereur ne se hâtât de déposer son Acte additionnel, de quel côté serait la dynastie légitime, de quel côté l'il-légitime*². »

Même s'il n'a probablement servi qu'à semer la terreur dans l'âme de Napoléon, quel effet devait avoir sur lui ce langage dans la bouche d'un chef socialiste ? Comment ? Une alliance aurait-elle été conclue, ou était-elle ne fût-ce qu'envisagée comme possible entre les socialistes et les orléanistes ? Mais une telle alliance était l'événement le plus menaçant qui pouvait frapper Napoléon ! Une alliance entre les socialistes démocrates et les orléanistes, c'était l'union de la bourgeoisie et

¹ Lassalle fait ici référence au mémoire défensif publié par Proudhon à Bruxelles sous le titre « La justice poursuivie par l'Eglise : appel du jugement rendu par le tribunal de police correctionnelle de la Seine le 2 juin 1858 contre P-J Proudhon ». Le 22 avril 1858 avait en effet paru à Paris chez Garnier Frères, son importante étude (en trois volumes) intitulée « De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise. Nouveaux principes de philosophie pratique, adressés à Son Eminence Monseigneur Mathieu, cardinal-archevêque de Besançon ». L'ouvrage avait été poursuivi par la Cour d'Assises de la Seine dès le 27 avril et Proudhon, condamné, le 2 juin, à trois ans de prison pour « outrage à la morale publique et religieuse » et « apologie de faits qualifiés crimes et délits », avait été contraint de se réfugier en Belgique.

² Nous citons à partir de la version originale de Proudhon, page 177 de l'édition en ligne sur le site de Gallica.

de la classe ouvrière, l'union des forces véritables et décisives de la France, c'était sa chute irrémédiable, immédiate !

Napoléon commençait à se décider.

Et pourtant, ce n'étaient pas encore là tous les éléments de la situation.

Depuis la restauration de l'Empire en 1852, la situation s'était répartie entre l'« Empereur » et son cousin, le prince Napoléon, de telle façon que chacun d'eux en voyait un côté et était plus ou moins aveugle de l'autre.

Louis Napoléon voyait bien que la démocratie était son ennemie mortelle, qu'il devait être renversé par tout déchaînement de la révolution. C'est pourquoi, dès le début, il flatta les hommes des anciens partis. Il cherchait à les gagner. Conformément à cette tendance chez lui, il courtoisa les applaudissements et les sourires, l'alliance familiale et politique des anciens cabinets.

De son côté, le prince Napoléon voyait tout aussi bien qu'un abîme infranchissable séparait le bonapartisme des vieux partis, que si Louis Bonaparte pouvait vraiment atteindre son but, non seulement d'étouffer instantanément la démocratie, mais de lui briser à jamais les reins, il tomberait le même jour comme un fruit trop mûr et gâté entre les mains des orléanistes et des légitimistes. Le prince comprit aussi que la démocratie avait pour elle tous les instincts et toutes les traditions du peuple français, qu'elle se répandait de plus en plus dans le cœur de la France, et que le jour devait inévitablement venir où ses flots déferleraient sur le bonapartisme.

Le prince a compris cela, en partie par lui-même, en partie par son entourage, en particulier son factotum, M. Emile Girardin.

Mais Plon-Plon — comme les Parisiens aiment à appeler le prince — avait un esprit très limité et n'avait pas la moindre compréhension réelle du contenu des idées démocratiques. Au contraire, il aimait à croire que les traditions impérialistes étaient la « véritable » expression de l'esprit démocratique de la nation, que l'empire pouvait non seulement gouverner dans un sens démocratique, mais aussi que, si et aussi longtemps qu'il le faisait, l'immense majorité des Français n'exigeait pas de plus grand bonheur que d'être gouvernée par le nom et la famille de l'Empereur.

Tous les manifestes, discours et décrets de Louis Bonaparte écrits dans cet esprit, qui chez lui ne sont que de la pure farce, et dont lui-même se moque le plus amèrement, sont chez Plon-Plon une conviction inébranlable et stupide. Le prince croit à tout ce que Louis Napoléon exploite.

D'où la ligne de conduite qu'il a suivie, l'environnement qu'il s'est créé, les négociations qu'il a tenté d'engager, malgré toutes les rebuffades, avec tous les membres du Parti démocrate qu'il a pu joindre, l'état-major de réfugiés politiques de tous les pays, Polonais, Hongrois, Italiens, avec qui il est apparu dans la guerre d'Orient, etc.

Il était tout naturel que les politiques opposées des deux hommes, qui ne voyaient chacun qu'un côté de la médaille, aient conduit aux disputes les plus houleuses entre eux depuis 1852. Souvent les salles des Tuileries retentissaient de leurs querelles. « Vous n'avez rien de votre oncle », lança un jour le prince avec colère à son cousin, et « Pardon, j'ai sa famille », fut la réponse cinglante et caractéristique de Louis Bonaparte.

Servi par sa propre police, c'était l'occupation favorite du prince de présenter à son cousin impérial des preuves tangibles et chiffrées de son impopularité croissante aux élections municipales, etc., ou des rapports sur les activités hostiles des anciens partis.

Louis Bonaparte devait en toutes circonstances ménager son cousin et le prendre en considération. D'une part, il croyait voir en lui et dans son orientation un dernier moyen de conserver son trône chancelant dans des circonstances critiques pouvant survenir un jour ou l'autre, un moyen auquel il ne fallait pas renoncer; d'autre part, il devait craindre en lui son Louis Philippe d'Orléans en chair et en os, d'autant plus que la ressemblance frappante du prince avec Napoléon Ier semblait dans certains cas lui donner une dangerosité incommensurable pour l'armée.

Et de temps en temps déjà les faits dont le prince pouvait se servir n'avaient pas manqué leur effet; de temps à autre déjà, son influence l'avait porté à des décisions passagères qui n'avaient eu qu'à être renversées après son départ des Tuileries par les Fould, les Magnan et autres grands réactionnaires forts en catéchisme.

L'heure arriva enfin où cette influence remporta une victoire irréversible : le mariage sarde et avec lui l'alliance sarde¹.

Et le fait que cette résolution soit liée au mariage sarde, à l'« alliance familiale » désormais réalisée avec succès avec une famille royale légitime, est révélateur des tendances inébranlables et de la nature réactionnaire de Louis Napoléon, même au cœur de sa politique révolutionnaire.

Enfin, un autre aspect mérite d'être souligné.

Vers le début de janvier de cette année, on pouvait lire un curieux article dans le semi-officiel « Patrie ». L'Empereur, y disait-on en substance, après avoir énuméré ses hauts faits et ses services rendus à l'Europe, n'a pas obtenu des cabinets européens la reconnaissance et les remerciements qu'il méritait. Même l'Angleterre adopte une position hostile à son égard. L'Empereur est isolé en Europe. Il se voit ainsi contraint de poursuivre sa propre politique. —

L'Empereur isolé en Europe ! — Il n'y avait qu'une plume en France qui ait osé écrire ça. Oui, c'était un cri, né dans les entrailles de Louis Napoléon.

Quoi qu'on en dise, il y avait là une vérité. Louis Napoléon avait bien éprouvé quelques brillantes satisfactions de sa vanité, qu'il ne devait d'ailleurs bien moins à lui-même qu'à une attaque russe contre l'Orient, qui lui donna sa position européenne - mais il ne pouvait se faire d'illusion sur cette entrée intime et sûre dans la famille européenne des Etats européens à laquelle il aspirait. Depuis la guerre d'Orient², au début de laquelle il prodigua pendant neuf mois la plus basse adulation à François-Joseph pour pouvoir le persuader de conclure un traité d'alliance, et obtint enfin, comme le fruit d'une si humble attente voûtée et remuant la queue, le traité du 2 décembre 1854³, c'est-à-dire un traité de paix qui ne déboucha sur rien d'autre que le fait que l'Autriche se réserve de vouloir faire un traité avec lui au cas où elle le jugerait bon. La position de l'Autriche avait toujours été irritée, et elle l'était devenue de plus en plus à cause des principautés danubiennes. Il ne pouvait certainement pas compter sur la Prusse. Il ne pouvait compter sur la Russie que si elle obtenait tous les avantages, ou du moins les plus grands. Et l'alliance anglaise, acquise au prix de tant de frais et de sacrifices, avait fondu entre ses mains, s'était transformée en une atmosphère presque hostile. Il n'avait même pas pu obtenir de protection contre les pamphlétaires. Napoléon se sentait pour ainsi dire isolé. Ici il se heurtait à la haine des peuples, là à l'antipathie des cabinets.

¹ En référence au mariage, le 30 janvier 1859, à Turin, entre le prince Napoléon-Jérôme Bonaparte et la jeune Marie-Clotilde de Savoie, fille aînée du roi du Piémont, Victor-Emmanuel II.

² En référence à la guerre de Crimée.

³ Le 2 décembre 1854, lors de la guerre de Crimée, se trouve signé entre la France, l'Angleterre et l'Autriche un traité d'alliance sur la base du congrès de Vienne du 8 août 1854, mais cette fois, l'Autriche s'engage davantage militairement du côté des forces franco-britanniques.

Louis Bonaparte a senti qu'il fallait faire quelque chose. La question italienne lui était depuis toujours apparue comme le moyen qu'il s'était réservé comme voie de salut dans une situation extrême. Nul n'est mieux informé que Napoléon de l'immense popularité de la cause italienne auprès du peuple français. Déjà en 1853/54, le baron Brénier¹ avait voyagé en Italie pour son compte afin de sonder les sentiments de la population. Toutes sortes de négociations avaient été menées avec des révolutionnaires italiens sans que Louis Bonaparte n'ait jamais pu se décider, et qu'il ne se fût jamais décidé si ce n'est sous la pression la plus violente de circonstances concourantes.

Maintenant enfin - dégoûté par l'absence de résultats de sa politique étrangère, et sentant que toute nouvelle combinaison européenne qui pourrait éclater pourrait le jeter dans un véritable isolement, poussé par son cousin, alarmé par le résultat des élections, avec l'appel de Proudhon au comte de Paris dans les oreilles, ayant devant les yeux qui se fermaient d'épouvante mille poignards italiens étincelants, Louis-Napoléon se décida à prendre une décision ! Il déposa son « acte additionnel », comme dit Proudhon : l'Alliance sarde et le Manifeste italien !

Le revirement actuel de Louis Napoléon a une analogie frappante avec son histoire. On sait comment, après le rétablissement du trône impérial, Napoléon mendiait auprès de toutes les petites cours allemandes pour obtenir une princesse quelconque, ne serait-ce qu'une Wasa² ! Rejeté partout avec dédain et renvoyé chez lui avec les plus grandes vexations, il se caresse la moustache, se déclare fièrement « parvenu » et tend la main à l'aventurière espagnole³.

Après avoir épuisé dans sa politique toutes les combinaisons réactionnaires et dégoûté de l'absence de résultats à l'intérieur et à l'extérieur, il parle fièrement de la liberté des Alpes et de la mer Adriatique et se lance dans l'aventure italienne.

S'il y avait eu chez cet homme, si généralement surestimé en Europe, la moindre initiative, une autre initiative que celle du brigand de grand chemin dont il a fait preuve le 2 décembre — il aurait pris en main, il y a six ans, en 1853, son affaire actuelle en réponse à l'attaque de la Russie contre l'Orient et l'équilibre européen. Au lieu de baiser les bottes de l'empereur autrichien pendant neuf mois, avec le résultat que nous venons d'indiquer, il l'aurait sommé de marcher avec lui contre sur la Russie, et si cela lui était refusé, il aurait alors, levant le drapeau des nationalités opprimées, appelé l'Italie et la Hongrie contre l'Autriche, la Hongrie et la Pologne contre la Russie.

Dans quelle position différente il se trouvait alors ! A cette époque il avait l'alliance de l'Angleterre et de la Turquie, à cette époque toute la bourgeoisie allemande ne réclamait rien tant que pour l'alliance des « puissances occidentales », à cette époque sa provocation devant toute l'Europe aurait eu le prestige légitime de défendre l'Europe et la culture contre la nuit de barbarie et de domination mondiale russes qui s'annonçait ! A cette époque les peuples pouvaient encore croire à son caractère volontaire. Il n'avait pas besoin de sacrifier massivement ses régiments dans les marais du Danube et dans les hôpitaux de Varna à la fièvre et la peste, il se battait sur les champs de bataille confortables d'Italie et dans les plaines de Pologne, et avec un tout autre résultat que celui de la paix orientale, qui a été complètement

¹ Anatole Brénier de Renaudière Baron de son état. Diplomate français, sénateur sous le second Empire, il a été ambassadeur à Naples en 1855. Il est l'auteur, en 1862, de « De la France, à propos de l'Italie 1862 » (en ligne sur le site de Gallica).

² Carola de Vasa (ou de Wasa) Princesse de Suède, elle était une cousine éloignée de Napoléon III : sa grand-mère maternelle était Stéphanie de Beauharnais, la fille adoptive de Napoléon Ier. Il y avait eu, vers la fin du printemps de 1852, un projet pour qu'elle épouse Napoléon III, mais ce projet s'était heurté au refus de son père. (Cf. Les « Souvenirs du général Fleury », qui fut envoyé en juin 1852 à Darmstadt pour négocier ce mariage, pp. 211-217 du tome 1, publié sur le site de Gallica)

³ Eugénie de Montijo. Épouse de Napoléon Ier et impératrice de France le 29.01.1853. Le 12 janvier 53, lors d'un incident au cours d'un bal des Tuileries, la jeune espagnole avait été traitée d'aventurière par l'épouse du ministre de l'Education Hippolyte Fortoul.

infructueuse, dans laquelle il n'a même pas osé réclamer le dédommagement des frais de la guerre.

Mais bien sûr il s'agissait d'une guerre à grande échelle, d'une guerre dans laquelle il fallait faire appel au pouvoir réel du peuple français, et c'est précisément pour cette raison que rien n'est plus haïssable à Napoléon et moins conforme à ses plans qu'une telle guerre. Personne n'a chanté le Te Deum tenu à Paris pour la paix de Paris avec une ferveur plus sincère que Louis Napoléon. Si au moins il était dispensé de la nécessité, qui ne pouvait plus être évitée tant que la guerre se poursuivait, de faire appel au véritable potentiel de la nation et donc de libérer son énergie. Pour s'en dispenser, il a préféré conclure une paix hâtive, peu glorieuse et sans profit et s'est privé de l'alliance anglaise pour l'amitié loucheuse et au fond dépopularisante de la Russie.

Une guerre qui peut être menée avec environ 200.000 à tout au plus 300.000 soldats, surtout si elle est assez populaire pour ne pas faire craindre que des troubles éclatent en France pendant son cours, c'est l'affaire de Napoléon. Rien de plus.

La ligne que Napoléon cherchera à prendre en Italie à l'égard du principe qu'il a écrit sur sa bannière ressort de ce qui précède. Le principe des nationalités a deux faces qui, dans le cas des nations développées, se chevauchent immédiatement. Il est encore conservateur et déjà révolutionnaire. Encore conservateur, parce qu'en soi l'indépendance à l'extérieur n'est pas encore la liberté à l'intérieur. Les Circassiens, eux aussi, luttent pour leur liberté nationale sans être pour autant des peuples révolutionnaires; les Russes se sont également battus pour leur despotisme national en 1813. Déjà révolutionnaire, car la liberté de l'esprit national vers l'extérieur se transforme immédiatement en une exigence d'auto-développement sans entrave à l'intérieur, surtout à une époque où l'évolution intellectuelle est rapide et où les tendances démocratiques sont présentes, et dans des pays de culture comme l'Italie.

Napoléon veut s'emparer du principe des nationalités, dans la mesure où il est encore conservateur.

Il veut exécuter sa danse sur la ligne très nette qui sépare ce qui est encore conservateur et ce qui est déjà révolutionnaire.

Faut-il dire comment cette production gymnastique-équilibriste doit finir ?

La contradiction dans cette situation était déjà évidente dans le premier acte par lequel cette guerre commence, dans son Manifeste. Napoléon, dans son Manifeste de guerre¹, parle à l'Autriche de la liberté de l'Italie, de l'amélioration de la condition du genre humain, de la mission civilisatrice de la France, puis il fait une profonde et humble révérence « au pape si vénéré ! » !

Mais le vicomte de Plichon a tout à fait raison. On ne peut pas être révolutionnaire en Italie et conservateur en France et à Rome.

Rome est le point où la situation inconsistante de Napoléon doit d'abord s'écrouler. Il ne pouvait entreprendre la sécularisation de la domination pontificale sans se faire un ennemi mortel du clergé français, sur lequel il s'appuyait intérieurement. Il ne peut maintenir le

¹ En référence à la proclamation de l'Empereur « au Peuple Français » parue dans la presse le 3 mai 1859. Il déclarait notamment : « Le but de cette guerre est donc de rendre l'Italie à elle-même, et non de la faire changer de maître; et nous aurons à nos frontières un peuple ami qui nous devra son indépendance. Nous n'allons en Italie ni fomenter le désordre, ni ébranler le pouvoir du Saint-Père, que nous avons replacé sur son trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appesantit sur toute la péninsule, contribuer à fonder l'ordre sur des intérêts légitimes, nous allons enfin sur cette terre classique illustrée par tant de victoires, retrouver les traces de nos pères. Dieu fasse que nous soyons dignes d'eux. (...) Notre pays va encore montrer au monde qu'il n'a pas dégénéré. La Providence bénira nos efforts, car elle est sainte aux yeux de Dieu, la cause qui s'appuie sur la justice, l'humanité, l'amour de la Patrie et de l'Indépendance. ».

règne des prêtres sans entrer dans le conflit le plus brûlant avec la volonté unanime de la nation italienne, avec l'armée populaire italienne, avec son frère d'armes actuel, l'ancien défenseur de Rome, Garibaldi, dès que les préoccupations autrichiennes immédiates auront été repoussées.

Entre-temps, comme il fallait s'y attendre, la France a pris le principe des nationalités tout simplement dans un sens révolutionnaire. Les orgues françaises reprennent soudain les chants révolutionnaires, les régiments chantent la Marseillaise, les ouvriers sont en ébullition. La police, comme nous le rapportent les journaux eux-mêmes, reste les bras croisés, incapable de faire face à la tempête qui s'est déclenchée.

On peut allumer un feu, mais il n'est donné à personne de dire jusqu'où il doit brûler.

Dans une telle situation, les désirs de conquête de Napoléon en Italie sont inconcevables; il n'est pas pensable qu'il veuille susciter contre lui une coalition de peuples contre laquelle il ne pourrait même pas compter sur l'appui de la Russie. Car autant celle-ci doit être d'accord avec tout ce que Napoléon fait pour affaiblir l'Autriche, autant elle ne saurait consentir à livrer l'Italie à la France.

Le plus grand objectif auquel Napoléon puisse tendre, s'il nourrissait des projets d'élargissement, serait l'union de la Savoie à la France.

Et étant français de langue, de localisation, de sentiments et de relations, l'union de la Savoie avec la France, qui doit se faire tôt ou tard, serait tout à fait irréprochable au moment où l'Allemagne recevrait une compensation équivalente à cet élargissement.

*

V

Craintes allemandes. La conquête des rives du Rhin.

Ces craintes sont, selon Lassalle, sans fondement. Une mobilisation populaire par Napoléon III pour mener la guerre contre l'Allemagne mettrait, en effet, son régime en péril, en France même.

Les souvenirs des guerres napoléoniennes et des défaites historiques de l'Allemagne à Iéna et à Auerstädt ne font que raviver une époque où la France révolutionnaire menait un juste combat contre les hégémonies féodales du Saint Empire germanique.

Cette période, souligne Lassalle, est aujourd'hui complètement révolue.

Et faut-il croire que dans cette situation napoléonienne, on se souvienne de l'époque d'Iéna et d'Auerstädt et qu'on n'ait pas honte de craindre une conquête de l'Allemagne, une conquête des rives du Rhin ?

Il ressort clairement de ce qui précède, et c'est précisément pour cette raison que nous avons examiné avec tant de détails la position de Bonaparte, qu'une guerre avec l'Allemagne ne peut absolument pas entrer dans ses intentions. Nous le répétons, personne n'a encore inventé l'art de foncer ventre à terre, de déchaîner toute la puissance de sa monture tout en la tenant en bride ! Une guerre d'agression contre l'Allemagne, contre une population de 43 millions d'habitants qui se soulève avec un enthousiasme unanime pour la défense de ses frontières nationales - une guerre dans laquelle il aurait très peu à

gagner et beaucoup à perdre - Napoléon ne pourrait la mener qu'avec la plus grande mobilisation des forces populaires françaises, avec un tel appel à l'énergie nationale qu'il ne pourrait plus la contrôler un instant, et que, quelle que soit l'issue de la guerre, sa chute ne ferait aucun doute ! C'est précisément pour cela qu'il ne la veut pas et ne peut pas la vouloir. Lorsque Napoléon, l'ancien, le vrai Napoléon, revint de l'île d'Elbe, on lui conseilla de faire appel à la « *levée en masse* ». Il s'y refusa obstinément. Pourtant il connaissait bien l'infaillibilité du moyen. Il dit lui-même dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, que dans ce cas, il aurait encore vaincu tous ses ennemis de derrière la Loire et les aurait jetés hors de France, mais qu'il aurait dû pour cela « *coiffer le bonnet rouge* ». - Et cela, il ne le voulait pas, car - il l'avoue lui-même - il comprenait clairement qu'il n'aurait pas pu maîtriser un tel mouvement.

Et ce dont le vieux Napoléon ne se sentait capable de faire, un homme qui pendant quinze ans s'était identifié à toute la gloire de la France, avec sa grandeur, avec ses institutions civiles, un homme aux ressources insondables du plus grand génie personnel, un homme dont le nom à lui seul équivalait à une armée, ce farceur de l'Empire, ce Louis Napoléon allait s'en estimer capable ?

Et supposons même le cas, plus qu'improbable, qu'il ait l'intention de le faire. Dans quel grave danger nous trouverions-nous ? Nous sommes une population de 43 millions appartenant à la *Confédération allemande*. Supposons même, ce qui est une hypothèse qui ne peut être nullement avancée, que les 13 millions d'entre eux qui appartiennent à l'Autriche, après une malheureuse guerre d'Italie, ne soient pas du tout en mesure de nous soutenir, bien que l'expérience prouve suffisamment que - rappelez-vous la période de guerre presque ininterrompue de 1792 à 1815 - les nations sont capables de supporter bien plus que ne le suggèrent les opinions que l'on chérit d'aujourd'hui. Nous serions alors encore plus de 30 millions, même sans l'Autriche. Nous serions donc toujours en équilibre numérique avec la France. Et trois fois supérieurs à elle par notre enthousiasme national, défendant notre sol, de l'unanimité dont même le présent faux patriotisme, sans fondement, égaré est la meilleure preuve, une unanimité dont le courant puissant - en cas d'attaque sur le territoire allemand - entraînerait irrésistiblement tout récalcitrant. Nous aurions en outre pour alliée l'Angleterre qui, au nom de ses intérêts vitaux les plus immédiats, ne pourrait supporter une attaque de Napoléon contre son seul allié naturel, l'Allemagne, sans faire à Napoléon, une guerre à mort; l'Angleterre, qui pouvait à tout moment, par une expédition, rejeter sur les côtes de Bretagne le gouvernement républicain provisoire de la France vivant sur son sol, comme autrefois les émigrés, mais avec des résultats bien différents, afin de frapper l'usurpateur là où il est le plus vulnérable.

Où est donc le grand danger ? La raison d'avoir cette peur indécente ? La Russie ? Nous ne pensons pas que la Russie veuille et ait des raisons de soutenir aussi facilement Bonaparte dans une guerre d'agression et de conquête contre l'Allemagne. Et même si c'était le cas, nous avouons ne craindre nullement les forces offensives russes. En outre, la puissance offensive russe serait brisée d'un seul coup par la copie et la proclamation des manifestes napoléoniens et italiens - en Pologne ! Et ce moyen ne sonnera pas trop comme révolutionnaire, du moins pour ceux qui se souviennent que Metternich lui-même voulait reconnaître la révolution polonaise en 1831 et même restituer volontairement la Galice afin de construire dans une Pologne nationale un barrage contre le colosse nordique, et qu'il avait effectivement fait cette proposition aux cabinets de Paris et de Londres de l'époque. En effet, ceux de la vieille école n'ont jamais été aussi doctrinaires et réactionnaires que les hommes d'Etat actuels !

De la même manière nous serions alors en mesure de gagner sans trop de peine l'alliance de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse. Nous serions donc infiniment supérieurs à Napoléon, matériellement et moralement.

Alors quelle est la raison, nous le demandons encore une fois, de soulever une clameur si épouvantable et de rappeler la période d'Iéna ? Considère-t-on la peur comme une vertu patriotique ? Comme l'expression du sentiment national ? Comme le bon moyen pour former une grande nation à la force et à la confiance en soi ?

Et que c'est d'une peur excessive que l'on devient — téméraire !

Quand les enfants sont dans l'obscurité
Leur esprit s'angoisse,
Et pour conjurer leur peur
Ils chantent une chanson à haute voix¹, etc.

Parce que l'on craint le mal, pour le moins très incertain, hautement improbable d'une attaque française contre nous, on veut transformer le mal incertain en un mal certain, la probabilité redoutée en réalité effective, tout en nous poussant à attaquer la France ! Oui, comme c'est souvent le cas, on n'anticipe pas ainsi un mal qu'on ne croyait possible que par peur, on l'amplifie. Car il n'est pas nécessaire de démontrer davantage que l'Allemagne pourrait développer et développerait des forces tout à fait différentes dans une guerre défensive pour repousser une attaque française que dans une invasion offensive de la France.

Bien sûr, on croit avoir répondu à tout cela et avoir fait preuve d'une profondeur historique quand on ne cesse de se remémorer la Paix de Bâle et les journées d'Iéna, d'Auerstädt et de Tilsit.

Elle n'est pas très flatteuse pour la nation cette hypothèse selon laquelle les jours d'Iéna représentaient la mesure normale et nécessaire de notre force nationale. Elle n'est pas très flatteuse pour la nation, cette présupposition selon laquelle à chaque rencontre avec les Français, si juste que soit notre cause, notre destin doit toujours être le même qu'avant. Quelle que soit la nature de cette opinion, nous ne pouvons pas y voir la moindre trace du « sentiment national » dont elle est censée représenter le superlatif, car le sentiment national engendre la force nationale, et avec elle, la conscience de cette force, la fierté nationale, non pas cette crainte qui s'enivre tout simplement des souvenirs de la période de notre plus grande humiliation, à laquelle on pourrait, avec bien plus de raisons et davantage d'analogie, opposer des souvenirs historiques complètement différents.

Mais dignes et nationaux ou non, quelle est la véritable valeur probante de ces souvenirs ?

Pour pouvoir s'y référer en tant que norme, il faut fermer les yeux même sur les différences superficielles, par ex. le fait que la Prusse n'avait alors que des armées formées selon l'ancien système de recrutement, alors que nous avons adopté depuis un système militaire basé sur la force générale du peuple.

Mais la vraie différence est loin d'être indiquée dans ce détail.

Bien sûr, s'il suffisait pour comprendre les leçons de l'histoire de relever une situation très superficiellement similaire et de jongler avec ses mots-clés, alors les politiciens du *National-Zeitung* seraient de grands connaisseurs de l'histoire !

Le *Moniteur* a montré sa prépondérance sur les journaux allemands en répondant à leurs cris d'Iéna, pour rassurer l'Allemagne, que « cette époque n'avait rien à voir avec la période actuelle. » Vraiment ! C'est le *Moniteur* français qui a dû nous indiquer que nous n'étions plus dans la position d'un troupeau d'agneaux, encore sur le point d'être dévoré à volonté par le loup.

Cependant, le *Moniteur* n'a pas été autorisé à expliquer pourquoi cette période n'avait rien de commun avec le présent.

¹ Un extrait d'un poème de Heinrich Heine (*Buch der Lieder*, 1827 - Die Heimkehr – *In Mein gar zu dunkles Lieder*, vers 5-8).

Nous allons l'indiquer brièvement à sa place.

Croit-on vraiment que la France n'ait dû les victoires qu'elle a remportées sur toute l'Europe de 1792 à 1813 qu'à la seule supériorité de son art de la guerre ?

A-t-on oublié comment Speier¹, Worms, Mayence se sont jetés avec enthousiasme dans les bras de l'armée révolutionnaire française ? La guerre n'avait même pas été déclenchée par la France. Elle était partie de la coalition de Pillnitz². Et rien n'était plus naturel que cette coalition. En Allemagne, comme dans toute l'Europe, régnait la société féodale. En France, la société bourgeoise moderne avait été fondée par la révolution. Deux formes de sociétés opposées l'une à l'autre à la vie et à la mort ne peuvent coexister en Europe séparées par les rives d'un fleuve. L'une devait dévorer l'autre. C'est ce que comprit la coalition, d'où son attaque. Il est vrai qu'elle fut repoussée et la coalition avait éclaté. Mais ça n'a rien changé à la situation. Dans cette situation, toute paix ne pouvait être qu'une trêve. Car la situation restait toujours la même : la société moderne en France devrait être renversée par la société féodale dans le reste de l'Europe si, à l'inverse, elle ne parvenait pas à mettre son propre principe social à la place du principe féodal existant dans toute l'Europe. Faut-il s'étonner que la Révolution française, pour sa part, ait compris ce que la coalition de Pillnitz avait compris ?

Et c'est parce qu'elle a compris cela, et parce que c'était une lutte à mort, et une lutte d'un pays contre tout un continent, que la Révolution française s'est organisée en dictature militaire ! Napoléon n'était que la réponse strictement logique et strictement correcte à Pillnitz ! La Révolution française abandonna ses formes politiques pour assurer son contenu social et pour le substituer par la force des baïonnettes dans toute l'Europe au principe féodal de société.

Si Napoléon Ier suspendit fondamentalement les formes politiques de cette révolution par la dictature qu'il instaura, il ne supprima rien de son contenu social. Il le mena dans toute l'Europe. Le code civil qui porte son nom n'est que la rédaction du projet trouvé dans les papiers de la Convention française. Le paysan français s'est battu sous Napoléon pour un patrimoine foncier de 12 milliards qui avait été pris aux émigrés et que la révolution lui avait distribué, et dont il craignait la restitution si les armes de la coalition triomphaient et lui imposait à nouveau la restauration de la société féodale avec les Bourbons. Le paysan, le bourgeois, l'ouvrier, tous se sont battus pour les principes d'égalité devant la loi, l'abolition des monopoles, la libre concurrence, l'égalité des successions, la libre culture de la terre. Qu'avions-nous à y opposer ? La servitude, le servage, les robots, la sujétion aux domaines, la coercition et l'excommunication, les monopoles, le système corporatif. Comment pourrions-nous en sortir vainqueurs ?

Ce que Napoléon dit à une députation de la noblesse et du clergé à Madrid en 1808 : « *J'ai supprimé les droits féodaux; tout individu peut maintenant établir des auberges, des moulins, des fours, des pêcheries, et donner un libre cours à son industrie, en observant seulement les lois. L'égoïsme et la prospérité un petit nombre d'hommes ont été plus nuisibles à votre agriculture que les chaleurs caniculaïres. Ainsi qu'il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un état qu'une seule justice; par conséquent, toutes les juridictions particulières ayant été usurpées et étant contraires aux droits nationaux, je les ai détruites³* », tout cela et bien plus encore Napoléon pourrait le dire à tout le reste de l'Europe. Dans les pays qu'il a conquis, le nouveau

¹ La ville de Spire, au sud de l'actuel Land de Rhénanie-Palatinat.

² Après la fuite et l'arrestation à Varennes de Louis XVI, le 22 juin 1791, s'était produite, le 25 août 1791, à Pillnitz (en Saxe, près de Dresde) une rencontre entre l'empereur d'Autriche Léopold II et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II. Cet entretien avait donné lieu à une déclaration commune menaçant la France révolutionnaire d'une intervention militaire si Louis XVI n'était pas rétabli dans son pouvoir. Cette déclaration fera partie des chefs d'accusation de Louis XVI lors de son procès en décembre 1872.

³ En français dans le texte de Lassalle qui cite ici l'allocation de Napoléon Ier, le 9 décembre 1818, à l'adresse du corrégidor de Madrid (un important fonctionnaire royal) qu'il avait reçu en audience.

code social a été introduit. Ceux qui n'étaient pas directement conquis par lui étaient contraints, s'ils voulaient pouvoir un jour lui opposer leurs peuples, d'introduire au moins dans leur propre pays les bases principales du nouvel ordre social français. Notre législation de Stein-Hardenberg¹, l'abolition des monopoles et des corporations, l'introduction de la libre concurrence dans tous les Etats allemands, elles datent de cette époque et pour cette raison !

Lorsque les bases de la société bourgeoise moderne furent également introduites chez nous, et que les Français y trouvèrent en même temps la seule garantie suffisante contre la crainte de se voir à nouveau imposer la société féodale, lorsque nous n'avions plus rien à leur envier quand la querelle entre eux et nous s'était détachée de son contenu social originel pour n'être plus que nationale — nous les avons battus !

C'est donc là que réside la cause de cette terrible force expansive développée par les Français dans leurs guerres révolutionnaires de 1792 à 1813.

Oui, en effet ! Le *Moniteur* a raison de dire que cette période n'a rien de « commun » avec la présente !

Car quel nouvel ordre social mis en place par lui représente le Napoléon actuel, ce jongleur qui ne traîne sa misérable existence de funambule que sur la mince ligne de transition qui sépare le présent du nouvel ordre des choses, et dont les anciens cabinets quand il est monté sur le trône, malgré les traités de 1815 qui l'excluaient, ont vu avec cohérence et raison qu'ils n'avaient pas besoin d'une nouvelle coalition de Pillnitz contre lui ?

Que doit-il nous apporter ?

Cayenne ?

*

VI.

Les conséquences de la guerre offensive contre la France.

Une guerre *populaire* – Lassalle insiste sur cette hypothèse – de l'Allemagne contre la France, « entre les deux grands peuples de culture », serait, à ses yeux, « un malheur historico-culturel ». La « bonne entente » entre les peuples français et allemands conditionne « tout progrès de civilisation en Europe, tout accroissement et toute réalisation de la masse intellectuelle des idées, bref tout développement démocratique et donc tout développement culturel en général. ». Se trouve en jeu « la question vitale de toute la démocratie européenne. ».

Jusqu'ici nous avons examiné l'actuelle absence de fondement d'une guerre contre la France; examinons maintenant un instant les conséquences qu'une telle guerre devrait entraîner dans l'état actuel des choses si nous nous mettions réellement à l'entreprendre.

Ces conséquences seraient les plus tristes qu'une guerre ait jamais eues pour le développement européen, et seul un aveu-

¹ En référence aux réformes d'inspiration libérale menées en Prusse entre 1807 et 1814 (après les défaites d'Iéna et d'Auerstädt en 1806) sous la direction d'Heinrich Friedrich Karl vom Stein et de Karl August von Hardenberg : abolition du servage, suppression du monopole des corporations et mise en concurrence dans le domaine industriel.

glements complets à leur égard explique le cri de guerre dans la bouche de ceux qui le poussent.

Nous ne parlons pas de l'effusion de sang, de l'appauvrissement, de la dévastation qui suivent toute guerre, et qui, pour cette raison même, ne peuvent faire l'objet de préoccupations particulières quand la nécessité de combattre est affirmée.

Mais cette guerre serait, dans un tout autre sens, un malheur historico-culturel !

Comment est-il possible d'un point de vue démocratique de ne pas voir que cette guerre serait l'événement le plus anti-culturel qu'on puisse imaginer ?! La bonne entente - il n'a jamais été aussi opportun de le proclamer pour quiconque est un tant soit peu capable de survoler le cours de l'histoire culturelle européenne qu'en ce moment de résurgence de la francophobie - la bonne entente entre les deux grands peuples de culture - les Allemands et Français - c'est le point dont dépendent irrévocablement toute liberté politique, tout progrès de civilisation en Europe, tout accroissement et toute réalisation de la masse intellectuelle des idées, bref tout développement démocratique et donc tout développement culturel en général !

A ce stade, non seulement le destin d'une nation particulière est en jeu - c'est la question vitale de toute la démocratie européenne !

Le tigre sanguinaire de la haine nationale entre ces deux peuples, enfin apprivoisé, s'est réveillé de sa tanière - et pour peut-être trois décennies, tout progrès culturel est écrasé, toute avancée politique inhibée, toute confusion des esprits rendue possible, la porte est à nouveau ouverte à n'importe quelle sombre et machiavélique politique du cabinet¹ et la barbarie de la rage de conquête et de destruction mutuelles se trouve inscrite sur le drapeau des peuples au lieu du progrès interne.

Ce serait de loin la victoire la plus horrible et la plus incommensurable que le principe réactionnaire ait remportée depuis 1848 !

Ce n'est pas n'importe quelle guerre entre la France et l'Allemagne qui aurait de telles conséquences, même si chacune serait un triste événement en toutes circonstances. Une guerre qui serait une simple guerre de cabinet des deux côtés, ou même de l'un d'eux, ne les aurait pas. Mais la guerre actuelle, si en même temps elle réussissait réellement à enflammer l'opinion publique et le sentiment national en Allemagne, les aurait.

La raison est facile à montrer.

Il n'y a pas de plus grande erreur que de croire que le peuple français conçoit sa nationalité dans un sens hostile à l'Allemagne et qu'il s'enthousiasme à l'idée de conquérir le Rhin. A l'exception de quelques vestiges moustachus de l'Empire et de quelques braillards sans cervelle, la nation française est bien revenue de tout cela. Ce résultat est dû au progrès des idées démocratiques en France. La démocratie, qui a pour principe le respect des nationalités, ne peut avoir pour but d'usurper à des régions de langue allemande - cette ligne de démarcation la plus indubitable des nationalités - ses origines et son histoire. L'orientation vers les intérêts matériels a puissamment contribué à ce résultat. La bourgeoisie a calculé au centime près que toute conquête lui coûte infiniment plus qu'elle ne rapporte et a depuis pris l'habitude de chercher ses conquêtes dans le domaine de la réduction des coûts de production. L'ouvrier s'est tour-

¹ Soulignons cette distinction systématiquement établie par Lassalle entre les politiques dites « de cabinet » et leurs véritables engagements populaires.

né vers les questions sociales et vers le triomphe des principes démocratiques, les seuls dont il peut attendre une solution.

L'auteur de ces lignes s'est rendu en France à de nombreuses reprises. Il a fait la connaissance d'un grand nombre de Français de toutes les classes. Il a très souvent orienté la conversation vers 1813, vers Waterloo, etc. Mais dans les réminiscences les plus difficiles et les plus douloureuses, il ne rencontrait jamais d'autres vues que celles qui se résument en ces mots : « Vous étiez dans votre droit national et dans votre revanche politique. » Oui, le Français a compris que Waterloo n'était que la stricte réponse logique à Iéna et Tilsit¹ et que cette réponse finirait toujours par se répéter. Cependant, il n'est pas nécessaire de se référer à des observations individuelles. De grands et flagrants faits montrent à quel point les temps de la haine nationale en France sont dans leurs derniers retranchements. Par exemple, la longue alliance avec l'Angleterre, qui pourtant est incontestablement le véritable ennemi héréditaire de la France à travers des siècles de tradition et d'histoire. Et pourtant, on n'a pas entendu dire que cette alliance ait suscité des marques d'antipathie de la part de l'armée ou de la nation française.

C'était beaucoup plus le cas de la population anglaise. De même la tiédeur sans fin, le manque total d'enthousiasme en France pour la dernière guerre de Russie². Pendant toute la durée de celle-ci, on n'a pas remarqué à Paris la plus petite partie de cette agitation et de cette fermentation dont les journaux nous disent déjà, immédiatement après la déclaration de guerre, qu'elles se répandent de plus en plus. Il était navrant de voir à l'hippodrome à quel point la prise de Sébastopol, qui y avait été annoncée bien avant qu'elle ne soit effectivement réalisée, avait pu enflammer la foule malgré tous les efforts et les dispositions. La nation a pris cette guerre pour ce qu'elle était, une guerre de cabinet, et toutes les tentatives pour l'électrifier ont été vaines. Tous les journaux publics de l'époque ont noté suffisamment et avec étonnement cette tiédeur flagrante, cette absence totale d'acclamations du peuple au départ des troupes, etc. ce qui contraste avec ce qui s'est déjà manifesté dans les opérations correspondantes pour la guerre d'Italie. L'auteur du présent ouvrage, qui était à Paris pendant la guerre d'Orient, veut seulement ajouter de la meilleure source qu'à cette époque, même dans les milieux ouvriers français, rien n'était plus ardemment désiré que la défaite des armes françaises, parce qu'on en attendait la chute de Napoléon. Et il ne sera pas trop difficile de comprendre cela et de le trouver crédible si l'on se représente la position dans laquelle l'armée française s'est trouvée vis-à-vis du peuple par le règne du 2 décembre.

Et en ce qui concerne plus particulièrement les prétendues envies rhénanes, — quel fait peut-on réellement citer en faveur de celles-ci depuis 1815 ? L'état d'esprit de 1840.

Mais oublie-t-on que ce sentiment français de 1840 n'était que la réponse à une provocation sans pareille des quatre cabinets de Berlin, Vienne, Londres et Pétersbourg, à l'accord conclu par eux, dans le dos de la France et contre elle, sur la question d'Orient, un accord qui excluait la France de toute participation au règlement des affaires européennes³ et la menaçait dans toute sa position politique mondiale ?

Rien d'étonnant à ce qu'une provocation aussi agressive, à la fois si insultante et si dangereuse pour la France et qui l'excluait du concert européen, ait suscité en France le sentiment de chercher la garantie de son existence politique attaquée dans une di-

¹ En référence aux traités de Tilsit de juillet 1807 qui avaient mis fin à la guerre de la 4^e coalition européenne contre la France impériale de Napoléon Ier, aux dépens surtout de la Prusse.

² La récente guerre de Crimée.

³ En référence au traité de Londres du 15 juillet 1840 entre la Prusse, l'Autriche, la Russie et la Grande Bretagne qui réglait la question d'Orient en tenant la France à l'écart.

rection aussi exclusive et hostile, dans son agrandissement et son arrondissement stratégique ? Oui, 1840 le prouve. Une attaque ennemie contre la France produira toujours le même courant au sein du peuple français comme une réponse bien compréhensible.

Qu'elle n'ait été qu'une réponse, c'est ce que savent tous ceux qui connaissent l'histoire diplomatique de 1840, et c'est ce que prouve encore un autre fait irréfutable.

En 1840, bien sûr, la guerre n'a pas eu lieu uniquement à cause de la politique faible et timide de Louis Philippe. Mais en 1848, nous avons eu une révolution, nous avons eu un gouvernement provisoire et républicain en France. On sait maintenant la grande et turbulente agitation que les clubs et la presse soulevèrent à l'époque à cause des Polonais et des Italiens. Nous savons qu'il y a eu un 15 mai¹. Mais où, pendant toute l'année révolutionnaire de 1848, soit à l'Assemblée nationale, soit dans les clubs, soit dans la presse, y a-t-il eu une seule voix en France qui ait souhaité la conquête de la frontière rhénane ?

Où s'est élevée, à l'époque où il n'y avait pas de provocation de notre part, malgré la Révolution et la République, une seule agitation qui aurait demandé une guerre avec ce mot d'ordre ?

On voit, du moins si l'on laisse parler les faits historiques, que la prétendue volonté de conquérir le Rhin semble encore représenter bien moins la barbarie du peuple français que la barbarie de nos hypothèses à son sujet !

Mais combien tout cela serait différent si l'Allemagne, dans la guerre d'Italie et sans être attaquée par Napoléon, prenait les armes contre la France.

Depuis le mois de janvier de cette année, les journaux allemands ont tout fait pour induire leurs lecteurs en erreur sur l'état d'esprit en France. Ils ont publié des rapports sur des rapports de Paris sur l'impopularité de la guerre envisagée, mais quiconque connaît un tant soit peu la situation française devrait savoir que cela était impossible ! L'histoire elle-même parlait clairement. Ne se souvenait-on pas qu'en 1831 un cri d'indignation parcourut la France entière, retentissant aussi bien à la tribune de la Chambre des députés que dans la presse et les clubs, lorsque Casimir Perier déclara sur la même question qui se jouait alors en Pologne que « l'argent et le sang de la France » ne devaient servir qu'à la France² ? Ne se souvenait-on pas que dès le 15 mai 1848, c'est-à-dire moins de 15 jours après la réunion d'une assemblée nationale républicaine élue au suffrage universel, le parti populaire de Barbès et de Blanqui avait tenté de la faire sauter, pour la seule raison que l'Assemblée nationale ne voulait pas intervenir en faveur du principe des nationalités opprimées ?

Tant cette cause avait toujours été populaire en France, tant elle avait grandi avec tous les instincts du parti démocrate depuis des décennies, tant ce principe avait toujours été considéré en France comme la pierre angulaire de toutes les traditions révolutionnaires.

¹ Le 15 mai 1848 eut lieu à Paris une manifestation insurrectionnelle organisée par les clubs d'extrême-gauche en faveur de la Pologne. L'Assemblée puis l'Hotel de Ville sont envahis. Le mouvement sera toutefois très vite réprimé par la Garde nationale commandée par Lamartine. Barbès et Raspail sont arrêtés le soir même; Blanqui le sera le 26 mai.

² En référence au discours d'investiture de Casimir Perier, le 18 mars 1831, devant la Chambre des députés à qui il déclarait à propos d'une éventuelle intervention armée en Pologne : « Nous soutiendrons le principe de la non-intervention en tout lieu par la voie des négociations. Mais l'intérêt ou la dignité de la France pourraient seuls nous faire prendre les armes. Nous ne concédons à aucun peuple le droit de nous forcer à combattre pour sa cause et le sang des Français n'appartient qu'à la France. » (Cf. Les cahiers du Cevipof, avril 2005, n° 39).

C'est pourquoi, lorsque la guerre a éclaté et que l'on ne peut nier l'enthousiasme avec lequel cet événement a rempli Paris, la « Neue Preußische Zeitung » l'expliqua par le fait que les Français sont toujours présents corps et âme lorsqu'il s'agit de « se chamailler ».

Aucun homme ne peut dépasser son horizon.

Toujours enfermée dans son cercle de vision médiéval, la « Neue Preußische Zeitung » ne peut voir dans la France qu'un lansquenet. D'autre part, les feuilles libérales, dans leurs rapports sur l'impopularité de la guerre imminente, n'avaient vu la France que dans la bourse. Mais la France n'est pas plus un boursicotier qu'elle n'est un lansquenet.

La France considère cette guerre comme une guerre juste, civilisatrice, dictée par ses principes démocratiques. Tout ce qui est mensonges et phrases dans les manifestes napoléoniens - dans le sentiment de la nation, c'est vrai et réel ! Que Napoléon lui-même associe ou non des intentions de conquête secrètes à cette guerre, la démocratie française ne la veut que dans le sens le plus pur et le plus généreux, comme une guerre de principes, et est à juste titre fière de la vouloir ainsi. La France sait très bien que Napoléon n'a décidé cette guerre que dans le fol espoir de contrecarrer sa propre impopularité toujours croissante par son écrasante popularité. Elle ne répondra à cet espoir que par un sourire de mépris jusqu'à ce qu'elle puisse donner une réponse plus effective. Et l'espoir de la donner est infiniment renforcé et accéléré par la guerre elle-même. La démocratie française tentera aussi de renverser Napoléon pendant cette guerre; elle cherchera à le renverser et pourra probablement le renverser précisément parce qu'il ne poursuivra pas cette guerre jusqu'à ses conclusions logiques, qu'il la mènera de façon mensongère et uniquement comme une guerre de cabinet.

Mais la France ne peut pas devenir hostile ou indifférente à cette guerre elle-même, à cette guerre qui, à travers tous ses principes et traditions révolutionnaires, est restée dans son cœur pendant des décennies, parce que Bonaparte, précisément pour flatter la nation, l'a suscitée. La France ne peut pas se donner comme politique le rôle de la femme qui se chaille avec l'homme et qui ne veut plus ce qu'elle voulait dès que l'homme l'a rejointe.

Une seule considération le montrera clairement. Si Napoléon était renversé par une révolution pendant la guerre contre l'Autriche, tout gouvernement républicain qui lui succéderait ne ferait que poursuivre cette guerre avec une force redoublée, une énergie décuplée. Ce serait la seule pièce de l'héritage napoléonien qu'ils auraient le devoir de prendre en charge.

Seulement quelle pourrait alors être la conséquence de faire la guerre à la France avant que Napoléon, par ses désirs de conquête italiens ouvertement exprimés, et par sa volonté clairement manifestée d'établir des trônes pour son cousin dans l'Italie centrale, ait séparé la cause de la guerre d'Italie de la cause de la nation italienne et française elle-même ?

Les Français ne pourraient voir dans une telle attaque contre eux, entreprise prématurément et intempestivement, dans une guerre que la nation française ne veut que juste et noble, que l'embrasement ouvert d'une haine nationale allemande à leur égard, qu'une atteinte à leur légitime position mondiale. Alors, chez eux aussi, la bête de la haine nationale surgirait avec des yeux étincelants, alors les souvenirs de Waterloo et de 1815 se ranimeraient, alors il serait donné au machiavélisme napoléonien de causer la plus indigne confusion dans les esprits et dans les cœurs; alors ils se souviendraient de la faiblesse stratégique de leur frontière du Nord, alors, pour protéger leur position nationale contre la haine nationale allemande, la revendica-

tion des rives du Rhin redeviendrait le mot d'ordre qui traverse toute la France. - Bref, nous créerions et produirions nous-mêmes tout ce que nous craignons aujourd'hui.

Et alors les sombres temps médiévaux des guerres d'extermination nationale ressurgiraient et le cours du développement des peuples serait interrompu pour des décennies et livré à la barbarie. Et la démocratie allemande, et tous ceux qui haïssent Napoléon, ne voient-ils pas que c'est justement en raison de cette haine qu'ils ne doivent pas déclencher contre lui une guerre offensive ?

Si, dans l'état de choses que nous venons d'amplement décrire, la Confédération germanique se soulevait contre la France, et qu'ainsi, avec l'Autriche, une population de soixante-dix millions prît les armes contre elle, population dont les gouvernements peuvent encore moins entrer en France par la proclamation de principes républicains, alors, pour repousser l'invasion et un danger dont les proportions sont si gigantesques, la nation française tout entière serait obligée de se rallier à Napoléon.

La démocratie française elle-même devrait porter ses bannières à contrecœur, et ce n'est que des mains de ses ennemis qu'il recevrait ce qu'il recherche en vain aujourd'hui, un prolongement incalculable de son existence !

Et cette guerre, avec quelles chances de succès la mènerons-nous ? En cas de besoin, la France mettra son dernier homme et son dernier écu pour chasser les Autrichiens d'Italie. Il en sera ainsi parce que cette guerre est conforme à ses principes, et parce qu'une fois qu'elle l'aura commencée, tout son prestige, toute son influence européenne légitime dépendra de ce que la guerre ne se termine qu'avec l'expulsion des Autrichiens. L'Italie fera de même. Alors devrions-nous commencer une guerre avec la perspective d'être vaincus et de devoir céder ? Ou devrions-nous également mettre notre dernier homme et notre dernier écu dans le maintien de la domination autrichienne en Italie ? Devons-nous attirer sur nous la haine mortelle de la nation française à cause de l'Autriche ? Et la haine meurtrière de 25 millions d'Italiens ? Et la haine mortelle des Hongrois, comme de tous les peuples qui verraient en Italie un combat pour leurs propres problèmes vitaux et dans notre attitude un signe de notre manière dans leur propre cas ?

N'avons-nous pas encore assez du rôle que l'Allemagne a joué tout au long du Moyen Âge, celui d'opprimer les autres peuples et d'être punie pour cela en n'obtenant pas la liberté chez soi ?

Non ! Ceux qui veulent maintenant nous pousser à la guerre contre la France poussent les forces de la nation dans une voie malheureuse et fatale, et pour cette raison même échouent en même temps dans la tâche vraiment glorieuse et nationale qui nous attend en ce moment.

C'est de cette tâche que nous voulons traiter maintenant.

*

VII

Le programme. La tâche de la Prusse.

La conclusion de Lassalle est clairement centrée sur la question de **l'unité allemande** : « le moment est venu, *écrit-il*, de donner une expression politique aux aspirations allemandes à l'unité. », cette « pulsion qui éclate par tous les pores de la nation ».

L'adversaire est clairement désigné : c'est l'Autriche. L'objectif immédiat est clairement pointé : c'est l'intervention de la Prusse dans le Schleswig Holstein.

Venons-en donc aux conclusions positives qui découlent des études menées jusqu'ici.

Il ressort déjà clairement de tout ce qui précède que le programme du peuple allemand ne peut être que celui-ci :

la guerre contre Napoléon, s'il veut conserver pour lui-même le butin qu'il a pris aux Autrichiens;
la guerre, s'il veut ériger des trônes pour son cousin en Italie centrale.

Dans les deux cas donc, une guerre qui ne se conçoit qu'en accord avec le peuple italien et avec les instincts démocratiques de la nation française !

Mais, si ces deux cas ne se produisent pas, ou en attendant ? Quelle doit être l'orientation actuelle de ce programme encore purement éventuel ?

Si un Frédéric le Grand¹ se trouvait maintenant sur le trône de Prusse, il n'y a guère de doute sur la politique qu'il suivrait. Il reconnaîtrait que le moment est venu de donner enfin une forme aux aspirations allemandes à l'unité. Il saurait que même les cris de guerre ne sont que l'effet, exprimé sous une forme détournée, de l'instinct d'unité allemand, de cette pulsion nationale qui éclate par tous les pores de la nation. Il jugerait le moment le plus approprié pour entrer en Autriche, proclamer l'empire allemand et laisser la dynastie des Habsbourg décider si et comment elle peut s'affirmer dans ses territoires hors de l'Allemagne.

Oui, une fois de plus, la couronne impériale allemande est sur la route !

Elle ne sera pas supprimée.

Il serait injuste d'exiger de chacun qu'il soit un Frédéric le Grand. Et de plus, pour autant qu'il y ait intérêt à déplorer ce péché par omission de la monarchie, ce n'est certainement pas l'intérêt de la démocratie allemande.

Mais si, pour des raisons évidentes, le cabinet prussien n'est pas en mesure d'adopter cette attitude résolue, ne lui serait-il pas possible de faire quelque chose de grand, de puissant et de national ? Et quelle attitude devrait-il adopter maintenant ?

Le gouvernement prussien a déclaré vouloir rester provisoirement neutre dans la guerre d'Italie. Aussi loin qu'il nous en souviennne, c'est

¹ Une référence très symbolique à ce roi de Prusse plutôt légendaire : Frédéric II, dit Frédéric le Grand qui régna de 1740 à 1786. Ami de Voltaire, il a été l'un des représentants du « despotisme éclairé ». Son rôle politique a précisément conduit à l'unification du territoire morcelé de la Prusse et à faire de ce pays l'une des cinq grandes puissances européennes.

presque la première mesure d'un gouvernement prussien avec laquelle nous pouvons nous sentir d'accord. Mais cet accord ne serait réel que si cette attitude purement négative était suivie du côté positif nécessaire pour soulever et renforcer le sentiment national et pour insuffler à la nation, par un grand acte d'intérêt national, une force enthousiaste qui devrait d'avance priver de toute dangerosité une éventuelle tendance expansionniste du bonapartisme.

Il faut d'abord remarquer que la neutralité n'a de sens que si la Prusse sait préserver avec suffisamment d'énergie son hégémonie allemande face aux sympathies autrichiennes des petits Etats allemands limitrophes de la France.

La Prusse a demandé l'état de préparation à la guerre à la Confédération. Elle doit la prendre sous son commandement suprême; aucun corps d'armée ne peut se trouver sur une frontière française en Allemagne sans être soumis au commandement prussien. Ce point a déjà été suffisamment souligné de divers côtés, notamment par la *Volkzeitung*. Nous remarquons seulement que la Prusse, si elle veut occuper la position allemande qu'elle revendique, est également responsable vis-à-vis de la nation de toute imprudence à laquelle elle laisserait le champ libre à la Bavière et au Wurtemberg, etc. On peut calculer les grandes nations et même les souverains placés à la tête de grands peuples. Mais personne ne peut calculer jusqu'où la frénésie noire et jaune peut entraîner les petits cabinets de Munich et de Stuttgart.

Nous laisser entraîner dans une guerre avec la France par les conséquences d'une agression lancée par la Bavière et le Wurtemberg avec l'aide d'un corps d'armée autrichien serait encore pire et plus lamentable que de commencer cette guerre elle-même.

La Prusse est donc obligée de prendre toutes les garanties contre de telles possibilités et de les imposer si nécessaire en tant que puissance dirigeante et protectrice de l'Allemagne.

Tout péché d'omission serait ici aussi grave qu'un péché de fait.

Mais tout cela fait encore partie du simple côté négatif de la médaille.

Quelle est sa face positive ?

La *Volks-Zeitung* demande, à côté de la neutralité d'antan, de voir une armée d'observation de 400.000 hommes déployée sur le Rhin ! Outre le caractère agressif que prendrait, avec le temps, la mesure, certes indispensable en soi, d'une armée d'observation sur une si grande échelle, nous la considérons aussi comme un divertissement très coûteux, très superflu et qui, au lieu de stimuler le sens national, ne fait que le déprimer à long terme. La guerre franco-autrichienne peut très bien durer deux ou trois ans. Que doivent faire les quatre cent mille hommes pendant ce temps ? Regarder, fusil au poing, « passer les nuages » ?

Non, nous sommes tout à fait d'accord avec la *National-Zeitung* et d'autres journaux similaires sur le fait qu'un tel état permanent de préparation à la guerre pèse plus lourdement sur une nation qu'une guerre elle-même. Une guerre a des compensations qu'un tel état n'a pas. Une guerre génère de la pression, mais aussi de l'élan, de l'énergie, de l'enthousiasme. Un tel état n'entraînerait que la pression. Elle dévasterait les finances, paralyserait le commerce et l'industrie, maintiendrait la nation dans un état d'esprit fébrile et agité, mais qui ne pourrait avoir qu'un effet de relâchement, parce qu'il consisterait en une attente perpétuelle et inactive. Cela ne ferait que nous déprimer, épuiser inutilement nos forces, et si un danger survenait effectivement, il ne serait pas possible de le prévenir. Si un danger survenait vraiment, il nous trouverait dans un état d'épuisement.

Non, au lieu de ces 400.000 hommes, il suffit de moins d'un quart, il suffit d'un corps d'observation de la taille de celui que la France met

sur pied sous Pélissier¹, si nous étions, nous aussi, en mesure de mener ailleurs une guerre nationale glorieuse et fructueuse.

Et c'est là le côté positif de la médaille.

La seule attitude digne et grande, aussi bien dans les intérêts de la nation allemande que dans ceux de la Prusse, serait le langage suivant de la part de la Prusse :

« Si Napoléon révisé la carte européenne selon le principe des nationalités dans le Sud, tant mieux, nous ferons de même dans le Nord. Si Napoléon libère l'Italie, bien, nous prendrons le Schleswig-Holstein » !

Et avec cette proclamation, nos armées sont envoyées contre le Danemark.

Il est étrange que ce mot d'ordre authentique, qui repose sur le fond de la situation et sur l'âme du peuple allemand, n'ait encore été prononcé par personne. Mais il suffirait qu'il soit prononcé par la Prusse et accompagné d'une proclamation au peuple pour que, d'un seul coup, les vagues du patriotisme allemand, aujourd'hui inopérantes, se dirigent vers leur véritable lit, s'amplifient en un fleuve bouillonnant et portent le besoin d'unité allemande à la fleur de l'enthousiasme extrême.

Oui, ce serait le moment de transformer le sentiment d'unité allemande en un fait et de le rendre grand, fort, fier et sûr par des actes ! Au lieu de laisser le sentiment national stagner dans un marécage exaspérant de craintes, il serait alors déployé au maximum de son pouvoir d'action ! Au lieu d'être lésés dans notre position mondiale par la guerre d'Italie face à la France, ce serait plutôt nous qui en tirerions le renforcement le plus important, l'avantage le plus considérable. Au lieu de lutter contre le principe des nationalités libres pour l'Autriche et de nous faire des ennemis du monde des esprits nationaux, nous adopterions ce principe et nous occuperions ainsi de notre propre cause nationale.

Oui, ce serait le moment pour la Prusse de laver la honte de l'exécution autrichienne dans la Hesse et le Holstein, l'« humiliation » dans laquelle le prince Schwarzenberg a plongé l'image de la Prusse dans toute l'Allemagne, l'opprobre que l'incapacité et la rage de réaction doctrinale du ministère Manteuffel nous ont fait subir, de réparer la trahison de Rendsburg.

« Si l'on retire à la Prusse le respect en Allemagne, on la prive de toute force. *Il faut l'avilir et après la démolir* », avait dit le prince Schwarzenberg.

Ce serait le moment, alors que la démolition de l'Autriche s'effectue déjà d'elle-même, de veiller à l'élévation de la Prusse dans l'estime allemande.

Ce serait le moment de panser ces plaies qui saignent gravement.

Puisse le gouvernement prussien s'en convaincre : les astres lui sont favorables ! L'heure lui appartient - mais si on la laisse encore passer, elle ne lui reviendra plus jamais !

Et un bref examen montre avec quelle facilité relative ce grand objectif pourrait être atteint maintenant.

Napoléon ne peut pas prendre parti contre nous dans cette guerre. D'une part, il a assez à abattre en Italie, assez à contenir en France, et il n'a pas de cri national de campagne par lequel il pourrait exciter

¹ Aimable Pélissier, duc de Malakoff, a été le commandant en chef des troupes françaises devant Sébastopol au cours de la guerre de Crimée. En avril 1859, durant la campagne d'Italie, il avait pris le commandement d'une armée d'observation à Nancy qui avait été mise en place en raison de la mobilisation des troupes de la Landwehr par le pouvoir prussien.

contre nous le peuple français, qui est inaccessible aux fineses diplomatiques et qui s'intéresse peu au Schleswig-Holstein et au Danemark. Enfin, la force de la logique est trop implacable pour que Napoléon puisse pour le moment agir contre nous autrement que par la diplomatie. Il ne peut pas se battre contre nous, parce que nous faisons en Schleswig-Holstein ce qu'il fait en Italie. Sa proclamation italienne, ses articles *du Moniteur* - ils correspondent mot pour mot à notre manifeste contre le Danemark.

Il ne peut pas se battre à la fois pour et contre ses propres manifestes.

Quant à l'Angleterre, que nous avons eue et que nous aurons toujours en face de nous dans la question du Schleswig-Holstein, elle est en ce moment même dans l'impossibilité de s'opposer à nous autrement que par la voie diplomatique.

Dans l'incertitude de sa situation actuelle, jamais certaine de ne pas se voir contrainte à une lutte existentielle avec Napoléon, elle ne peut pas s'aliéner, à cause du Schleswig-Holstein, le seul allié qui lui reste, l'Allemagne, et ainsi s'isoler complètement. Quelle que soit sa réticence, elle serait obligée, si nous n'avancions pas par la voie diplomatique, mais par la voie des faits, de se contenter tout au plus d'une protestation, puis de fermer les yeux et de laisser faire.

L'Autriche est prise en charge.

Reste la Russie, le seul Etat dont on puisse attendre une opposition effective. Cet adversaire - nous le trouverons en tout cas et en toutes circonstances devant nous le jour où cette affaire - et il faut bien que nous la résolvions un jour - sera prise en main par nous. C'est seulement dans les circonstances actuelles que l'on peut douter que la Russie, voyant la Prusse agir avec une force et une détermination impressionnantes, sans aucune faiblesse diplomatique, et appuyer sa cause uniquement sur l'enthousiasme populaire allemand, ne recule pas au dernier moment. La convention russe avec Napoléon ne peut contenir, de par sa nature, rien d'autre que la promesse éventuelle d'intervenir contre l'Allemagne au cas où la Confédération allemande viendrait au secours de l'Autriche dans la guerre d'Italie. Abandonné par Napoléon à l'occasion du Schleswig-Holstein, un large coin serait ainsi enfoncé dans la nouvelle amitié de la Russie avec la France, coin qui ne serait donc pas un mince avantage pour toute la situation, et qui pourrait, au besoin, être encore aiguisé d'autant plus facilement que la Russie porte dans son cœur, sous le nom de la Pologne, la même question pour laquelle Napoléon combat maintenant en Italie et a assuré la Russie de son appui éventuel. - D'ailleurs, comme nous l'avons déjà expliqué, nous n'avons rien à craindre de la puissance offensive de la Russie, même en dehors du fait que nous avons dans la traduction de la question italienne en polonais un moyen sûr et infailible de « conjurer ce mauvais esprit ».

Quelle que soit l'attitude des puissances étrangères à l'égard de cette affaire propre à la nation, l'Allemagne est enfin capable de s'occuper elle-même de ses propres affaires, sans tenir compte de l'étranger.

Si les armées de Bonaparte s'opposaient à nous dans la lutte du Schleswig-Holstein, la guerre contre lui deviendrait la plus juste et la plus légitime, et l'appel à cette guerre trouverait un écho retentissant, d'une force sans pareille dans le soulèvement armé de tout le peuple allemand, du Rhin à la Vistule.

La sympathie pour le Schleswig-Holstein, le besoin d'une position nationale dans la crise actuelle, la soif de grandeur nationale en général, la haine de Napoléon, le désir ardent et fiévreux de l'unité nationale, toutes ces flammes se réuniraient en un feu qui, nourri par son obstacle lui-même, ne ferait que croître avec chaque résistance qu'on lui opposerait. Et cette guerre ne serait pas une guerre anti culturelle, une guerre d'extermination nationale, comme celle décrite plus haut. Car tout l'enthousiasme national et tout le droit ne se trouveraient que d'un seul côté, le nôtre.

Les combinaisons de sa diplomatie seraient dépourvues d'un pouvoir électrisant sur le cœur du peuple français. La contradiction de son langage étoufferait la voix de Napoléon, s'il l'élevait vers sa nation ! Le mensonge révélé dans ses actes donnerait à la démocratie française le moyen de le renverser.

Ce n'est ni Napoléon, ni la Russie, ni les deux réunis, ni les intrigues des cabinets de Munich et de Stuttgart que la Prusse a à craindre, si elle sait agir avec initiative et force.

Que le gouvernement prussien commence cette guerre nationale, rapidement, sans tergiverser, seul et de lui-même, sans intrigues fédérales - qu'il se présente d'abord devant la Confédération avec le fait accompli de la guerre déclarée, et, emporté par cette attitude imposante, la Confédération le suivra. Et si des cabinets intrigants osaient manifester un esprit non allemand, le moment serait venu de rappeler qu'un roi de Prusse a déjà souscrit à la déclaration solennelle « Tout prince allemand qui ne répondra pas à l'appel à la libération de la patrie dans un délai fixé sera sanctionné par la perte de ses États. ».

Et puisse le gouvernement en être certain. Dans cette guerre, qui est autant l'intérêt vital du peuple allemand que celui de la Prusse, la démocratie allemande porterait elle-même la bannière de la Prusse et jetterait à terre tous les obstacles devant elle, avec une force d'expansion dont seule est capable l'éruption enivrante d'une passion nationale qui, depuis cinquante ans, tressaille et frémit comprimée dans le cœur d'un grand peuple.

Si la Prusse tergiverse et ne fait rien, ce ne sera que la preuve que la monarchie allemande n'est plus capable d'une action nationale.

Si le gouvernement veut enfin, sans aucune attaque française et sans qu'aucun des deux cas précisés plus haut ne se soit produit, nous entraîner dans une guerre contre la France, qui incite les peuples à se révolter, et nous faire ainsi subir le malheur culturel dont nous avons parlé plus haut, il trouvera la démocratie en face de lui.

Nous avons développé notre opinion avec la franchise sans détour de l'homme libre, qui lui est trois fois obligatoire en temps de crise grave.

Quelle que soit celle des deux guerres que le gouvernement décide de mener, le jour où il devra faire appel aux forces du peuple, il apprendra dans quelles couches de l'opinion réside la force !

4. La controverse avec Ferdinand Lassalle

Quelque temps à peine après la publication, le **5 avril 1859**, de la brochure d'Engels *Le Rhin et le Pô*, Ferdinand Lassalle annonce à Marx la très prochaine parution de son propre opuscule sous le titre *La guerre italienne et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie*.

Il lui écrit vers la **mi-mai 1849**¹ :

Je n'ai pu répondre plus tôt à ta dernière lettre², dont l'annexe se trouve ci-jointe. *Voilà la raison*. Tu ne peux te représenter les tendances et le crétinisme de l'opinion publique chez nous qui tout entière pousse à la guerre contre la France, et même les éléments démocratiques du peuple qui ne sont pas complètement autonomes menacent de semer la confusion. De plus, je considérerais, non certes la guerre, mais la popularité de la guerre³, comme un immense malheur; or, en ce moment, cette popularité ne peut guère faire de doute, tant est grande la confusion qu'ont occasionnée la parole des uns et le silence des autres.

Comme cela allait de pire en pire, j'ai éprouvé l'obligation de m'opposer à ce courant. Au fur et à mesure que je voyais devant moi des témoignages toujours plus nombreux de cette popularité, ce projet s'est développé en moi; sans cela, je ne m'y serais senti aucune vocation. Au cours de ces derniers jours, j'ai écrit nuit après nuit, cherchant à fabriquer un tissu de logique et de feu, qui ne devrait pas, pensé-je, manquer de faire effet sur le peuple. Hier j'ai donné la brochure à imprimer, et elle paraîtra dans huit jours, de manière naturellement anonyme, sous le titre de *La guerre italienne et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie*.

J'y ai en effet indiqué au gouvernement, un chemin tout à fait national et populaire qu'il pourrait - *in abstracto* - fort bien emprunter, mais qu'*in concreto* il ne pourra absolument pas suivre. Et, comme il ne choisira pas ce chemin, j'espère avoir ainsi trouvé le moyen de le dépopulariser fondamentalement.

Si la police ne confisque pas tout le tirage, tu en recevras aussitôt un exemplaire, et tu verras alors toi-même comment tout cela y est dit. La brochure est, en effet, rédigée sans ménagement et sans pleurnicherie diplomatique; elle brandit ouvertement la bannière du parti révolutionnaire⁴.

Cher ami ! Combien est affligeante la constatation que la bêtise, en Allemagne, est plus puissante que l'on ne croit⁵.

Il revient sur cette annonce au terme de sa (très longue⁶) lettre du **27 mai 1859**.

¹ Nous citons à partir de la *Correspondance Marx Lassalle 1848-1864*, traduite par Sonia Dayan-Herzbrun, PUF, Paris 1977. L'ouvrage sera mentionné par la suite sous le sigle CML, suivi du numéro de page. Les lettres de Marx sont citées à partir du volume 5 de la *Correspondance de Marx Engels*, Editions sociales, Paris 1975. Désormais sous le sigle C5, suivi du numéro de page.

² La lettre de Marx du 5 mai 1859. C5, pp. 314-315.

³ Un paramètre sur lequel Lassalle va insister.

⁴ Une revendication qui, nous le verrons, sera au centre de la polémique avec Marx et Engels.

⁵ CML, pp. 214-215.

⁶ Elle occupe quelque 26 pages de notre volume de référence. A vrai dire l'essentiel du propos concerne le débat entre Marx & Engels et lui à propos de son drame historique *Franz von Sickingen*, publié en février 1859, qu'il avait adressé à Marx et à Engels le 6 mars 1859. (CML, pp. 184-195).

Maintenant, autre chose. Ma brochure *Der Italianische Krieg und die Aufgabe Preussens, Eine Stimme aus der Demokratie* doit vous être parvenue. Je ne sais pas si en Angleterre vous lisez suffisamment de journaux allemands, et si du moins vous ayez été à peu près informés par eux du climat qui règne ici. *Une véritable envie d'engloutir la France, la haine des Français (Napoléon ne sert que de prétexte, la raison véritable est le développement révolutionnaire de la France)*, voilà le cri qui résonne ici dans tous les journaux; voilà la passion qu'ils cherchent à glisser dans le cœur des plus basses classes du peuple et des cercles démocratiques, en faisant vibrer la fibre nationale. Aussi utile, par contre, serait pour notre mouvement une guerre contre la France entreprise par le gouvernement contre la volonté du peuple, aussi nuisible à notre mouvement démocratique serait une guerre menée dans la popularité d'un peuple aveuglé. En outre, aux raisons que j'expose, à cet égard, dans le sixième chapitre de ma brochure, s'ajoute le fait qu'on doit laisser se développer complètement la faille qui nous sépare de notre gouvernement. J'ai jugé de mon devoir de faire obstacle au malheur pressant qui nous menace. J'ai rédigé cette brochure dans le ton d'un manifeste du parti, et je suis désireux de savoir si le parti est d'accord¹. Ecrivez-moi donc votre avis. Je ne me suis, à aucun instant, donné l'illusion que le gouvernement pourrait et voudrait suivre la voie indiquée par le chapitre VII. Au contraire, mon opinion personnelle est exprimée de manière assez claire dans la phrase : « Il ne pourrait jamais seulement qu'être prouvé que la monarchie allemande n'est plus capable d'un comportement national. ». Mais je me suis senti d'autant plus poussé à faire cette proposition qu'elle se transforme aussitôt en un reproche. Elle peut avoir l'effet d'un bloc de glace contre lequel la vague de cette fausse popularité viendrait se briser.

Je ne pourrai répondre que demain au souhait de Engels concernant sa brochure, car ce n'est que demain que son éditeur revient de Leipzig. A propos des passages politiques de sa lettre, je remarque que : je suis tout à fait d'accord avec lui pour considérer la Pologne prussienne comme germanisée, et se comporter en conséquence. Mais je ne suis pas d'accord avec sa phrase sur la Hongrie, qui se laisse entendre à double sens, comme si la Hongrie devait demeurer sous la domination allemande. Cela ne me semble ni possible, ni nécessaire, ni utile. Mais il est important, et tout à fait bien, que par sa position à l'encontre du slavisme brut, elle dépende de nous et de notre aide.

(...)

Encore une remarque: j'ai fait paraître la brochure de manière anonyme, pour ne pas effrayer, et pour être pris pour quelqu'un d'ingénu au milieu de la crise. S'il y avait une seconde édition², elle paraîtrait sous mon nom³.

La réaction de Marx sera aussitôt **très négative**. Elle s'exprime d'abord **en privé**, dans sa lettre à Engels du **18 mai 1859**⁴. Observons que l'attitude de « l'Allemagne » n'est ici envisagée par Marx que sous l'angle du *patriotisme* qu'Engels évoque au terme de sa brochure. Une catégorie qui, à vrai dire, n'est pas des plus claires, compte tenu des circonstances précises. Le principal reproche de Marx vise l'expression « du parti » dont Lassalle permet de se revendiquer.

¹ Soulignons cette insistance de Lassalle d'œuvrer « au nom du parti ».

² Cette seconde édition paraîtra avec une préface signée de Berlin, le 16 juin 1859.

³ CML, pp. 247-248.

⁴ C5, p. 330. Marx réagit-il à la simple annonce par Lassalle de la parution de son opuscule ou à la lecture même de celui-ci ? La première hypothèse semble la plus vraisemblable.

Le pamphlet de Lassalle est une énorme gaffe. La parution de ton pamphlet « anonyme » l'empêchait de dormir. La position du parti révolutionnaire en Allemagne est actuellement difficile, j'en conviens¹; cependant elle est claire, si l'on veut bien se livrer tant soit peu à une analyse critique de la situation. En ce qui concerne les « gouvernements », et quel que soit le point de vue, il faut, c'est évident, ne serait-ce que pour préserver l'existence de l'Allemagne, exiger d'eux non pas de rester *neutres* mais, comme tu le dis justement, de se montrer *patriotes*. Mais pour donner l'accent *révolutionnaire* à la chose il suffit de souligner encore plus fortement l'opposition à l'égard de la Russie que celle à l'égard de Boustrapa². C'est ce que Lassalle aurait dû faire en réponse aux vociférations antifrançaises de la *Neue Preussische Zeitung*. C'est aussi ce point-là qui, dans la pratique, au cours de la guerre, va entraîner les gouvernements allemands à trahir le Reich et c'est là où on pourra leur mettre la main au collet. Cela dit, si Lassalle prend la liberté de parler au nom du parti, ou bien il doit s'attendre à l'avenir à être ouvertement désavoué par nous, dans la mesure où la situation est trop importante pour que nous prenions des gants, ou bien, au lieu de suivre ses inspirations moitié flamme moitié logique³, il devra commencer par se renseigner sur l'opinion que d'autres ont en dehors de lui. Nous devons maintenant veiller à une discipline de parti, sinon tout va se casser la figure. (...) Au milieu de toutes ces embrouillamini et puisque, à mon avis, il y va du destin de l'Allemagne, je crois nécessaire que nous publiions tous deux un manifeste du parti⁴. ».

A l'adresse de Lassalle, sa réponse sera quelque peu plus tardive et surtout **très, très brève**.

Le **10 juin 1859**, il lui écrit :

Ad vocem le pamphlet : Pas du tout mon point de vue, ni celui de mes amis de parti en Angleterre. Du reste, nous ferons vraisemblablement connaître notre opinion par un texte imprimé⁵.

Il évoque surtout Carl Vogt⁶.

Ad vocem Vogt (Le Vogt d'Empire⁷) Nous avons les *preuves en main*, non seulement que notre homme a touché de l'argent de Bonaparte pour lui-même, mais aussi pour acheter des Allemands, en vue de faire de la propagande franco-russe. Jusqu'à présent, il n'y a réussi qu'avec l'aide de cette grandeur politique négative, Gottfried Kinkel.

Vogt venait, en effet, de publier en Suisse, quelques semaines avant la parution de la brochure de Lassalle (l'avant-propos est signé du 31 mars 1859) son opuscule intitulé *Studien zur gegenwärtigen Lage Europas* (*Etudes sur la situation présente de l'Europe*).

Lassalle confirmera du reste le rôle de Carl Vogt dans sa lettre de la **mi-juin 59**.

¹ Une concession remarquable, notons-le.

² Le sobriquet de Napoléon III composé des syllabes initiales des trois villes où ce dernier avait commis des coups d'Etat : Boulogne, Strasbourg et Paris.

³ En référence à l'expression de Lassalle dans sa lettre de la mi-mai lui annonçant qu'il avait écrit sa brochure « nuit après nuit, cherchant à fabriquer un tissu de logique et de feu ».

⁴ Un projet qui n'aboutira pas.

⁵ C5, p. 350.

⁶ Le 9 mai 1859, Marx venait d'apprendre de la bouche de Karl Blind que Vogt recevait des fonds bonapartistes pour financer sa propagande en faveur de Napoléon III.

⁷ Carl Vogt avait été l'un des cinq membres de la *Régence du Reich* créée à Stuttgart en juin 1849 par le parlement issu de l'Assemblée nationale de Francfort.

Il insiste surtout dans cette correspondance sur **le désaccord exprimé par Marx**.

Ad vocem Vogt et Kinkel. Je dois conclure de tes mots à ce propos: *nous avons en main la preuve*, que vous possédez là-dessus une preuve écrite. En cas, je te serais obligé de m'en envoyer une copie. Cela me serait très utile. Car vous savez bien que ces gens ont ici, dans les cercles démocratiques, un renom et une autorité remarquables, et que ce serait alors un devoir aussi facile que possible à accomplir de tirer les démocrates de l'erreur, ce que je ferais dans la mesure de mes capacités. Et comme la brochure de Vogt a quelques points communs avec la mienne - la principale divergence de nos points de vue ne peut échapper à un examen attentif - cela me serait d'autant plus un devoir.

Ad vocem pamphlet. Il ne m'est naturellement pas agréable de me trouver en désaccord avec vous. Cependant j'ai pesé la chose à fond, sous tous ses aspects; je maintiens mon point de vue *inébranlablement* et le soutiendrai *contre qui que ce soit*.

En quoi donc consiste précisément la différence de nos façons de voir ?

Pour ce qui est d'abord de mes divergences d'avec Engels concernant les hypothèses que nous formons sur les intentions de Napoléon à propos de la guerre d'Italie, je ne pouvais les ignorer, puisqu'elles se trouvaient suffisamment explicitées à la première page de sa brochure. L'opinion qu'il y exprime est que le Pô pour Napoléon n'est qu'un prétexte, que son objectif est le Rhin, qu'il bat le chien (l'Italie) devant le lion (l'Allemagne)¹. Son opinion est aussi (p. 2) que, puisque le Rhin est l'objectif de la guerre, nous devrions, nous, l'Allemagne, dans cette guerre du Rhin qui vient de commencer, défendre le Pô et le Mincio comme bonnes positions militaires². En ce qui te concerne, tu m'as adressé en février ou en mars³ une lettre dans laquelle tu me disais que c'étaient les « poignards italiens » qui poussaient Napoléon à la guerre d'Italie. (Comme seule autre cause en jeu tu invoquais aussi la baisse du cours des céréales que les paysans parcellaires français ne pouvaient supporter.) Mais si d'après toi ce sont les poignards italiens qui sont cause de la guerre, ils sont cause d'une guerre d'Italie, et non d'une guerre du Rhin. Comment se fait-il que tu aies changé d'avis, et que tu aies adopté le point de vue de Engels ? Que s'est-il passé depuis, qui a pu provoquer un tel changement ? A mes yeux, tout au moins, aucun fait nouveau n'est intervenu.

Mais, quelle que soit la raison qui ait provoqué cette modification de ton point de vue, je ne puis concevoir que Napoléon nourrisse de telles ambitions de conquête et qu'il puisse s'y engager, à moins que nous ne lui rendions, nous-mêmes, la chose plus facile. Sinon, il aurait davantage à y perdre qu'à y gagner. Dans l'intervalle, la controverse sur les intentions d'un individu restera toujours une démonstration précaire et dénuée de certitude. Par bonheur, ce n'est pas ce qui importe. Ce qui importe, et ce qui peut produire la plus sûre des démonstrations, c'est que même si telles étaient ses intentions, il ne pourrait absolument pas les mener à bien, autrement dit il ne ferait que courir

¹ Pour rappel, la métaphore utilisée par Engels est celle du sac et de l'âne.

² C'est effectivement l'une des perspectives évoquées par Engels dès le premier chapitre de sa brochure.

³ En référence à la lettre de Marx du 4 février 1859. Marx écrivait notamment que ce qui déterminait « Monsieur Bonaparte » dans la guerre d'Italie, c'était « la peur des poignards italiens » : « depuis la mort d'Orsini il a constamment négocié en sous-main avec les Carbonari et Plon-Plon, le mari de « Clotilde » a joué les médiateurs. » (C5, p. 262).

à sa perte, à moins qu'en attisant la haine nationale du peuple allemand, on ne lui facilite le jeu, en lui fournissant, en France, la solidarité et la consistance que jusqu'à présent il était loin de posséder. Si Napoléon entreprend une guerre agressive de conquête du Rhin, sans provocation préalable de l'Allemagne, une déclaration comme celle qu'a prononcée l'*Union républicaine*, à Londres, serait d'une profonde efficacité. A l'égard de la guerre d'Italie, c'était tout bonnement un non-sens, et l'attitude de la classe ouvrière à Paris a suffisamment montré son caractère profondément ridicule.

Engels veut considérer actuellement les positions italiennes comme des positions stratégiquement défendues par le peuple allemand. Mais aussi longtemps qu'elles se trouveront entre les mains de l'Autriche, elles ne seront jamais défendues par nous que pour l'Autriche, et si dans cette guerre nous sommes les vainqueurs, notre cabinet n'en sortira que renforcé.

Engels écrit : « *Vive la guerre !*, si les Français et les Russes nous attaquent ensemble et si nous sommes sur le point de nous noyer, la situation étant tout à fait désespérée, tous les partis qui avaient été dominants jusqu'à présent devraient s'en trouver usés jusqu'à la corde, et devraient finalement, pour se sauver, se tourner vers le parti le plus énergique¹. ».

C'est très juste, et depuis deux mois je me tue ici à expliquer que si notre gouvernement fait la guerre, il fait seulement notre jeu, et pour cette raison nous rapproche infiniment du moment de la révolution.

Mais ce ne peut être le cas - et c'est ce que vous me paraissez négliger -, que si la guerre est vraiment menée par le gouvernement, mais n'est pas voulue par le peuple. Dans une guerre populaire contre la France, je ne vois que du malheur, comme je l'ai déjà récemment écrit, et comme je l'ai suffisamment expliqué dans ma brochure (haut de la p. 58). Mais une guerre impopulaire auprès du peuple serait une chance immense pour la révolution. Si se répand dans le peuple la conviction que notre cabinet mène cette guerre comme une guerre de la Sainte-Alliance, d'une manière contre-révolutionnaire, et en ennemi du peuple, je crois bien qu'alors ces conséquences suivront. La tâche se résume donc ainsi : notre gouvernement doit faire la guerre (et il la fera) et nous devons la rendre impopulaire.

La **question centrale** pour Lassalle est le caractère **populaire ou non** d'un éventuel conflit avec la France. Une guerre populaire n'aurait à ses yeux que des effets contre-révolutionnaires.

Mais si, au contraire, vous popularisez la guerre, si vous réussissez à démontrer au peuple que le gouvernement doit faire la guerre dans l'intérêt de notre pays et de notre existence nationale, notre peuple se rassemblera autour du gouvernement, et même au cas où les événements se dérouleraient de la manière la plus fâcheuse, il ne s'en détacherait que difficilement et lentement ! Là où vous vous trouvez, absents d'ici comme vous

¹ Lassalle évoque ici un extrait de la lettre qu'Engels lui a adressée le 18 mai 1859. Précisément ce passage : « Par ailleurs, les événements mondiaux semblent vouloir prendre un cours bien réjouissant. On peut à peine concevoir de meilleur terrain pour une révolution fondamentale en Allemagne que l'alliance franco-russe. Il faut que nous autres, Allemands, ayons de l'eau jusqu'au cou, pour nous abandonner *en masse* à la *furor teutonicus*, et cette fois, le danger de noyade paraît vouloir nous menacer d'assez près. *Tant mieux*. Dans une telle crise, toutes les puissances en place doivent tomber en ruines, tous les partis s'effondrer les uns après les autres (...). Dans un tel combat doit survenir le moment où seul le parti le plus brutal, le plus résolu est en mesure de sauver la nation (...). » (CML, p. 222). On notera qu'Engels parle précisément de « l'alliance franco-russe », une perspective qu'il partage étroitement avec Marx.

l'êtes depuis dix ans, vous ne soupçonnez vraiment pas combien peu notre peuple est démonarchisé. Moi non plus, je ne l'ai découvert qu'à Berlin, et avec affliction. La déchirure qui s'est produite en 1848 entre le gouvernement et le peuple est en grande partie réparée chez l'obtus petite-bourgeoisie, à la remorque laquelle traînent encore les ouvriers ! Le soi-disant changement de système d'octobre dernier est célébré par tous les *meneurs* comme une complète réconciliation ! Si à cela venait s'ajouter la démonstration faite au peuple que le gouvernement mène cette guerre comme une guerre nationale (par chance vous ne lui apportez tout de même pas cette démonstration, et c'est pour cela qu'en fin de compte les avantages révolutionnaires me semblent être assurés), que le comportement du gouvernement s'élève au niveau de l'intérêt national, vous verriez combien serait complète la réconciliation, et, malheureusement combien le lien du « dévouement à l'Allemagne » unirait le peuple à son gouvernement. Jamais notre royauté n'a été si populaire qu'en 1807, et la même situation pourrait se reproduire. L'histoire finira certainement par triompher de tout, mais nous aurions en ce cas œuvré contre nous-mêmes, de toutes nos forces, et nous aurions rendu les choses infiniment plus difficiles et plus longues.

Si nous étions vainqueurs, les choses seraient encore plus mauvaises. Une défaite de la France serait pour longtemps un événement contre-révolutionnaire *par excellence*. Le fait est qu'en dépit de tout ce qu'est Napoléon, la France représente la révolution aux yeux de l'Europe et que la défaite de la France serait sa défaite. Si seulement vous viviez ici, lisiez nos journaux, et parliez à nos excellents compatriotes ! Je parie que vous penseriez autrement. D'abord, alors qu'avec fureur éclatait partout l'appel à une guerre nationale contre la France, la *Volkzeitung* (je tiens son rédacteur Bernstein pour un archi-réactionnaire) s'écriait : « Veut-on savoir ce que signifie l'appel de tout notre peuple contre la France ? Veut-on connaître sa véritable signification historique ? *L'émancipation de l'Allemagne du développement politique de la France*, voilà ce qu'il signifie ! ».

M'est-il nécessaire de t'exposer le contenu archi-réactionnaire de ce cri de triomphe ? Certainement pas ! Qu'il y ait une guerre populaire contre la France, et nos démocrates petits-bourgeois, nos décentralisateurs, les ennemis de toute initiative sociale voient s'accroître leurs forces de manière incalculable, pour longtemps, longtemps. L'effet de ce courant ne tarderait pas à se faire sentir dans la révolution allemande. Nous n'avons vraiment pas besoin d'apporter de nouvelles forces à l'ennemi le plus dangereux que nous ayons, à l'individualisme allemand petit-bourgeois, en menant une lutte sanglante contre l'esprit romano-social dans sa forme classique, contre la France. Je vous demande d'y penser un peu, pour l'amour de Dieu. La France et le développement français sont déjà, sans cela, bien suffisamment pourchassés et haïs, vous n'en avez peut-être aucune idée ! C'est une conséquence de la domination napoléonienne et des absurdes théories de Diezel¹ qui se sont étonnamment propagées (la France serait le monde latin en voie de disparition, dépérissant, pourri; la révolution de 1789 aurait marqué le début de sa putréfaction et, grâce à la séparation d'avec le noble élément de l'individualisme germanique, l'origine de son déclin ultérieur). Je sais bien qu'en fin de compte nous aurons raison de toutes ces absurdités, mais la question se pose de savoir si

¹ En référence au journaliste et idéologue Gustav Diezel (1817-1858). Après avoir pratiqué la fonction de pasteur pendant quelques années, G. Diezel s'est tourné vers le journalisme. En 1848, il participe au mouvement révolutionnaire en Bavière, ce qui lui vaudra d'être condamné à 18 mois de prison. Il entreprend alors de publier une série de brochures consacrées aux rapports entre l'Allemagne et la France en insistant sur l'opposition germano-romane. Il est notamment l'auteur, en 1852, d'un ouvrage intitulé « L'Allemagne et la civilisation occidentale », et, en 1855, de « La formation d'un parti national en Allemagne, une nécessité de la crise actuelle en Europe ».

nous voulons retarder et rendre plus difficile cet « en fin de compte » !

Pensez aussi à ce qui suit ! Ce qui se trouve entre nos mains, ce n'est pas du tout l'influence sur la prise de décision concernant la guerre. Nos gouvernements nous envoient au diable, ou n'accordent aucune attention à ce que nous disons, ou bien encore font le contraire de ce que nous conseillons. La seule efficacité que nous puissions avoir est la suivante : rendre la guerre populaire ou non. Pour ce qui maintenant nous intéresse, les points suivants sont de l'ordre de l'évidence:

1. La guerre aura lieu. (Comme je viens de le dire, cela concerne seulement nos gouvernements. Toutes les nouvelles que je reçois de bonne source me disent qu'il s'en faut d'un rien pour que le prince vienne appuyer l'Autriche.)

2. Cela se passera mal. (Là encore, cela ne concernera que nos gouvernements, et d'autant plus que le peuple se sentira moins concerné par la guerre.)

3. Le peuple doit être convaincu que la guerre sera entreprise d'une manière antipopulaire, dans un sens dynastique, contre-révolutionnaire, donc contraire à ses intérêts. C'est cela seul qui pourrait nous concerner, et il est de notre devoir de nous en occuper.

Quels objectifs pourrait-on avoir pour chercher à susciter chez nous une guerre populaire contre la France ? Deux objectifs me paraissent possibles.

1. On peut spéculer sur notre défaite et sur la situation révolutionnaire qui s'ensuivrait. Mais, comme je l'ai dit, cette conséquence serait d'autant plus tardive et plus difficile à se réaliser que vous auriez aidé à développer chez le peuple l'idée qu'avec cette guerre le gouvernement défend l'intérêt national. Cette conviction tisserait un nouveau lien entre la monarchie et le peuple, et elle pourrait résister assez longtemps à de fortes commotions.

2. Ou bien, on peut espérer que Napoléon serait battu et que, grâce à cela, une révolution éclaterait en France. Et cette hypothèse serait d'autant plus sensée qu'il est vrai qu'une situation purement révolutionnaire ne peut se produire en Europe tant que Napoléon n'aura pas été renversé (ce qu'il faut prendre aussi en considération pour le n° 1). Mais, à ce point de vue, il faut remarquer :

a) Qu'il n'y a pas de chance, bien au contraire, pour que Napoléon soit battu.

b) Que pour former l'espoir de l'échec de Napoléon, et de sa chute qui en résulterait, il vaudrait sûrement mieux que ce soit lui qui commence une guerre de conquête de la Rhénanie, mais pas que ce soit nous qui menions une guerre d'invasion contre la France, où se referait alors une large unité autour de Napoléon chargé, dans ce cas, de mener une guerre légitime.

c) Mais en tout état de cause, pour satisfaire cet intérêt, il serait souhaitable que ce ne soit pas au nom de l'esprit national qu'une guerre d'agression soit menée par notre gouvernement. Notre gouvernement mènerait seulement une guerre de cabinet contre la France, et si Napoléon était battu, cela aurait en effet pour conséquence, en France, une révolution issue du mépris pour les gouvernements. Mais si la France voit s'armer contre elle tout l'esprit national allemand, y compris l'esprit démocrati-

que, cela doit éveiller en elle l'idée que c'est de son existence nationale qu'il s'agit. Même l'échec de Napoléon n'éveillerait pas le mépris, au contraire, car il lutterait alors pour sa propre existence, et comme il n'y aurait pas non plus à craindre de sa part une trahison, comme celle de Louis XVI en 1792, sa dictature pour la sauvegarde de la France y puiserait de nouvelles forces. Et cela, d'autant plus qu'aussi longtemps que nous serions vainqueurs, la vieille monarchie continuerait à nous dominer. Notre combat victorieux aurait donc pour conséquences le maintien de Napoléon, le maintien de la situation contre-révolutionnaire et l'entrée sur la scène de la pratique, des insanités de Diezel à propos du combat de la race germanique contre « la race latine pourrie ». Si, alors, par suite de la persistance de l'échec de Napoléon survenait le moment où la France décidait de le chasser et si la République prenait en main le salut du pays, l'exaspération des combats nationaux aurait tellement brouillé et opposé les esprits des peuples que nous ne serions bientôt d'aucun secours, tandis que les effets néfastes du courant qui auraient été alors soulevés seraient à craindre encore pour longtemps.

Pensez à cela !

Engels dit que dans le cours de la révolution nous trouverions l'occasion de nous débarrasser de l'Italie. Mais est-ce vraiment une politique que de vouloir pousser la nation (à la différence du gouvernement) à une guerre pour le maintien de ce dont nous pensons nous-mêmes nous débarrasser ? Devons-nous, avec cette position erronée, nous faire des ennemis des Français, des Italiens, des Hongrois, des Polonais ? Nous avons prêché sans cesse la solidarité des peuples, et toutes les révolutions sont sur le point de périr, de sorte que cette solidarité perd de sa réalité. Irons-nous maintenant jusqu'à prendre les armes contre elle ?

Pensez à tout cela, avant de vous exprimer à voix haute, et publiquement.

En outre, la division et la séparation entre nous seraient déplorables pour notre parti qui n'est déjà pas spécialement étendu !

Tu dis que Vogt est acheté, ce qui est possible, et que Kinkel est une grandeur politique négative, ce qui est certain. Mais, à part le fait que mon accord avec Vogt est très superficiel et ne concerne qu'un très petit nombre de points extérieurs, et que je ne connais pratiquement pas le point de vue de Kinkel, veux-tu me conduire *ad absurdum*, à cause de la mauvaise compagnie en laquelle je me trouve ? Je pourrais alors te retourner le compliment, car tu as le malheur d'être, cette fois, du même avis que Venedey et que Waldeck.

Au demeurant, ma brochure a eu un effet immense. De nombreuses personnalités, relativement importantes, qui étaient auparavant d'un avis opposé m'ont déclaré que ma brochure les avait convaincues. Ni la *Volkzeitung*, ni la *Nationalzeitung* n'ont osé dire un mot contre elle. Bien plus, ils ont sonné la retraite avec force; la *Nationalzeitung* a complètement viré de bord dans une série de six éditoriaux. De très joyeuses lettres concernant la brochure m'ont été adressées par les ouvriers rhénans. Les 1.500 exemplaires de la première édition ont été épuisés en dix jours, et on en prépare déjà une seconde qui paraîtra maintenant sous mon nom. L'opinion publique penche de mon côté; cela est tout à fait certain.

Mais si vous voulez absolument vous exprimer, et dans un sens opposé au mien, alors attendez trois semaines. Si toutes mes informations ne sont pas mensongères, il y aura longtemps que notre gouvernement se sera déclaré pour l'Autriche et aura en-

tamé la guerre. Si la guerre est déjà déclarée, voudrez-vous alors la rendre populaire, et donner au gouvernement force et puissance ?

En tout cas, que vous vous exprimiez publiquement ou non, je vous demande et je vous prie de m'exposer, même avec une brièveté lapidaire, la *différence précise* qui oppose votre point de vue au mien. C'est l'affaire d'une demi-heure, et je ne puis que te demander de prendre cette peine.

Envoie cette lettre également à Engels.

Il y a trois jours que je suis en possession de ton livre imprimé¹. *Gratulor, gratulor*², Salut et succès ! Le manifeste de guerre politique et le manifeste de guerre sociale sont parus en même temps !³

La **franchise et la clarté du propos** laissent espérer une réponse rapide de Marx. Elle ne viendra pas.

Lassalle s'en inquiète et lui adresse le **3 juillet 1859** un pressant rappel.

Serait-ce que tu n'as pas reçu ma dernière lettre ? Je t'y priais de me communiquer les pièces à conviction contre Vogt; mais surtout, j'y exposais en détails mon point de vue sur la crise actuelle; je te demandais, de la manière la plus pressante, aussi bien d'examiner la question encore une fois que de me donner une explication minutieuse sur ton opinion et tes motifs, afin qu'au moins je sois débarrassé du sentiment fâcheux d'avoir à faire des conjectures à ce sujet. Car je ne puis me fournir d'explication concluante sur la position que tu m'as indiqué avoir prise, en lui donnant des justifications que tu dois nécessairement finir par me donner, et que tu finiras par me donner. Je t'ai prié à plusieurs reprises de me fournir une réponse détaillée, et douze jours se sont déjà écoulés sans que je l'aie reçue. C'est très injuste. D'autant que l'affaire est d'un intérêt tellement général et que je t'ai prié de façon si pressante de me fournir une réponse rapide. Et enfin, ce comportement me paraît tellement déconcertant, quand, de mon côté, j'ai toujours, toutes affaires cessantes, acquiescé promptement aux demandes qui t'intéressaient; ce procédé ne manifeste donc que peu de souci de réciprocité !

Le manque de temps n'est pas une excuse, car il signifie qu'entre nous rien ne vaut qu'on passe plus d'une heure à s'expliquer. Et, avec un peu de bonne volonté, on trouve toujours du temps libre.

Les rumeurs chez nous sont à nouveau un peu à la paix. Mais il paraît certain que si les Hongrois se soulèvent, le prince interviendra. On doit donc espérer le soulèvement hongrois. Ne peux-tu me faire savoir, à ce sujet, dans quelle mesure et pour quand un tel soulèvement se prépare ? La proclamation de Klapka, qui montre que le soulèvement hongrois aura lieu « après la fin de la guerre d'Italie » serait, si elle est sérieuse, une véritable sottise. Car, « après la fin de la guerre d'Italie », la Hongrie aura à nouveau complètement laissé passer l'occasion.

¹ Il s'agit du volume de sa *Contribution à la critique de l'économie politique* qui venait de paraître, en juin, chez l'éditeur berlinois Franz Duncker. On observera l'audace du parallélisme de Lassalle.

² « Je te félicite ».

³ CML, pp. 251-256.

J'espère que tu m'enverras enfin une réponse rapide¹.

Un rappel qu'il réitère dans sa lettre du **30 septembre 59**.

A mon retour de Suisse, je vois que tu n'as toujours pas répondu à mes deux lettres, malgré l'insistance avec laquelle je t'ai prié de le faire. Bien que cela ait légitimement excité ma susceptibilité, et qu'il dût en être ainsi (il devait en être ainsi, si je ne voulais pas pousser le manque de susceptibilité jusqu'à des limites extravagantes, en oubliant tous les égards que je me dois à moi-même); cependant, je ne veux pas que ma susceptibilité aille jusqu'à laisser de côté une question qui est pour toi d'un grand intérêt².

Une question d'un grand intérêt ? Il s'agit de l'interrogation de l'éditeur Franz Duncker sur la suite éventuelle du manuscrit de la *Contribution* dont le premier volume venait de paraître³.

Marx lui répond enfin le **2 octobre 1859**.

Malgré les apparences qui ne parlent pas en ma faveur, tu es très gentil d'avoir repris la plume le premier, et ce pour une question qui m'intéresse personnellement.

Pour ce qui est de mon silence, je te dirai brièvement ceci (...) je n'ai reçu tes deux lettres que de nombreuses semaines après que tu les aies envoyées, précisément après mon retour à Londres d'un voyage accompli pour affaires⁴ et qui m'a mené en Ecosse en passant par Manchester. Entre-temps les événements avaient marché si vite que la pointe de notre débat, si j'ose dire, s'en était trouvée déplacée. Car *le point de litige* n'avait pas trait, et ne pouvait, entre nous, avoir trait à la question des nationalités, mais à la question de savoir ce que le parti révolutionnaire allemand devait prôner comme politique la plus juste face à nos gouvernements et face à l'étranger⁵.

« **La pointe de notre débat s'est trouvée déplacée** » ? On se trouve, en effet, à cette date, dans le cadre de la **paix de Villafranca** que Napoléon III et l'empereur François-Joseph viennent de signer le 11 juillet 1859.

Le contexte militaire et politique a complètement changé. **La controverse entre Marx et Lassalle a perdu son objet.**

Le propos de Marx dans cette lettre concerne surtout l'affaire Vogt et la parution de la suite de son œuvre par l'éditeur Franz Duncker.

Lassalle ne tarde pas à lui répondre en insistant sur la pertinence de sa propre analyse du contexte politique. Il réitère avec insistance ses questions à l'adresse de Marx.

¹ CML, pp. 257-258.

² CML, p. 258.

³ Lassalle lui écrit : « J'ai appris, en effet, de Franz Duncker, que depuis tout ce temps, il n'avait plus reçu de manuscrit de toi, et qu'il ne savait même pas s'il devait en attendre. Je te fais donc remarquer qu'il est de ton intérêt de me faire savoir par retour du courrier si, au cas où il me promettait de l'imprimer, tu as l'intention d'envoyer un nouveau manuscrit, et quand; ou bien si tu as toi-même l'intention de te contenter de la publication du premier cahier. ». (CML, p. 258).

⁴ Au cours de la deuxième moitié de juin, Marx s'est en effet rendu à Manchester chez Engels pour discuter de la publication du journal *Das Volk*. Marx s'était ensuite rendu en Ecosse pour trouver auprès d'anciens membres de la *Ligue de Communistes*, dont Peter Imandt, des moyens financiers pour le journal.

⁵ C5, p. 388.

J'ai été heureux d'apprendre que ton silence ne t'était pas directement imputable, mais qu'il était dû à toutes sortes de circonstances extérieures.

Voilà un point de réglé. Mais, pour ce qui est de nos différences d'opinion, je dois revenir dessus, bien qu'à la suite des événements la *pointe* en ait été brisée, en te posant une brève question. Il va tout à fait de soi qu'entre nous le litige ne portait pas sur les principes, mais, comme tu le dis, et comme je l'ai toujours conçu, sur la « politique la plus convenable », c'est-à-dire sur la politique « convenant le mieux au développement de la révolution ». Mais c'est précisément à partir de ce point de vue que j'ai développé et légitimé mon opinion dans la lettre que je t'ai adressée. Depuis, les événements l'ont largement confirmée. Il est exact de dire que si notre gouvernement avait été rapidement contraint à la guerre, une fois celle-ci déclarée il y aurait eu une *conflagration générale*, qui aurait rendu impossible la paix de Villafranca. Mais pour que le sentiment populaire y contraignît notre gouvernement, il fallait rendre populaire cette guerre contre la France, c'est-à-dire, car telles auraient été les conséquences inéluctables, éveiller et fortifier chez nous l'esprit contre-révolutionnaire, et créer chez nous, comme en France, un climat aurait rassemblé les peuples autour de leurs gouvernements. Dans la lettre que je t'ai précédemment adressée, j'ai démontré, de manière détaillée et certaine, les conséquences contre-révolutionnaires que cela devait nécessairement entraîner. D'autre part, depuis la paix, tu as vu, dans les notes diplomatiques qui ont été publiées que, comme je te l'écrivais alors, notre gouvernement était sur le point d'entrer de lui-même en guerre, et « pour maintien des territoires autrichiens en Italie ». Ce n'était donc pas le moment de vous laisser faire cette sottise. Si la guerre avait duré quelques mois de plus, et si la situation en Hongrie s'était un peu calmée, c'est sûrement ce qu'aurait fait le gouvernement. Donc, il aurait bien fait la guerre, mais une guerre impopulaire, et même - car alors nous aurions triomphé dans l'opinion publique -, une guerre haïe, qui lui aurait été imputée comme un crime et non comme un « fait national ». Et c'est cette guerre-là, mais celle-là seulement, qui aurait permis d'accélérer le processus révolutionnaire.

Je ne comprends toujours pas ta tactique. Et comme cela me gêne et que je souhaiterais demeurer en continuité spirituelle avec toi, et aussi que c'est la première fois depuis 1848 que nos opinions divergent, je suis d'autant plus désireux de savoir au moins d'où vient cette divergence et sur quoi elle repose; c'est pourquoi je te prie, une fois encore, de m'exposer très brièvement : 1. *pourquoi* la politique que tu as alors te semblait plus juste, et 2. si tu maintiens ce point de vue, ou si tu en as changé, en raison des événements¹.

Marx est, à cette époque, entièrement absorbé par l'affaire Vogt.

Sa réponse à Lassalle, le **6 novembre 59**, concerne surtout cette affaire. Il termine néanmoins sa lettre par une promesse : « Je dois réserver pour ma prochaine lettre (elle ne saurait tarder) mon analyse de la guerre italienne, et mes idées sur la question n'ont pas varié d'un pouce². ».

De son côté, Lassalle reste insistant à propos de leurs divergences concernant l'Italie. Le **11 novembre 1859**, il lui écrit :

J'attends également avec impatience les informations que tu m'as promises concernant les raisons de ton opinion sur la guer-

¹ CML, pp. 260-261.

² C5, p. 414.

re d'Italie. N'oublie pas qu'il s'agit pour toi de réfuter, non pas ma brochure, dans laquelle je ne pouvais produire mes véritables arguments clandestins, mais la lettre que je t'ai adressée. N'oublie pas qu'il ne s'agit pas de montrer que la guerre, en son caractère de *conflagration générale*, aurait été nécessaire au parti révolutionnaire. Cela va de soi, et c'est pour cela que je souhaitais ardemment que notre gouvernement menât une guerre qui l'aurait conduit à sa perte. Et pour cela, en dépit des criailleries des singes nationalistes, le peuple devait être persuadé de son illégitimité et de sa nocivité. En popularisant la guerre, la démocratie jetait elle-même le peuple dans ce courant qui était déjà assez puissant sans cela; alors, le lien entre le gouvernement et le peuple se trouvait, grâce à nous, resserré et renforcé (même sans cela. il est malheureusement redevenu assez fort), et l'agression injustifiée rassemblait le peuple français autour de napoléon; ainsi, des deux cotés du Rhin, la réaction aurait été renforcée et solidifiée.

Je suis curieux de ce que tu répondras à cela¹.

On ne trouve pas de véritable réponse de Marx dans sa lettre du **14 novembre 59** qui concerne surtout l'affaire Vogt.

Il ne reviendra sur la question que dans sa lettre du **22 novembre 59**. On observera le ton courtois et nuancé de son propos.

Ad vocem Bonaparte. A ce que je vois, la guerre d'Italie a renforcé pour un temps la position de Bonaparte en France; elle a trahi la révolution italienne en la livrant aux mains des doctrinaires piémontais et de leurs séides, rendu la Prusse, du fait de sa politique à la Haugwitz² extrêmement populaire auprès du peuple, accru l'influence de la *Russie* en Allemagne, enfin fait une propagande incroyablement démoralisante pour la combinaison la plus infâme qui soit de bonapartisme et de phrases sur les nationalités. Pour ma part, je ne vois pas en quoi des membres de notre parti avaient à encourager dialectiquement ces illusions répugnantes et contre-révolutionnaires des libéraux petits-bourgeois. A partir du moment où Disraeli reconnaissait publiquement l'alliance entre Bonaparte et la Russie et plus encore à partir du moment où la Russie adressait cette circulaire éhontée aux cours allemandes³, il fallait, selon moi, appeler à la guerre contre l'alliance franco-russe. L'opposition à la Russie faisait table rase de tout ce qui, à tort, pouvait paraître antilibéral dans le fait de se tourner contre la France.

Les dépêches de Schleinitz que j'ai étudiées de près⁴, ainsi que les déclarations faites par les ministres ici, soit au Parlement, soit dans la presse, me prouvent que la *Prusse* ne pensait pas à intervenir tant que la frontière allemande n'était pas violée. Bonaparte, sous protection russo-anglaise, avait obtenu alors l'autorisation de mener une guerre « localisée », afin de se maintenir au pouvoir en France.

La Prusse n'aurait pas osé remuer le petit doigt, et si elle l'avait fait, il y aurait eu guerre entre l'Allemagne et la Russie, nous ne

¹ CML, pp. 267-268.

² Christian von Haugwitz, comte de son état, ancien ministre des Affaires étrangères de Prusse. Il s'était opposé à l'entrée en guerre de la Prusse aux côtés de l'Autriche.

³ En référence à la circulaire adressée le 27 mai 1859 par le ministre des Affaires étrangères russe Gortchakov aux ambassadeurs russes en poste dans les Etats allemands.

⁴ En référence à la série de ses quatre articles intitulés « Quid pro quo » parus dans *Das Volk* à la fin de juillet et à la mi-août 1859. Ces articles se trouvent au chapitre 1.50 de notre précédent fascicule 31.

pouvions rien souhaiter de mieux. Mais en fait, là n'était pas le problème, car *jamais* la Prusse n'aurait eu le courage de faire ce pas. Il s'agissait plutôt, d'une part d'étaler dans toute sa nudité la piteuse faiblesse du gouvernement prussien, d'autre part et surtout d'arracher le voile des mystifications bonapartistes. Le jeu n'était pas si difficile puisque tous les représentants du parti révolutionnaire, de Mazzini à Louis Blanc, Ledru-Rollin et même Proudhon s'y seraient associés. Ainsi, la polémique contre la mystification de Bonaparte pouvait ne pas avoir l'apparence d'une hostilité à l'égard de l'Italie ou de la France.

Bien sûr, je n'examine pas ici les choses à fond, je ne fais qu'évoquer quelques points en passant. Mais tu me permettras de faire une remarque: il se peut que la situation débouche bientôt sur une nouvelle crise. Dans ce cas, notre parti aura à choisir entre deux positions: ou bien aucun de nous n'intervient publiquement au nom du parti sans avoir auparavant consulté les autres, ou bien chacun a le droit d'exposer son point de vue sans se préoccuper des autres. Je ne crois pas, à vrai dire, que cette dernière attitude soit indiquée car une polémique publique ne saurait vraiment profiter à un parti si peu nombreux (mais qui, il faut l'espérer, compense par son énergie sa faiblesse numérique). Ce que je peux dire seulement, c'est qu'au cours de mon voyage (cet été) à travers l'Angleterre et l'Ecosse - et nos vieux camarades du parti sont ici très disséminés - je n'en ai pas rencontré un seul qui n'ait souhaité te voir modifier ta brochure sur de nombreux points. Je m'explique cela tout simplement: cela tient au fait que la politique extérieure, notamment, se présente très différemment selon qu'on est sur le sol anglais ou sur le continent¹.

Mais ce sera désormais l'affaire Vogt qui occupera l'essentiel de leur correspondance.

¹ C5, pp. 431-432.

5.1. Les relations Marx Lassalle : les années 1850-1859.

De l'amitié aux premiers désaccords

Sources documentaires :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Dietz Verlag Berlin, 1984, 3 volumes¹.
- *Correspondance Marx Lassalle*, traduite et présentée par Sonia Dayan-Herzbrun., PUF, Paris 1977²
- Marx Engels, *Correspondance*, Éditions sociales, Paris 1971, volumes 3, 4 et 5³.

*

Cette note prend la suite de la précédente séquence que nous avons consacrée aux relations entre Marx et Ferdinand Lassalle **au cours des années 1848-1849**, et qui a paru au chapitre 2.8 de notre fascicule 18⁴.

*

1850

12.02.50 Lassalle informe Marx de son mauvais état de santé : « Les forces que je conservais artificiellement semblent m'avoir subitement abandonné. Je suis envahi par une immense neurasthénie. J'ai l'air d'un cadavre, à ce que l'on m'assure, et je suis d'une épouvantable nervosité. Au demeurant, si ce *malheur* ne s'était pas produit, je serais déjà en prison (...)»⁵. »

Son principal souci à cette date demeure toutefois son engagement dans la défense de la comtesse de Hatzfeld dans son procès en divorce. La cause semble, en effet, perdue, le comte de Hatzfeld ayant obtenu le prononcé du divorce en sa faveur : « Nous tenterons l'appel et la cassation, mais n'obtiendrons ni l'un ni l'autre. A l'expiration de ce délai, c'est-à-dire dans un an, un an et demi, la comtesse sera divorcée, privée de pension alimentaire, et abandonnée à son dénuement. Car les biens communs se réduiront à presque rien, et ce rien ne sera lui aussi obtenu qu'après des années de procès en séparation de biens. C'est donc la fin de cette pauvre, pauvre femme, qui maintenant, du parti du prolétariat, passe dans les rangs du prolétariat. ».

Il ajoute : « Ainsi, même dans nos destinées privées, notre échec a été dû à la réaction politique contre les rouges, ainsi qu'à la haine politique que voue à ma personne le personnel des tribunaux. Dans ces circonstances, tu imagines mes sentiments. On supporte très aisément son propre malheur; moi, du moins. Les hommes habitués à la pensée et à l'abstraction méprisent la fange de leur misère particulière, et ainsi la supportent très aisément. Mais on supporte beaucoup, beaucoup plus difficilement, mille fois plus difficilement, un malheur aussi immense survenant à une

¹ BDK, en abrégé, suivi du numéro de volume et du numéro de page.

² Abrégé par CML, suivi du numéro de page.

³ Abrégé par C, suivi du numéro de volume et de page.

⁴ La dernière lettre de F. Lassalle à Marx recensée dans cette séquence date du 24.10.49. (CML, pp. 59-63)

⁵ CML, p. 64.

personne amie, dont le destin vous tient à cœur. En ce qui me concerne l'affaire a des côtés navrants. Si le jugement nous avait été favorable, nous aurions très vite obtenu un arrangement, et j'aurais pu enfin utiliser la totalité de mes forces pour la cause révolutionnaire et pour elle seule, ce à quoi mon âme aspire vraiment depuis longtemps¹. ».

Il informe par ailleurs Marx de son soutien à la diffusion de la *Neue Rheinische Zeitung*. Hélas, sans résultat sensible en raison de la situation politique à Düsseldorf où il se trouve.

16.04.50 Une brève lettre à Marx relative à la difficile diffusion de la *Neue Rheinische Zeitung* : « Tant que le journal restera mensuel, en dépit de toutes ses qualités, en Allemagne, il ne marchera pas extraordinairement. Si seulement j'avais les mains libres, je chercherais à me procurer du capital pour un journal; mais dans ma situation actuelle, c'est de la folie que de penser à cela². ».

A propos du contexte politique : « Je me suis beaucoup réjoui de ce que tu juges la révolution proche, d'autant plus que moi, je suis à peu près le seul à partager ton opinion, les autres pensant que l'on ne peut espérer le retour de la révolution en France avant les élections présidentielles (fin 1851). ».

16.05.50 Lassalle interroge Marx³ sur la situation en France dans la perspective du projet de réforme de la droite parlementaire qui se prépare à restreindre la portée du suffrage universel⁴ : « Le socialisme, ou plutôt le parti socialiste français commettrait une erreur tout à fait énorme s'il ne prenait pas les armes à l'occasion de cette question vitale. Qu'elle les prenne seulement, et je suis persuadé que la victoire est certaine. (...) je serai sur des charbons ardents jusqu'à ce qu'en France la crise n'éclate⁵. ».

Lassalle est parti pour la Suisse le 10 juin 1850. Il sera de retour le 1^{er} octobre, date de son incarcération.

14.06.50 Marx propose aux dirigeants de Cologne de la *Ligue* d'accueillir Ferdinand Lassalle. Le 18.06.50. Peter Röser avertira Marx que les communistes de Cologne ne le souhaitent pas, affirmant que Lassalle « continue d'avoir des principes aristocratiques et ne manifeste pas l'enthousiasme qu'il devrait avoir pour la cause universelle des travailleurs⁶. ».

Le 1^{er} octobre 1850, Lassalle a été incarcéré. Son emprisonnement pendra fin le 1^{er} avril 1851.

1851

12.05.51 Lassalle s'inquiète de ne pas avoir de nouvelles de Marx : « J'ai appris par d'autres que cette période a été pour toi extrêmement triste⁷,

Il se réjouit par ailleurs de la reprise des travaux de Marx : « J'ai appris (...) que ton économie politique voit enfin le jour⁸. Trois épais

¹ CML, pp. 65-66.

² CML, pp. 68-69.

³ La correspondance de Marx vers Lassalle au cours de cette période a été perdue.

⁴ Ce sera l'objet de la loi du 31 mai 1850 qui diminuera de 3 millions le nombre des électeurs.

⁵ CML, pp. 69-70.

⁶ BDK2, pp. 212-123. Marx le rappellera dans sa lettre à Engels du 9 février 1860 : « (...) alors que je voulais l'admettre à la *Ligue*, une motion unanime de l'Autorité centrale de Cologne refusa de l'accepter à cause de sa réputation douteuse. » (C6, p. 46).

⁷ Cf. la lettre de détresse que Jenny Marx adresse à Joseph Weydemeyer le 20.05.1850. (C2, pp. 62-63 - *Tranches de vie*, vol. 6, p. 12/31).

⁸ Une allusion à l'ouvrage de Marx qui devait s'intituler *Critique de la politique et de l'économie politique* et qui n'a pas abouti (Cf. sa lettre du 30.01.52 à Joseph Weydemeyer. C3, p. 37).

mais que maintenant cela allait un peu mieux. J'ai souffert de ces nouvelles car tu es du petit nombre de ceux pour lesquels j'ai vraiment comme un *faible*, et à qui souvent je voudrais que l'on vienne en aide, plutôt qu'à moi-même. ».

volumes d'un coup ! J'en suis *on ne peut plus* affamé. D'autant que j'ai repris avec ardeur, depuis un an, l'étude de l'économie que j'avais délaissée pendant près de trois ans, sous la poussée de l'action. (...) je voudrais voir sur ma table ce monstre en trois volumes du Ricardo devenu socialiste, et du Hegel devenu économiste, car tu dois réunir les deux, et tu le feras. ».

Il ajoute : « Ne te méprends pas quand je dis : Ricardo devenu socialiste. Mais en fait je tiens Ricardo pour notre père immédiat. Sa définition de la rente foncière est fortement communiste. Par cette connaissance qui nous a été donnée, connaissance qui est aussi reconnaissance de la nature de l'actuelle rente foncière, on a tranché la gorge au monde bourgeois actuel, et on lui a ôté, un fois pour toutes, l'illusion de sa légitimité. (...) Je nomme cette connaissances de la rente foncière un fait spécialement communiste¹. ».

26.06.51 Lassalle s'efforce, mais en vain, d'assurer la poursuite de la publication des *Essais de Karl Marx* que l'arrestation de l'éditeur Hermann Becker a interrompue.

« Tu ne peux avoir combien cela me peine de ne pouvoir t'aider de la manière dont je le souhaiterais. Toute impuissance, toute incapacité à venir en aide là où j'aimerais le faire, est, pour ma nature, chose véritablement atroce ! Et l'issue de cette démarche revêt pour moi, maintenant, ce caractère atroce ! ».

Sous l'angle juridique, le procès Hatzfeld ne s'arrange pas : « Voici quelques jours, nous avons entièrement perdu notre procès à la cour de cassation de Berlin, et nous avons donc atteint, avec bonheur, le havre de la ruine complète; il est très reposant d'avoir tout perdu². ».

03.07.51 Lassalle informe Marx de la publication dans la *Kölnische Zeitung* de l'Adresse de mars 1850 du Comité central à la Ligue des communistes³ : « La *Kölnische Zeitung* a publié, il y a quelques jours (...) l'allocution prononcée à Londres en mars 1850 qui est indéniablement rédigée de ta main. Dans les circonstances actuelles, cela a été un véritable réconfort, tout à fait ce qu'il fallait. En effet, en raison de certains passages, elle influera sur le cours même du procès, en compliquant, bien sûr, les choses⁴. ».

19.07.51 Lassalle accuse réception d'une lettre non conservée de Marx datée du 16 juillet : « Ta description de nos Allemands professeurs ès révolution qui pontifient à Londres m'a vivement amusé. La bourgeoisie rhénane se trouve, bien sûr, être d'une humeur qui nous paraît du plus haut comique. Elle va de surprise en stupéfaction, tant sont incessants les coups de massue qui lui sont assénés. ».

Il commente par ailleurs l'action parlementaire en France et le parlementarisme en général : « Jamais une assemblée n'a bouleversé ni ne bouleversera la situation politique. Tout ce que peut faire et qu'a fait une assemblée, c'est de faire connaître la situation existante, de sanctionner les bouleversements sociaux, une fois ceux-ci accomplis, et d'en tirer les conséquences particulières, par exemple en élaborant des lois, etc. Mais une telle assemblée sera éternellement incapable de bouleverser une société dont elle est la représentante. Il semble que les Français ne connaissent pas suffisamment cette loi de l'histoire qui prive les assemblées de la possibilité de

¹ CML, pp. 72-73. Avec cette note à propos de Jenny : « Il faut que tu saches que j'ai beaucoup d'amitié pour ta femme, ce dont tu n'as certes pas à être jaloux. ».

² CML, pp. 75-76.

³ Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 3.32 de notre fascicule 19.

⁴ CML, p. 78.

prendre des initiatives révolutionnaires (...)»¹.

Une thèse qu'il défendra dans une conférence d'avril 1862 intitulée *De l'essence d'une Constitution*.

12.12.51 Lassalle commente à l'adresse de Marx des ragots mensongers qui ont dû lui parvenir à son égard.

Son propos concerne surtout la situation politique en France : « Je ne partage pas ton point de vue, *lui écrit-il*, suivant lequel le prolétariat parisien était trop faible pour soutenir le combat. S'il s'était soulevé, il aurait vaincu; tout ce que nous savons dès à présent de la province nous le confirme. C'est la situation qui, selon moi, permet d'expliquer qu'il ne se soit pas soulevé. On dissolvait une assemblée qui était l'objet par excellence de la haine des ouvriers, une assemblée qui avait supprimé le suffrage universel. Quant au suffrage universel, on l'instaurait. Rien, dans ces événements, ne pouvait susciter un soulèvement du prolétariat. Même si aucun travailleur ne s'était laissé duper par les motifs et les desseins de Napoléon, il aurait manqué une aiguillon à leur réprobation, un cri de guerre à leur soulèvement ».

Il poursuit : « La bourgeoisie française abdique le pouvoir politique pour lequel elle a combattu pendant soixante ans, et vaincu trois rois. Elle l'abdique, parce qu'elle comprend et explique qu'il ne lui est possible de maintenir ses institutions économiques que sous la dictature du despotisme militaire (...) c'est par crainte du socialisme que la bourgeoisie s'est enthousiasmée pour son propre avilissement et son propre anéantissement (...) avec le 2 décembre, la société s'est placée à l'extrême bord du précipice de la nouvelle révolution prolétarienne. Je la vois déjà s'effondrer. »

Il se livre par ailleurs à un portrait très critique du personnage de Louis Napoléon, ce « maraud » qui n'est que « l'essence vide et générale de la réaction moribonde »².

Cette lettre se termine par un message de la comtesse Hatzfeld : « Faites-moi connaître votre avis sur l'ignoble histoire de Paris », écrit-elle. « Je suis malade de rage et de honte à la pensée qu'un tel aventurier doive empêcher le destin de l'Europe. Cela me serait un véritable apaisement que de vous entendre partager l'opinion de Lassalle, et dire que cela ne peut durer qu'un court laps de temps. ».

1852

23.02.52 Marx écrit à Lassalle, une correspondance plutôt tardive si l'on se réfère aux archives dont nous disposons. « Je voudrais quand même bien savoir, *lui écrit-il*, si, une fois de plus, ma deuxième lettre ne t'est pas parvenue³. Je sais que tu réponds ponctuellement et je dois donc attribuer ce retard de ta part à quelque circonstance fortuite ». Il ajoute : « Depuis ma dernière lettre, mon état de santé s'est de nouveau amélioré, bien que mes yeux me fassent encore beaucoup souffrir. Ma situation sociale par contre s'est aggravée. J'ai subi un *refus* définitif du libraire pour mon *Economie*⁴; mon manuscrit contre Proudhon⁵, qui se promène depuis un an en Allemagne n'a pas non plus trouvé de havre (...) »⁶.

Pour l'essentiel, son propos consiste à citer très longuement une lettre qu'il a reçue de Richard Reinhardt⁷, lequel commente la situation politique française.

¹ CML, p. 79.

² CML, pp. 80-83.

³ Bon nombre de lettres de Marx à Lassalle de cette période n'ont pas été retrouvées. Il est donc malaisé d'apprécier les raisons de cette suspension de près de deux ans dans les rapports épistolaires entre les deux amis.

⁴ Le manuscrit auquel Lassalle fait référence dans sa lettre du 12 mai 1851. Ce n'est qu'en 1859 que paraîtra le premier cahier de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*.

⁵ Marx espérait publier une traduction allemande de son ouvrage *Misère de la philosophie*.

⁶ C3, p. 57.

⁷ Poète allemand réfugié à Paris, Richard Reinhardt a été le secrétaire de Henri Heine. Il était devenu un ami de Marx et de sa famille.

Fin février Lassalle informe Marx sur la poursuite par ses soins du procès Hatzfeld. Ces efforts expliquent le retard qu'il a pris à renouer avec Marx depuis ces quatre dernières semaines.

Il insiste sur sa proposition de financer par voie d'actions la publication des travaux économiques de Marx, une proposition que Marx avait rejetée : « Je suis (...) loin d'attacher, comme toi, de l'importance à (la) raison que tu invoques, à savoir la crainte de te compromettre. Ne pas trouver d'éditeur, dans les circonstances actuelles, ne te compromet pas le moins du monde. Faire paraître en souscription un ouvrage scientifique ne te compromet pas davantage. Cela ne te compromet pas de permettre à ton parti de tenter de publier une œuvre dont il attend tellement. Cela ne te compromet pas de recevoir des honoraires honnêtes pour un travail honnête. Si la tentative échoue, il n'y aura pas un penny de scandale. (...) Sérieusement, s'il s'agissait de mon ouvrage, je n'hésiterais pas un instant à consentir à ce projet. ».

Il ajoute ce commentaire plutôt piquant :

« Mon ami, tu as l'habitude de chapitrer les autres. Accepte une fois d'échanger les rôles. J'apprécie et je respecte au plus haut degré la sensibilité du *point d'honneur* de l'homme. Mais elle ne doit jamais se transformer en sensiblerie petite-bourgeoise, en scrupule tatillon d'un bourgeois qui ne possède rien que sa « solvabilité morale ». Et souvent ta louable fierté a réellement une fâcheuse tendance à dégénérer en ce sentiment pointilleux de *noli me tangere*. ».

Et, geste de solidarité, il joint à sa réponse un billet de 3 livres sterling : « Ces 3 livres, qui vont de la misère à la misère, ont une valeur poétique, une valeur affective d'au moins 30 livres de mauvaise monnaie. Si seulement il y avait un poète pour te les acheter à ce prix ».

S'agissant de la situation en France et du rôle de Louis Napoléon, il écrit : « Pour la première fois depuis mai 1848, il incarne la restauration du pouvoir populaire, même si ce n'est que sous la forme la moins pure, la moins véridique, la plus repoussante. Mais l'oligarchie de la classe possédante, des gens honnêtes, est à jamais écartée, et il représente tout en le voilant le début de la révolution de masse, de la révolution des intérêts de possession¹. ».

Une position qui deviendra bientôt l'un des points de désaccord entre Marx et lui.

24.06.52 Un mot de compassion d'abord. Lassalle évoque la mort de Franziska² : « J'ai appris tous les malheurs qui t'ont frappé récemment ! Ne prends pas mon silence, dont je viens de t'expliquer les raisons³, pour de l'indifférence ! Il y a peu de destins qui me soient aussi proches que le tien ; et comme j'ai une sympathie infinie pour toute grande force, je ne suis pas

« Quant au prolétariat, *poursuit-il*, il semble ici à grande échelle procéder au mouvement que Hegel appellerait de « recueillement en soi ». Il est manifeste que la plus grande partie de la classe ouvrière est sur le point, à la faveur du calme politique, de s'habituer à son isolement, d'accéder à sa propre conscience, et ainsi de s'affermir. (...) Elle a donc besoin de cette

¹ CML, pp. 88-89.

² Née le 28 mars 1851, la petite fille était âgée d'un an à peine. Après le mort de leur fils Guido, dit Föxchen, le 19 novembre 1850, Jenny et Marx perdent, ce 14 avril 1852, leur deuxième enfant en moins d'une année.

³ Lassalle a été affecté d'une maladie proche du choléra : il invite d'ailleurs Marx à désinfecter soigneusement le papier de sa lettre.

⁴ Qui venait de paraître, le 19 mai 1852, dans le premier volume de la revue new-yorkaise *Die Revolution* de Joseph Weydemeyer. (Cf. notre fascicule 21)

sans voir, depuis longtemps, avec rage et désolation, que la tienne court le danger d'être sapée ou tout au moins de perdre sa fraîcheur dans le combat que tu mènes en ce moment contre la misère. C'est le combat contre le lot commun qui affecte le plus le génie, bien plus que les grands coups du sort qui le stimulent d'emblée, et réveillent toutes les facultés qui sommeillaient dans son esprit ! ».

Il suggère que le *Dix-huit Brumaire*⁴ paraisse en Allemagne sous une forme anonyme, le parti lui-même se chargeant de diffuser dans la presse le nom de son auteur. De même, la publication des *Grands hommes de l'exil* ne devrait pas, selon lui, rencontrer d'obstacle, le pouvoir se réjouissant qu'ainsi la révolution se détruise elle-même. Il ajoute : « La logique administrative ignore que les combats à l'intérieur d'un parti lui redonnent force et vie (...) elle ne sait pas que c'est lorsque s'émeussent et s'estompent les différences à l'intérieur d'un parti que celui-ci témoigne de sa plus grande faiblesse, et que c'est en se purifiant qu'un parti se fortifie. ».

période intermédiaire pour se pénétrer de son concept de classe avec la plus grande acuité possible et pour en développer toutes les conséquences théoriques.

Inutile de te dire combien je me réjouis de ce mouvement. Il aura pour conséquence que la prochaine révolution trouvera dans la classe ouvrière une matière bien plus compacte et bien plus consciente que les éléments décousus avec lesquels il a fallu improviser un parti ouvrier en 1848. Si je ne me trompe pas, c'est précisément au milieu de cet apparent silence de mort que va naître le véritable parti ouvrier allemand. ».

Enfin, à propos du futur procès de Cologne (qui se tiendra en octobre et novembre 1852) : « (...) à Cologne, le Parti est à peu près inactif ! Et c'est naturel. Les travailleurs seraient les seuls à pouvoir faire quelque chose, mais pour cela, il leur faudrait des têtes. Or les seules têtes dont ils disposent sont des petits-bourgeois de l'espèce la plus piteuse, sans perspicacité, sans énergie, sans *dévouement*¹ ».

23.09.52 Lassalle accuse réception du *Dix-huit brumaire*. Un très bref commentaire : « j'ai pris beaucoup d'intérêt à le lire. » .

Il note au passage : « Il y a longtemps que j'attends une vraie lettre de toi, et non de petits billets de trois mots². ».

Automne 52 Toujours la rupture du suivi du courrier de Marx. Lassalle le lui écrit (...en automne) : « J'ai été très peiné du ton amer de ta dernière lettre qui m'a montré combien ta situation devait être désespérée. Une situation capable d'éveiller en toi de tels sentiments doit être bien épouvantable. C'est en tenant compte de cette situation que j'ai pris le parti de négliger ton injustice à mon égard³. ».

Oct. 52 D'octobre à novembre 1852 se tient à Cologne le procès des communistes⁴.

25.12.52 Lassalle à Marx : « Enfin quelques lignes de toi : un vrai cadeau de Noël. Il y avait si longtemps que je n'avais eu de tes nouvelles que je commençais à m'étonner⁵. ».

Et d'insister : « Je te prie de m'écrire bientôt et de me donner de tes nouvelles et de nouvelles des autres. C'est angoissant que de rester si longtemps sans avoir des nouvelles de ses amis, alors qu'ils se débattent dans une situation tellement incertaine⁶. ».

1853

10.03.53 Marx évoque à l'adresse d'Engels l'absolue nécessité de « renouveler le recrutement de notre parti ». Son avis sur Lassalle : « Cluss⁷ est bien, Reinhardt à Paris est travailleur. Malgré ses nombreux « mais », Lassalle est dur et énergique⁸. ».

Engels lui répondra dès le lendemain : « Ce n'est pas très agréable d'entendre parler de la déchéance de nos amis. (...) Avec Cluss, Lassalle est de loin le plus utile de tous, surtout à partir du moment où les biens du comte Hatzfeld seront irrévocablement réunis au domaine public. Il a ses lubies, mais il a aussi *esprit de parti et ambition* et on connaît une fois pour toutes certains de ses faibles et ses petites histoires personnelles dont il ne cessera jamais de s'occuper en invoquant des raisons

¹ CML, pp. 90-92.

² CML, p. 93.

³ CML, p. 94.

⁴ Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 20.

⁵ Cette correspondance n'a pas été conservée.

⁶ CML, pp. 95-96.

⁷ Adolf Cluss, qui, depuis 1849, avait émigré aux Etats-Unis.

⁸ C3, p. 333.

officielles¹. ».

- 18.04.53 Lassalle à Marx : « Il y a une éternité que tu ne m'as écrit, et je ne comprends pas pourquoi tu m'as laissé si longtemps sans nouvelle de toi. Mon intérêt pour toi est toujours le même, et ce n'est pas de ma faute si je ne puis te le témoigner un peu plus ! ».
- « Est-il vrai, *demande-t-il*, que tu sois l'auteur de l'ouvrage sur le procès des communistes de Cologne², que je n'ai pas encore reçu ? Ne peux-tu alors m'en faire parvenir un exemplaire, d'une manière ou d'une autre, sans trop de frais de port ? Car à Cologne, étant donné sa saisie, il sera difficile de se le procurer. ».
- Il ajoute : « Où en est ton ouvrage d'économie politique ? Ne regrettes-tu pas d'avoir rejeté ma proposition de le faire paraître en souscription ?³ ».
- 13.06.53 Lassalle, qui se trouve à Nimègue, s'adresse à Jenny Marx. Une lettre très technique sur la manière d'éviter que les envois de colis ne se trouvent détectés par la police douanière⁴.
- Il reviendra sur le sujet au début de juillet. Marx y fait allusion dans sa lettre du 18 juillet 53 à Engels : « J'ai reçu avant hier une lettre de Lassalle qui a maintenant, des doutes et croit que des lettres sont été interceptées, etc. Tu aurais bien fait de me signaler si le paquet qui lui était destiné est parti ou non. Lassalle est le seul qui ose encore correspondre avec Londres et c'est pourquoi il faut se garder de l'en dégoûter⁵. »
- 28.08.53 Toujours à Jenny. Lassalle note : « J'en veux beaucoup à votre mari de son long silence⁶. ».
- 13.12.53 Lassalle à Marx : « Les dernières nouvelles que m'avait envoyées ta femme m'avaient fait grand plaisir. J'ai appris que vos conditions de vie étaient enfin un peu plus tolérables, et la misère de votre vie quotidienne un peu moins aigüe. Je serais heureux d'apprendre de ta main que cela dure encore. ». S'interrogeant sur la situation à Londres parmi les émigrés, il insiste pour obtenir des nouvelles de Marx : « Surmonte donc ta paresse, mon cher ami, et écris-moi un peu là-dessus. Il y a bien longtemps que tu me dois une réponse !⁷ ».

1854

- 10.02.54 Lassalle répond à une lettre qu'il a reçue de Marx (et qui n'a pas été conservée). Un propos plutôt obscur compte tenu de l'absence de contexte. Il y est question d'un reproche de « froideur » que Lassalle aurait exprimé à propos de Marx et qu'il regrette amicalement.
- Lassalle informe Marx qu'il a reçu la visite d'un ouvrier qui l'invitait, au nom de Marx, à entrer dans la municipalité de Düsseldorf. Il s'interroge sur la pertinence de cette proposition.
- Il informe Marx de l'initiative qu'il a prise d'organiser des conférences de formation destinées à former les futurs cadres du parti ouvrier « de manière à empêcher qu'une fois de plus le prolétariat accepte de faire chorus avec les héros de la bourgeoisie⁸. ».

¹ C3, p. 337. On observera la distance critique d'Engels par rapport à Lassalle.

² *Les Révélations sur le procès des communistes de Cologne* venaient d'être publiées à Bâle, le 11 janvier 1853, sans nom d'auteur. Dès mars 53, la première livraison sera saisie par la police frontalière entre la Suisse et le pays de Bade. Le texte paraîtra finalement à Boston, d'abord en feuilleton, du 6 mars au 28 avril 53 dans la *Neue-England-Zeitung*, puis, fin avril, sous la forme d'une brochure, toujours sans nom d'auteur.

³ CML, pp. 96-97.

⁴ CML, pp. 97-99. Cf. Sur ces difficultés d'expédition, la lettre d'Engels à Marx du 6 juin 53 : « Quand Lassalle t'aura donné une bonne adresse non compromettante à Düsseldorf, tu pourras m'envoyer 100 exemplaires. Nous les ferons emballer dans des balles de filés par des maisons d'ici ». (C3, p. 384).

⁵ C4, pp. 5-6.

⁶ CML, p. 103.

⁷ CML, pp. 103-104.

⁸ CML, pp. 104-106.

- 07.03.54 Nous sommes, à cette date, dans le contexte de la crise orientale qui donnera bientôt lieu à la guerre de Crimée¹. Lassalle adresse à Marx une longue lettre où il expose ses vues diplomatiques et stratégiques sur la question.
- 06.04.54 Marx exploitera bien sûr les observations d'Engels dans sa réponse à Lassalle.
- 20.05.54 Lassalle revient d'un voyage à Prague « pour des raisons familiales ». Il réplique à Marx et de manière très circonstanciée, sur la question de Palmerston : « Il faudrait que je puisse examiner la chose de plus près pour parvenir à un opinion définitive, et c'est pourquoi je te serais très reconnaissant de me faire envoyer les articles de la *Tribune* que tu as fait paraître à Londres sous forme de pamphlet⁴. ».
- 01.06.54 Marx ne tarde pas à revenir sur la question de Palmerston⁵.
- Fin 54 Lassalle propose à Marx de devenir le correspondant londonien de la *Neue Oder Zeitung*, un journal de Breslau dont son cousin, Marx Friedländer, était devenu propriétaire.
- Ce courrier sera transmis par Marx à Engels qui lui retourne, le 23 mars 54, une critique détaillée des analyses de son interlocuteur².
- Sous l'angle politique, la critique de Marx porte en particulier sur Palmerston qu'il considère, contre l'avis de Lassalle, comme un agent secret de la Russie : « je suis arrivé à ce résultat, *écrit-il*, après avoir examiné très consciencieusement et avec beaucoup de soin toute sa carrière³. ».
- On observera le suivi de leur correspondance à cette époque. « Tu m'obligeras beaucoup, *écrit Marx*, en m'écrivant souvent et en me donnant des détails sur la situation en Allemagne et particulièrement en Prusse. ».
- Le 2 décembre, Marx sollicitera l'avis d'Engels sur cette proposition : « Je te demande ton avis *bien pesé* », lui écrit-il⁶. Dès la fin de ce mois, pressé par ses soucis d'argent, il commencera à travailler pour ce journal à raison de deux à trois correspondances par semaine⁷.

1855

- 07.01.55 Lassalle adresse à Marx une somme de 200 thalers : « La comtesse te salue de tout cœur, et souhaite avec moi que cet envoi te parvienne à point et te suffise pour parer aux ennuis éventuels de ta situation⁸. ».
- 23.01.55 Marx annonce à Lassalle la naissance d'Eleanor. Il lui communique des notes de lecture sur des questions économiques à propos desquelles Lassalle l'interrogeait dans sa lettre précédente¹⁰.
- Il envisage de venir à Londres : « Je pourrai t'en raconter des épisodes qui sont vraiment à mourir de rire », des épisodes sur la constante surveillance policière dont il est l'objet⁹ : « on m'a entouré d'un filet dont les mailles sont si serrées que même une souris ne pourrait passer au travers. ».

¹ Le 27 mars prochain, la France et l'Angleterre déclareront la guerre à la Russie.

² C4, pp. 85-87.

³ C4, p. 100. Cf. sa brochure intitulée *Lord Palmerston*, parue, avec un certain succès, en décembre 1853, avec une seconde édition au début de 1854.

⁴ CML, p. 119. Il ajoute : « Tu as vraiment eu tort de ne pas l'avoir fait toi-même. Il t'est facile de concevoir combien peut me faire plaisir l'envoi de cette brochure, et d'autres de tes écrits du même genre. ».

⁵ C4, pp. 128-131.

⁶ C4, pp. 179-179.

⁷ Le journal cessera toutefois de paraître à la fin de 1855.

⁸ CML, p. 124.

⁹ Et notamment cette anecdote de l'intervention de l'officier de police prussien Goldheim qui s'est présenté, sous son nom, aux ouvriers de Solingen.

¹⁰ C4, pp. 192-196.

- Juillet 55 Lassalle est à Paris pour y visiter l'exposition industrielle, après quoi il envisage d'aller en Italie pour deux mois. Il adresse ses condoléances après la mort du fils de Marx, Edgard, décédé le 6 avril 55 : « Tu n'as pas à attendre de moi des écrits de consolation ou des banalités réconfortantes, mais tu dois être convaincu qu'il n'y a aucun de tes amis pour être touché comme moi, jusqu'au cœur, par ce malheur¹. ».
- Il se lasse d'habiter Düsseldorf et souhaite s'installer à Berlin, mais les autorités politiques refusent toujours cette autorisation.
- 28.07.55 Marx à Lassalle. Il se trouve dans un cottage à Camberwell, un faubourg au sud de Londres dans un appartement prêté par l'émigré allemand Peter Imandt.
- Il lui adresse un propos amical : « Je suis naturellement surpris de te savoir si près de Londres et sans que tu manifestes l'intention de traverser la Manche, ne serait-ce que pour quelques jours. J'espère que tu y réfléchiras encore et que tu verras à quel point le voyage de Paris à Londres est court et bon marché. Si les portes de la France ne m'étaient pas hermétiquement closes, je viendrais te surprendre à Paris ». Il lui dit sa détresse après la mort de son fils Edgard : « La mort de mon enfant a profondément bouleversé mon cœur et je ressens cette perte aussi vivement qu'au premier jour². ».
- 24.09.55 Lassalle est à Düsseldorf où l'a rappelé la comtesse Sophie de Hatzfeldt : « En juillet prochain – je me le suis bien promis – j'irai à Ostende, prendre des bains de mer, et, de là, je ferai un saut chez toi³. ».
- Octobre 55 Lassalle adresse à Marx une demande d'information bibliographique⁴. Un mot technique sans plus.
- Une sollicitation à laquelle Marx répondra plutôt brièvement, le 8 novembre prochain. Il se trouve à cette date chez Engels, à Manchester⁵.

1856

Gustav Levy, un militant de Düsseldorf, est revenu⁶ à Londres, fin février, pour dénoncer l'attitude de Ferdinand Lassalle guidée, selon lui⁷, par des intérêts personnels. Marx est impressionné par les accusations de son visiteur.

Le 5 mars 53, il commente cette rencontre à l'adresse d'Engels : « Levy. Envoyé ici par les travailleurs de Düsseldorf pour (...) dénoncer Lassalle. Et je crois, après examen *très minutieux*, qu'ils ont *raison*. Lassalle, depuis que la comtesse a obtenu ses 300.000 thalers, est complètement transformé; il repousse intentionnellement les travailleurs (...) Ils lui reprochent d'avoir sans cesse utilisé le Parti pour sa *merde personnelle* et d'avoir voulu entraîner les travailleurs à des *délits privés* dans l'intérêt de son procès. (...) Les ouvriers disent qu'ils ont tout passé à Lassalle sous prétexte qu'il était impliqué dans son procès, que c'était une affaire d'honneur. Mais ils ajoutent que, maintenant qu'il a gagné, au lieu de se faire payer son travail par la comtesse et de se rendre indépendant, il vit ignominieusement sous le joug de cette femme comme un *homme entretenu* (...). Il les écarte maintenant de manière délibérée et provocante, comme s'ils étaient pour lui des instruments superflus. (...) Son plan consisterait à aller à Berlin, à y jouer les grands seigneurs et à y tenir salon. (...) Il aurait manifesté sans arrêt son « envie de jouer les dictateurs » (il semble se prendre pour tout autre chose que ce pour quoi nous le tenons; il se prend pour le maître du monde parce qu'il a montré qu'il ne se laissait arrêter par rien dans une affaire privée, comme si un homme vraiment important devait sacrifier 10 années à une telle bagatelle), etc., etc. (...) La haine à son égard est si grande, *dit Levy*, que, quoi que nous puis-

¹ CML, p. 135.

² C4, p. 227.

³ CML, p. 138.

⁴ CM, pp. 138-139.

⁵ C4, pp. 238-239.

⁶ Pour rappel, une première rencontre avec Marx avec eu lieu en décembre 1853.

⁷ Il convient en vérité recevoir ce témoignage avec prudence. Dans sa biographie de Marx, Franz Mehring écrit : « Il est plus que probable que le messenger était lui-même l'auteur du message : le digne homme était furieux au plus haut point contre Lassalle parce que celui-ci n'avait voulu lui consentir qu'un prêt de 500 thalers sur 2.000 qu'il demandait. » (Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, Editions Syllepses, tome 2, Paris 2018, p. 880). Par ailleurs, Levy sera parmi les premiers à rejoindre Lassalle lors de la création, en mai 1863, de l'ADAV (*l'Allgemeiner Deutscher Arbeitsverein*) dont il sera le trésorier.

sions décider, les ouvriers le massacraient s'il se trouvait à Düsseldorf au moment du mouvement insurrectionnel. (...)

Tout ce qui précède n'est qu'une partie de ce que j'ai entendu et noté à grands traits. Le *tout* a produit sur moi-même et sur Freiligrath une impression *définitive*, quelque prévenu que j'aie pu être en faveur de Lassalle et quelque méfiant que je sois envers les ragots des ouvriers. J'ai dit à Levy que, naturellement, il était impossible d'aboutir à une conclusion à partir d'un rapport émanant d'une seule des deux parties, mais que, en toutes circonstances, il était utile de faire preuve de suspicion; qu'ils devaient continuer à surveiller notre homme mais éviter en attendant tout éclat public; que nous trouverions peut-être l'occasion d'obliger Lassalle à prendre une position claire, etc., etc. Qu'en pensez-vous ? J'aimerais aussi avoir l'avis de Lupus. ».

Levy informe par ailleurs Marx sur l'agitation parmi les ouvriers en Rhénanie. Une insurrection à Paris donnerait le signal d'un soulèvement : « Les gens semblent croire dur comme fer que nous et nos amis nous hâterions de les rejoindre dès le premier instant. Ils ressentent naturellement le besoin de chefs politiques et militaires. ».

Marx temporise les ardeurs : « Bien sûr j'ai déclaré que, *si les circonstances le permettaient*, nous nous rendrions auprès des ouvriers de Rhénanie; que toute émeute déclenchée de leur propre chef, sans initiative venant de Paris, de Vienne ou de Berlin était une idiotie; qu'il serait bon, pour le cas où Paris donnerait le signal, de tout risquer, à tout prix, car, dans ce cas, même une défaite momentanée n'aurait pas de conséquences durablement néfastes; que je réfléchirais avec mes amis sur la question de savoir ce que l'on pouvait faire en Rhénanie, en partant de l'action directe de la population laborieuse et qu'ils devaient envoyer à nouveau dans quelque temps quelqu'un à Londres pour ne *rien* faire sans une entente préalable¹. ».

La réponse d'Engels ne tardera pas.

Le 7 mars, il écrit à Marx :

« Lassalle. Ce gars-là, ce serait dommage, à cause de son grand talent, et pourtant ces affaires sont trop graves. Ça a toujours été quelqu'un qu'il fallait diablement surveiller; c'est un vrai Juif de la frontière slave : il était toujours sur le point d'utiliser tout un chacun des fins privées, sous le couvert des affaires du parti. Ensuite cette manie de se pousser dans le beau monde, de *parvenir*, ne serait-ce qu'en apparence, de recouvrir et de masquer le Juif crasseux de Breslau sous toutes sortes de pommades et de fards l'ont toujours rendu antipathique. Cependant ce n'étaient là que des questions qui exigeaient qu'on l'ait à l'œil. Mais s'il se met à monter des histoires qui doivent conduire directement à un changement d'orientation du parti, je ne peux pas faire grief aux ouvriers de Düsseldorf d'éprouver la haine qu'ils ressentent contre lui. Je vais aller ce soir chez Lupus et lui exposerai l'affaire. Aucun d'entre nous n'a jamais fait confiance à Lassalle mais on l'a naturellement défendu contre des sottises émanant de H. Bürgers. Mon opinion est qu'il faut laisser aller les choses, comme tu l'as recommandé aux gars de Düsseldorf. Si on peut l'amener à un acte manifeste direct contre le parti, nous le tenons. Mais cela semble encore manquer et faire un scandale serait de toute manière parfaitement déplacé². ».

A partir de cette date, les notations hostiles à Lassalle³ vont se multiplier dans la correspondance privée⁴ de Marx et d'Engels. Leurs relations avec le personnage demeureront quant à elles courtoises.

L'irritation de Marx se manifestera surtout lorsque Lassalle affichera la prétention de théoriser dans le domaine de l'économie et qu'il éprouvera le sentiment de se voir déposséder de ses découvertes par un rival indécrottable.

avril La dénonciation de Lassalle sera confirmée par un certain colonel français à la retraite du nom de Touroute lors de sa visite à Marx en avril 1856. En l'absence de Marx, c'est Jenny, son épouse, qui recueillera le témoignage de son visiteur, le consignait dans une note manuscrite qui a été conservée. Le propos de Touroute visait le train de vie dispendieux de Lassalle, son caractère hautain de même que ses prati-

¹ C4, pp. 275-279.

² C4, pp. 281-282.

³ Avec nombre de consonances antisémites, il faut le souligner. Ainsi ce commentaire plutôt singulier d'Engels dans sa lettre du 14 avril 56 après les informations reçues sur le train de vie dispendieux de Lassalle : « Les Lassallides m'ont beaucoup amusé, sa tête de Juif frisée doit être séduisante sur la robe de chambre rouge et dans les draperies de la marquise, sous lesquelles transparait à chaque mouvement le youpin polonais. A le voir, notre homme doit faire une impression très crasseuse et répugnante. » (C4, p. 296). Un propos privé, certes...

⁴ Oui, insistons sur le caractère privé de ces propos.

ques autoritaires¹.

Septembre 56 Lassalle entreprend un voyage dans les Balkans et en Turquie et en Egypte. Il s'intéresse aux luttes nationales des Hongrois, des Croates et des Serbes . L'Autriche lui apparaît comme la puissance despotique par excellence.

1857

26.04.57 Lassalle reprend contact avec Marx : « Cela fait deux ans que je n'ai plus reçu un seul mot de toi ! Est-ce que c'est bien de m'avoir laissé si longtemps sans nouvelle ? Tu diras, c'est vrai, qu'il en a été de même pour moi ! Mais non ! Car c'est moi qui t'ai écrit le dernier une lettre qui est restée sans réponse, et à laquelle je n'ai cessé d'attendre une réponse. (...) Je t'écris, afin que notre correspondance ne cesse pas totalement. (...) J'espère que tu me dédommageras de ton long silence, par une lettre aussi longue que possible². ».

Il lui annonce la prochaine parution, à Berlin, de son ouvrage sur *La philosophie d'Héraclite l'Obscur d'Ephèse*. Il a obtenu à cet effet une autorisation de séjour à Berlin pur une durée de six mois.

Il ajoute qu'il a entrepris la rédaction d'un ouvrage d'économie politique (« Je viens à peine de sortir des inévitables travaux préliminaires, et je l'aurai difficilement achevé avant le milieu de l'année prochaine) ainsi que l'écriture de son drame romantique *Franz von Sickingen*, « quelque chose, note-t-il, qui, je crois, fera du bruit ! ».

08.05.57 Marx communique la lettre de Lassalle à Engels : « Quelle attitude adopter vis-à-vis de ce type ? », s'interroge-il. « Répondre ou non ? La vanité bizarre de ce gars, qui veut à tout prix devenir célèbre et qui, sans aucun prétexte, rédige 75 cahiers sur la philosophie grecque, cela va t'amuser³. ».

La réponse d'Engels, le 11 mai 57, est incisive, mais prudente : « Nous savons parfaitement qu'il n'y a rien à attendre de lui, mais il est difficile de trouver un motif concret pour rompre carrément avec lui d'autant que les ouvriers de Düsseldorf n'ont plus donné signe de vie. Il semble - à en juger d'après cette lettre - s'être détourné d'eux tout à fait, ou plutôt eux de lui, car il est absolument incapable de dire rien de concret sur les situations des ouvriers en Allemagne. De là à dire qu'il n'irait pas encore faire le malin auprès d'eux avec une lettre de toi, c'est une autre question. A ta place, je lui écrirais, tu ne peux faire autrement, mais en lui demandant tout de go comment se présente le mouvement ouvrier sur les bords du Rhin et surtout à Düsseldorf, et il faut trouver moyen de rédiger ta lettre de telle façon que ça lui cloue le bec et que ça l'amène ou bien à s'expliquer *plus ou moins* ou bien à trouver désormais gênante toute correspondance avec toi⁴. ».

Novembre 57 Parution, à Berlin, de *La philosophie d'Héraclite l'Obscur d'Ephèse*. C'est aussitôt un grand succès littéraire. Lassalle est reçu à la Société berlinoise de Philosophie.

17.12.57 Lassalle insiste pour obtenir une réponse de Marx : « Je dois vraiment te dire qu'aussi étrangère que me soit normalement la sentimentalité, cela m'a fait mal, car, pour ce qui est de moi sur qui le temps n'a eu, à ce point de vue, aucun pouvoir, je te porte toujours la même affection et le même respect, alors que toi tu sembles m'avoir oublié, ce qui est tout à fait injuste⁵. ».

Il lui annonce le prochain envoi de son *Héraclite* : « Il a eu la chance de faire ici une remarquable sensation dans le monde des intellectuels. ». Un succès qui lui permet de prolonger son séjour à Berlin.

21.12.57 Marx répond brièvement à Lassalle. Il le remercie pour le prochain envoi de son *Héraclite* qu'il pas encore reçu : « J'ai toujours eu, écrit-il, ne Il lui annonce qu'il a entrepris la rédaction de ses *Grundrisse* : « La crise commerciale actuelle m'a incité à me consacrer sérieusement

¹ Marx évoque cette visite dans sa lettre à Engels du 10 avril 1856 (C4. p. 289).

² CML, p. 143.

³ C4, p. 394.

⁴ C4, p. 396. Il faut observer que les critiques contre Lassalle s'expriment exclusivement dans leur correspondance privée. Dans leur courrier avec Lassalle, le ton restera courtois, sinon amical.

⁵ CML, p. 147.

grande affection pour ce philosophe auquel je ne préfère qu'Aristote parmi les Anciens. J'ai fait de la philosophie – Epicure (surtout lui), le stoïcisme et scepticisme – l'objet d'une étude spéciale mais plutôt pour des raisons politiques que philosophiques¹. »

à l'élaboration de mes *Traits fondamentaux de l'Économie politique*². ».

22.12.57 Marx commente à l'adresse d'Engels sa récente correspondance avec Lassalle : « Notre homme pourrait peut-être nous être utile pour dénicher des éditeurs, à moins qu'il ne craigne de voir la concurrence ternir la gloire qu'il recherche également dans le domaine économique³. ».

1858

28.01.58 Marx a reçu *l'Héraclite* de Lassalle et il en informe son ami Engels : « Ai seulement mis le nez dedans. Le bonhomme en conte au public dans la préface en prétendant qu'il portait le livre en lui depuis 1846. Ça semble tout à fait vieil hégélien. Dans l'interprétation et la comparaison de divers passages, sa formation de juriste rompu à la pratique de l'herméneutique peut l'avoir servi. *Nous verrons*⁴. ».

01.02.58 Marx adresse à Engels ses premiers commentaires, très critiques, sur *l'Héraclite* de Lassalle : « une bien naïve compilation », estime-t-il. « En dépit de ses vantardises affirmant que jusqu'ici, Héraclite, c'était de l'hébreu, notre homme n'a pour l'essentiel *absolument rien* ajouté de *neuf* à ce que dit Hegel dans *l'Histoire de la Philosophie*. (...) A chaque mot, une bourde, mais exposée avec une remarquable prétention. Je retiens (...) que notre bonhomme se propose d'exposer dans son 2^e grand Opus⁵, l'économie politique selon la méthode hégélienne. Il s'apercevra à ses dépens que c'est une tout autre affaire d'amener d'abord, par la critique, une science jusqu'au point où on peut l'exposer dialectiquement, que d'appliquer un système de logique abstrait, clos, à des prémonitions d'un tel système précisément. (...) En plus, il multiplie flatteries et courbettes de tous les côtés, pour s'assurer un accueil bienveillant⁶. ».

10.02.58 Lassalle s'inquiète de savoir si Marx a bien reçu son ouvrage et sollicite son avis : « Il n'y personne de l'avis de qui je serais plus curieux - *sincèrement* - que de toi⁷. ».

Il lui propose par ailleurs sa collaboration pour trouver un éditeur à Berlin : « La nouvelle que tu es enfin sur le point de terminer ton ouvrage d'économie et que tu songes à le faire paraître m'a beaucoup réjoui. Si tu veux le faire paraître à Berlin, et si je puis t'y être utile, compte sur moi. Je pense avoir quelque influence sur les éditeurs, et en tout cas, je mettrai à ta disposition avec le même zèle qu'autrefois, ce que je suis et ce que je peux. ».

¹ Un rappel de sa thèse de doctorat de mars 1841 sur la *Différence entre la philosophie de la nature de Démocrite et celle d'Epicure*.

² C5, p. 91. Une manière assurément à répliquer à l'annonce, par Lassalle, en avril dernier, de futurs travaux dans le domaine de l'économie politique.

³ C5, p. 92.

⁴ C5, p. 122.

⁵ Le prochain ouvrage de Lassalle sera publié en 1864 sous le titre *Monsieur Bastiat-Schulze von Delitzsch, le Julian économique, ou : capital et travail*.

⁶ C5, pp. 128-129.

⁷ CML, p. 151.

- 22.02.58 Marx informe Lassalle qu'il a bien reçu son ouvrage. « Dès que je l'aurai lu, je te ferai part de mon opinion ». Mais, ajoute-t-il, « il te faudra patienter un peu car j'ai vraiment très peu de temps libre en ce moment. ».
- Pour l'essentiel, son propos concerne ses propres travaux en cours :
- « Je vais te dire où en sont mes travaux économiques. J'ai attaqué en fait la rédaction finale depuis quelques mois. Mais elle avance très lentement, parce que des sujets dont on a fait depuis bien des années le centre de ses études, dès qu'on veut en finir avec eux, présentent toujours de nouveaux aspects et sollicitent de nouvelles réflexions. (...)»
- Le travail dont il s'agit tout d'abord, c'est la *critique des catégories économiques*, ou bien si tu veux le système de l'économie bourgeoise présenté sous une forme critique. C'est à la fois un tableau du système, et la critique de ce système par l'exposé lui-même. (...)
- L'exposé, je veux dire le mode d'exposition, est tout fait scientifique, donc il ne contrevient pas aux règlements de police au sens habituel. Le tout est divisé en 6 livres : 1. Du Capital (contient quelques chapitres d'introduction). 2. De la propriété foncière. 3. Du travail salarié. 4. De l'Etat. 5. Commerce international 6. Marché mondial. Je ne peux m'empêcher, naturellement, de faire de temps en temps des allusions critiques à d'autres économistes, de polémiquer par exemple avec Ricardo, dans la mesure où lui-même, parce que bourgeois, est contraint de commettre des bévues *même d'un point de vue strictement économique*. Mais en gros, la critique et l'histoire de l'économie politique et du socialisme devraient faire l'objet d'un autre travail¹. ».
- 03.03.58 Lassalle informe Marx de ses initiatives auprès d'un éditeur et lui pose une série de questions techniques sur l'ampleur du manuscrit, le rythme de publication des fascicules et le montant des droits d'auteur souhaités.
- Il mentionne notamment cette clause : « Tant que la recette des trois ou quatre premières livraisons n'aura pas couvert ses frais (y compris naturellement tes honoraires), l'éditeur ne sera pas obligé de faire paraître les livraisons suivantes. », avec ce commentaire : « Au demeurant je crois que cette clause t'est tout à fait indifférente, car je ne doute pas que ton ouvrage se vendra suffisamment, et d'autre part, elle facilitera beaucoup la réussite de l'opération qui, autrement aura du mal, beaucoup de mal, à se réaliser². ».
- 11.03.58 Marx donne carte à Lassalle pour négocier les droits d'auteur, précisant : « Le premier fascicule devrait en tout cas constituer relativement un tout, et, comme les bases de tout le développement y sont contenues, cette partie pourrait difficilement être rédigée en moins de 5 ou 6 placards. Mais je verrai ça lors de la rédaction définitive. Ce fascicule comporte : 1. Valeur, 2. Argent, 3. Le capital en général (procès de production du capital, procès de circulation du capital, unité des deux ou capital et profit, intérêt). Cela constitue une brochure indépendante³. ».
- 26.03.58 Lassalle annonce à Marx qu'il a conclu un accord avec son libraire-éditeur Franz Duncker :
- Il précise, s'agissant des honoraires : « Dès le début, tu toucheras des honoraires de 3 Frie-

¹ C5, pp. 141-144.

² CML, p. 156-157. Une clause qui sera invoquée devant l'insuccès du premier fascicule de *La Contribution à la critique de l'économie politique*.

³ C5, p. 159.

« Les clauses particulières sont (...) celles que je t'ai communiquées, et que tu as acceptées : il se réserve le droit de n'imprimer pas plus que le premier et le deuxième fascicule avant qu'il soit établi qu'il bénéficie d'une vente suffisante; c'est après cela qu'il commencera à imprimer le troisième fascicule. ».

driehsdors par placard. Veuillez bien considérer que, dans notre situation, ce sont des honoraires très élevés. Ici tous les professeurs d'université sont très heureux d'en recevoir deux. ».

Il termine par cette invitation pressante : « J'attends donc pour le plus tôt possible l'envoi du manuscrit à Duncker. Tu dis *about* mai. Fais en sorte que cela ne soit pas plus tard¹. ».

09.04.58 Marx est sérieusement souffrant, atteint d'une maladie du foie. C'est Jenny, son épouse qui prend l'initiative de remercier Lassalle pour ses démarches auprès de l'éditeur Duncker² et pour l'informer de l'état de santé de son mari : « L'inquiétude de son esprit et son énervement de ne pouvoir mener à bonne fin ses travaux rapidement, d'un seul jet, contribuent naturellement beaucoup à aggraver son état; de même que les ennuyeuses tâches destinées à pourvoir au pain quotidien, et qui, elles non plus, ne souffrent évidemment aucun délai. Nous espérons néanmoins qu'il sera en mesure de livrer le manuscrit en temps voulu³. ».

31.05.58 Marx livre à F. Lassalle ses commentaires sur l'*Héraclite* que, dit-il, « j'ai étudié à fond » : « Je trouve magistrale la reconstitution du système à partir des fragments épars; de même la perspicacité dont témoigne la polémique n'a pas moins retenu mon intérêt. ».

Soit à peine trois lignes d'éloges : pour l'essentiel, Marx regrette l'absence d'une critique de la dialectique hégélienne : « (...) j'aurais souhaité trouver dans le livre lui-même des indications critiques sur ton attitude vis-à-vis de la dialectique hégélienne. Autant cette dialectique est sans aucun doute le dernier mot de toute philosophie, autant d'un autre côté il est nécessaire de la débarrasser de l'apparence mystique qu'elle revêt chez Hegel. ».

Il termine néanmoins par un compliment : « Ce que je ne comprends pas, c'est où tu as trouvé parmi tes autres travaux⁴ le temps d'assimiler tant de philosophie grecque⁵. ».

04.06.58 Ferdinand Lassalle informe Marx qu'il se trouve la cible d'une méchante provocation en duel de la part d'un fonctionnaire de l'administration militaire prussienne du nom de Fabrice (ou Fabrice). Le motif, dérisoire, aurait été un sourire ironique lors d'une soirée chez l'éditeur Franz Duncker, un signe tenu par son adversaire comme une manifestation de mépris. Plus grave : devant son refus de répondre à la provocation, il a été victime d'une agression en rue. Il s'interroge sur l'opportunité de répondre cette fois par un duel, même si, « selon mes propres principes », écrit-il, « je tiens le duel pour le fossile d'un stade dépassé de la civilisation », « incompatible », ajoute-t-il, « avec les principes du parti démocratique ». Dans l'indécision devant la crainte de paraître lâche, il sollicite l'avis de Marx⁶.

Cet incident est significatif quand on sait que Lassalle trouvera la mort en août 1864 lors d'un duel contre un officier valaque.

Les historiens montreront que l'affaire « Fabrice » participait en fait d'une provocation policière destinée à interdire à Lassalle son séjour à Berlin et à l'éloigner de Franz Duncker qui était le propriétaire du journal *Die Volkzeitung*.

¹ CML, p. 159.

² Marx n'avait pas encore donné suite à l'importante lettre de F. Lassalle du 26 mars 58.

³ C5, p. 180. Avec au passage, une note sur l'*Héraclite* « que j'étudie moi aussi de-ci, de-là ».

⁴ Une manière assurément de solliciter quelque confiance sur le projet que F. Lassalle lui décrivait dans sa lettre du 26 avril 1857 d'entreprendre une étude d'économie politique. (CML, p. 145)

⁵ C5, p. 193. Ce même jour, Marx confie à son ami Engels : « J'ai enfin écrit à Lassalle. Il faut que tu me donnes ton absolution pour les éloges que j'ai dû adresser à *Héraclite l'Obscur*. Dans quelques remarques secondaires, d'apparence anodine – car l'éloge ne fait sérieux et ne ressort que s'il est accompagné de quelques traits de critique – j'ai essayé de suggérer légèrement, très légèrement, ce que l'entreprise a vraiment de défec-tueux. » (C5, p. 191).

⁶ CML, pp. 162-166. « C'est la première fois depuis treize ans, écrit-il, que, face à une situation, je me trouve dans l'indécision; pour la première fois que j'ai besoin de quelqu'un qui possède de manière suffisamment importante les qualités pour pouvoir me conseiller. C'est pourquoi je me tourne vers toi, en te priant de tout cœur de me faire connaître très bientôt ton point de vue, et cela de manière exhaustive. ».

- 07.06.58 Dès le 7 juin, Marx prendra l'avis d'Engels (et de Lupus) sur la manière de répondre à Lassalle : « Mon point de vue, c'est que Lassalle ne doit pas accepter le duel avec cet âne de Fabrice et que, même si on admet la légitimité du duel, l'attaque venant des deux messieurs¹ du « tribunal du Land » a mis hors de question tout duel. ». Il ajoute : « les gens du parti révolutionnaire doivent répondre à leurs ennemis personnels à coups de bâton, de poings et de pieds, mais pas en acceptant de se battre en duel². ».
- 10.06.58 Marx adresse à Ferdinand Lassalle la réponse qu'Engels, Lupus et lui-même ont convenu de formuler sur la question du duel : « Que le duel ne soit pas rationnel en soi, cela ne souffre aucun doute. Pas davantage que c'est le vestige d'un stade culturel révolu. (...) Notre parti se doit de faire résolument front contre ces cérémoniaux de caste et de rejeter avec les sarcasmes les plus cyniques l'exigence arrogante de s'y soumettre. La situation politique est vraiment trop importante pour se laisser aller actuellement à de tels enfantillages (...) Y faire droit serait carrément contre-révolutionnaire⁵. ».
- 23.07.58 Lassalle s'inquiète du manuscrit de Marx. Il part avec Franz Duncker pour un voyage en Suisse de six à huit semaines : « Nous avons attendu quotidiennement l'arrivée de ton manuscrit, écrit-il. Puisque maintenant il n'est pas arrivé, ne l'envoie pas avant la fin du mois de septembre. ».
- 22.10.58 De retour à Berlin de son voyage en Suisse, Lassalle s'étonne de n'avoir pas reçu de nouvelles de Marx. Il lui écrit : « Où en est maintenant ton travail ? Je ne puis m'expliquer pourquoi tu n'as encore rien envoyé à Duncker. N'as-tu pas achevé la première livraison ? Ou bien alors, quand arrivera-t-elle ? Je t'en prie, réponds-moi de manière sûre pour que je sache que dire à Duncker. En outre, il ne te reste pas beaucoup de temps. De tels ouvrages doivent paraître en hiver, ou au plus tard, en février⁷. ».
- Engels ne tardera pas à répondre en appuyant le point de vue de Marx. Les agresseurs, note-t-il, se sont placés comme des canailles en dehors des règles d'honneur du duel : « Notre opinion³, comme la tienne, c'est que 1. se battre en duel est, de nos jours, pour un révolutionnaire, complètement dépassé et 2. que Lassalle, après s'être enfermé totalement, en se prononçant « par principe » contre le duel, se couvrirait de ridicule s'il se battait maintenant en duel⁴. ».
- Il marque par ailleurs son accord sur la question du duel : « Ton opinion et celle de nos amis Engels et Lupus concordent pour l'essentiel entièrement avec la mienne⁶. ».
- Il lui annonce la prochaine parution de son drame *Franz von Sickingen*. Mais surtout il ajoute : « Maintenant je travaille avec beaucoup de concentration à un ouvrage d'économie. J'en suis à la période préparatoire et je commencerai à rédiger dans quatre semaines. Cela devrait me prendre deux ans. (...) Si ton ouvrage ôte trop de nouveauté à ce que je veux dire, je ne ferai pas paraître le mien. Ce qui ne m'empêche pas de souhaiter que ton ouvrage quitte heureusement les cales le plus tôt possible, et d'y contribuer volontiers de toutes mes forces. ».

¹ Les agresseurs en rue de F. Lassalle.

² C5, p. 194.

³ Engels s'associe à Lupus.

⁴ C5, pp. 195-196.

⁵ C5, pp. 196-197. Sur le détail de l'argumentation, Marx reprend presque mot pour mot la lettre d'Engels du 9 juin (« je lui ai répété à peu près textuellement ton opinion », lui écrit-il le 2 juillet 58). Sur le principe, le duel relève de la persistance de certaines formes féodales d'affirmation de soi, comme aux Etats-Unis, mais dans le cas d'inimitiés personnelles persistantes : « sinon le duel est une pure farce. C'est une farce chaque fois qu'il a lieu par courtoisie vis-à-vis de la prétendue « opinion publique ». ».

⁶ CML, p. 169.

⁷ CML, pp. 171-172. Une anecdote, mais significative : Lassalle évoque au passage son entrevue à Düsseldorf avec son ami Heinrich Köster qui a eu l'occasion de rencontrer Marx à Londres : « J'ai appris par lui, écrit-il, à ma grande joie, que tu allais excellentement, et que tu paraissais être tout à fait bien et gras à souhait ». Un témoignage piquant, il est vrai, quand on sait que Marx a justifié ses retards par son état de santé. Il ne manquera donc pas de revenir sur le détail dans sa réponse à Lassalle du 12 novembre en affirmant : « Pour ce qui est de mon « train de vie mirifique », Freiligrath et moi avons trouvé préférable de faire voir à un bourgeois allemand moyen de splendides et fallacieux mirages en lui cachant tous les aspects sombres, parce que, de notre avis à tous deux, même les meilleurs bourgeois de cet acabit tireraient une satisfaction sadique s'ils connaissaient les conditions dans lesquelles doivent vivre les réfugiés. Voilà pour Köster. » (C5, pp. 232-233).

12.11.58 Marx répond à Lassalle et explique les raisons du retard de son manuscrit : « En ce qui concerne mon retard dans l'expédition du manuscrit, c'est tout d'abord la maladie qui m'a empêché; puis il a fallu que je rattrape le temps perdu pour d'autres travaux alimentaires¹. Mais la véritable raison est la suivante : la matière était devant moi, tout n'était plus qu'une question de forme. Mais dans tout ce que j'écrivais, je sentais dans le style transparaître ma maladie de foie. Et j'ai une double raison pour ne pas tolérer que des motifs médicaux viennent gâcher cet ouvrage :

1. Il est le résultat de 15 années de recherches, donc le fruit de la meilleure période de ma vie.
2. Il présente pour la première fois, scientifiquement, une conception importante des rapports sociaux. Je dois donc à notre parti de ne pas déparer la cause par une écriture terne et gauche qui est la marque d'un foie malade.

(...) J'en aurai terminé dans 4 semaines à peu près, étant donné que je viens à vrai dire seulement de commencer à rédiger.

Une autre chose dont il ne faut pas que tu parles avant l'arrivée du manuscrit : il est probable que la première section « *Le capital en général* » représentera tout de suite 2 fascicules, car en le rédigeant, je trouve que sur ce point, là où il s'agit d'exposer la partie précisément la plus abstraite de l'économie politique, une trop grande concision rendrait la chose indigeste au public. Mais d'un autre côté, cette 2^e section devrait paraître *en même temps*. La cohésion interne l'exige, et tout l'effet en dépend.

A propos. Dans ta lettre de Francfort tu ne m'avais rien dit de ton ouvrage économique². Quant à notre rivalité, je ne pense pas qu'il existe en la matière *embarras de richesses* pour le public allemand. En fait, l'économie comme science au sens allemand est encore à faire, et pour cela il n'y a pas seulement besoin de nous deux, il en faut encore une douzaine d'autres³. J'attends du succès de mon ouvrage qu'il ait au moins pour résultat d'orienter pas mal des meilleurs cerveaux vers le même terrain de recherches⁴. ».

1859

31.01.59 Lassalle s'inquiète de n'avoir pas encore reçu le manuscrit de Marx : « Je ne comprends pas pourquoi ton manuscrit n'est toujours pas arrivé. J'ai naturellement transmis le contenu de ta dernière lettre à ton éditeur et il était prêt à une prompte réception du manuscrit. Mais *point du tout*. Celui-ci n'est pas arrivé. C'est pourquoi je t'écris une fois de plus, afin de te dire que si maintenant il n'arrive pas au plus tôt, c'est toi qui te nuiras à toi-même dans la mesure où la parution devra être reportée à l'automne. Car dès qu'arrive le printemps, l'éditeur ne publie plus rien; c'est en effet l'époque de l'année où il n'y a aucun intérêt à livrer quoi que ce soit aux libraires⁵. ».

Il lui fournit par ailleurs des nouvelles de Prusse en particulier sur la transition entre Frédéric-Guillaume IV, devenu fou, et son frère Guillaume qui régnera bientôt, dès janvier 1861, sous le nom de Guillaume Ier⁶.

02.02.59 Marx ne tardera pas à le rassurer dès le 2 février : « Mon manuscrit est parti d'ici le 26 janvier; dès le 31 janvier, je recevais *ici* l'avis de réception retourné par Berlin. ». Il attribue le retard aux probables bons soins d'une surveillance policière : « *En tout état de cause*, le gouvernement prussien - peut-être bien l'ami Stieber - a épluché le manuscrit pendant trois jours. (...) Je veux croire que, dans son propre intérêt, le gouvernement prussien n'a pas commis de *faux pas* avec mon manuscrit. Sinon je leur fais un charivari de tous les diables dans la

Il ajoute : « Il est possible que je mette au point dès maintenant une version anglaise des premiers fascicules. Il faut que Duncker mette sur la page de titre « L'auteur se réserve le droit de traduction². ».

¹ « Durant cette période, *écrit-il*, j'ai été obligé de rédiger, et j'ai donc rédigé, pour le moins deux volumes d'éditoriaux en anglais de *omnibus rebus et quibusdam aliis* (sur toutes sortes de sujets et quelques autres encore). »

² Pour rappel, il s'agit du projet dont Lassalle lui avait parlé dans sa lettre du 26 avril 1857 d'écrire une étude d'économie politique.

³ Une courtoisie de circonstance qui aura d'autres échos dans la correspondance privée de Marx avec Engels.

⁴ C5, pp. 233-234.

⁵ CML, pp. 174-177.

⁶ C'est au cours de cette crise d'octobre 1858 que le demi-frère de Jenny Marx, Ferdinand von Westphalen, s'est vu destitué, le 6 novembre 58, de son poste de Ministre de l'Intérieur.

presse de Londres¹. ».

04.02.59 Marx écrit à Lassalle. Il se trouve toujours sans nouvelles de son éditeur Duncker.

Le propos concerne surtout l'actualité politique d'une prochaine entrée en guerre de la France en Italie³ : « Cette guerre, écrit Marx, aurait des conséquences graves et sûrement aussi, en fin de compte révolutionnaires. Mais dans un premier temps, en maintenant le bonapartisme en France, en faisant refluer le mouvement intérieur en Angleterre et en Russie, en ravivant les plus mesquines passions nationalistes en Allemagne, etc., elle aura partout, à mon sens, des effets contre-révolutionnaires. ».

Marx adoptera sur ce conflit des positions marquées par son hostilité à l'égard de la politique de Napoléon III et surtout de la Russie, dont il estime que c'est elle qui « pousse le parvenu des Tuileries à agir⁴. ».

23.02.59 Marx a adressé à l'éditeur berlinois Franz Duncker l'introduction de la *Contribution à la critique de l'économie politique*. Il insiste auprès de Lassalle « pour qu'on m'envoie les honoraires aussitôt que le manuscrit aura été imprimé⁵ ».

25.02.59 Marx informe Lassalle du projet d'Engels de rédiger sa brochure intitulée *Le Pô et le Rhin* : « Depuis qu'il a participé à la campagne de Bade, Engels a fait des questions militaires sa spécialité. Tu sais par ailleurs combien il sait présenter les choses de manière extraordinairement éclairante ».

Le même jour, Marx adresse à Engels un long commentaire sur l'ouvrage de Lassalle *La philosophie d'Héraclite l'Obscur* dont il cite un large extrait sur la question de l'argent : « De mon exposé sur l'argent², il doit à présent tirer la conclusion ou bien que je n'entends rien à cette question (...) ou bien qu'il est un âne qui, avec quelques phrases abstraites (...) a la prétention de porter des jugements sur des choses empiriques qu'il faut étudier et pendant longtemps par-dessus le marché pour pouvoir en parler. C'est peut-être la raison qui fait que je ne le porte guère dans mon cœur pour le moment³. ».

« Contenu général : », précise-t-il, « preuves militaires et polémologiques pour établir que les raisons évoquées pour justifier le maintien sur la ligne du Mincio pour protéger l'Allemagne sont à peu près les mêmes que celles de la France qui réclame la frontière du Rhin pour se protéger elle-même; en outre que si l'Autriche a grand intérêt à maintenir la ligne du Mincio, l'Allemagne n'en a aucun, et que l'Italie sera dominée militairement par l'Allemagne aussi longtemps que l'ensemble de la Suisse ne sera pas français. L'écrit est principalement dirigé contre les stratèges de l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg et naturellement par ailleurs, à un point de vue national, contre M. Bonaparte ».

Puis avec insistance : « Mais il faudrait que le libraire s'abstienne de dévoiler le nom de l'auteur jusqu'à ce que celui-ci jette lui-même le masque. Tu peux être sûr qu'en Prusse on soupçonnera les plus éminents écrivains militaires d'en être ses auteurs. Dans ce genre d'histoire, le jour de la publication est déterminant, puisque c'est une question d'actualité. Il faudrait donc opérer très rapidement. (...) Si Duncker était d'accord, Engels te mandate pour conclure l'affaire en son nom, aux conditions que tu voudras. ».

¹ C5, p. 261.

² Une précaution sur laquelle Engels ne manquera pas d'insister, le 14 février 59 : « Fais-toi réserver les droits de traduction pour ton livre. Ne serait-ce que pour empêcher le premier imbécile ou le premier filou venu de massacrer le truc. » (C5, p. 268).

³ Le 26 janvier 1859 a été signé à Turin entre la France et le royaume de Sardaigne l'accord militaire qui confirme les dispositions de l'entrevue secrète de Plombières en juillet 1858 entre Napoléon III et Cavour : la France assurait le royaume de Sardaigne de son engagement militaire en cas de conflit avec l'Autriche, en échange du duché Savoie et du comté de Nice. Cette actualité politique fournira la matière pour les articles de Marx à paraître dans le *New York Tribune* des 31 janvier (« The War Prospect in Europe ») et 18 février 59 (« Louis-Napoleon's Position ») et, de la plume d'Engels, publié comme éditorial non signé, l'article « The French Army », le 24.02.59. (MECW, vol. 16, respectivement pp. 154-157, 167-170 et 171-176, traduits par nos soins dans notre fascicule 31).

⁴ C5, p. 262 et p. 264.

⁵ C5, p. 272.

- Il termine en invoquant « l'intérêt général du parti¹. ».
- Fin février Lassalle lui répond pour lui annoncer que « Pour Engels, c'est décidé. Les conditions sont à son choix². ». Il parle d'une possible traduction en français, à paraître à Londres.
- 06.03.59 Lassalle adresse à Marx une longue, très longue lettre qui commente l'écriture de sa tragédie historique *Franz von Sickingen*. Le propos ne manque pas d'accents lyriques. L'envoi s'accompagne d'une manière de réflexion théorique, un essai sur la signification de l'œuvre : « Lis donc, s'il te plaît, cet essai, avant ou après ta lecture du drame (...) Comme il va de soi, je te prie de me faire connaître avec précision et franchise ton jugement sur la chose³. ».
- 14.03.59 Engels remercie Ferdinand Lassalle pour son intervention auprès de l'éditeur Duncker. Il insiste pour que la brochure paraisse dans un premier temps de manière anonyme : « étant donné le caractère spécifique du sujet, *écrit-il*, le nom d'un civil ne pouvant que nuire au départ à un écrit militaire⁴. ».
- Il ajoute : « Malgré ses promesse répétées, Marx ne m'a toujours pas envoyé votre *Héraclite* : j'ai hâte de le voir, bien que mon grec soit fort loin et que j'aie considérablement perdu l'habitude des considérations spéculatives. De même pour votre drame, que j'ai vu annoncé. Je n'aurais pas cru, malgré vos multiples talents, que vous vous seriez également lancé dans cette voie. ».
- 16.03.59 Marx à Lassalle : il pousse la sollicitude jusqu'à lui demander d'obtenir pour lui un prêt bancaire à Berlin : « Certaines circonstances, que je ne peux pas t'exposer en détail ici (...) m'ont plongé dans de graves embarras d'argent; te serait-il possible d'effectuer à Berlin un quelconque opération de change en ma faveur valable quelques semaines ? Tu récupéreras l'argent plus tard sur les honoraires de Duncker⁵. ».
- Lassalle ne restera pas sourd à cette demande en se proposant de lui avancer lui-même l'argent, un chèque de 14 Livres qui parviendra à Marx dès le début du mois d'avril⁶.
- 21.03.59 Lassalle se réjouit du récent courrier d'Engels. Pas un mot sur *Le Pô et le Rhin* qu'il affirme n'avoir pas encore lu. En revanche, il lui annonce son projet d'écrire bientôt une étude d'économie politique : « depuis des années, je porte en gestation un ouvrage d'économie politique et j'en suis précisément venu à la conceptualisation Mais je mettrai fin à cette grossesse si Marx, comme je m'y attends presque, m'a pris⁷ les principales idées que je veux exposer. Aussi ai-je d'autant plus de hâte à lire son œuvre. S'il en est, comme je le présume, il n'y a plus rien à dire. Si ce qu'il y a à dire est dit par une autre, je n'ai plus rien à faire. Et je ne connais personne de la part de qui j'accepterais plus volontiers de ressentir ma superfluité que Marx⁸. ».
- Fin mars Ferdinand Lassalle répond longuement à Marx sur les divers sujets de leurs récents échanges, entre autres, la proposition de son cousin Max Friedländer, rédacteur au journal viennois *Die Presse*, de rétribuer Marx pour l'envoi de dépê-
- Outre ce qu'il nomme « ses commérages », Lassalle exprime surtout ses espoirs dans les conséquences de l'entrée en guerre de l'Autriche. Dans quelles perspectives ? La question ne tardera pas à faire polémique avec Marx⁹.

¹ C5, p. 275.

² Marx parle ici de sa *Contribution à la critique de l'économie politique* dont Lassalle vient de découvrir le manuscrit.

³ C5, pp. 279-280.

⁴ CML, p. 183.

⁵ CML, pp. 184-195.

⁶ C5, p. 285.

⁷ C5, p. 287.

⁸ CML, pp. 200 et 209.

⁹ Sic.

¹⁰ CML, pp. 198-199.

¹¹ CML, pp. 200-205.

ches télégraphiques de Londres et pour une régulière correspondance à des conditions financières plutôt avantageuses, semble-t-il.

- 28.03.59 Marx se plaint à Lassalle de la lenteur mise par Duncker à imprimer les pages de la *Contribution* : « J'ai l'impression, je te le dis comme je le pense, que Duncker regrette d'avoir entrepris cette affaire. ». Il ajoute surtout : « Tu verras que la première section ne contient pas encore le chapitre principal, le 3^e, celui sur le *capital*. J'ai considéré que c'était mieux ainsi pour des raisons *politiques*, car c'est avec ce chapitre III que commence la bataille proprement dite, et il m'a paru opportun de ne pas faire peur de *prime abord*¹. ».
- Il en profite au passage pour accepter l'offre de Max Friedländer de lui faire parvenir de Londres des dépêches télégraphiques² et surtout de collaborer au journal *Die Presse*, une offre qui lui avait déjà été faite en janvier 1858 mais qu'il avait alors déclinée en raison de la condition qui lui était imposée de ne pas attaquer la politique de Palmerston mais seulement celle de Bonaparte. Or la perspective d'une entrée en guerre de l'Autriche a manifestement changé la donne.
- Il insiste non moins sur la dimension politique de cet engagement : « les temps ont changé, et je crois maintenant essentiel que notre parti prenne position chaque fois qu'il le peut, ne serait-ce, pour l'instant, que pour éviter que d'autres n'occupent le terrain. ».
- Et d'inciter Lassalle à lui-même collaborer au journal *Die Presse* : « C'est le moment opportun pour inoculer notre venin partout où on le peut. ».
- 08.04.59 Lassalle annonce à Marx que la brochure d'Engels *Le Pô et le Rhin* a paru : « La brochure en impose vraiment, par sa pénétration et par la solidité des connaissances stratégiques qu'elle renferme. ».
- Il lui adresse par la même occasion un chèque de 14 £³ qui répond à la demande d'argent que Marx lui avait adressée dans sa dernière lettre du 4 avril. Une avance sur ses futurs droits d'auteur.
- Il ajoute : « Duncker m'a dit que tes honoraires te seraient payés à la mi-mai. Il affirme qu'il accélère l'impression autant qu'il peut. De toute façon, quand tu supposes que sa lenteur est intentionnelle, tu es tout à fait dans l'erreur. Chez lui, tout va un peu lentement⁴. ».
- 19.04.59 Marx adresse à Lassalle ses commentaires de lecture de *Franz von Sickingen*. Le propos est loin d'être un éloge de circonstance⁵.
- 05.05.59 Marx s'étonne auprès de Lassalle du retard mis par son cousin Max Friedländer à mettre en œuvre le transfert de télégrammes pour lequel il a donné son accord et entrepris les premières démarches⁶.
- mi-mai 59 Lassalle annonce à Marx qu'il a publié à Berlin une brochure anonyme sur la guerre d'Italie intitulée *La guerre d'Italie et la mission de la Prusse. Une voix venue de la démocratie*. Il y défend la thèse qu'une défaite de l'Autriche devrait ouvrir la voie d'une unification de l'Allemagne sous hégémonie prussienne.
- « Si la police ne confisque pas tout le tirage, *lui écrit-il*, tu en recevras aussitôt un exemplaire, et tu verras alors toi-même comment tout cela est dit. La brochure est, en effet, rédigée sans ménagement et sans pleurnicherie diplomatique; elle brandit ouvertement la bannière du parti révolutionnaire⁷. ».
- 18.05.59 Engels répond à son tour longuement à Lassalle sur son *Franz von Sickingen*. Après quelques roseries (« Je dois l'avouer à ma confusion – même des œuvres médiocres ne manquent pas de faire quelque effet sur moi à la première lecture. ») viennent les critiques, *sur la forme d'abord* (« Vous avez, il est vrai, pris pas mal de libertés avec la versification : mais elles sont plus gê-

¹ C5, p. 291.

² Il envisage même d'installer à cet effet un bureau à proximité de la Bourse de Londres. « Pour les nouvelles boursières, *précise-t-il*, j'aurais par Freiligrath une source d'informations exceptionnelles. » (C5, p. 292).

³ Précisément 14 £ et 10 schillings qui correspondent aux 100 Thalers prussiens avancés par Duncker.

⁴ CML, op.cit., p 209.

⁵ C5, pp. 302-305.

⁶ C5, p. 314. Il s'en inquiétera directement auprès de Friedländer dans sa lettre du 16 mai (C5, p. 319).

⁷ CML, p. 215.

nantes à la lecture qu'à la scène. (...) j'aurais aimé lire la version scénique du drame; tel qu'il est, il ne peut certainement pas être porté à la scène (...) à cause des longues tirades qui n'occupent qu'un seul acteur, tandis que les autres ont le temps d'épuiser 2 ou 3 fois tous leurs jeux de physionomie, s'ils ne veulent pas faire office de figurants immobiles ».) puis sur le fond, l'essentiel de la critique portant sur l'appréciation de la contradiction entre les princes et les paysans : « contradiction tragique : tous deux se trouvaient écartelés entre la noblesse qui ne voulait résolument pas de cette émancipation et d'autre part les paysans. C'est là qu'à mon avis se situait le conflit tragique entre le postulat historiquement nécessaire et l'impossibilité de sa réalisation pratique. En ne retenant pas ce moment du drame, vous ramenez le conflit tragique à ses dimensions mineures (...) Vous le voyez, tant sur le plan esthétique que sur le plan historique, j'applique à votre œuvre des critères très élevés, les plus élevés qui soient, et la meilleure preuve que j'en mesure la valeur, c'est bien que je sois obligé d'en user ainsi, pour pouvoir par-ci par-là vous faire quelque objection. *Entre nous*, dans l'intérêt même du parti, depuis des années, la critique est aussi franche que possible et c'est nécessaire; par ailleurs, c'est un plaisir pour moi et pour nous d'avoir une nouvelle confirmation que notre parti, en quelque domaine qu'il se manifeste, établit la preuve de sa supériorité. C'est ce que vous venez de faire cette fois encore¹. ».

18.05.59 Marx adresse à Engels son vif désaccord sur la brochure de Lassalle, sur la manière et sur le fond : « Le pamphlet de Lassalle, *lui écrit-il*, est une énorme gaffe. La parution de ton pamphlet « anonyme » l'empêchait de dormir. ».

Il note toutefois : « La position du parti révolutionnaire en Allemagne est actuellement difficile, j'en conviens; cependant elle est claire, si l'on veut bien se livrer tant soit peu à une analyse critique de la situation. En ce qui concerne les « gouvernements », et quel que soit le point de vue il faut, c'est évident, ne serait-ce que pour préserver l'existence de l'Allemagne, exiger d'eux non pas de rester neutres, mais, comme tu le dis justement, de se montrer patriotes. Mais pour donner l'accent révolutionnaire à la chose il suffit de souligner encore plus fortement l'opposition à l'égard de la Russie que celle à l'égard de Boustrapa². ».

Il ajoute : « Si Lassalle prend la liberté de parler au nom du parti, ou bien il doit s'attendre à l'avenir à être ouvertement désavoué par nous, dans la mesure où la situation est trop importante pour que nous prenions des gants, ou bien, au lieu de suivre ses inspirations (...), il devra commencer par se renseigner sur l'opinion que d'autres ont en dehors de lui. Nous devons maintenant veiller à une discipline de parti, sinon tout va se casser la figure³. ».

La confusion règne partout, observe-t-il : « Au milieu de cet embrouillamini, et puisque, à mon avis, il y va du destin de l'Allemagne, je crois nécessaire que nous publiions tous deux un manifeste du parti⁴. ».

Ce projet n'aboutira pas.

27.05.59 Lassalle adresse à Marx et à Engels une très longue lettre en réponse à leurs commentaires sur ses écrits⁵.

On retiendra surtout de cette lettre l'annonce qu'il fait de la toute récente parution à Berlin de sa brochure *La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse*.

« Je ne sais pas, *écrit-il*, si en Angleterre vous lisez suffisamment les journaux allemands, et si du moins vous avez été informés par eux du climat qui règne ici. *Une véritable envie d'engloutir la France, la haine des français (Napoléon ne sert que de prétexte, la raison véritable est le développement révolutionnaire de la France)*, voilà le cri qui résonne ici dans tous les journaux; voilà la passion qu'il cherchent à glisser dans le cœur des plus basses classes du peuple et des cercles démocratiques, en faisant vibrer la fibre nationale. Aussi utile, par contre, serait pour notre mouvement une guerre contre la France entreprise contre la volonté du peuple, aussi nuisible à notre mouvement démocratique serait une guerre menée dans la popularité d'un peuple aveuglé. En outre, aux raisons que j'expose, à cet égard, dans le sixième chapitre de ma brochure, s'ajoute

¹ C5, pp. 320-326.

² Autrement dit de Napoléon III, ainsi nommé en référence à ses coups d'Etat de Boulogne (en 1840), de Strasbourg (en 1836) et de Paris (en 1851).

³ C5, pp. 328-329. Des récriminations qu'il répètera dans sa lettre du lendemain 25 mai, avec cette circonstance qu'il a dû payer 2 shillings pour réceptionner la brochure de Lassalle: « Je reçois aujourd'hui, devine quoi !, la brochure de Lassalle. Et comme nous n'avions pas d'argent à la maison et avons mis en gage à peu près tout ce qui peut l'être, j'ai encore dû mettre au clou ma dernière redingote mettable parce qu'il fallait payer 2 sh pour cette merde qui coûte peut-être 8 pence à Berlin. » (C5, p. 340).

⁴ La référence « au parti » est de plus en plus fréquente dans la correspondance de Marx de cette époque. Engels ne tardera pas à répondre, le 23 mai, à cette proposition de rédiger un nouveau manifeste. Le projet n'aboutira pas.

⁵ Le document occupe 28 pages grand format dans l'édition de la *Correspondance Marx Lassalle*, pp. 222-249. Marx commente la réception de cette lettre dans son courrier à Engels du 10 juin 59 : « Toute une forêt de pages d'une écriture serrée. Je ne comprends pas qu'en cette saison, et étant donné les circonstances historiques mondiales quelqu'un non seulement trouve le temps d'accoucher d'une chose pareille, mais aille encore s'imaginer que nous avons le temps de la lire. » (C5, p. 351)

le fait qu'on doit laisser se développer complètement la faille qui nous sépare de notre gouvernement. J'ai jugé de mon devoir de faire obstacle au malheur pressant qui nous menace. J'ai rédigé cette brochure dans le ton d'un manifeste du parti, et je suis désireux de savoir si le parti est d'accord. Écrivez-moi donc votre avis¹. ».

10.06.59 Marx lui répond très brièvement. Il accuse réception de sa brochure : « Ad vocem le pamphlet, *lui écrit-il*, Pas du tout mon point de vue, ni celui de mes amis de parti en Angleterre. Du reste, nous ferons vraisemblablement connaître notre opinion par un texte imprimé². ». Rien de plus.

mi-juin 59 Lassalle, de son côté, ne tarde pas à réagir : « Ad vocem pamphlet, *écrit-il*, Il ne m'est naturellement pas agréable de me trouver en désaccord avec vous. Cependant, j'ai pesé la chose à fond, sous tous ses aspects; je maintiens mon point de vue *inébranlablement* et je le soutiendrai *contre qui que ce soit*. »

Lassalle poursuit par une argumentation serrée sur la question italienne et surtout sur la stratégie de Napoléon III, dont il doute qu'elle vise à s'attaquer à la frontière du Rhin.

Il ajoute : « Au demeurant, ma brochure a eu un effet immense. De nombreuses personnalités, relativement importantes, qui étaient auparavant d'un avis opposé, m'ont déclaré que ma brochure les avait convaincues. Ni la *Volkzeitung* ni la *Nationalzeitung* n'ont osé dire un mot contre elle. (...) de très joyeuses lettres concernant la brochure m'ont été adressées par les ouvriers rhénans ». Les 1500 exemplaires de la première édition ont été épuisés en dix jours, et on prépare déjà une seconde qui paraîtra maintenant sous mon nom. L'opinion publique penche de mon côté; cela est tout à fait certain. ».

Puis il termine par cette invitation : « En tout cas, que vous vous exprimiez publiquement ou non ; je vous demande et je vous prie de m'exposer, même avec une brièveté lapidaire, *la différence précise* qui oppose votre point de vue au mien. C'est l'affaire d'une demi-heure, et je ne puis que te demander de prendre cette peine³. »

Une invitation à laquelle Marx et Engels ne répondront pas.

A vrai dire, la très prochaine convention, le 11 juillet 59, de Villafranca, entre la France et l'Autriche mettra un terme à la problématique⁴.

03.07.59 Lassalle n'insiste pas moins pour obtenir une réponse à sa précédente lettre dont il rappelle l'objet à Marx : « Je t'ai prié à plusieurs reprises de me fournir une réponse détaillée et douze jours se sont déjà écoulés sans que je l'ai reçue. C'est très injuste. Et enfin ce comportement ma paraît tellement déconcertant quand, de mon côté, j'ai toujours, toutes affaires cessantes, acquiescé promptement aux demandes qui t'intéressaient ; ce procédé ne manifeste donc que peu de souci de réciprocité !⁵ ».

Du 12 juin au 02 juillet, Marx a séjourné à Manchester. Puis à Dundee, en Ecosse, afin de collecter auprès d'anciens membres de la *Ligue* des fonds destinés à financer le journal *Das Volk*.

02.10.59 Marx répond enfin à Lassalle.

Evoquant d'abord son voyage en Ecosse « pour affaires », il écrit : « Entretemps, les événements avaient marché si vite que la pointe de

Après avoir évoqué brièvement l'affaire Vogt en cours, il revient surtout sur la suite de l'édition de la *Contribution*. Marx semble vouloir laisser tomber Duncker même si, écrit-il, « il serait souhaitable qu'au moins les deux

¹ CML, p. 248.

² C5, p. 350.

³ CML, pp. 250-256.

⁴ Marx est par ailleurs tout entier mobilisé à cette époque par l'affaire Vogt.

⁵ CML, pp. 257-258. Il reviendra sur la question avec la même insistance dans sa lettre du 30 septembre à Marx (CML, p. 258).

notre débat, si j'ose dire, s'en était trouvée déplacée. Car le point de litige n'avait pas trait, et ne pouvait, entre nous, avoir trait à la question des nationalités, mais à la question de savoir ce que le parti révolutionnaire allemand devait prôner comme politique la plus juste face à nos gouvernements et face à l'étranger ».

premiers fascicules puissent paraître chez le même éditeur, car ils forment un tout. ». « A présent, *précise-t-il*, il faut que je remanie l'ensemble car le manuscrit de ce deuxième cahier date déjà d'un an; et comme, en ce moment, ma situation ne me permet pas d'y consacrer beaucoup de temps, j'ai du mal à croire que je serai prêt avant la fin décembre. Mais c'est là le *tout dernier délai*. ». Il n'envisage pas moins une traduction en anglais du premier fascicule : « je suis assuré de recevoir meilleur accueil en Angleterre qu'en Allemagne où, autant que je sache, personne n'a bronché jusqu'à présent. ». A propos de Duncker : « S'il devait continuer à faire la sourde oreille à ce travail, j'ai l'intention d'écrire les autres parties d'emblée en anglais et de ne plus m'occuper des bourgeois pantoufflards allemands¹. ».

oct. 59 Lassalle s'obstine à obtenir de Marx une explication précise sur leurs désaccords à propos de la campagne d'Italie : « Je ne comprends toujours pas ta tactique. Comme cela me gêne et que je souhaiterais demeurer en continuité spirituelle avec toi, et aussi que c'est la première fois depuis 1848 que nos opinions divergent, je suis d'autant plus désireux de savoir au moins d'où vient cette divergence et sur quoi elle repose; c'est pourquoi je te prie, une fois encore, de m'exposer très brièvement : 1. *pourquoi* la politique que tu as alors te semblait plus juste, et 2. *si* tu maintiens ce point de vue, ou si tu en as changé, en raison des événements². ».

06.11.59 Dans sa réponse de ce début novembre, Marx consacre l'essentiel de son propos à l'affaire Vogt. Il termine toutefois par cette promesse : « Je dois réserver pour ma prochaine lettre (elle ne saurait tarder) mon analyse de la guerre italienne, et mes idées sur la question n'ont pas varié d'un pouce³. ».

Il termine sa lettre par un appel à l'aide financière, sollicitant Lassalle pour qu'il lui fasse une avance sur des rentrées à venir en provenance du *New-York Daily Tribune*.

A propos du silence qui entoure en Allemagne la parution du premier fascicule de la *Contribution* : « J'attendais des attaques, des critiques, tout, sauf qu'on le passe complètement sous silence, ce qui va sans doute sérieusement nuire à sa diffusion. Ces gens-là n'avaient-ils pas pourtant à diverses occasions déversé des tombereaux d'injures sur mon communisme : on pouvait donc s'attendre à ce qu'ils s'expriment avec toute science sur son fondement théorique⁴. ».

11.11.59 Lassalle s'excuse auprès de Marx de ne pouvoir lui venir en aide financièrement⁵.

Il lui rappelle sa propre demande : « J'attends également avec impatience les informations que tu m'as promises concernant les raisons de ton opinion sur la guerre d'Italie. (...) N'oublie pas qu'il ne s'agit pas de montrer que la guerre, en raison de son caractère de *conflagration générale*, aurait été nécessaire au parti révolutionnaire. Cela va de soi, et c'est pour cela que je souhaitais ardemment que notre gouvernement menât une guerre qui l'aurait conduit à sa perte. Et pour cela, en

¹ C5, pp. 389-390.

² CML, pp. 261-262.

³ C5, p. 414. Il termine sa lettre par un appel à l'aide financière, sollicitant Lassalle pour qu'il lui fasse une avance sur des rentrées à venir en provenance du *New-York Daily Tribune*.

⁴ C5, p. 410.

⁵ Il acceptera néanmoins vers la mi-novembre que Marx que Marx tire sur lui une « traite de cavalerie » avec une échéance de 3 mois : « Mais, *précise-t-il*, je m'en remets à ta conscience, et te tiendrai pour responsable du fait que je reçoive l'argent à temps, avant l'échéance. Je te répète cela, non pas que je doute de ta bonne volonté, mais parce que je sais combien souvent il arrive qu'en raison de circonstances imprévues la meilleure volonté soit prise en défaut. (...) Je me trouve ici dans une situation dans laquelle je ne puis ni payer, ni ne pas payer. » (CML, pp. 270-271).

dépit des criaileries des singes nationalistes, le peuple devait être persuadé de son illégitimité et de sa nocivité. En popularisant la guerre, la démocratie jetait elle-même le peuple dans ce courant qui était déjà assez puissant sans cela ; alors, le lien entre le gouvernement et le peuple se trouvait, grâce à nous, resserré et renforcé (même sans cela, il est malheureusement redevenu assez fort), et l'agression injustifiée rassemblait le peuple français autour de Napoléon; ainsi, des deux côtés du Rhin, la réaction aurait été renforcée et solidifiée.

Je suis curieux de ce que tu répondras à cela¹. ».

14.11.59 Marx à Lassalle. Pas un mot, cette fois encore, sur la campagne d'Italie. C'est toujours l'affaire Vogt qui le préoccupe².

22.11.59 Marx tire enfin le bilan de la guerre d'Italie à l'adresse de Lassalle :

« A ce que je vois, la guerre d'Italie a renforcé pour un temps la position de Bonaparte en France; elle a trahi la révolution italienne en la livrant aux mains des doctrinaires piémontais et de leurs séides, rendu la Prusse (...) extrêmement populaire auprès du *vulgus*³, accru l'influence de la Russie en Allemagne, enfin fait une propagande incroyablement démoralisante pour la combinaison la plus infâme qui soit de bonapartisme et de phrases sur les nationalités. Pour ma part, je ne vois pas en quoi des membres de notre parti avaient à encourager dialectiquement ces illusions répugnantes et contre-révolutionnaires des libéraux petits-bourgeois. A partir du moment où Disraeli reconnaissait publiquement l'alliance entre Bonaparte et la Russie⁴ et plus encore à partir du moment où la Russie adressait cette circulaire éhontée aux cours allemandes⁵, il fallait, selon moi, appeler à la guerre contre l'alliance franco-russe. L'opposition à la Russie faisait table rase de tout ce qui, à tort, pouvait paraître antilibéral dans le fait de se tourner contre la France.

Les dépêches de Schleinitz que j'ai étudiées de près, ainsi que les déclarations faites par les ministres ici, soit au Parlement, soit dans la presse, me prouvent que la Prusse ne pensait intervenir tant que la frontière allemande n'était pas violée. Bonaparte, sous protection russo-anglaise, avait obtenu alors l'autorisation de mener une guerre « localisée » afin de se maintenir au pouvoir en France. La Prusse n'aurait pas osé remuer le petit doigt, et si elle l'avait fait, il y aurait eu guerre entre l'Allemagne et la Russie, nous ne pouvions rien souhaiter de mieux. Mais en fait, là n'était pas le problème, car jamais la Prusse n'aurait eu le courage de faire ce pas. Il s'agissait plutôt, d'une part d'étaler dans toute sa nudité la piteuse faiblesse du gouvernement prussien, d'autre part et surtout d'arracher le voile des mystifications bonapartistes. Le jeu n'était pas si difficile puisque tous les représentants du parti révolutionnaire, de Mazzini à Louis Blanc, Ledru-Rollin et même Proudhon s'y seraient associés. Ainsi, la polémique contre la mystification de Bonaparte pouvait ne pas avoir l'apparence d'une hostilité à l'égard de l'Italie ou de la France.

Bien sûr, je n'examine pas ici les choses à fond, je ne fais qu'évoquer quelques points en passant. Mais tu me permettras de faire une remarque : il se peut que la situation débouche sur une nouvelle crise. Dans ce cas, notre parti aura à choisir entre deux positions : ou bien aucun de nous n'intervient publiquement au nom du parti sans avoir auparavant consulté les autres, ou bien chacun a le droit d'exposer son point de vue sans se préoccuper des autres. Je ne crois pas, à vrai dire, que cette dernière attitude soit indiquée car une polémique publique ne saurait profiter à un parti si peu nombreux (mais qui, il faut l'espérer, compense par son énergie sa faiblesse numérique). Ce que je peux dire seulement, c'est qu'au cours de mon voyage (cet été) à travers l'Angleterre et l'Ecosse⁶ – et nos vieux camarades du parti sont ici très disséminés, je n'en ai pas rencontré un seul qui n'ait souhaité te voir modifier ta brochure sur de nombreux points. Je m'explique cela tout simplement : cela tient au fait que la politique extérieure, notamment, se

¹ CML, pp. 267-268.

² C5, pp. 416-418.

³ Du peuple.

⁴ En référence à l'accord secret signé à Paris le 3 mars 1859 entre la France et La Russie qui s'engageait à rester neutre en cas de conflit en Italie

⁵ En référence à la circulaire adressée le 27 mai 1859 par le Ministre des Affaires étrangères russe Alexandre Gortchakov aux ambassadeurs russes en fonction dans les Etats allemands.

⁶ Pour rappel, Marx fait ici référence à son voyage en Ecosse lors de son séjour à Manchester chez Engels en juin 59. Il s'agissait alors pour lui de collecter des fonds en faveur de *Das Volk*.

présente très différemment selon qu'on est sur le sol anglais ou sur le continent¹. ».

¹ C5, pp. 431-432.

5.2. La Confédération germanique

Dates remarquables

1814-1815 **Congrès de Vienne.** Du 18.09.1814 au 9.06.1815 se réunissent à Vienne les pays vainqueurs de Napoléon Ier, dont la Prusse et l'Autriche qui se disputent l'hégémonie en Allemagne. L'acte final du traité aboutit, le 8 juin 1815, à la création de la **Confédération germanique** (le *Deutscher Bund*) sur le territoire de l'ancien Saint Empire romain germanique. Elle se compose de 39 Etats souverains (35 monarchies et 4 villes libres)¹. Son organe central, le Bundestag, siège à Francfort-sur-le-Main, selon un système complexe de pondération des voix selon les enjeux.

Il s'agit davantage d'une confédération d'Etats souverains que d'un véritable Etat fédéral.

L'Autriche impériale se pose néanmoins en garante du nouvel ordre européen sous la direction de Metternich.

Les événements du *Vormärz*²

1817

18.10.1817 Quelques 500 étudiants organisent au château de **Wartburg**, près d'Eisenach, une fête en l'honneur de Martin Luther. Il faut souligner le rôle des associations étudiantes, les *Burschenschaften*, dans cette première manifestation du mouvement national allemand.

1819

20.09.1819 Promulgation des **décrets de Karlsbad** à l'instigation de Metternich. Ils installent un régime de surveillance policière et de répression de la presse soumise à la censure. Les associations étudiantes (les *Burschenschaften*) sont interdites. On se livre à une chasse aux sorcières des intellectuels dont un grand nombre sont contraints à l'exil. Cette décision intervient après l'assassinat par l'étudiant Karl Ludwig Sand, le 23 mars 1819, de l'écrivain August von Kotzebue, un auteur ouvertement réactionnaire, adversaire de tout libéralisme et qui passait pour un agent du tsar de Russie.

1832

27.05.1832 Fête de **Hambach** dans le Palatinat bavarois, qui réunit près de 30.000 personnes. Elle constitue une manifestation de masse de l'opposition démocratique et nationaliste. Elle aboutira, dès le 28 juin, à un renforcement de la répression.

1833

03.04.1833 Une cinquantaine d'étudiants prennent la décision d'attaquer la Garde de Francfort en vue de déclencher un mouvement révolutionnaire d'envergure. Ils visent le siège du Bundestag, mais l'opération est un fiasco.

1834

01.01.1834 Entrée en vigueur du **Zollverein** à l'initiative de la Prusse. Inspirée par l'économiste libéral Friedrich List, cette union douanière s'accomplit à l'exclusion

¹ Notons que la Prusse orientale (à l'est de l'Oder) ne fait pas partie de la Confédération, ni, de l'empire d'Autriche, la Hongrie et ses possessions italiennes, la Vénétie et la Lombardie.

² « L'avant mars », pour désigner la période entre 1815 et 1848.

de l'Autriche. Elle groupe les deux Hesse, la Bavière, le Wurtemberg, le royaume de Saxe et les petits Etats de Thuringe. Au total, cette union douanière comptera 25 Etats et une population de 26 millions d'habitants. Le but est de créer un espace douanier unifié favorable à la formation d'un Etat-Nation allemand qui prenne la place de la *Confédération germanique* dominée par l'Autriche.

1840

- 07.06.1840 Avènement en Prusse du roi Frédéric-Guillaume IV. Le personnage est intimement persuadé qu'il a été choisi par la Providence. Ce monarque de droit divin entend diriger un pur *Etat chrétien germanique*.

La révolution de mars 1848¹

La révolution de février à Paris va déclencher **un vaste mouvement réformateur** dans la plupart des Etats allemands, à commencer par ceux du sud-ouest, dans les Grands-Duchés de Bade, de Hesse et de Nassau en particulier. Le pouvoir cède partout sur des revendications démocratiques et institutionnelles (liberté de la presse, liberté d'association, scrutin au suffrage élargi, création de gardes nationales) mais ces avancées libérales ne s'accompagnent d'aucune véritable réforme dans le domaine social. Au contraire, la bourgeoisie va prendre très vite ses distances avec les revendications sociales et se rapprocher des anciennes classes dominantes, hobereaux, militaires et bureaucrates.

- 05.03.1848 Lors d'une réunion à **Heidelberg**, dans le Grand-Duché de Bade, une cinquantaine de libéraux issus pour la plupart des Etats du Sud et de l'Ouest de l'Allemagne décident de convoquer à Francfort-sur-le-Main un parlement provisoire (le *Vorparlament*, un *pré-parlement*) chargé de donner à l'Allemagne une instance de direction unifiée dans le cadre d'un Etat fédéral.
- 06.03.1848 Début des troubles à Berlin.
- 13.03.1848 **Vienne est en état d'insurrection.** Metternich, le symbole même de la *Sainte Alliance*², est contraint à la démission et doit s'enfuir en Angleterre.
- 15.03.1848 La révolution éclate à **Budapest**. Le 17 mars, l'empereur d'Autriche accordera aux Hongrois un ministère responsable.
- 18.03.1848 A **Berlin**, après quelques jours d'émeutes, le roi Frédéric-Guillaume IV est contraint d'annoncer un projet de révision constitutionnelle. Il annonce la formation, le 29 mars prochain, du ministère libéral Camphausen - Hansemann. C'est la bourgeoisie rhénane qui prend la main, profitant de l'absence de direction politique du mouvement populaire. En vérité, elle vient au secours du pouvoir afin d'endiguer pour elle-même les débordements sociaux du processus révolutionnaire en cours.
- 20.03.1848 Abdication du roi de Bavière Louis 1^{er} en faveur de son fils aîné Maximilien II.
- 23.03.1848 **Première guerre du Schleswig**

¹ Pour le détail, nous renvoyons aux pages de nos fascicules **17** et **18** consacrés au cycle des événements révolutionnaires en Allemagne en 1848-1849.

² La *Sainte Alliance* avait été créée le 26 novembre 1815 à l'initiative du tsar Alexandre 1^{er}. C'était un pacte contre-révolutionnaire auquel ont adhéré la plupart des Etats européens, dont l'Autriche et la Prusse.

Une situation complexe. Les duchés de Holstein, de Saxe Lauenbourg et de Schleswig se trouvent à l'époque sous l'autorité du roi de Danemark, le Holstein, et la Saxe Lauenbourg faisant néanmoins partie de la *Confédération germanique*. La montée en puissance, en 1848, du nationalisme allemand provoque une insurrection que viennent soutenir, le 23 avril 1848, les troupes prussiennes en occupant le Schleswig sous mandat de la *Confédération*. La cause des insurgés va susciter dans toute l'Allemagne une intense ferveur nationaliste. Un cessez-le-feu interviendra néanmoins très vite sous la pression de l'Angleterre et de la Russie et le **26 août 1848** sera signé **l'armistice de Malmö**, lequel sera confirmé à deux reprises, par la paix de Berlin du 2 juillet 1850 et par le traité de Londres du 8 mai 1852.

- 31.03.1848 Première réunion du **Vorparlament** à Francfort-sur-le-Main. Cette assemblée siègera jusqu'au 4 avril afin de préparer la création du parlement de Francfort qui tiendra sa première séance le 18 mai 1848. Il est constitué de 574 délégués issus des Diètes : 141 délégués prussiens mais seulement 2 autrichiens. Le *Vorparlament* siègera du 31 mars au 3 avril. Il décide de l'élection d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel dans tous les Etats de la Confédération. En refusant de destituer la Diète, le *Vorparlament* laisse toutefois subsister l'appareil de l'autorité légale qui garde la main sur les forces armées. A côté d'une majorité très modérée, favorable une monarchie constitutionnelle, le *Vorparlament* comptait une fraction d'extrême-gauche dirigée notamment par Gustav von Struve.
- 08.04.1848 L'empereur d'Autriche accorde la *Charte de Bohême* en faveur des Tchèques. La Bohême devient un royaume à part entière comme la Hongrie.
- 12.04.1848 L'inertie du *Vorparlament* et son orientation politique imposée par les libéraux précipitent une tentative d'insurrection révolutionnaire dans le sud du pays de **Bade**, conduite par Friedrich Hecker et Gustav von Struve. Le soulèvement sera très vite défait par les troupes du Wurtemberg à la bataille de **Kandern**, le 20.04.48.
- 11.04.1848 Sous la direction de Kossuth, la Hongrie se dote d'une Constitution autonome par rapport à l'Autriche.
- 15.05.1848 Au début du mois de mai, s'est constitué à Vienne un *Comité central révolutionnaire*. Le conflit entre le gouvernement de Pillersdorf débouche sur un double soulèvement armé les 15 et 26 mai 1848. L'Empereur Ferdinand Ier et sa famille quittent la ville le 17 mai pour s'installer à Innsbruck.
- 18.05.1848 **Ouverture du Parlement de Francfort** (la *Frankfurter Nationalversammlung*) qui siège dans la salle impériale de l'église Saint-Paul de la ville. Le libéral Heinrich von Gagern est élu à la présidence. Il s'agit de la première assemblée élue en Allemagne. La composition sociologique de cette Assemblée montre une nette hégémonie de la grande bourgeoisie, dans sa composante essentiellement intellectuelle. L'éventail politique va de la droite la plus conservatrice à une minorité démocratique radicale dont le porte-parole le plus connu est Robert Blum de Leipzig. La grande majorité est constituée par des libéraux modérés favorables à une monarchie constitutionnelle. L'institution ne dispose d'aucun véritable appareil d'Etat, ni administratif, ni militaire, qui lui permette d'exercer sa souveraineté.

En mars 1849, elle votera une Constitution sur le principe d'une monarchie constitutionnelle régie par un Empereur. La couronne impériale sera proposée le 28 mars 1849 au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV qui la refusera à deux reprises, le 3 et le 27 avril 1849.

Le 5 avril 1849, tous les députés autrichiens se retirent du parlement de Francfort. Ils

seront suivis le 14 mai 1849 par les députés prussiens.

Nomination, le 29.06.1848, de l'Archiduc Jean d'Autriche comme régent d'Empire (Reichsverweser). Son établissement solennel aura lieu le 12 juillet 1848.

La Constitution de Francfort sera officiellement révoquée le 23 août 1851.

- 22.07.1848 Le parlement de Kremsier a été le premier parlement élu de l'empire autrichien. Il se réunit à Kremsier (en Moravie) en raison de la révolution d'octobre à Vienne. Il ne comptait aucun représentant de la Hongrie qui était à cette époque en insurrection. Il n'a duré que peu de temps, entre le 22 juillet 1848 et le 7 mars 1849.
- 11.09.1848 Les troupes croates de Josip Jelacic engagent les hostilités contre les Hongrois.
- 21.09.1848 Deuxième soulèvement républicain badois : à l'annonce de l'insurrection de Francfort, Gustav Struve proclame à Lörrach la République allemande et se met à la tête d'un gouvernement provisoire, avec Karl Blind pour secrétaire. Les insurgés seront très vite vaincus dès le 24 septembre à Staufen par l'armée régulière venue de Fribourg. Struve et Blind seront condamnés à 8 ans de prison.
- 06.10.1848 Déclenchement de la **deuxième révolution de Vienne**. Les ouvriers des faubourgs s'opposent au départ des troupes mobilisées pour combattre les Hongrois. Les insurgés s'emparent du ministre de la Guerre, le comte Theodor Baillet de Latour et le pendent à un poteau de réverbère. L'arsenal est pillé et les armes sont distribuées. La capitale est toutefois isolée et ne pourra résister aux assauts des armées d'Auersperg, de Windischgrätz et de Jelačić. L'empereur quitte la capitale et se réfugie sous la protection du général Windischgrätz à Olmütz en Moravie où il est rejoint par le parlement qui s'installe à Kremsier.
- 31.10.1848 Le feld-maréchal Windischgrätz reprend la ville de Vienne aux insurgés et se livre à une brutale répression. Les combats ont duré du 23 au 31 octobre.
- 12.11.1848 Proclamation de l'état de siège à Berlin : les troupes du général von Wrangel pénètrent dans la ville sans rencontrer de résistance. La garde civique est dissoute et tous les citoyens sont invités à rendre leurs armes. Les clubs et les assemblées politiques sont interdits.
- 02.12.1848 En Autriche, l'empereur Ferdinand Ier abdique et cède le trône à son neveu l'Archiduc François-Joseph, alors âgé de 18 ans. Le prince Felix Schwarzenberg prend la tête du gouvernement pour y mener une politique répressive. Les forces d'Ancien régime, la noblesse foncière et l'armée, sont au pouvoir. L'Autriche est gérée comme une monarchie absolue.
- 05.12.1848 Coup d'Etat à Berlin. Le roi de Prusse prononce la dissolution de l'Assemblée nationale et promulgue d'autorité une Constitution. La manœuvre consiste à mettre un terme à une agitation qui devenait dangereuse et à s'imposer aux travaux constitutionnels en cours à Francfort. Il ne reste plus, à vrai dire, que l'Assemblée de Francfort terriblement discréditée comme « vestige » des conquêtes de la révolution de mars.

27.12.1848 Le parlement de Francfort publie la *Charte des Droits fondamentaux* du peuple allemand. Aucune des prescriptions de ce texte ne sera mise en œuvre.

La réaction

1849

05.01.1849 L'armée autrichienne entre à Budapest.

13.01.1849 Victoire à Francfort des partisans de la *petite Allemagne* par 261 voix contre 224 : l'Autriche est désormais considérée comme un Etat étranger.

02.03.1849 Vote au parlement de Francfort pour le suffrage universel direct et secret. Le vote est acquis par 256 voix contre 194 après de vifs débats au cours desquels la droite du parlement a manifesté une vive résistance. Au cours d'une discussion qui a duré du 15 février au 2 mars, on a pu voir la bourgeoisie se rapprocher des forces féodales par crainte du scrutin populaire, le droit de vote devant nécessairement être associé, à leurs yeux, à la propriété et à la détention du savoir.

Ce vote est un succès pour la gauche mais la difficulté des débats et leur longueur ont décrédibilisé l'institution aux yeux du mouvement démocratique.

04.03.1849 En Autriche, Schwarzenberg provoque un coup d'Etat à la manière de Frédéric-Guillaume IV de Prusse. Il promulgue d'autorité une nouvelle Constitution destinée à intégrer la bourgeoisie dans le bloc politique dirigeant. L'opposition est dispersée, de nombreux journaux sont interdits. La Constitution autrichienne réaffirme le caractère indivisible de l'Empire. Schwarzenberg se pose clairement en continuateur de Metternich dans la perspective d'une Autriche danubienne établie sur le patrimoine de Habsbourg.

28.03.1849 Le parlement de Francfort procède enfin au vote terminal de la *Constitution du Reich*. Une étroite minorité (de 290 voix contre 248 abstentions¹) propose la dignité impériale au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV qui la refusera bientôt².

03.04.1849 Reprise des hostilités entre le Danemark et les Etats allemands dans les duchés.

05.04.1849 L'Autriche rappelle ses 121 députés au parlement de Francfort.

Le 8 avril, Félix von Schwarzenberg fera parvenir une note à son ambassadeur à Berlin lui signifiant qu'il ne reconnaît pas les décisions

¹ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 81. Parmi les opposants, on compte la gauche républicaine, les députés autrichiens (qui ne tarderont pas à se retirer) et les députés des Etats du sud de l'Allemagne, de la Bavière en particulier.

² Ce refus officiel ne sera signifié que le 28 avril 1849 dans une note adressée par le président du Conseil von Brandenburg à Camphausen, plénipotentiaire prussien auprès du parlement de Francfort (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 93).

du parlement de Francfort : « L'Empereur d'Autriche ne se soumettra ni soi-même ni ses Etats à un pouvoir central exercé par un autre souverain. ».

- 14.04.1849 A l'initiative de Kossuth, les Hongrois proclament leur indépendance.
- 27.04.1849 Frédéric-Guillaume IV impose la dissolution de la seconde chambre prussienne (qui venait de reconnaître, le 22 avril, la Constitution de Francfort). C'est la fin de tous les engagements du roi envers la révolution de mars. On se prépare à changer la loi électorale¹. Ce qui est en jeu c'est, en effet, le suffrage universel qui est présenté comme un vote communiste et destructeur de la société².
- 03.05.1849 **Soulèvement de Dresde.** Le refus par le roi de Saxe de sanctionner la Constitution de Francfort et son appel aux troupes prussiennes entraînent aussitôt l'insurrection de la ville sous la direction d'un triumvirat révolutionnaire. L'isolement de la ville et l'inégalité flagrante du rapport de force militaire ne permettront pas aux insurgés de tenir longtemps : l'insurrection est vaincue dès le 9 mai. On assiste aux premiers combats pour la Constitution de Francfort. En vérité, le Palatinat bavarois avait pris l'initiative dès le 2 mai et c'est dans les provinces du Sud de l'Allemagne, dans le Bade-Palatinat, que se développera « la campagne pour la Constitution du Reich ».
- 09.05.1849 Soulèvements dans les régions industrielles de la province du Rhin et de Westphalie, à Elberfeld, Iserlohn et Solingen. Les ouvriers d'Elberfeld constituent une milice révolutionnaire.
- 14.05.1849 Frédéric-Guillaume IV publie une ordonnance interdisant aux députés prussiens de siéger désormais au parlement de Francfort.
- 21.05.1849 Les Hongrois reprennent Budapest.
- 26.05.1849 Profitant des troubles insurrectionnels dans le sud-ouest, Frédéric-Guillaume IV signe avec les royaumes de Saxe et de Hanovre (deux Etats qui ont été contraints de solliciter l'aide de la Prusse) le traité d'alliance dit des « trois rois ». L'article 3 spécifie bien que « la direction supérieure des affaires est conférée au Roi de Prusse ». Le 28 mai, une circulaire portera connaissance aux autres Etats allemands de cette « **Union restreinte** » qui aura pour effet d'irriter le tsar Nicolas, inquiet de voir se constituer une nouvelle puissance à ses frontières.
- 30.05.1849 Le parlement de Francfort devenu le « *Rumpfparlament* » (le « parlement croupion ») décide par 71 voix contre 64 de son transfert à Stuttgart dans le Wurtemberg. Il constitue en son sein une direction politique (la *Reichsregentschaft*) de 5 régents qui, le 1^{er} juin, proclame la République dans le Grand-Duché de Bade. Il sera dispersé militairement le 18 juin 1849 par les troupes du Wurtemberg.
- 24/26.06.49 Création du parti de Gotha. Les libéraux de droite quittent l'Assemblée de Francfort et, à l'invitation, notamment, de Henri de Gagern, se réunissent à Gotha pour y délibérer d'une Constitution sur le principe d'une unité de l'Allemagne sous la direction d'un Hohenzollern.

¹ La nouvelle loi électorale dite « des trois classes » sera votée la 30 mai 1849 (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 107)

² J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, p. 475.

- 10.07.1849 Accord de paix entre la Prusse et le Danemark à Berlin.
- 23.07.1849 La forteresse de Rastatt est investie par les troupes prussiennes. Cette défaite marque fin de la révolution badoise et **met un terme à la révolution allemande de 1848-1849.**
- 13.08.1849 Défaite de la révolution hongroise : l'armée du général Görgey capitule à Vilagos devant les Russes.
- 22.08.1849 Capitulation de Venise devant les Autrichiens. Il n'existe plus dans l'empire un seul gouvernement insurrectionnel. L'empire d'Autriche est rétabli. **Le cycle des révolutions est clos.**

1850

- 31.01.1850 Promulgation en Prusse d'une nouvelle Constitution.
- Mars/avril 1850 **Union d'Erfurt** (dite *l'Union restreinte*) Du 20 mars au 29 avril 1850, après l'échec du parlement de Francfort, va siéger une assemblée dont le but est de rédiger une nouvelle Constitution de l'Allemagne unifiée sous domination de la Prusse. La mise en place de cette Constitution échouera sous la pression de l'Autriche (dont Felix von Schwarzenberg dirige la politique) qui, le 29 novembre 1850, lors de la conférence d'**Olmütz** obligera la Prusse à dissoudre l'Union d'Erfurt. Une preuve que la Prusse ne pourra établir son hégémonie sur l'Allemagne sans vaincre d'abord l'Autriche. Ladite « reculade d'Olmütz » sera ressentie par les Allemands comme une humiliation.
- 14.04.1850 A l'initiative de Kossuth, les Hongrois proclament leur indépendance.
- Mai 1850 Le chancelier autrichien Felix von Schwarzenberg convoque un congrès pour faire renaître la *Confédération germanique*.
- 02.07.1850 Le Danemark et la Prusse signent à Berlin un traité par lequel le roi du Danemark retrouve tous ses droits personnels sur le Schleswig et sur le Holstein.
- 29.11.1850 En octobre et novembre 1850, le Grand-Duc de Hesse-Cassel, Frédéric-Guillaume Ier, en conflit avec son parlement, sollicite l'aide de la *Confédération germanique* qui charge l'armée bavaroise de le rétablir dans son pouvoir, une décision que récuse la Prusse. Le 12 octobre 1850, François-Joseph 1er d'Autriche rencontre à **Bregenz** les rois de Bavière et de Wurtemberg pour convenir d'un plan de campagne au cas où la Prusse interviendrait, ce qui advient effectivement : dès le 25 octobre, les Prussiens occupent, en effet, le territoire de Hesse-Cassel. Le 8 novembre se produit à Bronzell une escarmouche entre avant-postes prussiens et autrichiens. Soutenue par la Russie, l'Autriche adresse, dès le 28 novembre, un ultimatum à la Prusse qui ne tarde pas à céder en signant le lendemain **29 novembre 1850** le traité d'**Olmütz**, désormais connu sous le nom de « **reculade d'Olmütz** ». La Prusse est contrainte d'abandonner son projet **d'union restreinte** et d'accepter son retour dans le cadre de la *Confédération germanique* dominée par les Autrichiens.

1851

En janvier 1851, avec le consentement

de la Prusse, le Holstein est occupé par les troupes autrichiennes au nom de la *Confédération germanique*; le soulèvement est alors réprimé.

Avril 1851	Conférence de Dresde.	La Confédération germanique est remise en place.
23.08.1851	Révocation de la Constitution de Francfort.	
1852		
08.05.1852	Protocole de Londres sur la fin de la première guerre des duchés.	Le Holstein et le Lauenbourg demeurent attachés à la Confédération germanique.
1854		
20.04.1854	L'Autriche et la Prusse signent un traité d'alliance dans le cadre de la guerre de Crimée .	
1855		
18.08.1855	Signature avec le Saint-Siège du Concordat qui assure tout pouvoir à l'Église catholique autrichienne, notamment dans le domaine de l'enseignement.	
1856		
30.01.1856	Signature du traité de Paris mettant fin à la guerre de Crimée	
1857		
23.10.1857	Frédéric-Guillaume IV, atteint de démence, délègue son pouvoir à son frère cadet Guillaume qui deviendra officiellement prince régent en octobre 1858.	
1859		
29.04.1859	Début de la guerre d'Italie . L'armée autrichienne engage le combat contre le Piémont qui a rejeté l'ultimatum autrichien du 23 avril.	Le 3 mai, la France déclarera la guerre contre l'Autriche. Napoléon III fait afficher à Paris une proclamation au peuple français dans laquelle il justifie son entrée en guerre aux côtés du Piémont.
11.07.1859	Armistice de Villafranca , après les défaites autrichiennes de Magenta, le 4 juin, et de Solferino, le 24 juin.	
16.09.1859	Création à Francfort du Deutscher Nationalverein favorable à la petite Allemagne sous domination prussienne.	
10.11.1859	Signature des traités de Zurich : l'Autriche cède la Lombardie à la France qui la remet au Piémont (en échange de la Savoie et de l'arrondissement de Nice). Elle conserve la Vénétie.	
1861		
02.01.1861	Mort de Frédéric-Guillaume IV. Le prince régent devient roi de Prusse sous le	

nom de **Guillaume Ier**.

26.02.1861 Signature à Vienne de la *Patente* de février. Cette nouvelle Constitution réoriente l'Empire d'Autriche vers un régime centralisé à partir de Vienne. Le Conseil d'Empire devient l'institution centrale de l'Etat.

1862

Formation de la *Deutsch Reformverein* favorable cette fois à la solution de la Grande Allemagne, un Etat Nation allemand dominé par l'Autriche. Une perspective proche du pangermanisme : domination d'un territoire germanophone excluant toutes les populations non allemandes, dont les slaves et avec des accents antisémites.

23.09.1862 Le roi Guillaume Ier appelle Bismarck à la tête du gouvernement prussien. Le 30 septembre, Bismarck déclare devant la Chambre : « L'Allemagne ne s'intéresse pas au libéralisme de la Prusse, mais à sa force. (...) Ce n'est pas par des discours et des votes à la majorité que les grandes questions de notre époque seront résolues – ce qui est la grande erreur de 1848 et 1849 – *mais par le fer et par le sang*. ».

1863

18.11.1863 Le roi du Danemark Christian IX promulgue une nouvelle Constitution qui incorpore le Schleswig à son royaume. Dès décembre, les troupes saxonnes et hano-vriennes de la Confédération occuperont le Holstein.

1864

01.02.1864 **Seconde guerre du Schleswig**

Après un ultimatum du 16 janvier 1864, la Prusse et l'Autriche entrent en guerre contre le Danemark. Elles agissent indépendamment de la *Confédération germanique*. Le 1^{er} février 1864, leurs armées franchissent l'Eider, la frontière entre le Holstein, et le Schleswig.

La suspension des hostilités interviendra le 9 mai 1864 après la conférence de Londres. La fin du conflit sera sanctionnée par le traité de Vienne du 30 octobre 1864 : le Danemark est contraint de céder les 2 duchés du Schleswig et de Lauenbourg à la Prusse et celui de Holstein à l'Autriche. Cette répartition sera confirmée par la convention de Gastein signée le 14 août 1865 par l'Autriche et la Prusse.

1865

03.10.1865 Rencontre de Bismarck et de Napoléon III à Biarritz sur la question de l'unification de l'Allemagne. Il en tire la conclusion que la France restera neutre en cas de conflit avec l'Autriche.

1866

08.04.1866 La Prusse signe à Berlin un accord secret avec l'Italie contre l'Autriche.

07.06.1866 Les troupes prussiennes commencent l'invasion du Holstein qui était administré conjointement par la Prusse et l'Autriche depuis la guerre de 1865 contre le Danemark.

14.06.1866 A la demande de l'Autriche, la *Confédération germanique* décide de la mobilisation fédérale contre la Prusse. L'Autriche a pour alliés la Bavière, le Bade, la Hesse-Cassel et la Saxe. Pour s'assurer la neutralité de Napoléon III, elle a cédé, le 11 juin, la Vénétie à l'Italie.

15.06.1866 La Prusse déclare la guerre au Hanovre, à la Hesse Cassel et à la Saxe.

Guerre austro-prussienne sur la question des duchés du Schleswig-Holstein.

- 03.07.1866 Bataille décisive de **Sadowa** en Bohême : victoire prussienne contre les Autrichiens.
- 26.07.1866 Signature à Nikolsbourg, en Moravie, d'un armistice entre la Prusse et l'Autriche. Il sera suivi par plusieurs traités de la Prusse avec le Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade et la Bavière.
- Il aboutit à la **dissolution de la Confédération germanique** lors du **traité de Prague**, le 23.08.1866, qui consacre la victoire de la politique de Bismarck. Les Habsbourg sont chassés d'Allemagne.
- 18.08.1866 Création à Berlin de la **Confédération de l'Allemagne du Nord** sous la présidence de la Prusse. L'Autriche est exclue de l'espace germanique. L'Allemagne du sud reste néanmoins en dehors de la nouvelle Confédération.

*

- 20.09.1866 La Prusse annexe le Schleswig-Holstein, le royaume de Hanovre, le duché de Nassau, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort-sur-le Main. La Prusse réalise ainsi sa continuité territoriale entre la Rhénanie et le Brandebourg.

1867

- 17.02.1867 Compromis austro-hongrois : François-Joseph cède aux revendications des Hongrois et leur accorde leur autonomie interne. On parle désormais d'Autriche-Hongrie.
- 01.07.1867 La Constitution de la **Confédération de l'Allemagne du Nord** entre en vigueur sous la présidence du roi de Prusse. Le 14 juillet Bismarck sera nommé chancelier.

1870

- 02.06.1870 Rencontre d'Ems entre le roi de Prusse et le tsar Alexandre qui accorde son soutien à la Prusse en cas d'alliance de l'Autriche et de la France contre la Prusse.
- 09.07.1870 Entretien d'Ems : l'ambassadeur de France Vincent Benedetti rencontre le roi de Prusse qui est en cure à Bad Ems. L'enjeu est la candidature de Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne, une perspective qui est perçue par Napoléon III comme une menace d'encerclement de la France. Benedetti obtient la garantie *verbale* du roi de Prusse du retrait de cette candidature (qui sera effectivement confirmé le 12 juillet), mais Guillaume Ier refusera, le 13 juillet, de s'y engager *par écrit*.
- 13.07.1870 Bismarck publie dans la presse sous le nom de « **Dépêche d'Ems** » un compte rendu biaisé de l'entretien en insistant sur la seconde réponse, son refus. Le document provoque aussitôt une exaltation belliciste en France et en Prusse.

d'une garantie *écrite*, du roi de Prusse.

19.07.1870 La France déclare la guerre à la Prusse.

02.09.1870 Défaite de **Sedan**. Napoléon III est fait prisonnier.

1871

18.01.1871 Création dans la galerie des Glaces de Versailles de **l'Empire allemand**.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communaux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
La Confédération germanique, dates remarquables	Vol. 32
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (2)	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (3)	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie</i> (<i>Der Volksstaat</i> , des 16, 18 et 21.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11

F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le Pô et le Rhin	Vol. 32
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne (<i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune (<i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev (<i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) (<i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, sur la <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i> de Karl Marx.	Vol. 30
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (<i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ferdinand Lassalle, La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie.	Vol. 32
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabot	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18

<i>Ligue des communistes, La rupture de septembre 1850</i>	Vol. 19
<i>Ligue des communistes, La fraction Willich/Schapper</i>	Vol. 19
<i>Ligue des communistes, Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)</i>	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au <i>Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste, une œuvre de plagiaires ?</i>	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, La <i>Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier (<i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières (<i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine (<i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (1)	Vol. 15

K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (2)</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. Une découverte scientifique	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. La métaphysique de l'économie politique	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélation sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures (<i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Le système industriel anglais (<i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1850-1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, la controverse de 1859	Vol. 32
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des événements	Vol. 24
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
<i>L'obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19

La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19